OFF
A11E8
G3/
Ex. 2

N° 51
8990

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 18 décembre 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, December 18, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHEQUE NATIONALE
REÇU LE
21 DEC 1971
DU QUEBEC

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Adca Film inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gilles Aird, artiste-accessoiriste, Ginette Magny, artiste-costumière, épouse dudit Gilles Aird, tous deux de 3790, chemin de la Côte Ste-Catherine, et Michel Aird, étudiant, 4222, Old Orchard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Offrir des services de décorateurs, costumiers ou accessoiristes pour la production, mise en scène ou tout autre mode d'exploitation de films, théâtre, opéra, opérette ou tout spectacle ou représentation artistiques, éducatifs ou de divertissement, sous le nom de « Adca Film inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714685

Agence de sécurité La Vigilance inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Claude Giroux, commis, 12, Marquette, Pierre LeBlanc, stagiaire en droit, 461, Notre-Dame, Suzanne Nobert, épouse de Pierre Champoux, 102, Massicotte, Denise Corbin, fille majeure, 239, du Passage, tous quatre de Cap-de-la-Madeleine, et Francine Jetté, épouse de Alain Dionne, 793, Gingras, Trois-Rivières, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de sécurité, sous le nom de « Agence de sécurité La Vigilance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 3448-1971

Les Amis de Saint-Benoît-du-Lac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François Desmarais, courtier en assurances, 65, avenue Duchastel, Outremont, Jean-Guy Toussaint, industriel, Saint-

Letters Patent

Adca Film inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Aird, stage-property man, Ginette Magny, wardrobe mistress, wife of the said Gilles Aird, both of 3790 Côte Ste-Catherine Road, and Michel Aird, student, 4222 Old Orchard, all three of Montreal, for the following purposes:

To offer services as set designers, costumers and property men for the production, staging or any other method of originating films, theater, opera, operetta or any other artistic, educational or entertainment performance or presentation, under the name of "Adca Film inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714685

Agence de sécurité La Vigilance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Giroux, clerk, 12 Marquette, Pierre LeBlanc, articled law student, 461 Notre-Dame, Suzanne Nobert, wife of Pierre Champoux, 102 Massicotte, Denise Corbin, spinster, 239 du Passage, all four of Cap-de-la-Madeleine, and Francine Jetté, wife of Alain Dionne, 793 Gingras, Trois-Rivières, the latter three secretaries, for the following purposes:

To operate a security agency, under the name of "Agence de sécurité La Vigilance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 3448-1971

Les Amis de Saint-Benoît-du-Lac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Desmarais, insurance broker, 65 Duchastel Avenue, Outremont, Jean-Guy Toussaint, manu-

Jean-Port-Joli, et Pierre Beaudoin, notaire, 197, Du Dauphiné, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Grouper tous ceux qui sont désireux de faire connaître le message quatorze fois séculaire de Saint-Benoit, message de Foi, de Paix et d'Unité, sous le nom de « Les Amis de Saint-Benoît-du-Lac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de, $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3838-1971

Anjou Installation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean Chaput, entrepreneur en installation métallique, Raymonde Marchessault, ménagère, épouse dudit Jean Chaput, tous deux de 6160, Bergevin, Brossard, et Gilles Chaput, contremaître, 6241, boulevard Roi René, Anjou, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, installer et faire le commerce de machines, appareils, outillages, accessoires et articles de toutes sortes, sous le nom de « Anjou Installation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6160, rue Bergevin, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3885-71

Antirouille Sud (Division St-Hyacinthe) ltée South Rustproofing (St-Hyacinthe Division) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Pierre Delorme, 575, Tait, Saint-Laurent, Howard Dermer, 5370, Macdonald, tous deux avocats, et Murielle Tardif, secrétaire, fille majeure, 1355, St-Zotique, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise pour l'installation de produits antirouille, sous le nom de « Antirouille Sud (Division St-Hyacinthe) ltée — South Rustproofing (St-Hyacinthe Division) Ltd. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.
ALBERT JESSOP.

43502-o 714667

facturer, Saint-Jean-Port-Joli, and Pierre Beaudoin, notary, 197 Du Dauphiné, Saint-Lambert, for the following purposes:

To form an association of those interested in spreading the fourteen century-old message of Saint-Benoît, the message of Faith, Peace and Oneness, under the name of "Les Amis de Saint-Benoît-du-Lac inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3838-1971

Anjou Installation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Chaput, metal installation contractor, Raymonde Marchessault, housewife, wife of the said Jean Chaput, both of 6160 Bergevin, Brossard, and Gilles Chaput, foreman, 6241 Roi René Boulevard, Anjou, for the following purposes:

To manufacture, repair, install and deal in machines, appliances, tools, accessories and articles of all kinds, under the name of "Anjou Installation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6160 Bergevin Street, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3885-71

Antirouille Sud (Division St-Hyacinthe) ltée South Rustproofing (St-Hyacinthe Division) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1971 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Delorme, 575 Tait, Saint-Laurent, Howard Dermer, 5370 Macdonald, both advocates, and Murielle Tardif, secretary, spinster, 1355 St-Zotique, the latter two of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of installation of rustproofing products, under the name of "Antirouille Sud (Division St-Hyacinthe) ltée — South Rustproofing (St-Hyacinthe Division) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714667

Association A.C.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Odilon Gagnon, expéditeur de métal, 139, St-Clément, Germain Fortin, opérateur, 110, Sir Wilfrid Laurier, Lionel Bujold, 119, Nelson, tous trois de Jonquière, Joseph Bouchard, 19, Bégin, tous deux couleurs, Félix Lavoie, inspecteur de métal, 12, Pedneault, tous deux de Kénogami, Marius Simard, journalier, 118, Buies, Chicoutimi-Nord, et Marc Noreau, mécanicien, 8, Labrie, Arvida, pour les objets suivants:

Formation culturelle, sociale et économique des membres, au moyen de conférences, de réunions, de conseils, d'entraide entre les membres, sous le nom de « Association A.C.T. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 139, rue St-Clément, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3922-1971

Association A.C.T. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Odilon Gagnon, metal shipper, 139 St-Clément, Germain Fortin, operator, 110 Sir Wilfrid Laurier, Lionel Bujold, 119 Nelson, all three of Jonquière, Joseph Bouchard, 19 Bégin, the latter two metal pourers, Félix Lavoie, metal inspector, 12 Pedneault, the latter two of Kénogami, Marius Simard, laborer, 118 Buies, Chicoutimi North, and Marc Noreau, mechanic, 8 Labrie, Arvida, for the following purposes:

The cultural, social and economic instruction of the members, by means of lectures, meetings, counsel and fraternal assistance, under the name of "Association A.C.T. inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 139 St-Clément Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3922-1971

L'Association de gastronomie Les Gueux du Crouton

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Ferdinand Mousseau, gérant, 5132, des Érables, Arthur Cyr, tailleur, 5051, Papineau, Raymond Rousse, polisseur, 2920, Holt, et Jean-Guy Goulet, lithographe, 6245, Louis-Hébert, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à la science de la gastronomie et promouvoir leurs connaissances dans la pratique de cette science, sous le nom de « L'Association de gastronomie Les Gueux du Crouton ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 5132, rue des Érables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3097-1971

L'Association de gastronomie Les Gueux du Crouton

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ferdinand Mousseau, manager, 5132 des Érables, Arthur Cyr, tailor, 5051 Papineau, Raymond Rousse, polisher, 2920 Holt, and Jean-Guy Goulet, lithographer, 6245 Louis-Hébert, all four of Montreal, for the following purposes:

To form an association of persons interested in the science of gastronomy and to increase their knowledge in the practice thereof, under the name of "L'Association de gastronomie Les Gueux du Crouton".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 5132 des Érables Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3097-1971

Association de Ski de la Zone Gaspésienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Romain Gagné, administrateur, 38, Duchesne, Yvon Marquis, pharma-

Association de Ski de la Zone Gaspésienne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Romain Gagné, administrator, 38 Duchesne, Yvon Marquis,

cien, 255, Ste-Marie, et Gérald Lévesque, marchand, 235, de la Sapinière, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et organiser le sport en général et promouvoir en particulier le sport du ski, sous le nom de « Association de Ski de la Zone Gaspésienne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 5379-1970

pharmacist, 255 St. Marie, and Gérald Lévesque, merchant, 235 de la Sapinière, all three of Rimouski, for the following purposes:

To promote, encourage and organize sports in general and to promote in particular the sport of skiing, under the name of "Association de Ski de la Zone Gaspésienne inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 5379-1970

Association des citoyens de Terrebonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Janssens, vitrier, 1192, St-Sacrement, André Collette, gérant, 713, Martel, Robert Dubé, inspecteur, 711, St-Louis, Simon Allard, policier, 738, boulevard Terrebonne, Normand Tourangeau, éducateur, 761, Comtois, Germain Gauthier, fonctionnaire, 1259, Curé Gervais, Pierre Delisle, représentant, 1330, de Bretagne, Richard Carle, constable 708, Corbeil, Guy Pomerleau, secrétaire, 725, Martel, Guy Caron, ébéniste, 600, Paul VI, Dominique Belcourt, vendeur, 599, Abbé Pierre, Claude Desjardins, représentant, 1208, St-Sacrement, Bernard Ouimet, contremaître, 435, St-Louis, et Jean-Paul Messier, comptable, 680, St-Malo, tous de Terrebonne, pour les objets suivants:

Travailler au développement de la ville de Terrebonne et voir à la protection des droits et intérêts de ses membres et des résidents en général, sous le nom de « Association des citoyens de Terrebonne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714662

Association des citoyens de Terrebonne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Janssens, glazier, 1192 St-Sacrement, André Collette, manager, 713 Martel, Robert Dubé, inspector, 711 St-Louis, Simon Allard, policeman, 738 Terrebonne Boulevard, Normand Tourangeau, teacher, 761 Comtois, Germain Gauthier, civil servant, 1259 Curé Gervais, Pierre Delisle, representative, 1330 de Bretagne, Richard Carle, constable, 708 Corbeil, Guy Pomerleau, secretary, 725 Martel, Guy Caron, cabinet maker, 600 Paul VI, Dominique Belcourt, salesman, 599 Abbé Pierre, Claude Desjardins, representative, 1208 St-Sacrement, Bernard Ouimet, foreman, 435 St-Louis, and Jean-Paul Messier, accountant, 680 St-Malo, all of Terrebonne, for the following purposes:

To work for the development of the Town of Terrebonne and to protect the rights and interests of its members and residents in general, under the name of "Association des citoyens de Terrebonne inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714662

L'Association des Loisirs de Côte Terrebonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roméo Bourassa, industriel, 1150, Côte Terrebonne, Guy Deguire, mécanicien, 1160, Delorme, et Jean Arseneault, couvreur, 1200, Delorme, tous trois de Saint-Louis-de-Terrebonne, pour les objets suivants:

L'Association des Loisirs de Côte Terrebonne inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roméo Bourassa, manufacturer, 1150 Côte Terrebonne, Guy Deguire, mechanic, 1160 Delorme, and Jean Arseneault, roofer, 1200 Delorme, all three of Saint-Louis-de-Terrebonne, for the following purposes:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « L'Association des Loisirs de Côte Terrebonne inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Louis-de-Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714855

To establish and operate a recreation centre, under the name of "L'Association des Loisirs de Côte Terrebonne inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Louis-de-Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714855

Association des marchands de la Place Marché du Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Maheu, 8202, Arthur Peloquin, Saint-Léonard, Carmelo Nucera, 253, Mozart est, Oreste Crispino, 7159, Waverley, Lino Valente, 61, Mozart ouest, app. 2, Emmanuel Crispino, 7009, Christophe Colomb, Salvatore Di Furia, 8627, Esplanade, Biagio Marcone, 1501, Jarry est, app. 34, Luigi Di Furia, 1665, Everett, app. 7, Francesco Liuzzi, 185, Mozart est, Pasquale Ambrosino, 7100, Cartier, app. 8, Amedeo Felice, 6970, St-Dominique, Salvatore Pellicano, 7089, St-Vallier, et Maurice Petit, 7451, 6e avenue, ces douze derniers de Montréal, tous négociants, pour les objets suivants:

Promouvoir l'entraide, la défense et le développement des intérêts communs des propriétaires de marchés en bordure du Marché Jean Talon, sous le nom de « Association des marchands de la Place Marché du Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 3312, Place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714736

Association des marchands de la Place Marché du Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Maheu, 8202 Arthur Peloquin, Saint-Léonard, Carmelo Nucera, 253 Mozart East, Oreste Crispino, 7159 Waverley, Lino Valente, 61 Mozart West, Apt 2, Emmanuel Crispino, 7009 Christophe Colomb, Salvatore Di Furia, 8627 Esplanade, Biagio Marcone, 1501 Jarry East, Apt 34, Luigi Di Furia, 1665 Everett, Apt 7, Francesco Liuzzi, 185 Mozart East, Pasquale Ambrosino, 7100 Cartier, Apt 8, Amedeo Felice, 6970 St-Dominique, Salvatore Pellicano, 7089 St-Vallier, and Maurice Petit, 7451 Sixth Avenue, the latter twelve of Montreal, all merchants, for the following purposes:

To promote fraternal assistance, protection, and development of the common interests, of the proprietors of markets bordering Marché Jean Talon, under the name of "Association des marchands de la Place Marché du Nord inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 3312 Place Victoria, Montreal, in the judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714736

L'Association des marchands de Thurso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Henriot Lemery, 128, Galipeau, Ernest Dupuis, 122, Galipeau, tous deux commerçants, et Richard Raby, électricien, 436, Victoria, tous trois de Thurso, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des marchands, sous le nom de « L'Association des marchands de Thurso inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

L'Association des marchands de Thurso inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henriot Lemery, 128 Galipeau, Ernest Dupuis, 122 Galipeau, both dealers, and Richard Raby, electrician, 436 Victoria, for the following purposes:

To promote and protect the interests of merchants, under the name of "L'Association des marchands de Thurso inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation est à Thurso, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3918-1971

L'Association des propriétaires de terrains de camping et caravaning du Québec
Québec Campgrounds and Trailer Parks Owners Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Roch Séguin, biologiste, rue Principale, Grenville, Maurice Robillard, architecte, Saint-Jean-Baptiste, et Paul-Émile Veilleux, comptable, 701, Olivar Asselin, Laval, pour les objets suivants:

Grouper les propriétaires ou exploitants de terrains ou parcs qui sont intéressés à exploiter sur leursdits terrains, le commerce de camping et de caravaning, sous le nom de « L'Association des propriétaires de terrains de camping et caravaning du Québec — Québec Campgrounds and Trailer Parks Owners Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2427-1971

Association des propriétaires du Lac de Stoke (APLS)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Coulombe, avocat, route rurale numéro 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, et Pierrette Mercier, 2294, de Rouville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts sociaux et culturels des membres, sous le nom de « Association des propriétaires du Lac de Stoke (APLS) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 4, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714369

The head office of the corporation is at Thurso judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3918-1971

L'Association des propriétaires de terrains de camping et caravaning du Québec
Québec Campgrounds and Trailer Parks Owners Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis-Roch Séguin, biologist, rue Principale, Grenville, Maurice Robillard, architect, Saint-Jean-Baptiste, and Paul-Émile Veilleux, accountant, 701 Olivar Asselin, Laval, for the following purposes:

To form an association of the owners or managers of lands or parks who are interested in carrying on the business of camping and caravaning on their said lands, under the name of "L'Association des propriétaires de terrains de camping et caravaning du Québec — Québec Campgrounds and Trailer Parks Owners Association."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2427-1971

Association des propriétaires dů Lac de Stoke (APLS)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route No. 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, and Pierrette Mercier, 2294 de Rouville, the latter two secretaries, spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote the social and cultural interests of the members, under the name of "Association des propriétaires du Lac de Stoke (APLS)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Rural Route No. 4, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714369

L'Association des propriétaires du secteur P.S.G.Q. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Laurendeau, technicien, 1046, Sideleau, Réal Rancourt, assureur, 950, Sideleau, Jean-Marc Labbé, cotiseur, 545, Poulin, Jean-Yves Dupuis, 509, Poulin, Réal Béland, 1019, Sideleau, et Rémi Gendron, 542, Poulin, ces trois derniers gérants, tous six de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des propriétaires, sous le nom de « L'Association des propriétaires du secteur P.S.G.Q. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000,

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714427

Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles

Le ministre des institutions financière, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Suzanne Larivée, épouse de Claude Plamondon, 2311, Centre, Simone Rivard, fille majeure, 2307, Centre, Huguette Raymond, épouse de Léopold Roy, 1655, Wellington, Gertrude Beaulieu, épouse de André Labelle, 2441, Châteauguay, Lise Gagnon, épouse de Jean-Guy Dutoy, 2502, Manufacturer, Jeanne Labelle, épouse de Hormidas Poulin, 2564, Centre, toutes six ménagères, et David Gourd, employé, 1794, Centre, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

Obtenir le respect des personnes et de leurs droits dans le domaine du bien-être, du logement, de la santé, de la famille, du revenu, sous le nom de « Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles ».

Le montant auquel est limitée la valeur est biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3365-1971

Les associations patronales de la construction et des métiers connexes (Québec) inc. Construction & Allied Trades Associations of Employers (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

L'Association des propriétaires du secteur P.S.G.Q. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Laurendeau, technician, 1046 Sideleau, Réal Rancourt, insurer, 950 Sideleau, Jean-Marc Labbé, assessor, 545 Poulin, Jean-Yves Dupuis, 509 Poulin, Réal Béland, 1019 Sideleau, and Rémi Gendron, 542 Poulin, the latter three managers, all six of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote and protect the interests of proprietors, under the name of "L'Association des propriétaires du secteur P.S.G.Q. inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limied, is $40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714427

Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Suzanne Larivée, wife of Claude Plamondon, 2311 Centre, Simone Rivard, spinster, 2307 Centre, Huguette Raymond, wife of Léopold Roy, 1655 Wellington, Gertrude Beaulieu, wife of André Labelle, 2441 Châteauguay, Lise Gagnon, wife of Jean-Guy Dutoy, 2502 Manufacturer, Jeanne Labelle, wife of Hormidas Poulin, 2564 Centre, all six housewives, and David Gourd, employee, 1794 Centre, all seven of Montreal, for the following purposes:

To obtain respect for individuals and their rights, in the fields, of welfare, housing, health, family and income, under the name of "Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3365-1971

Les associations patronales de la construction et des métiers connexes (Québec) inc. Construction & Allied Trades Associations of Employers (Québec) Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Gilbert, 200, du Dauphiné, Saint-Lambert, Robert M. Skelly, 295, 49e avenue, Lachine et Rolland Forget, 1887, Sherbrooke est, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, partager et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Les associations patronales de la construction et des métiers connexes (Québec) inc. — Construction & Allied Trades Associations of Employers (Québec) Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 5936, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714067

Ateliers Boulay & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gérard Boulay, rembourreur, Paule-Ange Gagnon, épouse dudit Gérard Boulay, tous deux de 827, boulevard St-Paul, Chicoutimi, et Cécile Harvey, veuve de Raoul Boulay, 1516, Roussel, Chicoutimi-Nord, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rembourrage, de vente de meubles de toutes sortes, sous le nom de « Ateliers Boulay & frères inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 831, boulevard St-Paul, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714534

Ateliers Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé de lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Clerk, 390, boulevard Richelieu, William Foster, 108, Osias Leduc, Edgar Pennefather, 248, Maureen, tous trois hommes d'affaires, de Mont-Saint-Hilaire, Rosaire Boucher, chimiste, 107, Biron, et Georgette Papineau, ménagère, épouse de Viateur Leduc, 100, Mesy, ces deux derniers de Beloeil, pour les objets suivants:

Maintenir des ateliers pour la formation, l'occupation et l'emploi des déficients mentaux, sous le nom de « Ateliers Richelieu inc. ».

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Gilbert, 200 du Dauphiné, Saint-Lambert, Robert M. Skelly, 295, 49th Avenue, Lachine, and Rolland Forget, 1887 Sherbrooke Street East, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To study, promote, share and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Les associations patronales de la construction et des métiers connexes (Québec) inc. — Construction & Allied Trades Associations of Employers (Québec) Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 5936 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714067

Ateliers Boulay & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Boulay, upholsterer, Paule-Ange Gagnon, wife of the said Gérard Boulay, both of 827 St-Paul Boulevard, Chicoutimi, and Cécile Harvey, widow of Raoul Boulay, 1516 Roussel, Chicoutimi-Nord, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business in upholstering and the sale of furniture of all sorts, under the name of "Ateliers Boulay & frères inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 831 St-Paul Boulevard, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714534

Ateliers Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Clerk, 390 Richelieu Boulevard, William Foster, 108 Osias Leduc, Edgar Pennefather, 248 Maureen, all three businessmen, of Mont-Saint-Hilaire, Rosaire Boucher, chemist, 107 Biron, and Georgette Papineau, housewife, wife of Viateur Leduc, 100 Mesy, the latter two of Beloeil, for the following purposes:

To maintain workshops for the training, occupation and employment of mentally deficient persons, under the name of "Ateliers Richelieu inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 408, boulevard Laurier, Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

43502-o 714793

Aunis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Denis Martin, gérant, 1022, St-Hubert, Montréal, Aurèle Domingue, cultivateur, Bromont, Denise Lussier, secrétaire, épouse de Serge Grégoire, et André Fortier, avocat, ces deux derniers de Cowansville, pour les objets suivants:

Faires affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Aunis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714519

Les automobiles M.R. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Maurice Parent, vendeur, 10857, Drouart, Montréal, Denise Tessier, secrétaire, fille majeure, 232, Hamford, et Jean-Claude Paquin, avocat, 616, Bédard, ces deux derniers de Lachute, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, motos-neige et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les automobiles M.R. ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

43502-o 3937-1971

B. & G. Fine Cuisine Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation: Raymond Boyer, avocat, 62, boulevard Duhamel, Pincourt, Francine Chamberlard, épouse de

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 408 Laurier Boulevard, Mont-Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714793

Aunis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Martin, manager, 1022 St-Hubert, Montreal, Aurèle Domingue, farmer, Bromont, Denise Lussier, secretary, wife of Serge Grégoire, and André Fortier, advocate, the latter two of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Aunis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714519

Les automobiles M.R. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Parent, salesman, 10857 Drouart, Montreal, Denise Tessier, secretary, spinster, 232 Hamford, and Jean-Claude Paquin, advocate, 616 Bédard, the latter two of Lachute, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and deal in automobiles, motors, snowmobiles and all their parts and accessories, under the name of "Les automobiles M.R. ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 300 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3937-1971

B. & G. Fine Cuisine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Boyer, advocate, 62 Duhamel Boulevard, Pincourt, Francine Chamberlard, wife of Yvon Crevier,

Yvon Crevier, 7265, Sagard, Montréal, et Yvonne Lu, épouse de J.-P. Michel, 250, Bishop Power, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « B. & G. Fine Cuisine Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714203

M. Bernardin & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1971, constituant en corporation: François de Billy Gravel, avocat, 220, Grande-Allée est, Hélène St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 62, des Bouleaux est, tous deux de Québec, et Jean-Paul Roberge, étudiant, 1129, 3e avenue, Charny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurance, sous le nom de « M. Bernardin & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3831-1971

William Bernier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 177, Toussaint Cartier, Rimouski, et Dominique Landry, secrétaire, Saint-Narcisse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux d'excavation, de terrassement et de construction de toutes sortes, sous le nom de « William Bernier inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714580

Bibliothèque Memphremagog inc.
Memphremagog Library Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Girard, courtier en assurance, Béatrice Goddu, ménagère,

7265 Sagard, Montreal, and Yvonne Lu, wife of J.-P. Michel, 250 Bishop Power, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "B. & G. Fine Cuisine Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Dorion, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714203

M. Bernardin & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François de Billy Gravel, advocate, 220 Grande-Allée East, Hélène St-Pierre, secretary, spinster, 62 des Bouleaux East, both of Québec City, and Jean-Paul Roberge, student, 1129, 3rd Avenue, Charny, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "M. Bernardin & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3831-1971

William Bernier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, Paulette Gagnon, housewife, wife of the said Michel Tessier, both of 177 Toussaint Cartier, Rimouski, and Dominique Landry, secretary, Saint-Narcisse, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in excavation, earthwork and construction of all kinds, under the name of "William Bernier inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714580

Bibliothèque Memphremagog inc.
Memphremagog Library Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Girard, insurance broker, Béatrice Goddu, housewife,

épouse dudit Georges Girard, tous deux de 260, Merry sud, et Étienne Gérin, notaire, 134, Abbott, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter dans la cité de Magog et la région, une bibliothèque ou librairie, sous le nom de « Bibliothèque Memphremagog inc. — Memphremagog Library Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3871-1971

Blue Star Peat Moss Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1971, constituant en corporation: Laurent Sage, exportateur, Rita Gauthier, ménagère, épouse dudit Laurent Sage, et Daniel Sage, journalier, tous trois de 510, Cutting, Coaticook, pour les objets suivants:

Exploiter des tourbières de tourbes de mousse dans la province de Québec, sous le nom de « Blue Star Peat Moss Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 120, Child, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714498

G. Bolduc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Alary, 351, Lévis, Gaston Bolduc, tous deux arpenteurs géomètres, et Madeleine Marcoux, ménagère, épouse dudit Gaston Bolduc, ces deux derniers de 1, rue de Salaberry, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placement et gestion, sous le nom de « G. Bolduc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $100 chacune, 3,895 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, rue de Salaberry, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714741

La Boutique du Trotte-Menu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

wife of the said Georges Girard, both of 260 Merry South, and Étienne Gérin, notary, 134 Abbott, all three of Magog, for the following purposes:

To operate a library or bookstore in the City of Magog and vicinity, under the name of "Bibliothèque Memphremagog inc. — Memphremagog Library Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $5,000.

The head office of the corporation is at Magog, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3871-1971

Blue Star Peat Moss Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Sage, exporter, Rita Gauthier, housewife, wife of the said Laurent Sage, and Daniel Sage, labouer, all three of 510 Cutting, Coaticook, for the following purposes:

To exploit bogs of peat moss in the province of Québec, under the name of "Blue Star Peat Moss Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 120 Child, Coaticook, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714498

G. Bolduc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Alary, 351 Lévis, Gaston Bolduc, both surveyors, and Madeleine Marcoux, housewife, wife of the said Gaston Bolduc, the latter two of 1 Salaberry Street, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "G. Bolduc inc.",.with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $100 each, 3,895 preferred shares class "A" of $10 each and 50 preferred shares class "B" of $1 each.

The head office of the company is at 1 Salaberry Street, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714741

La Boutique du Trotte-Menu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971, constituant en corporation: Georges Taschereau, 1194, Colbert, app. 411, Sainte-Foy, François Rainville, 1270, Ernest Lavigne, Sillery, tous deux notaires, Monique Drolet, fille majeure, 949, des Érables, et Lise Thiboutot, épouse de Robert Thiboutot, 188, Saunders, ces deux dernières secrétaires, de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir, vinyl ou autre substance, et leur accessoires, sous le nom de « La Boutique du Trotte-Menu inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714028

Boutique Libre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Ratelle, Luc Ratelle, tous deux avocats, et Monique Sylvestre, étudiante en droit, fille majeure, tous trois de 685, boulevard Manseau, Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes, adolescents et enfants, sous le nom de « Boutique Libre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3463-1971

Napoléon Brochu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Napoléon Brochu, entrepreneur, 360, Noël, André Gauthier, 899, Bourgeois, et Jean Dionne, 202, Cartier, ces deux derniers avocats, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Napoléon Brochu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714681

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Taschereau, 1194 Colbert, Apt 411, Sainte-Foy, François Rainville, 1270 Ernest Lavigne, Sillery, both notaries, Monique Drolet, spinster, 949 des Érables, and Lise Thiboutot, wife of Robert Thiboutot, 188 Saunders, the latter two secretaries, of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in all sorts of footwear, leather goods, vinyl and other articles, and their accessories, under the name of "La Boutique du Trotte-Menu inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Place Laurier, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714028

Boutique Libre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Ratelle, Luc Ratelle, both advocates, and Monique Sylvestre, law student, spinster, all three of 685 Manseau Boulevard, Joliette, for the following purposes:

To carry on a business in clothing for men, women, teen-agers and children, under the name of "Boutique Libre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3463-1971

Napoléon Brochu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Napoléon Brochu, contractor, 360 Noël, André Gauthier, 899 Bourgeois, and Jean Dionne, 202 Cartier, the latter two advocates, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in construction, under the name of "Napoléon Brochu inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714681

Buanderie Paul-Maurice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Ronald Girouard, vendeur, 690, St-Jacques ouest, Princeville, Hervé Labbé, nettoyeur, 2032, St-Laurent, Plessisville, et Guy Gagnon, notaire, 231, Notre-Dame est, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Buanderie Paul-Maurice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2246, avenue St-Louis, Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714771

Buanderie Paul-Maurice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Girouard, salesman, 690 St-Jacques West, Princeville, Hervé Labbé, cleaner, 2032 St-Laurent, Plessisville, and Guy Gagnon, notary, 231 Notre-Dame East, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on a laundry business, under the name of "Buanderie Paul-Maurice inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2246 St-Louis Avenue, Plessisville, judicial district of Mégantic.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714771

C.C. Interiors Inc.
Les intérieurs C.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Sherbrooke, et Solange Crête, 202, Monseigneur Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de produits, articles ou marchandises, sous le nom de « C.C. Interiors Inc. — Les intérieurs C.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 92, Wellington nord, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3728-1970

C.C. Interiors Inc.
Les intérieurs C.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route No. 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Sherbrooke, and Solange Crête, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "C.C. Interiors Inc. — Les intérieurs C.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 92 Wellington North, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3728-1970

Paul A. Cantin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1971, constituant en corporation: Paul-André Cantin, administrateur, Charlotte Gagnon, ménagère, épouse dudit Paul-André Cantin, tous deux de 215, St-Luc, et Napoléon Cantin, contrôleur, 146, St-François, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Paul A. Cantin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Paul A. Cantin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-André Cantin, administrator, Charlotte Gagnon, housewife, wife of the said Paul-André Cantin, both of 215 St-Luc, and Napoléon Cantin, comptroller, 146 St-François, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on a business in hardware and ironmongery items and building materials, under the name of "Paul A. Cantin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 215, rue St-Luc, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714323

Caravane G.M. inc.
G. M. Caravan Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation: Marcel Paquette, 2020, Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, Pierre Roberge, 4530, Côte des Neiges, Montréal, tous deux avocats, et Ginette Lafrenière, secrétaire, épouse de Pierre Lafrenière, 7371, Roi René, Anjou, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, roulottes de voyage, maisons mobiles et maisons motorisées, sous le nom de « Caravane G.M. inc.— G.M. Caravan Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 288, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714463

Cartel des organismes professionnels de la santé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Parent, inhalo-thérapeute, 195, Roussillon, Laval, Hélène Tremblay, diététiste, 6300, Lennox, Montréal, Renée Tremblay, 1210, Place Montcalm, Gertrude Hotte, 2087, 25e rue, toutes deux de Québec, Aline Michaud, 840, avenue Lauzon, toutes trois infirmières, toutes quatre filles majeures, Solange Dumas, épouse de Gilles Paquet, 3041, chemin Ste-Foy, toutes deux de Sainte-Foy, Reine Gamache, épouse de Lionel Thibault, 540, Lechasseur, Beloeil, toutes deux physiothérapeutes, Raymond Simard, 34, Plateau Belmont, Repentigny, et Nelson Bouffard, 167, du Pont, Saint-Romuald-d'Etchemin, ces deux derniers technologistes médicaux, pour les objets suivants:

Défendre et promouvoir de toute manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Cartel des organismes professionnels de la santé inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714275

The head office of the company is at 215 St-Luc Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714323

Caravane G.M. inc.
G. M. Caravan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Paquette, 2020 Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, Pierre Roberge, 4530 Côte des Neiges, Montreal, both advocates, and Ginette Lafrenière, secretary, wife of Pierre Lafrenière, 7371 Roi René, Anjou, for the following purposes:

To deal in all parts and accessories for automobiles, trailers, mobile homes and motorized homes, under the name of "Caravane G.M. inc.— G.M. Caravan Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 288 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714463

Cartel des organismes professionnels de la santé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Parent, inhalo-therapist, 195 Roussillon, Laval, Hélène Tremblay, dietician, 6300 Lennox, Montreal, Renée Tremblay, 1210 Place Montcalm, Gertrude Hotte, 2087, 25th Street, the latter two of Québec, Aline Michaud, 840 Lauzon Avenue, the latter three nurses, the latter four spinsters, Solange Dumas, wife of Gilles Paquet, 3041 chemin Ste-Foy, the latter two of Sainte-Foy, Gilles Paquet, 3041 chemin Ste-Foy, the latter two of Sainte-Foy, Reine Gamache, wife of Lionel Thibault, 540 Lechasseur, Beloeil, the latter two physiotherapists, Raymond Simard, 34 Plateau Belmont, Repentigny, and Nelson Bouffard, 167 du Pont, Saint-Romuald-d'Etchemin, the latter two medical technologists, for the following purposes:

To protect and promote in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Cartel des organismes professionnels de la santé inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714275

Centre d'accueil Laurentien

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Parent, homme d'affaires, 140, Lessard, Loretteville, Jean Delage, médecin, 2145, Boisjoli, Michel Lavoie, 1455, de Godefroy, tous deux de Sillery, Maurice Bergeron, 6160, Doucet, Charlesbourg, tous deux administrateurs, et Léonce Montambault, ingénieur, 1295, Nelles, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter et conduire un centre d'accueil qui reçoit pour les loger et entretenir et, s'il y a lieu, pour les garder sous observation ou les réadapter, des personnes qui, en raison de leur âge ou de déficiences physiques, caractérielles, psycho-sociales ou familiales, doivent être traitées ou gardées en résidence protégée, sous le nom de « Centre d'accueil Laurentien ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 2475, rue St-Viateur, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714274

Centre de céramique - poterie Bonsecours inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Michelle Dupuis, épouse de Jean Leman, 225, Olivier, app. 100, Westmount, Alain Guilbeault, 919, Laporte, tous deux céramistes, et Jean La Rocque, avocat, 4543, Marcil, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser des cours d'initiation à la céramique et des cours de perfectionnement pour les artisans travaillant déjà dans la céramique, sous le nom de « Centre de céramique – poterie Bonsecours inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 427, Notre-Dame est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714879

Centre de motoneige l'Estérel inc.
Estérel Snowmobile Centre Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Charles Leblanc, 659, London, Jean Rivard, 1059, Prospect, tous deux avocats, Marc Darby, 2225, de Rouville, Jacques Beaudoin, 2500, Verdun, tous quatre de Sherbrooke, Jean-Louis Fon-

Centre d'accueil Laurentien

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antoine Parent, business man, 140 Lessard, Loretteville, Jean Delage, physician, 2145 Boisjoli, Michel Lavoie, 1455 de Godefroy, the latter two of Sillery, Maurice Bergeron, 6160 Doucet, Charlesbourg, the latter two administrators, and Léonce Montambault, engineer, 1295 Nelles, Sainte-Foy, for the following purposes:

To operate and conduct a welcome center for the lodgement and keep and, if necessary, the observation or rehabilitation, of those persons who, because of age or physical, temperamental, psycho-social or family reasons, must be treated or looked after in a nursing home, under the name of "Centre d'accueil Laurentien".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 2475 St-Viateur, Giffard, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714274

Centre de céramique - poterie Bonsecours inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michelle Dupuis, wife of Jean Leman, 225 Olivier, Apt. 100, Westmount, Alain Guilbeault, 919 Laporte, both ceramists, and Jean La Rocque, advocate, 4543 Marcil, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To organize initiation courses in ceramics and also upgrading courses for ceramics craftsmen, under the name of "Centre de céramique — poterie Bonsecours inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at 427 Notre-Dame East, Montréal, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714879

Centre de motoneige l'Estérel inc.
Estérel Snowmobile Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Leblanc, 659 London, Jean Rivard, 1059 Prospect, both advocates, Marc Darby, 2225 de Rouville, Jacques Beaudoin, 2500 Verdun, all four of Sherbrooke, Jean-Louis Fontaine, 827 J. Armand Bom-

taine, 827, boulevard J. Armand Bombardier, Valcourt, tous trois administrateurs, et Paul Larose, comptable, rue Charlevoix, Bromont, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer le sport de la moto-neige en général, sous le nom de « Centre de motoneige l'Estérel inc. — Estérel Snowmobile Centre Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Estérel, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714883

Le Centre de Plein Air Familial de St-Damase inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Dieudonné Landry, Adalbert Landry, tous deux mécaniciens, Yvon Dastous, garagiste, Félix Caron, Jules Bérubé, Léopold Gendron, Gilbert Caron, Léonard Otis, Albert Paquet, et Charles Turcotte, ces sept derniers cultivateurs, tous de Saint-Damase, pour les objets suivants:

Promouvoir la récréation de plein air, sous le nom de « Le Centre de Plein Air Familial de St-Damase inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Damase, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3682-1971

Centre de ski Mont-Sainte-Agathe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1971, constituant en corporation: René Chamard, stagiaire, Val-David, François Piché, notaire, 22, Ste-Agathe, Francine Sigouin, épouse de Jean-Marc Guillemette, 159B, Principale, tous deux de Sainte-Agathe-des-Monts, et Dolores Trudel, fille majeure, Sainte-Agathe-Sud, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de ski, sous le nom de « Centre de ski Mont-Sainte-Agathe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Faustin, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714354

Centre de ski Mont St-Mathieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

bardier Boulevard, Valcourt, the latter three administrators, and Paul Larose, accountant, Charlevoix Street, Bromont, for the following purposes:

To promote and develop the sport of snowmobiling in general, under the name of "Centre de motoneige l'Estérel inc. — Estérel Snowmobile Centre Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Estérel, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714883

Le Centre de Plein Air Familial de St-Damase inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dieudonné Landry, Adalbert Landry, both mechanics, Yvon Dastous, garage operator, Félix Caron, Jules Bérubé, Léopold Gendron, Gilbert Caron, Léonard Otis, Albert Paquet, et Charles Turcotte, the latter seven farmers, all of St-Damase, for the following purposes:

To promote outdoor recreation, under the name of "Le Centre de Plein Air Familial de St-Damase inc.".

The amount to which is the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Saint-Damase, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3682-1971

Centre de ski Mont-Sainte-Agathe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Chamard, articles student, Val David, François Piché, notary, 22 Ste-Agathe, Francine Sigouin, wife of Jean-Marc Guillemette, 159B Principale, the latter two of Sainte-Agathe-des-Monts, and Dolores Trudel, spinster, Sainte-Agathe-Sud, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a ski center, under the name of "Centre de ski Mont-Sainte-Agathe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Faustin, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714354

Centre de ski Mont St-Mathieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Pérodeau, vétérinaire, 130, Congrégation, Jean-Marc D'Amours, dentiste, 289, du Parc, Maurice Ouellet, courtier d'assurances, 410, D'Amours, Robert Létourneau, gérant, 101, des Basques, Jean-Paul Bélanger, voyageur de commerce, 403, Jean-Rioux, tous cinq de Trois-Pistoles, Bruno Jean, Saint-Simon, Jean-Eudes Dionne, tous deux industriels, et Louis Bérubé, journalier, ces deux derniers de Saint-Mathieu-de-Rioux, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de ski, sous le nom de « Centre de ski Mont St-Mathieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714316

Centre psycho-éducatif et de plain air La Calèche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Dubois, éducateur, 100, des Prairies, Joseph-Célestin Poulin, courtier d'assurances, 895, Aimé-Bibeault, et André Charuest, gérant de banque, 147, Clermont, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Maintenir et développer un centre psycho-éducatif et de plein air pour enfance exceptionnelle, sous le nom de « Centre psycho-éducatif et de plein air La Calèche inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 788-1971

Cercle social des employés de l'hôpital Marie Clarac

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Benoit Guévin, infirmier, 2455, Fleury est, Montréal, Marie-Claire Dumoulin, aide-infirmière, fille majeure, 100, des Prairies, Nicole Lavoie, technicienne en radiologie, épouse de Robert Lapierre, 8040, boulevard des Milles-Iles, toutes deux de Laval, et Gilles Bouchard, travailleur en loisirs, 1845, St-Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

1971, have been issued by the Minister of Financia Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Pérodeau, veterinarian, 130 Congrégation, Jean-Marc D'Amours, dentist, 289 du Parc, Maurice Ouellet, insurance broker, 410 D'Amours, Robert Létourneau, manager, 101 des Basques, Jean-Paul Bélanger, traveling salesman, 403 Jean-Rioux, all five of Trois-Pistoles, Bruno Jean, Saint-Simon, Jean-Eudes Dionne, the latter two manufacturers, and Louis Bérubé, labourer, the latter two of Saint-Mathieu-de-Rioux, for the following purposes:

To operate a ski center, under the name of "Centre de ski Mont St-Mathieu inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714316

Centre psycho-éducatif et de plain air La Calèche inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvan Dubois, educator, 100 des Prairies, Joseph-Célestin Poulin insurance broker, 895 Aimé-Bibeault, and André Charuest, bank manager, 147 Clermont, all three of Laval, for the following purposes:

To maintain and develop an outdoor psycho-educational center for exceptional children, under the name of "Centre psycho-éducatif et de plein air La Calèche inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 788-1971

Cercle social des employés de l'hôpital Marie Clarac

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Benoit Guévin, nurse, 2455 Fleury East, Montreal, Marie-Claire Dumoulin, nursing aid, spinster, 100 des Prairies, Nicole Lavoie, radiology technician, wife of Robert Lapierre, 8040 des Mille-Iles Boulevard, the latter two of Laval, and Gilles Bouchard, recreation worker, 1845 St-Jean-Baptiste, No. 3, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Cercle social des employés de l'hôpital Marie Clarac ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2508-1971

To organize recreational activities, under the name of "Cercle social des employés de l'hôpital Marie Clarac".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2508-1971

Cie d'informatique de gestion ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation: Gérard Delmaire, ingénieur, 2431A, Nancy, Hélène Ste-Marie, travailleuse sociale, fille majeure, 2340, des Prairies, tous deux de Brossard, et René Marceau, sociologue, 1259, Amherst, Montréal, pour les objets suivants:

Agir de façon générale comme conseiller en organisation d'entreprises, sous le nom de « Cie d'informatique de gestion ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2431A, Nancy, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3614-1971

Cie d'informatique de gestion ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Delmaire, engineer, 2431A Nancy, Hélène Ste-Marie, social worker, spinster, 2340 des Prairies, both of Brossard, and René Marceau, sociologist, 1259 Amherst, Montreal, for the following purposes:

To act in a general way as consultant in business management, under the name of "Cie d'informatique de gestion ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2431A Nancy, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3614-1971

Club Automobile Waki

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Richard, professeur, 250, St-Janvier, Stephan Ughelgi, photographe, 375, 2e avenue, Jacques Lacroix, 322, 9e avenue, Raymond Bernier, 295, 1ère avenue, tous deux journaliers, tous quatre de Weedon, et Réal Bergeron, gérant, Saint-Gérard, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'automobile et favoriser la sécurité routière, sous le nom de « Club Automobile Waki ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714491

Club Automobile Waki

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Julien Richard, teacher, 250 St-Janvier, Stephan Ughelgi, photographer, 375, 2nd Avenue, Jacques Lacroix, 322, 9th Avenue, Raymond Bernier, 295, 1st Avenue, the latter two labourers, all four of Weedon, and Réal Bergeron, manager, Saint-Gérard, for the following purposes:

To promote the sport of motoring and foster highway safety, under the name of "Club Automobile Waki".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Weedon, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714491

Le Club d'Auto-Neige Cookshire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant

Le Club d'Auto-Neige Cookshire inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Forand, 100, 2e Avenue, J.-Georges Leclerc, 250, rue Principale, tous deux hommes d'affaires, Donald King, 120, Main, et John H. Matthews, ces deux derniers journaliers, tous quatre de Cookshire, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige sous toutes ses formes, sous le nom de « Le Club d'Auto-Neige Cookshire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714276

rate a corporation without share capital: Jean-Paul Forand, 100 Second Avenue, J.-Georges Leclerc, 250 Principale, both businessmen, Donald King, 120 Main, and John H. Matthews, the latter two labourers, all four of Cookshire, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling in all its forms, under the name of "Le Club d'Auto-Neige Cookshire inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Cookshire, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714276

Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Plante, commis de bureau, 481, 3e Avenue, Julien Champagne, maître-électricien, 592, 1re Avenue ouest, Raymond Laprise, menuisier, 251, Taschereau, Armand Goyette, technicien, 414, 6e Rue ouest, et Raymond Audette, commerçant, 151, Principale sud, tous cinq d'Amos, pour les objets suivants:

Grouper les sportifs de la région d'Amos pour former une force visant à la préservation et la restauration du poisson, du gibier et des animaux à fourrure, sous le nom de « Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714679

Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Plante, office clerk, 481 Third Avenue, Julien Champagne, master electrician, 592 First Avenue West, Raymond Laprise, carpenter, 251 Taschereau, Armand Goyette, technician, 414 Sixth Street West, and Raymond Audette, dealer, 151 Principale South, all five of Amos, for the following purposes:

To bring together sportsmen of the Amos region in order to constitute an influential voice espousing the objectives of conservation and restoration of fish and game and fur-bearing animals, under the name of "Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714679

Club de Courses de Pabos inc.
Pabos Racing Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Henry Clément, contremaître, 15, de Bellefeuille, Chandler, Robert Soucy, professeur, casier postal 100, et P.-Arthur Drolet, vendeur, route rurale 2, ces deux derniers de Pabos, pour les objets suivants:

Exploiter, diriger et administrer une piste de courses (hippodrome), sous le nom de « Club de Courses de Pabos inc. — Pabos Racing Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Club de Courses de Pabos inc.
Pabos Racing Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Clément, foreman, 15 de Bellefeuille, Chandler, Robert Soucy, teacher, Post Office Box 100, and P.-Arthur Drolet, salesman, Rural Route No 2, the latter two of Pabos, for the following purposes:

To operate, direct and administer a race course (hippodrome), under the name of "Club de Courses de Pabos inc. — Pabos Racing Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Pabos, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3917-1970

Club de la bonne humeur de Victoriaville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marguerite Paris, secrétaire, fille majeure, 353, Notre-Dame ouest, Louise Dupuis, ménagère, épouse de Jacques Labarre, 10, Alice, et Fernand Noël, prêtre, rue Notre-Dame ouest, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Venir en aide aux aveugles, aux handicapés, aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Club de la bonne humeur de Victoriaville inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714113

Club de golf de la Pinière ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean Cournoyer, gérant, 140, Vanier, André Dudemaine, garagiste, 105, du Marquis, et Ronald Dudemaine, avocat, 2501, boulevard Cournoyer, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Club de golf de la Pinière ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714481

Club de moto-neige St-Pie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Bernard, contremaître, route rurale 3, Laurent Dolbec, acheteur, 112, Roy, et Michel Bélanger, mécanicien, tous trois de Saint-Pie, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige St-Pie inc. ».

The head office of the company is at Pabos, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3917-1970

Club de la bonne humeur de Victoriaville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marguerite Paris, secretary, spinster, 353 Notre-Dame West, Louise Dupuis, housewife, wife of Jacques Labarre, 10 Alice, and Fernand Noël, priest, Notre-Dame Street West, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To help the blind, the handicapped, the poor and the needy, under the name of "Club de la bonne humeur de Victoriaville inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714113

Club de golf de la Pinière ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Cournoyer, manager, 140 Vanier, André Dudemaine, garage operator, 105 du Marquis, and Ronald Dudemaine, advocate, 2501 Cournoyer Boulevard, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on the business of providing the public with amusement, under the name of "Club de golf de la Pinière ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714481

Club de moto-neige St-Pie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Bernard, foreman, Rural Route No. 3, Laurent Dolbec, buyer, 112 Roy, and Michel Bélanger, mechanic, all three of Saint-Pie, for the following purposes:

To manage a sports club and promote in particular the sport of snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige St-Pie inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Pie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714095

Club de patinage artistique de la ville de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Chrétien, vérificateur, 140, d'Argenson, Ginette Lessard, sténo-dactylo, fille majeure, 276, des Oblats, Lucile Gilbert, secrétaire, épouse de Serge Gilbert, 1155, 4e avenue, J.-Raoul Arcand, 2140, Bourbonnière, tous quatre de Québec, et Yolande Barrette, épouse de Johnny Barrette, 359, 47e rue ouest, Charlesbourg, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Promouvoir le patinage artistique sur glace, sous le nom de « Club de patinage artistique de la ville de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2450-1970

Club de tir Les Pionniers de Baie Comeau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Corriveau, avocat, 47, Donald Smith, Gilles Martin, inspecteur, 15, Couture, et Suzette Hovington, secrétaire, fille majeure, 41, Place Louis Philippe Gagné, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Forger et exploiter un club sportif; promouvoir en particulier le sport du tir au revolver, pistolet, carabine, fusil, et toutes autres armes à feu, sous le nom de « Club de tir Les Pionniers de Baie Comeau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714637

Club de tir Nemrod inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Pie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714095

Club de patinage artistique de la ville de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Chrétien, verifier, 140 d'Argenson, Ginette Lessard, shortland typist, spinster, 276 des Oblats, Lucile Gilbert, secretary, wife of Serge Gilbert, 1155 Fourth Avenue, J.-Raoul Arcand, 2140 Bourbonnière, all four of Québec City, and Yolande Barrette, wife of Johnny Barrette, 359 47th Street West, Charlesbourg, the latter two administrators, for the following purposes:

To promote figure skating on ice, under the name of "Club de patinage artistique de la ville de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Québec City, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2450-1970

Club de tir Les Pionniers de Baie Comeau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Corriveau, advocate, 47 Donald Smith, Gilles Martin, inspector, 15 Couture, and Suzette Hovington, secretary, spinster, 41 Place Louis Philippe Gagné, all three of Baie Comeau, for the following purposes:

To form and operate a sports club; to promote in particular the sport of shooting with revolver, pistol, rifle, shotgun and all other fire-arms, under the name of "Club de tir Les Pionniers de Baie Comeau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Baie Comeau, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714637

Club de tir Nemrod inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Côté, Neuville, André Taillon, tous deux étudiants, Marcel Drolet, et Réjean Tremblay, ces deux derniers représentants, ces trois dernières de Saint-Augustin-de-Desmaures, pour les objets suivants:

Exploiter des clubs de tir et promouvoir en particulier le sport du tir aux pigeons d'argile, sous le nom de « Club de tir Nemrod inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Augustin-de-Desmaures, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714378

Club des loisirs de l'Âge d'Or de St-Rémi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Gervais, retraité, 1072, St-Régis, Saint-Isidore, Agathe Létourneau, épouse de Henri Létourneau, 70, St-Rémi, et Rose Riel, épouse de Arthur Riel, 55, St-Louis, ces deux dernières ménagères, de Saint-Rémi, pour les objets suivants:

Mettre sur pied des services divers pour l'agrément et le bien-être de la personne âgée, et organiser les activités qui lui conviennent, sous le nom de « Club des loisirs de l'Âge d'Or de St-Rémi ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Rémi, comté de Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3978-1971

Club l'Airain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Côté, coiffeur, 173, St-Christophe, Raymond Boisvert, agent d'assurances, 263, St-Ambroise, Gilles Morissette, comptable, 149, St-Ambroise, Arthur Bélanger, commis, 39, Main, et Philip Daniels, journalier, 41, 4e Avenue, tous cinq de Windsor, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Club l'Airain inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Côté, Neuville, André Taillon, both students, Marcel Drolet, and Réjean Tremblay, the latter two representatives, the latter three of Saint-Augustin-de-Desmaures, for the following purposes:

To operate shooting clubs and to promote in particular the sport of sheet shooting, under the name of "Club de tir Nemrod inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Augustin-de-Desmaures, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714378

Club des loisirs de l'Âge d'Or de St-Rémi

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Gervais, retired, 1072 St-Régis, Saint-Isidore, Agathe Létourneau, wife of Henri Létourneau, 70 St-Rémi, and Rose Riel, wife of Arthur Riel, 55 St-Louis, the latter two housewives, of St-Rémi, for the following purposes:

To establish various services for the pleasure and wellbeing of the elderly, and to organize suitable activities for them, under the name of "Club des loisirs de l'Âge d'Or de St-Rémi".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Rémi, county of Napierville, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3978-1971

Club l'Airain inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Côté, hairdresser, 173 St-Christophe, Raymond Boisvert, insurance agent, 263 St-Ambroise, Gilles Morissette, accountant, 149 St-Ambroise, Arthur Bélanger, clerk, 39 Main, and Philip Daniels, laborer, 41 Fourth Avenue, all five of Windsor, for the following purposes:

To establish and operate a social and sporting club, under the name of "Club l'Airain inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $40,000.

Le siège social de la corporation est à Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714768

Club Le Hibou Blanc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Renaud, rue Principale, René Charron, 414, St-Antoine, J.-Paul Renaud, 292, Principale, tous trois de Brownsburg, et André Pariseau, 126, Ayers, Lachute, tous quatre journaliers, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club de moto-neige, de mini-motocyclettes, de pêche, de chasse et de camping, sous le nom de « Club Le Hibou Blanc inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Brownsburg, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3094-1971

Club moto-neige Lellis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Sylvio Deblois, restaurateur, Julien Blouin, courtier en assurance, et Jacques Dallaire, ingénieur, tous trois de Saint-Camille-de-Lellis, pour les objets suivants:

Favoriser, développer et encourager la pratique des sports d'hiver et spécialement du sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Lellis inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Camille-de-Lellis, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714592

Club Optimiste de Rivière-du-Loup, Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Johnson, représentant commercial, 103, Durocher, Yves Blanchet, secrétaire-trésorier, 84, Amyot, Jean-Robert Paradis, 71, Bellevue, Jacques Fitzback, 11, des Vétérans, tous deux directeurs, Léo Thoral, commis des postes, 104, Amyot, Richard Marquis, directeur général, 4, des Épinettes, Régis Malenfant, directeur

The head office of the corporation is at Windsor, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714768

Club Le Hibou Blanc inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Renaud, Principale Street, René Charron, 414 St-Antoine, J.-Paul Renaud, 292 Principale, all three of Brownsburg, and André Pariseau, 126 Ayers, Lachute, all four labourers, for the following purposes:

To establish and operate a club for snowmobiles, mini-motorcycles, fishing, hunting and camping, under the name of "Club Le Hibou Blanc inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be him is $40,000.

The head office of the corporation is at Brownsburg, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3094-1971

Club moto-neige Lellis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Sylvio Deblois, restaurateur, Julien Blouin, insurance broker, and Jacques Dallaire, engineer, all three of Saint-Camille-de-Lellis, for the following purposes:

To foster, develop and encourage the practice of winter sports and particularly the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige Lellis inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Camille-de-Lellis, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714592

Club Optimiste de Rivière-du-Loup, Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Johnson, commercial representative, 103 Durocher, Yves Blanchet, secretary-treasurer, 84 Amyot, Jean-Robert Paradis, 71 Bellevue, Jacques Fitzback, 11 des Vétérans, the latter two directors, Léo Thoral, postal clerk, 104 Amyot, Richard Marquis, general manager, 4 des Épinettes, Régis Malenfant, pedagogy director, Jacques

pédagogique, Jacques Roy, tous deux de 53, Beaubien, Michel Beaumier, 9, Gilles, tous deux gérants, André Bouchard, restaurateur, 224, St-Pierre, Maurice Leclerc, vendeur, 312, Thibault, et Frank Lemieux, avocat, 1, St-Paul, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste de Rivière-du-Loup, Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 715038

Club Social de Pointe-Gatineau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Miron, gérant, 86, St-Antoine, André Quinn, 135, Mgr. Forbes, tous deux de Pointe-Gatineau, et Jacques Clavelle, 135, St-Alexandre, Touraine, ces deux derniers fonctionnaires, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club Social de Pointe-Gatineau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 333, rue St-Antoine, Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714066

Club sportif Petit Ruisseau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Quirion, Irenée Vachon, tous deux camionneurs, de Sainte-Rose-de-Watford, Claude Drouin, boucher, 183, 46e Rue est, Charlesbourg, Carol St-Pierre, vendeur, 1525, Ernest Lapointe, app. 6, Québec, et Eugène Veilleux, distributeur, 194, 2e Avenue, Lac Etchemin, pour les objets suivants:

Acquérir et posséder un terrain dans la municipalité de Sainte-Rose-de-Watford, comté de Dorchester et aménager cette propriété en un lieu de détente et de repos, sous le nom de « Club sportif Petit Ruisseau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Roy, the latter two of 53 Beaubien, Michel Beaumier, 9 Gilles, the latter two managers, André Bouchard, restaurateur, 224 St-Pierre, Maurice Leclerc, salesman, 312 Thibault, and Frank Lemieux, advocate, 1 St-Paul, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste de Rivière-du-Loup, Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 715038

Club Social de Pointe-Gatineau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Miron, manager, 86 St-Antoine, André Quinn, 135 Mgr. Forbes, both of Pointe-Gatineau, and Jacques Clavelle, 135 St-Alexandre, Touraine, the latter two civil servants, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club Social de Pointe-Gatineau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 333 St-Antoine Street, Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714066

Club sportif Petit Ruisseau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Quirion, Irenée Vachon, both truckers, of Sainte-Rose-de-Watford, Claude Drouin, butcher, 183, 46th Street East, Charlesbourg, Carol St-Pierre, salesman, 1525 Ernest Lapointe, Apt. 6, Québec City, and Eugène Veilleux, distributor, 194 Second Avenue, Lac Etchemin, for the following purposes:

To acquire and hold a piece of land in the municipality of Sainte-Rose-de-Watford, Dorchester County, and develop this property into a place for relaxation and rest, under the name of "Club sportif Petit Ruisseau inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Rose-de-Watford, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des ocmpagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714526

Coiffure et Esthétique de Chantel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, 507, Place d'Armes, app. 1209, Thérèse Bordeleau, épouse divorcée de Roger Téletcha, 6418, Delorimier, tous deux de Montréal, et Nicole Gagnon, fille majeure, 1985, Paradis, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des salons de beauté, d'esthétique, de coiffure et de massage, sous le nom de « Coiffure et Esthétique de Chantel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714430

Comité de loisirs de Notre-Dame-de-Lourdes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Paquette, contremaître, Thérèse Baker, épouse dudit Guy Paquette, Rose Quirion, épouse de Léon Bédard, toutes deux ménagères, Fernand Blier, commis, et Jean-Claude Tremblay, tailleur, tous de Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Comité de loisirs de Notre-Dame-de-Lourdes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-de-Lourdes, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714335

Le Comité de réadaptation de détenus de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roch St-Gelais, coordonnateur, 698, St-Hubert, Rosaire Côté, 321, Ste-

The head office of the corporation is at Sainte-Rose-de-Watford, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714526

Coiffure et Esthétique de Chantel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, 507 Place d'Armes, Apt. 1209, Thérèse Bordeleau, divorced wife of Roger Téletcha, 6418 Delorimier, both of Montreal, and Nicole Gagnon, spinster, 1985 Paradis, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate beauty, esthetic, coiffure and massage salons, under the name of "Coiffure et Esthétique de Chantel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714430

Comité de loisirs de Notre-Dame-de-Lourdes inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Paquette, foreman, Thérèse Baker, wife of the said Guy Paquette, Rose Quirion, wife of Léon Bédard, the latter two housewives, Fernand Blier, clerk, and Jean-Claude Tremblay, tailor, all of Notre-Dame-de-Lourdes, county of Mégantic, for the following purposes:

To establish and operate a recreation center, under the name of "Comité de loisirs de Notre-Dame-de-Lourdes inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-de-Lourdes, Mégantic County, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714335

Le Comité de réadaptation de détenus de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roch St-Gelais, coordinator, 698 St-Hubert, Rosaire Côté,

Marie, tous deux de Jonquière, Jean-Marc Bergeron, 438, Fradette, Adrien Boivin, 1111, Pierre Bédard, Noël Jean, 6, Père Honorat, Jacques Robin, 621, du Stade, tous cinq administrateurs, Pierre Allaire, agent de probation, 420, des Champs Élysées, Égide Boudreault, professeur, 258, Longchamps, Bernard Desgagné, travailleur social, 1444, Pilote, Léo Dumont, conseiller, 302, Racine est, Henri Lavoie, coordonnateur, 701, Caron, Pierre Legault, comptable, 882, Papineau, Michel Lemay, conseiller social, 735, de Tracy, Léonce Tremblay, conseiller, 1470, des Érables, tous douze de Chicoutimi, et Claude Perron, agent de district, 170, Nicolet, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Venir en aide aux détenus dans un établissement de détention, sous le nom de « Le Comité de réadaptation de détenus de Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 237, rue Price est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 1362-1971

321 Ste-Marie, both of Jonquière, Jean-Marc Bergeron, 438 Fradette, Adrien Boivin, 1111 Pierre Bédard, Noël Jean, 6 Père Honorat, Jacques Robin, 621 du State, the latter five administrators, Pierre Allaire, probation agent, 420 des Champs Élysées, Égide Boudreault, teacher, 258 Longchamps, Bernard Desgagné, social worker, 1444 Pilote, Léo Dumont, counsellor, 302 Racine East, Henri Lavoie, coordinator, 701 Caron, Pierre Legault, accountant, 882 Papineau, Michel Lemay, social counsellor, 735 de Tracy, Léonce Tremblay, counsellor, 1470 des Érables, the latter twelve of Chicoutimi, and Claude Perron, district agent, 170 Nicolet, Chicoutimi-Nord, for the following purposes:

To help the inmates of a detention institution, under the name of "Le Comité de réadaptation de détenus de Chicoutimi inc. ».

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 237 Price Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 1362-1971

Comité des Sports de Laval-des-Rapides inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Beauchamp, commis, 196, Tournelle, Alain Côté, avocat, et Suzanne Beauchamp, institutrice, épouse dudit Alain Côté, ces deux derniers de 177, Carignan, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des Sports de Laval-des-Rapides inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714329

Comité des Sports de Laval-des-Rapides inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Beauchamp, clerk, 196 Tournelle, Alain Côté, advocate, and Suzanne Beauchamp, teacher, wife of the said Alain Côté, the latter two of 177 Carignan, all three of Laval, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Comité des Sports de Laval-des-Rapides inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714329

La Compagnie de construction Sodec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Hassan Halaby, ingénieur, 4998, Maisonneuve ouest, app. 708, Westmount, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, et Jean-Pierre Thouin, 6100, boulevard Léger, Montréal-Nord, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Compagnie de cons-

La Compagnie de construction Sodec

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hassan Halaby, engineer, 4998 Maisonneuve West, Apt. 708, Westmount, Jean Gagnon, 715 Glosse, Saint-Lambert, and Jean-Pierre Thouin, 6100 Léger Boulevard, Montreal North, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "La Compagnie de construction

truction Sodec », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714574

La Compagnie Raymond Duchesneau limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Raymond Duchesneau, soudeur, Louiselle Soulard, institutrice, épouse dudit Raymond Duchesneau, et Rolland Duchesneau, journalier, tous trois de 535, Tessier ouest, Saint-Casimir, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits et de services dont le matériel de base est le fer ou tout alliage, sous le nom de « La Compagnie Raymond Duchesneau limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Casimir, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 3773-1971

Coprah inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Guillaume Gagnon, 362, de Normandie, Longueuil, Bernard-F. Clavel, 203, Pavillon A, Havre des Iles, Léon Hazan, 6712, avenue Westbury, tous trois architectes, et Albert de Niverville, estimateur, 2085, avenue Grey, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Coprah inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 39,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 189, de Picardie, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714753

Le Conseil de l'Âge d'Or - Région centre du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant

Sodec", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714574

La Compagnie Raymond Duchesneau limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Duchesneau, welder, Louiselle Soulard, teacher, wife of the said Raymond Duchesneau, and Rolland Duchesneau, laborer, all three of 535 Tessier West, Saint-Casimir, for the following purposes:

To deal in products and services the basic component of which is iron or any alloy, under the name of "La Companie Raymond Duchesneau limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Casimir, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 3773-1971

Coprah inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guillaume Gagnon, 362 de Normandie, Longueuil, Bernard-F. Clavel, 203 Pavillon A, Havre des Iles, Léon Hazan, 6712 Westbury Avenue, all three architects, and Albert de Niverville, appraiser, 2085 Grey Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Coprah inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 39,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each and 1,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 189 de Picardie, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714753

Le Conseil de l'Âge d'Or - Région centre du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

en corporation sans capital-actions: Frank H. Mathieu, 218, St-Frédéric, Drummondville, Laurent Proulx, 640, St-Jean-Baptiste, Nicolet, Roch Deshaies, Saint-Eugène, tous trois rentiers, Jeanne Landry, ménagère, épouse de Gérard Dallaire, 202, Perreault, Victoriaville, et Jean de Grandpré, administrateur, 693, Notre-Dame, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, pour les objets suivants:

Regrouper les clubs d'âge d'or qui existent dans les différentes localités de la région et dans les centres d'hébergement, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or – Région centre du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714336

Conseil régional de développement de la région administrative No. 4

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Béland; administrateur, 2590, boulevard Royal, Yvon Bolduc, économiste, 320, Place Vanier, Pierre Langlois, conseiller juridique, Alain Marchand, directeur, Bernard Méthot, ingénieur, Raymond Pelletier, géographe, André Jacob, agent de relations publiques, tous sept de Trois-Rivières, André St-Aubin, agronome, Jean-Claude Blanchette, tous deux de Nicolet, Fernand Brunelle, 201, 16e Avenue, Jules Dupuy, tous deux de Drummondville, Luc Roy, 93, boulevard St-Louis, Cap-de-la-Madeleine, tous quatre administrateurs, Maurice Lavallée, homme d'affaires, Pierrreville, Jules Pépin, industriel, Gentilly, Normand Provencher, notaire, Manseau, et Guy Tremblay, agent de réclamations, Shawinigan, pour les objets suivants:

Effectuer tous les travaux nécessaires pour fournir un mécanisme institutionnel permanent afin d'assurer la communication et la coordination entre le Conseil Économique Régional de la Mauricie inc. et le Conseil de Développement Régional du Centre du Québec inc., sous le nom de « Conseil régional de développement de la région administrative No. 4 ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3225-1971

rate a corporation without share capital: Frank H. Mathieu, 218 St-Frédéric, Drummondville, Laurent Proulx, 640 St-Jean-Baptiste, Nicolet, Roch Deshaies, Saint-Eugène, all three annuitants, Jeanne Landry, housewife, wife of Gérard Dallaire, 202 Perreault, Victoriaville, and Jean de Grandpré, administrator, 693 Notre-Dame, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, for the following purposes:

To group the golden age clubs of the various localities of the region and of the retirement homes, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or — Région centre du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714336

Conseil régional de développement de la région administrative No. 4

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Béland, administrator, 2590 Royal Boulevard, Yvon Bolduc, economist, 320 Place Vanier, Pierre Langlois, legal counselor, Alain Marchand, director, Bernard Méthot, engineer, Raymond Pelletier, geographer, André Jacob, public relations agent, all seven of Trois-Rivières, André St-Aubin, agronomist, Jean-Claude Blanchette, the latter two of Nicolet, Fernand Brunelle, 201 16th Avenue, Jules Dupuy, the latter two of Drummondville, Luc Roy, 93 St-Louis Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, the latter four administrators, Maurice Lavallée, businessman, Pierreville, Jules Pépin, manufacturer, Gentilly, Normand Provencher, notary, Manseau, and Guy Tremblay, claims agent, Shawinigan, for the following purposes:

To accomplish all the necessary steps for the setting up of a permanent institutional mechanism to ensure communication and coordination between the Regional Economic Council of Mauricie inc. ("le Conseil Économique Régional de la Mauricie inc.") and the Regional Development Council of Québec Center Inc. ("le Conseil de Développement Régional du Centre du Québec inc."), under the name of "Conseil régional de développement de la région administrative No. 4".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3225-1971

Conseil Régional de Développement Laurentides-Lanaudière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Vaillancourt, industriel, St-André-Est, Robert Gervais, 2155, boulevard Édouard Montpetit, app. 25, Montréal, Paulin Dumas, 9, Monetta, Notre-Dame-des-Prairies, tous deux administrateurs, et Roch Malo, commissaire, 1266, Henri Dunant, Joliette, pour les objets suivants:

Agir comme interlocuteur auprès de l'OPDQ, de la CDRM et de tout autre organisme gouvernemental en matière de planification et de développement à l'échelle de la sous-région nord de Montréal, sous le nom de « Conseil Régional de Développement Laurentides-Lanaudière ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3842-1971

Construction du Fleuve ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1971, constituant en corporation: Paul Perrault, entrepreneur, Françoise M. Perrault, ménagère, épouse dudit Paul Perrault, tous deux de 220, St-Pierre nord, et Réal Lauzon, secrétaire, 155, Bernard, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction du Fleuve ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 220, rue St-Pierre nord, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714213

Construction Durham ltée
Durham Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Alphonse Smith, 11,427, Normandie, Normand Smith, 4275, Henri-Bourassa, tous deux entrepreneurs, de Montréal-Nord, et P.-Gamelin Vadeboncoeur, avocat, 596, Carré Mathieu, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Conseil Régional de Développement Laurentides-Lanaudière

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Vaillancourt, manufacturer, St-André-Est, Robert Gervais, 2155 Édouard Montpetit Boulevard, Apt. 25, Montreal, Paulin Dumas, 9 Monetta, Notre-Dame-des-Prairies, the latter two administrators, and Roch Malo, commissioner, 1266 Henri Dunant, Joliette, for the following purposes:

To act as interlocutor with the QPDB, the CDRM and any other Government agency in matters of planning and development concerning the subdistrict of North Montreal, under the name of "Conseil Régional de Développement Laurentides-Lanaudière".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3842-1971

Construction du Fleuve ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Perrault, contractor, Françoise M. Perrault, housewife, wife of the said Paul Perrault, both of 220 St-Pierre North, and Réal Lauzon, secretary, 155 Bernard, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction du Fleuve ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 220 St-Pierre Street North, Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714213

Construction Durham ltée
Durham Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alphonse Smith, 11,427 Normandie, Normand Smith, 4275 Henri-Bourassa, both contractors, of Montreal North, and P.-Gamelin Vadeboncoeur, advocate, 596 Carré Mathieu, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Durham ltée — Durham Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12360, Place Jubinville, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714006

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Construction Durham ltée — Durham Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 12360 Place Jubinville, Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714006

Construction Forillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Benoit Morin, entrepreneur, 40, avenue Valcourt, Marie-Claire Gaumond, 65, St-Thomas, et Diane Bellavance, 129, Coulombe, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Forillon inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714688

Construction Forillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Morin, contractor, 40 Valcourt Avenue, Marie-Claire Gaumond, 65 St-Thomas, and Diane Bellavance, 129 Coulombe, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montmagny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction Forillon inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714688

Construction Roméo Normand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1971, constituant en corporation: Marcel Morin, étudiant, J.-Roméo Normand, entrepreneur, et Langis Normand, constructeur, tous trois de Saint-Eugène, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Roméo Normand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eugène, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714032

Construction Roméo Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Morin, student, J.-Roméo Normand, contractor, and Langis Normand, builder, all three of Saint-Eugène, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Construction Roméo Normand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Eugène, judicial district of Montmagny.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714032

Corporation de promotion d'habitations de Hull

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Armand Larabie, chauffeur d'autobus, 37, Ste-Hélène, Gilles

Corporation de promotion d'habitations de Hull

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Armand Larabie, bus driver, 37 Ste-Hélène, Gilles Grenier,

Grenier, pompier, 69½, St-Henri, Eugénie Croteau, ménagère, épouse d'Albert Dalpé, 69, Dollard, et Thérèse Laramée, secrétaire, épouse de Gaston Sarrazin, 10, St-Henri, tous quatre de Hull, pour les objets suivants:

Promouvoir l'habitation des citoyens à faible revenu de la ville de Hull, sous le nom de « Corporation de promotion d'habitations de Hull ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 115, rue Carillon, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2561-1971

Cumex Mines Ltd.
Mines Cumex ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300, De Maisonneuve ouest, Montréal, et Jean-Paul Gagnon, 707, Filiatrault, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder, louer, améliorer, entretenir, gérer et développer des mines, des terres et dépôts minéraux, sous le nom de « Cumex Mines Ltd. — Mines Cumex ltée », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 388, Saint-Jacques ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714739

Bernard Denis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1971, constituant en corporation: Paul Charbonneau, Lise Martel, épouse dudit Paul Charbonneau, tous deux étudiants, de 4200, Édouard Montpetit, et Bernard Denis, homme d'affaires, 12210, Poutrincourt, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Bernard Denis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714799

fireman, 69½ St-Henri, Eugénie Croteau, housewife, wife of Albert Dalpé, 69 Dollard, and Thérèse Laramée, secretary, wife of Gaston Sarrazin, 10 St-Henri, all four of Hull, for the following purposes:

To promote housing for lower income citizens of Hull, under the name of "Corporation de promotion d'habitations de Hull".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 115 Carillon Street, Hull, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 2561-1971

Cumex Mines Ltd.
Mines Cumex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 De Maisonneuve West, Montreal, and Jean-Paul Gagnon, 707 Filiatrault, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To acquire, hold, lease, improve, maintain, manage and develop mines, lands and mineral deposits, under the name of "Cumex Mines Ltd. — Mines Cumex ltée", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 388 St. James West, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714739

Bernard Denis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Charbonneau, Lise Martel, wife of the said Paul Charbonneau, both students, of 4200 Édouard Montpetit, and Bernard Denis, businessman, 12210 Poutrincourt, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Bernard Denis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714799

Jean-Paul Desaulniers ltée
Jean-Paul Desaulniers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Desaulniers, courtier en immeuble, Marguerite Piché, vendeuse, épouse dudit Jean-Paul Desaulniers, de 4615, boulevard des Chenaux, Trois-Rivières, et André Lord, gérant, 295, Petit Brûlé, Saint-Augustin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de maisons préfabriquées et de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Jean-Paul Desaulniers ltée — Jean-Paul Desaulniers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1679, boulevard Royal, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714069

Normand Desjardins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, app. 316, Pierre Grégoire, notaire, 405, boulevard DeGuire, app. 504, tous deux de Saint-Laurent, et Denyse Daoust, secrétaire, fille majeure, 964, Domville, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtier en assurance, sous le nom de « Normand Desjardins inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 2400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714200

Les développements Michel Léonhart inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation: Michel Léonhart, entrepreneur, 684, boulevard Jacques-Cartier ouest, Longueuil, J.-Paul Robert, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, et Stanley L. Selinger, 5500, Macdonald, Hampstead, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les développements Michel Léonhart inc. », avec un capital total de $40,000,

Jean-Paul Desaulniers ltée
Jean-Paul Desaulniers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Desaulniers, real estate broker, Marguerite Piché, saleswoman, wife of the said Jean-Paul Desaulniers, 4615 des Chenaux Boulevard, Trois-Rivières, and André Lord, manager, 295 Petit Brûlé, Saint-Augustin, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in prefabricated houses and building materials of all kinds, under the name of "Jean-Paul Desaulniers ltée — Jean-Paul Desaulniers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1679 Royal Boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714069

Normand Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, advocate, 350 Côte Vertu, Apt. 316, Pierre Grégoire, notary, 405 DeGuire Boulevard, Apt. 504, both of Saint-Laurent, and Denyse Daoust, secretary, spinster, 964 Domville, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Normand Desjardins inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, suite 2400, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714200

Les développements Michel Léonhart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Léonhart, contractor, 684 Jacques-Cartier Boulevard West, Longueuil, J.-Paul Robert, 201 Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, and Stanley L. Selinger, 5500 Macdonald, Hampstead, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les développements Michel Léonhart inc.", with a total capital stock of

divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 684, boulevard Jacques-Cartier ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3695-1971

Les disques Campus inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Yves Martin, producteur, Marie-Claire Zéphirin, ménagère, épouse dudit Yves Martin, tous deux de 1650, Maria Chapdelaine, Laval, Jean-Pierre Lecours, agent de promotion, et Monique Marchand, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Lecours, ces deux derniers de 6356, Maurice Duplessis, app. 7, Montréal, pour les objets suivants:

Créer, produire, éditer et présenter des oeuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques, sous le nom de « Les disques Campus inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires ayant une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées ayant une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 189, boulevard Rockland, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3781-1971

Distribution Mondia inc.
Mondia Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Micheline Robillard, représentante, épouse de Francis Ralph Rhyman, 1682, Massenet, Laval, Denise Marcoux, secrétaire, fille majeure, et Lionel Bouillon, courtier, ces deux derniers de 6905, 20e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Distribution Mondia inc.— Mondia Distribution Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714546

Domaine Boisclair inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Lefebvre,

$40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 684 Jacques-Cartier Boulevard West, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3695-1971

Les disques Campus inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Martin, producer, Marie-Claire Zéphirin, housewife, wife of the said Yves Martin, both of 1650 Maria Chapdelaine, Laval, Jean-Pierre Lecours, promoter, and Monique Marchand, housewife, wife of the said Jean-Pierre Lecours, the latter two of 6356 Maurice Duplessis, Apt. 7, Montreal, for the following purposes:

To create, produce, publish and present literary, dramatic, musical or artistic works, under the name of "Les disques Campus inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 189 Rockland Boulevard, Mount Royal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3781-1971

Distribution Mondia inc.
Mondia Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Micheline Robillard, representative, wife of Francis Ralph Rhyman, 1682 Massenet, Laval, Denise Marcoux, secretary, spinster, and Lionel Bouillon, broker, the latter two of 6905, 20th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers and bookbinders, and in other like commerce, under the name of "Distribution Mondia inc.— Mondia Distribution Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714546

Domaine Boisclair inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul

430, 114e Rue, Biand Perron, 265, 118, Rue, tous deux mécaniciens, Jean-Paul Masse, camionneur, 1675, 14e Avenue, Fernand Duchemin, épicier-licencier, 1197, 3e Avenue, tous quatre de Shawinigan-Sud, Édouard Poirier, opérateur, 476, 2e Rue, Joseph Jean, mécanicien, 1588, St-Marc, tous deux de Shawinigan, et Paul Boisclair, chauffeur, de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts sociaux des membres, sous le nom de « Domaine Boisclair inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-du-Mont-Carmel, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4012-1970

Denis-C. Duchesne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Denis-C. Duchesne, technicien en téléphone, Nicole Vaillancourt, puéricultrice, épouse dudit Denis-C. Duchesne, tous deux de 2190, de Salaberry, Montréal, et Fernand Duchesne, boucher, 6695, Renoir, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Denis-C. Duchesne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $2 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3557-1971

École de Hockey Longueuil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Richard, agent en relations publiques 405, Benoit est, Fernand Pelletier, opérateur, 215, Grand, Jacques Brun, électricien, 348 Labonté, Gilbert Devost, employé de Bell Canada, 1810, Daniel, et Léon Delorme, surintendant, 280, St-Jacques, tous cinq de Longueuil, pour les objets suivants:

Promouvoir l'enseignement du hockey sur la Rive-Sud Métropolitaine, sous le nom de « École de Hockey Longueuil inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Lefebvre, 430, 114th Street, Briand Perron, 265, 118th Street, both mechanics, Jean-Paul Masse, trucker, 1675, 14th Avenue, Fernand Duchemin, licensed grocer, 1197 Third Avenue, all four of Shawinigan-Sud, Édouard Poirier, operator, 476 Second Street, Joseph Jean, mechanic, 1588 St. Marc, the latter two of Shawinigan, and Paul Boisclair, chauffeur, of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, for the following purposes:

To promote the social interests of its members, under the name of "Domaine Boisclair inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-du-Mont-Carmel, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4012-1970

Denis-C. Duchesne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis-C. Duchesne, telephone technician, Nicole Vaillancourt, child care specialist, wife of the said Denis-C. Duchesne, both of 2190 de Salaberry, Montreal, and Fernand Duchesne, butcher, 6695 Renoir, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Denis-C. Duchesne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $2 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3557-1971

École de Hockey Longueuil inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Richard, public relations officer, 405 Benoit East, Fernand Pelletier, operator, 215 Grand, Jacques Brun, electrician, 348 Labonté, Gilbert Devost, employee of Bell Canada, 1810 Daniel, and Léon Delorme, superintendent, 280 St. Jacques, all five of Longueuil, for the following purposes:

To promote the teaching of hockey on the Metropolitan South Shore, under the name of "École de Hockey Longueuil inc.".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3319-1971

Écurie Hala ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gaétan Laroche, administrateur, Ghislaine LeBlanc, coiffeuse, épouse dudit Gaétan Laroche, tous deux de 364, Notre-Dame, Saint-Germain-de-Grantham, Gérald Hamel, machiniste, 112-A, 10e Avenue, Lise Mayrand, secrétaire, fille majeure, 771, boulevard Mercure, et Roger Parenteau, avocat, 480, St-Jean, ces trois derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme pour l'élevage des bestiaux, des chevaux de trait, de selle, de course, et cultiver toutes plantes légumineuses et fourragères, sous le nom de « Écurie Hala ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Germain-de-Grantham, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714702

Édifice Georges inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Dionisios Chionis, restaurateur, Georgius Chionis, cuisinier, Panaciota Chionis, commerçante, fille majeure, tous trois de 60, rue du Roy, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Édifice Georges inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 715000

Embeltra inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, Lise Morin, fille majeure, 7400, Sherbrooke ouest, tous deux secrétaires, et

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3319-1971

Écurie Hala ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Laroche, administrator, Ghislaine LeBlanc, hairdresser, wife of the said Gaétan Laroche, both of 364 Notre-Dame, Saint-Germain-de-Grantham, Gérald Hamel, machinist, 112-A, 10th Avenue, Lise Mayrand, secretary, spinster, 771 Mercure Boulevard, and Roger Parenteau, advocate, 480 St. Jean, the latter three of Drummondville, for the following purposes:

To operate a farm for breeding cattle, draught, saddle and race horses, and for cultivating all leguminous and fodder plants, under the name of "Écurie Hala ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Germain-de-Grantham, judicial district of Drummond.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714702

Édifice Georges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporation: Dionisios Chionis, restaurateur, Georgius Chionis, cook, Panaciota Chionis, dealer, spinster, all three of 60 du Roy Street, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Édifice Georges inc.", with a total capital stock of $40,0000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 715000

Embeltra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles-Falkner, Lise Morin, spinster, 7400 Sherbrooke West, both secretaries, and Michel

Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Embeltra inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714567

Les ensembles Unisports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation: Gilles-Alain Boivin, publiciste, Normand Duval, avocat, tous deux de 50, Place Crémazie, suite 606, Montréal, et Guy Tremblay, gérant, 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce des articles de sports, jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Les ensembles Unisports inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10331, Cobourg, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714551

Les entreprises A. Godbout (East-Angus) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Alphonse Godbout, contremaître, Gaétane Godbout, ménagère, veuve de Guy Fortin, tous deux de 146, rue du Collège, et Claude Godbout, vérificateur, 292, Bilodeau, tous trois de East-Angus, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les entreprises A. Godbout (East-Angus) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East-Angus, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714820

Les entreprises Costagliola inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Louis Costagliola, homme d'affaires, Gilda Lubrano-Lavadera, femme d'affaires, épouse

Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Embeltra inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714567

Les ensembles Unisports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-Alain Boivin, publicity agent, Normand Duval, advocate, both of 50 Place Crémazie, suite 606, Montreal, and Guy Tremblay, manager, 10817 St. Julien, Montreal North, for the following purposes:

To deal in sporting goods, toys, novelties, furnishings, hardware, wood and all kinds of related specialties, under the name of "Les ensembles Unisports inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10331 Cobourg, Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714551

Les entreprises A. Godbout (East-Angus) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alphonse Godbout, foreman, Gaétane Godbout, housewife, widow of Guy Fortin, both of 146 du Collège Street, and Claude Godbout, inspector, 292 Bilodeau, all three of East-Angus, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les entreprises A. Godbout (East-Angus) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at East-Angus, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714820

Les entreprises Costagliola inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Costagliola, businessman, Gilda Lubrano-Lavadera, businesswoman, wife of the said Louis

dudit Louis Costagliola, tous deux de 3655, Papineau, Montréal, et André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, casse-croûte, coffee-shop, salles de réception et de banquet, sous le nom « Les entreprises Costagliola inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3500, Parc Lafontaine, suite 404, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714561

Les entreprises de Lanaudière inc.
De Lanaudière Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Perreault, gérant de ventes, 1322, Henri-Dunan, Richard Leduc, 979, Place Leblanc, tous deux de Joliette, et Phédime Hould, 12, Beaupied, Notre-Dame-des-Prairies, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machines automatiques pour la vente de liqueurs douces, aliments, bonbons, cigarettes et toutes sortes d'autres marchandises, sous le nom de « Les entreprises de Lanaudière inc.— De Lanaudière Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 759, rue de Lanaudière, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714391

Les Entreprises Pabi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1971, constituant en corporation: Robert Paradis, homme d'affaires, 2820, Dumas, Québec, Pierre Bissonnette, gérant, 1973, Avenue Royale, Saint-Laurent, Iles d'Orléans, et Jean-Paul Biron, administrateur, Des Érables, Neuville, pour les objets uivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Pabi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714207

Costagliola, both of 3655 Papineau, Montreal, and André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate restaurants, dining rooms, lunch counters, coffee-shops, reception and banquet halls, under the name of "Les entreprises Costagliola inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 3500 Parc Lafontaine, suite 404, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714561

Les entreprises de Lanaudière inc.
De Lanaudière Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Perreault, sales manager, 1322 Henri-Dunan, Richard Leduc, 979 Place Leblanc, both of Joliette, and Phédime Hould, 12 Beaupied, Notre-Dame-des-Prairies, the latter two manufacturers, for the following purposes:

To manufacture and deal in vending machines of all kinds for the sale of soft drinks, food, candy, cigarettes and all kinds of other products, under the name of "Les entreprises de Lanaudière inc.— De Lanaudière Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 759 de Lanaudière Street, Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714391

Les Entreprises Pabi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Paradis, businessman, 2820 Duman, Québec, Pierre Bissonnette, manager, 1973 Royale Avenue, Saint-Laurent, Ile d'Orléans, and Jean-Paul Biron, administrator, Des Érables, Neuville, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Les Entreprises Pabi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714207

Entreprises Pana-Est inc.
Pana-East Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation: Paul Routhier, 2399, chemin Sainte-Foy, app. 111, Sainte-Foy, Michel Bouchard, 1100, Forget, Sillery, tous deux avocats stagiaires, et Suzanne Lamoureux, secrétaire, fille majeure, 33, avenue Sainte-Geneviève, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises Pana-Est inc.— Pana-East Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714485

Les Éperviers de Rosemont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Provost, garagiste, 6930, Delormier, Jean-Louis Michon, photographe, 6260, Delormier, Antonio Maucieri, pompier, 6965, Chabot, app. 25, Bernard Léonard, vendeur, 38, des Bouleaux, Claude Duchesneau, 6237, 1re Avenue, tous de Montréal, Michel Coutu, 50, Des Tilleuls, tous deux agents, Georges Gagnon, comptable, 388, des Bouleaux, André Lalonde, professeur, et Pierre Grégoire, gérant, ces deux derniers de 1087, 14e Avenue, ces quatre derniers de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Les Éperviers de Rosemont inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 4000, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714425

Fédération des loisirs St-Michel Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Naud, entrepreneur, 8624, 15e Avenue, Aline St-Onge, ménagère, épouse de Maurice St-Onge, 8661, 10e Avenue, et Raymond Marcoux, surintendant, 8379, 13e Avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprises Pana-Est inc.
Pana-East Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Routhier, 2399 Chemin Sainte-Foy, Apt. 111, Ste. Foy, Michel Bouchard, 1100 Forget, Sillery, both articled students in law, and Suzanne Lamoureux, secretary, spinster, 33 Sainte-Geneviève Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises Pana-Est inc.— Pana-East Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714485

Les Éperviers de Rosemont inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Provost, garage operator, 6930 Delormier, Jean-Louis Michon, photographer, 6260 Delormier, Antonio Maucieri, fireman, 6965 Chabot, Apt. 25, Bernard Léonard, salesman, 38 des Bouleaux, Claude Duchesneau, 6237 First Avenue, all of Montreal, Michel Coutu, 50 Des Tilleuls, the latter two agents, Georges Gagnon, accountant, 388 des Bouleaux, André Lalonde, teacher, and Pierre Grégoire, manager, the latter two of 1987, 14th Avenue, the latter four of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Les Éperviers de Rosemont inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 4000, Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714425

Fédération des loisirs St-Michel Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Naud, contractor, 8624, 15th Avenue, Aline St-Onge, housewife, wife of Mautice St-Onge, 8661, 10th Avenue, and Raymond Marcoux, superintendent, 8379, 13th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Fédération des loisirs St-Michel Nord inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 8861, 10e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3198-1971

To establish and operate a recreation center, under the name of "Fédération des loisirs St-Michel Nord inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 8861, 10th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3198-1971

Fédération Québécoise de Karaté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Valiquette, directeur des sports, 778, 14e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Fernand Cléroux, 27, Montclair, Hull, et Giancarho Borelli-Lucchesi, 8315, Ontario est, #1, Montréal, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Regrouper les associations de karaté dans la province de Québec et promouvoir le sport et la pratique du karaté, sous le nom de « Fédération Québécoise de Karaté inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3876-1971

Fédération Québécoise de Karaté inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Valiquette, sports director, 778, 14th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Fernand Cléroux, 27 Montclair, Hull, and Giancarho Borelli-Lucchesi, 8315 Ontario East, #1, Montreal, the latter two teachers, for the following purposes:

To group the karate associations in the province of Québec and to promote the sport and practice of karate, under the name of "Fédération Québécoise de Karaté inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal East, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3876-1971

Fondation de l'Enfance de la Côte du Sud inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Cajetan Gauthier, médecin, route rurale numéro 2, Roland Simoneau, agent d'assurances, 227, C. Lislois, et Paul Dolan, notaire, 14, avenue du Ruisseau, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Le développement et l'amélioration du Foyer de l'Enfance de la Côte du Sud inc., sous le nom de « Fondation de l'Enfance de la Côte du Sud inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de, $2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714482

Fondation de l'Enfance de la Côte du Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Cajetan Gauthier, physician, Rural Route number 2, Roland Simoneau, insurance agent, 227 C. Lislois, and Paul Dolan, notary, 14 du Ruisseau Avenue, all three of Montmagny, for the following purposes:

To develop and improve the *Foyer de l'Enfance de la Côte du Sud inc.*, under the name of "Fondation de l'Enfance de la Côte du Sud inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the coropration may acquire and hold is to be limited, is $2,000,000.

The head office of the corporation is at Montmagny, judicial district of Montmagny.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714482

Franel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation: Franco Pornaro, importateur, Antoinette Jacobo, secrétaire, épouse dudit Franco Pornaro, tous deux de 5645, Arthur Chevrier, Huguette Parent, vendeuse, fille majeure, 5370, Dudemaine, app. 403, et Eldor Daigneault, tailleur, 5370, Dudemaine, app. 405, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, tricots, textiles ainsi que leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Franel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714517

Franel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Franco Pornaro, importer, Antoinette Jacobo, secretary, wife of the said Franco Pornaro, both of 5645 Arthur Chevrier, Huguette Parent, saleswoman, spinster, 5370 Dudemaine, Apt. 403, and Eldor Daigneault, tailor, 5370 Dudemaine, Apt. 405, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, knitted ware, textiles and also their products and by-products, under the name of "Franel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714517

Gilbert Gagnon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, app. 316, Pierre Grégoire, notaire, 405, boulevard DeGuire, app. 504, tous deux de Saint-Laurent, et Denyse Daoust, secrétaire, fille majeure, 964, Domville, Brossard, pour les objets suivants:

Agir comme agent et courtier en assurance, sous le nom de « Gilbert Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500 Place d'Armes, suite 2400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714201

Gilbert Gagnon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, advocate, 350 Côte Vertu, Apt. 316, Pierre Grégoire, notary, 405 DeGuire Boulevard, Apt. 504, both of Saint-Laurent, and Denyse Daoust, secretary, spinster, 964 Domville, Brassard, for the following purposes:

To act as insurance agent and broker, under the name of "Gilbert Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, suite 2400, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714201

Garage B. Benoît inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Yves Sheehy, débosseleur, 5594, Basile Patenaude, app. 15, Odette Renaud, épouse de Michel Tessier, 10205, boulevard St-Laurent, app. 311, tous deux de Montréal, et Monique Girard, épouse de Paul Richardson, 10975, avenue Drapeau, Montréal-Nord, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un garage et une station-service et plus spécialement: fabriquer, réparer et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage B. Benoit inc. », avec

Garage B. Benoît inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Sheehy, car body repairman, 5594 Basile Patenaude, Apt. 15, Odette Renaud, wife of Michel Tessier, 10205 St. Laurent Boulevard, Apt. 311, both of Montreal, and Monique Girard, wife of Paul Richardson, 10975 Drapeau Avenue, Montreal North, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a garage and service station and, more specifically, to manufacture, repair and deal in cars, motors and all their accessories and parts, under the name of "Garage B. Benoit inc.", with a total capital

un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714223

Garage Grégoire Lapointe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1689, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, magasins, entrepôts, stations service et faire le commerce d'automobiles et véhicules de toutes sortes ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Garage Grégoire Lapointe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714165

Gentronic Ltd.
Gentronic ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Deschamps, gérant, 138, Sandra, Dollard-des-Ormeaux, Guy Lefort, homme d'affaires, 34, 58e Avenue, Laval, et Claude Legault, commerçant, 6830, D'Arrila, app. 317, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de composants électroniques, sous le nom de « Gentronic Ltd.— Gentronic ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2695, rue Paulus, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714439

Gervo ltée
Gervo Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation: Denis Maltais, gérant, 52, St-Alphonse, Saint-Bruno, Nicole Maltais, secrétaire, fille majeure,

stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714223

Garage Grégoire Lapointe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1689 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate garages, stores, warehouses, service stations, and to deal in cars and vehicles of all kinds and also their parts and accessories, under the name of "Garage Grégoire Lapointe inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Route number 1, Rock Forest, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714165

Gentronic Ltd.
Gentronic ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Deschamps, manager, 138 Sandra, Dollard-des-Ormeaux, Guy Lefort, businessman, 34, 58th Avenue, Laval, and Claude Legault, dealer, 6830 D'Arrila, Apt. 317, Montreal, for the following purposes:

To deal in electronic components of all kinds, under the name of "Gentronic Ltd.— Gentronic ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2695 Paulus Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714439

Gervo ltée
Gervo Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Maltais, manager, 52 St-Alphonse, Saint-Bruno, Nicole Maltais, secretary, spinster, 224

224, Collard, et Claude Auger, avocat, 370 St-Joseph, ces deux derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maître de forges, fondeurs, ouvriers, en métaux; fabriquer et faire le commerce des minerais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « Gervo ltée — Gervo Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714549

Collard, and Claude Auger, advocate, 370 St. Joseph, the latter two of Alma, for the following purposes:

To carry on business as ironmasters, smelters and metal workers and to manufacture and deal in ores and metals, chemical products and other preparations, under the name of "Gervo ltée — Gervo Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sacré-Coeur Street, Alma, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714549

Gesfran Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jean Pailler, homme d'affaires, 215, St-Laurent ouest, Longueuil, Vladimir Lentzy, et Arnold Chevalier, ces deux derniers architectes, de 37, 40e Avenue, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Gesfran Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 43, Esterel, 97 Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714751

Gesfran Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Pailler, businessman, 215 St. Laurent West, Longueuil, Vladimir Lentzy, and Arnold Chevalier, the latter two architects, of 37, 40th Avenue, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Gesfran Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 43 Esterel, 97 Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714751

Gestion Optimum inc.
Optimum Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1971, constituant en corporation: Paul Gourdeau, industriel, 930, chemin St-Louis, Sillery, Gilles Blondeau, 779, boulevard Houde, Saint-Lambert, Henri Joli-Coeur, 6067, Albanie, Brossard, tous deux actuaires, Gilles Demers, notaire, 8, Grondin, Lévis, Paul Bourret, hôtelier, 2973, La Promenade, Raynold Langlois, avocat, 3849, Terrasse des Pins, et Pierre Bergeron, commerçant, 759, Colonel Jones, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestion Optimum inc.— Optimum Holdings Inc: », avec un capital total de $600,000, divisé en 600,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 41½, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714174

Gestion Optimum inc.
Optimum Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Gourdeau, manufacturer, 930 Chemin St. Louis, Sillery, Gilles Blondeau, 779 Houde Boulevard, Saint-Lambert, Henri Joli-Coeur, 6067 Albanie, Brossard, the latter two actuaries, Gilles Demers, notary, 8 Grondin, Lévis, Paul Bourret, hotel keeper, 2973 La Promenade, Raynold Langlois, advocate, 3849 Terrasse des Pins, and Pierre Bergeron, dealer, 759 Colonel Jones, the latter three of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gestion Optimum inc.— Optimum Holdings Inc.", with a total capital stock of $600,000, divided into 600,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 41½ d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714174

Gestion Resto inc.
Resto Management Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Gérard-O. Lemieux, courtier, 650, Boisjoli, Gilles Fontaine, avocat, 55, Lomas, #38, Gilles Boutin, industriel, et Robert Morin, comptable, 910, Jacques Cartier, #3, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestion Resto inc.— Resto Management Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714591

Yvan Girard et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Yvan-Jacques Girard, consultant financier, 510, Père Marquette, Jacques St-Laurent, analyste en droit de succession, 860, Casot, Jacques Carette, agent manufacturier, 1620, chemin Gomin, et Roger Pagé, recruteur, 15, Plaisance, tous quatre de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en administration, conseillers industriels et financiers, sous le nom de « Yvan Girard et associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1028, des Érables, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714582

Granby Datsun Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Roger Barré, vendeur, 155, Empire, Granby, Dantés Barré, gérant, et Huguette Latour, ménagère, épouse dudit Dantés Barré, ces deux derniers de 2, 6e Avenue, Saint-Timothée, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, roulottes, motos-neige, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Granby Datsun Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Gestion Resto inc.
Resto Management Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard-O. Lemieux, broker, 650 Boisjoli, Gilles Fontaine, advocate, 55 Lomas, #38, Gilles Boutin, manufacturer, and Robert Morin, accountant, 910 Jacques Cartier, #3, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gestion Resto inc.— Resto Management Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714591

Yvan Girard et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan-Jacques Girard, financial consultant, 510 Père Marquette, Jacques St-Laurent, succession duties analyst, 860 Casot, Jacques Carette, manufacturing agent, 1620 Chemin Gomin, and Roger Pagé, recruiter, 15 Plaisance, all four of Québec, for the following purposes:

To act as administrative, industrial and financial consultants, under the name of "Yvan Girard et associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1028 des Érables, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714582

Granby Datsun Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Barré, salesman, 155 Empire, Granby, Dantés Barré, manager, and Huguette Latour, housewife, wife of the said Dantés Barré, the latter two of 2 Sixth Avenue, Saint-Timothée, for the following purposes:

To carry on business as garage-operators and to deal in cars, trailers, snowmobiles, motors and all their parts and accessories, under the name of "Granby Datsun Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714315

Handico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Ouellet, 1580, de la Ronde, app. 4, Claude Lizotte, 2177, de Grandpré, tous deux vendeurs, et Réjean Fortin, expéditeur, 671, St-Vallier ouest, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Former une association pour fournir de l'aide, sous toutes les formes, aux handicapés, sous le nom de « Handico inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714601

Hôpital DeLanaudière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Annie Plourde, religieuse, 572, Notre-Dame, René Préville, 644, Bordeleau, Jules Martin, 678, Bernard, tous deux médecins, Gaston Laporte, pharmacien, 1069, Manseau, Claude-R. Livernoche, ingénieur, 11, Ste-Angélique nord, et Jacques Dugas, avocat, 111, Tellier, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Construire, maintenir, administrer et développer un hôpital pour les malades chroniques, sous le nom de « Hôpital DeLanaudière ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $4,000,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 1531-1971

Hôpital Général de Joliette

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Roussin, Yvon Gauthier et Jules Martin, tous trois médecins, de Joliette, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 714315

Handico inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Ouellet, 1580, de la Ronde, Apt. 4, Claude Lizotte, 2177 de Grandpré, both salesmen, and Réjean Fortin, shipper, 671 St-Vallier West, all three of Québec, for the following purposes:

To form an association to furnish assistance of all kinds to the handicapped, under the name of "Handico inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714601

Hôpital DeLanaudière

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Annie Plourde, nun, 572 Notre-Dame, René Préville, 644 Bordeleau, Jules Martin, 678 Bernard, the latter two physicians, Gaston Laporte, pharmacist, 1069 Manseau, Claude-R. Livernoche, engineer, 11 Ste-Angélique North, and Jacques Dugas, advocate, 111 Tellier, all of Joliette, for the following purposes:

To build, maintain, manage and develop a hospital for the chronically ill, under the name of "Hôpital DeLanaudière".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $4,000,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 1531-1971

Hôpital Général de Joliette

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Camille Roussin, Yvon Gauthier and Jules Martin, all three physicians, of Joliette, for the following purposes:

Posséder, établir, maintenir, organiser, agrandir, développer et administrer un hôpital, sous le nom de « Hôpital Général de Joliette ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $15,000,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43502-o 2296-1970

Les Hôteliers Unis des Comtés de Gatineau et Papineau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Dupont, 334, Victoria, Desmond Murphy, 126, Chartrand, tous deux agents d'assurances, et Marcel Blais, conseiller en publicité, 141, Galipeau, tous trois de Thurso, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser l'entraide et la coopération en général entre les différents hôteliers, sous le nom de « Les Hôteliers Unis des Comtés de Gatineau et Papineau inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Templeton, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3919-1971

Les Immeubles Canabec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1971, constituant en corporation: Bruno Tremblay, Ghislaine Morin, épouse dudit Bruno Tremblay, tous deux agents, de 250 ouest, Grande-Allée, Québec, et Paul Gadbois, courtier, 1210, Chabanel est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Immeubles Canabec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714180

Immeubles Castor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To own, establish, maintain, organize, enlarge, develop and manage a hospital, under the name of "Hôpital Général de Joliette".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $15,000,000.

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 2296-1970

Les Hôteliers Unis des Comtés de Gatineau et Papineau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Dupont, 334 Victoria, Desmond Murphy, 126 Chartrand, both insurance agents, and Marcel Blais, advertising consultant, 141 Galipeau, all three of Thurso, for the following purposes:

To promote and encourage fraternal aid and cooperation in general among hotel keepers, under the name of "Les Hôteliers Unis des Comtés de Gatineau et Papineau inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Templeton, judicial district of Hull.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3919-1971

Les Immeubles Canabec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Tremblay, Ghislaine Morin, wife of the said Bruno Tremblay, both agents, of 250 Grande-Allée West, Québec, and Paul Gadbois, broker, 1210 Chabanel East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractor, under the name of "Les Immeubles Canabec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714180

Immeubles Castor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1971, constituant en corporation: Rosaire Bonneau, contremaître, rue St-Jérôme, Arthur Gagnon, acheteur, 296, Mesy, tous deux de Chicoutimi-Nord, et Olivier Lapointe, comptable, 177, Don Bosco, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Castor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714355

Les immeubles Denan ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation: André Lachapelle, industriel, 500, 7e Rue, Val d'Or, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les immeubles Denan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 99, boulevard Matagami, Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714899

Immeubles Maskoutains inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Adrien Beauregard, courtier en immeuble, 885, Laframboise, Raymond Laliberté, vendeur, 7560, Plante, et Fleurette Lessard, secrétaire, veuve de Paul Lefebvre, 1675, Des Cascades, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeuble, sous le nom de « Immeubles Maskoutains inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2551-1971

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Bonneau, foreman, St-Jérôme Street, Arthur Gagnon, buyer, 296 Mesy, both of Chicoutimi-North, and Olivier Lapointe, accountant, 177 Don Bosco, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Immeubles Castor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714355

Les immeubles Denan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lachapelle, manufacturer, 500 Seventh Street, Val d'Or, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les immeubles Denan ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each and 3,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 99 Matagami Boulevard, Matagami, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714899

Immeubles Maskoutains inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Beauregard, real estate broker, 885 Laframboise, Raymond Laliberté, salesman, 7560 Plante, and Fleurette Lessard, secretary, widow of Paul Lefebvre, 1675 Des Cascades, all three of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Immeubles Maskoutains inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2551-1971

Institut de mathématiques Dienes inc.
Dienes Institute of Mathematics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971, constituant en corporation: Zoltan P. Dienes, professeur, Sorrel Anne Dienes, étudiante, épouse dudit Zoltan P. Dienes, et Justine Lacoste, avocate, épouse de Robert Dusseault, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Diffuser l'idée de l'apprentissage de la mathématique comme activité mentale, qui résulte d'une interaction immédiate entre l'individu et son environnement au moyen de cours, conférences, réunions et publications, sous le nom de « Institut de mathématiques Dienes inc.— Dienes Institute of Mathematics Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714033

Institut de mathématiques Dienes inc.
Dienes Institute of Mathematics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Zoltan P. Dienes, teacher, Sorrel Anne Dienes, student, wife of the said Zoltan P. Dienes, and Justine Lacoste, advocate, wife of Robert Dusseault, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To spread the idea of learning mathematics as a mental activity, resulting from immediate interaction between the individual and his environment through classes, lectures, meetings and publications, under the name of "Institut de mathématiques Dienes inc.— Dienes Institute of Mathematics Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each. and 3,600 preferred shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714033

Institut d'esthétique Jeanne Babineau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Robert Brousseau, concierge, Rita Pelletier, emballeuse, épouse dudit Robert Brousseau, tous deux de 4230, St-Antoine, Montréal, et Jeannine Pelletier, esthéticienne, 7375, Lisieux, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter un institut de beauté et d'esthétique et faire le commerce de produits de beauté, sous le nom de « Institut d'esthétique Jeanne Babineau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714639

Institut d'esthétique Jeanne Babineau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Brousseau, janitor, Rita Pelletier, packer, wife of the said Robert Brousseau, both of 4230 St-Antoine, Montreal, and Jeannine Pelletier, beautician, 7375 Lisieux, Saint-Léonard, for the following purposes:

To operate a beauty and aesthetics institute and to deal in beauty products, under the name of "Institut d'esthétique Jeanne Babineau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714639

Le Jolymont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Compagna, homme d'affaires, 1, Clough, Lennoxville, André Gosselin, 33, St-Hubert, Ascot-Nord, Gaston Leclerc, 360, Mens, Gérard Champigny, 2611, King est, Gaston Coulombe, 2600, King est, tous quatre journaliers, Maurice Boisvert, garagiste, route rurale 4, chemin

Le Jolymont inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation: without share capital: Paul Compagna, businessman, 1 Clough, Lennoxville, André Gosselin, 33 St-Hubert, Ascot-Nord, Gaston Leclerc, 360 Mens, Gérard Champigny, 2611 King East, Gaston Coulombe, 2600 King East, the latter four labourers, Maurice Boisvert, garage-owner, Rural

Champigny, et Jacques Mercier, débosseleur, 800, Quirion, ces cinq derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et sportif pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Le Jolymont inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Ascot-Nord, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714212

Kardouche Bros. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Yvon Deschamps, gérant de banque, 6618, Garnier, Montréal, Doreen Barmash, secrétaire, épouse de Errol Cutler, 910A, 100e Avenue, Laval, et Michel Kardouche, commerçant, 4839, Sherbrooke ouest, Westmount, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Kardouche Bros. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4839, Sherbrooke ouest, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3923-1971

Labrecque Transport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Charles Labrecque, agent de transport, Jocelyne Labrecque, étudiante, fille majeure, tous deux de 231, boulevard Mercier, et Paul-Henri Poitras, comptable, 35, Principale nord, tous trois d'Amos, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Labrecque Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714645

Lambert Peat Moss Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Route 4, Chemin Champigny, and Jacques Mercier, car body repairman, 800 Quirion, the latter five of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club for the mental and physical exercise and relaxation of the members and their guests, under the name of "Le Jolymont inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Ascot-Nord, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714212

Kardouche Bros. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing, date the 23rd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Deschamps, bank manager, 6618 Garnier, Montréal, Doreen Barmash, secretary, wife of Errol Cutler, 910A, 100th Avenue, Laval, and Michel Kardouche, dealer, 4839 Sherbrooke West, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Kardouche Bros. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4839 Sherbrooke West, Westmount, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3923-1971

Labrecque Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Labrecque, transport agent, Jocelyne Labrecque, student, spinster, both of 231 Mercier Boulevard, and Paul-Henri Poitras, accountant, 35 Principale North, all three of Amos, for the following purposes:

To operate trucking firms and, in general, to transport all kinds of merchandise, under the name of "Labrecque Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714645

Lambert Peat Moss Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation: Richard Lambert, Daniel Lambert et Gabriel Lambert, tous trois industriels, de Rivière-Ouelle, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une ou plusieurs tourbières, sous le nom de « Lambert Peat Moss Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-Ouelle, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714493

Lark Express Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Gaston Girard, couleur de métal, 249, Marquette, Jean-Jacques Larouche, camionneur, et Nicole Villeneuve, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Larouche, ces deux derniers de 266, Hare, tous trois de Arvida, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de camionnage, sous le nom de « Lark Express Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714862

Larocque Surplus Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1971, constituant en corporation: Serge Gaier, 2204, Prud'Homme, Joseph-Cyrano LaRocque, 12285, St-Évariste, et Vittorio Gaier, 6210, Somerled, app. 14, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux, équipement, accessoires et outillage à être utilisés pour la transmission et l'application d'énergie électrique, sous le nom de « Larocque Surplus Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,400 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12285, St-Évariste, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714173

Jean-Marc Leblanc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1971, cons-

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Lambert, Daniel Lambert and Gabriel Lambert, all three manufacturers, of Rivière-Ouelle, for the following purposes:

To own and operate one or more peat-bogs, under the name of "Lambert Peat Moss Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-Ouelle, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714493

Lark Express Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Girard, metal pourer, 249 Marquette, Jean-Jacques Larouche, trucker, and Nicole Villeneuve, housewife, wife of the said Jean-Jacques Larouche, the latter two of 266 Hare, all three of Arvida, for the following purposes:

To operate a trucking company, under the name of "Lark Express Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714862

Larocque Surplus Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Gaier, 2204 Prud'Homme, Joseph-Cyrano LaRocque, 12285 St-Évariste, and Vittorio Gaier, 6210 Somerled, Apt. 14, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in materials, equipment, accessories and tools to be utilized for the transmission and application of electric power, under the name of « Larocque Surplus Inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 1,400 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at 12285 St-Évariste, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714173

Jean-Marc Leblanc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tituant en corporation: Jean-Marc Leblanc, commerçant, Marielle Massé, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Leblanc, tous deux de Saint-Sylvère, et Laval Simard, notaire, Saint-Léonard-d'Aston, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jean-Marc Leblanc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sylvère, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714648

Raymond Lefebvre & fils ltée

Le ministre des institutions financièrse, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Raymond Lefebvre, entrepreneur général, Lucienne Crête, ménagère, épouse dudit Raymond Lefebvre, et Jocelyn Lefebvre, camionneur, tous trois de 360, St-Thomas, Saint-Séverin, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Raymond Lefebvre & fils ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, rue St-Thomas, Saint-Séverin, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714012

La Ligue de balle-molle Montcalm-Nord inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: André Lussier, vendeur, Chertsez, Marcel Huard, gérant, 2205, Henri-Bourassa, Carol Boucher, agent d'affaires. 7810, des Érables, Jean-Louis Poire, administrateur, 7746, 15e avenue, Thomas Béland, employé de l'Hydro-Québec, 10157, Fabre, et Marcel Fournier, fonctionnaire, 10293, Parthenais, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées en vue de promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « La Ligue de balle-molle Montcalm-Nord inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Paré, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714115

incorporating: Jean-Marc Leblanc, merchant, Marielle Massé, housewife, wife of the said Jean-Marc Leblanc, both of Saint-Sylvère, and Laval Simard, notary, Saint-Léonard-d'Aston, for the following purposes:

To do business as a realty and construction company, under the name of "Jean-Marc Leblanc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Sylvère, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714648

Raymond Lefebvre & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lefebvre, general contractor, Lucienne Crête, housewife, wife of the said Raymond Lefebvre, and Jocelyn Lefebvre, trucker, all three of 360 St-Thomas, Saint-Séverin, for the following purposes:

The manufacture and sale of lumber, under the name of "Raymond Lefebvre & fils ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 360 St-Thomas Street, Saint-Séverin, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714012

La Ligue de balle-molle Montcalm-Nord inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Lussier, salesman, Chertsez, Marcel Huard, manager, 2205 Henri-Bourassa, Carol Boucher, business agent, 7810 des Érables, Jean-Louis Poire, administrator, 7746, 15th Avenue, Thomas Béland, Hydro-Québec employee, 10157 Fabre, and Marcel Fournier, civil servant, 10293 Parthenais, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To group interested individuals with a view to promoting healthy recreation for the community, under the name of "La Ligue de balle-molle Montcalm-Nord inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Lac Paré, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714115

Ligue de Hockey du Dimanche Soir inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Clément Létourneau, comptable, 52, du Vieux Fort, Lauzon, Claude Boivin, avocat, 95, St-Georges, et Gérald Lessard, étudiant, 15, Sauvageau, ces deux derniers de Lévis, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer une ligne de hockey sur glace pour la récréation de ses membres, sous le nom de « Ligue de Hockey du Dimanche Soir inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714620

Ligue de hockey Les Çhampions

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bob Lachapelle, gérant, 653, Provencher, Laval, Raymond Cadieux, représentant, 562, Gohier, Jean-Pierre Goyer, fonctionnaire, 1025, Vanier, tous deux de Saint-Laurent, Gilles Lafortune, technicien, 12270, Lachapelle, app. 10, Montréal, et Guy Goupil, estimateur, 12000, Lacordaire, app. 4, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter une organisation sociale de bienfaisance qui permet à ses membres de se divertir et de venir en aide à la fin de l'année, par un don à une oeuvre de charité choisie par les membres, sous le nom de « Ligue de hockey Les Champions ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,500.

Le siège social de la corporation est 1025, rue Vanier, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714198

Les loisirs de Ste-Cécile de Lévrard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Tousignant, Aimé Tousignant, tous deux cultivateurs, Herman Brisson, navigateur, Jacqueline Pépin, assistante-gérante, fille majeure, et André Pépin, professeur, tous de Sainte-Cécile-de-Lévrard, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Les loisirs de Ste-Cécile de Lévrard inc. ».

Ligue de Hockey du Dimanche Soir inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Clément Létourneau, accountant, 52 du Vieux Fort, Lauzon, Claude Boivin, advocate, 95 St-Georges, and Gérald Lessard, student, 15 Sauvageau, the latter two of Lévis, for the following purposes:

To operate and administer an ice hockey league for the recreation of its members, under the name of "Ligue de Hockey du Dimanche Soir inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Lévis, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714620

Ligue de hockey Les Champions

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bob Lachapelle, manager, 653 Provencher, Laval, Raymond Cadieux, agent, 562 Gohier, Jean-Pierre Goyer, civil servant, 1025 Vanier, both of Saint-Laurent, Gilles Lafortune, technician, 12270 Lachapelle, apt. 10, Montreal, and Guy Goupil, appraiser, 1200, Lacordaire, Apt. 4, Montreal-North, for the following purposes:

To operate a benevolent social organization which provides entertainment for its members and an apportunity for them to donate at the end of the year to a charitable organization of their choice, under the name of "Ligue de hockey Les Champions".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,500.

The head office of the corporation is at 1025, Vanier Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714198

Les loisirs de Ste-Cécile de Lévrard inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Tousignant, Aimé Tousignant, both farmers, Herman Brisson, navigator, Jacqueline Pépin, assistant-manager, spinster, and André Pépin, teacher, all five of Sainte-Cécile-de-Lévrard, for the following purposes:

To establish and operate a recreation center, under the name of "Les loisirs de Ste-Cécile de Lévrard inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Cécile-de-Lévrard, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714258

Les Majorettes Bel-Air

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lilianne Blanchet, professeur, veuve de Joseph Blanchet, Jean Dalpé, collecteur, tous deux de 125, Lechasseur, et André Marleau, fourreur, 739, Casavant, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Intéresser les parents et tous les citoyens aux problèmes des loisirs et à cette fin, organiser et tenir par l'enseignement, la culture physique et les jeux en général, sous le nom de « Les Majorettes Bel-Air ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Beloeil, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3961-1971

Manufacture d'habits Repentigny inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1971, constituant en corporation: Henri Cloutier, Hervey Jonction, Jean-Noël Cloutier, 4074, Ste-Catherine est, tous deux marchands, et Charles Morin, administrateur, 4510, Ste-Catherine est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Manufacture d'habits Repentigny inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714288

Le Marché aux puces de Saint-Rémi de Napierville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Fernand Levesque, avocat, Alfréda Couture, journaliste, épouse dudit Fernand Levesque, tous deux de 3535, Papineau, app.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Cécile-de-Lévrard, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714258

Les Majorettes Bel-Air

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lilianne Blanchet, teacher, widow of Joseph Blanchet, Jean Dalpé, collector, both of 125 Lechasseur, and André Marleau, furrier, 739 Casavant, all three of Beloeil, for the following purposes:

To interest parents and all citizens in recreational problems and to respond thereto by organizing, and giving courses in physical education and games in general, under the name of "Les Majorettes Bel-Air".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, $100,000.

The head office of the corporation is at Beloeil, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3961-1971

Manufacture d'habits Repentigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Cloutier, Hervey Junction, Jean-Noël Cloutier, 4074 Ste-Catherine East, both merchants, and Charles Morin, administrator, 4510 Ste-Catherine East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Manufacture d'habits Repentigny inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714288

Le Marché aux puces de Saint-Rémi de Napierville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Levesque, advocate, Alfréda Couture, journalist, wife of the said Fernand Levesque, both of 3535 Papineau, Apt. 1206, Jean-Marie Schnei-

1206, Jean-Marie Schneider, administrateur, 4375, St-Denis, tous trois de Montréal, et Monique Schneider, employée civique, épouse de Guy Fleury, 301, boulevard Deguire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Le Marché aux puces de Saint-Rémi de Napierville inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714759

Messageries Laval inc.
Laval Messengers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1689 est, Sauvé, Ginette Huneault, fille majeure, 7283, rue Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents expéditeurs et agents de messageries, sous le nom de « Messageries Laval inc. — Laval Messengers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4320, boulevard Notre-Dame, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714133

Modul-Hab inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jean Lapierre, 24e avenue, Lachine, Claude Lauzon, tous deux constables, Jocelyne Levasseur, hôtesse de l'air, épouse dudit Claude Lauzon, tous deux de 454, 90e avenue, Lasalle, Jovette LaBrie, secrétaire, fille majeure, 3930, Masson, Henri Bellemarre, industriel, Réginald Michaud, menuisier, tous deux de 48, Port-Royal, et Roger Massicotte, rentier, 131, Gauthier, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire de la construction en général, sous le nom de « Modul-Hab inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714568

der, administrator, 4375 St-Denis, all three of Montreal, and Monique Schneider, civic employee, wife of Guy Fleury, 301 Deguire Boulevard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business in all types of merchandise, under the name of "Le Marché aux puces de Saint-Rémi de Napierville inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714759

Messageries Laval inc.
Laval Messengers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1689 Sauvé East, Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri Street, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a forwarding and messenger service agency, under the name of "Messageries Laval inc. — Laval Messengers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4320 Notre-Dame Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714133

Modul-Hab inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lapierre, 24th Avenue, Lachine, Claude Lauzon, both constables, Jocelyne Levasseur, air hostess, wife of the said Claude Lauzon, both of 454, 90th Avenue, Lasalle, Jovette LaBrie, secretary, spinster, 3930 Masson, Henri Bellemage, manufacturer, Réginald Michaud, carpenter, the latter two of 48 Port-Royal, and Roger Massicotte, annuitant, 131 Gauthier, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general construction business, under the name of "Modul-Hab inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714568

Mont-Royal Petroleum Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Robert Kavanagh, commerçant, Odette Théberge, ménagère, épouse dudit Robert Kavanagh, tous deux de 4358, King, Pierrefonds, et Pierre Nantel, stagiaire, 850, Place Decelle, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile à chauffage et de la gazoline, sous le nom de « Mont-Royal Petroleum Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6040, boulevard Gouin ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2405-1971

Mont-Royal Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Kavanagh, merchant, Odette Théberge, housewife, wife of the said Robert Kavanagh, both of 4358 King, Pierrefonds, and Pierre Nantel, articled student, 850 Place Decelle, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in fuel oil and gasoline, under the name of "Mont-Royal Petroleum Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 6040 Gouin Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2405-1971

Nord-Extermination inc.
North Extermination Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean Claveau, gérant, Jeannine Savard, épouse dudit Jean Claveau, tous deux de 1375, Vanier, et Mariette Cavanagh, épouse de Jean-Guy Vaillancourt, 1377, Vanier, ces deux dernières ménagères, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants

Faire le commerce et l'exploitation d'une entreprise consistant à l'extermination d'insectes, vermines, et autres rongeurs de mêmes espèces, tels: coquerelles, pucerons, punaises, mites, rats, mulots et toutes autres espèces s'y rapportant, sous le nom de « Nord-Extermination inc. — North Extermination Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714473

Nord-Extermination inc.
North Extermination Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Claveau, manager, Jeannine Savard, wife of the said Jean Claveau, both of 1375 Vanier, and Mariette Cavanagh, wife of Jean-Guy Vaillancourt, 1377 Vanier, the latter two housewives, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on a business in the extermination of insects, vermin, and other pests, such as: cockroaches, lice, bugs, moths, rats, mice and all other related species, under the name of "Nord-Extermination inc. — North Extermination Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714473

Oxygaz inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation: Raymond Roberge, représentant, Lise Leclerc, secrétaire, épouse dudit Raymond Roberge, tous deux de Saint-Louis-de-Pintendre, et Roger Roberge, mécanicien, Saint-Henri, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz, soit à l'état liquide ou solide, pour fins industrielles, commerciales et médicales ainsi que des appareils de soudure et équipements connexes, sous le nom de « Oxygaz inc. », avec un

Oxygaz inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day ofAugust, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Roberge, agent, Lise Leclerc, secretary, wife of the said Raymond Roberge, both of Saint-Louis-de-Pintendre, and Roger Roberge, mechanic, Saint-Henri, for the following purposes:

To deal in gas, both liquid and solid, for industrial, commercial and medical purposes, and also in welding apparatus and related equipment, under the name of "Oxygaz inc.", with a capital stock divided into 10,000

capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714387

Papeterie Bel-Mont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Roger Denis, administrateur, Denise Cusson, secrétaire, épouse dudit Roger Denis, tous deux de 519, Lemoyne, Boloeil, et Cécile Gagné, ménagère, épouse de Paul Lemieux, 141, Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles de librairie, papeterie, étiquettes, fiches et d'équipements de classe et de bureau, sous le nom de « Papeterie Bel-Mont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3339, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714921

Pétroles Jos Matte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1689 est, Sauvé, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et carburants de tous genres, sous le nom de « Pétroles Jos Matte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Papineauville, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714146

Les Pièces d'Automobiles Marseilles inc.
Marseilles Auto Parts Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Richard, garagiste, Carole

common shares without nominal value and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Louis-de-Pintendre, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714387

Papeterie Bel-Mont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Denis, administrator, Denise Cusson, secretary, wife of the said Roger Denis, both of 519 Lemoyne, Beloeil, and Cécile Gagné, housewife, of Paul Lemieux, 141 Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, for the following purposes:

To deal in book supplies, stationery, labels, index cards and school and office equipment, under the name of "Papeterie Bel-Mont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3339 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714921

Pétroles Jos Matte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1689 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the two latter secretaries, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of fuels and carburants, under the name of "Pétroles Jos Matte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Papineauville, judicial district of Hull.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714146

Les Pièces d'Automobiles Marseilles inc.
Marseilles Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Richard, garage-operator, Carole

Brunet, ménagère, épouse dudit Pierre Richard, tous deux de 7140, Aubert, Saint-Léonard, et Guy Émond, mécanicien, 2680, Granby, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, et généralement faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les Pièces d'Automobiles Marseilles inc. — Marseilles Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6666, rue Marseilles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714548

Brunet, housewife, wife of the said Pierre Richard, both of 7140 Aubert, Saint-Léonard, and Guy Émond, mechanic, 2680 Granby, Montreal, for the following purposes:

To make, repair and, in general, deal in automobiles, motors and all their parts and accessories, under the name of "Les Pièces d'Automobiles Marseilles inc. — Marseilles Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6666 Marseilles Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714548

Place Centre-Ville d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Marius Poirier, fonctionnaire, 1058, avenue Louis Riel, Sainte-Foy, Armand Paradis, 274, boulevard Olivier, et Laurent Paradis, 16, Boucher, ces deux derniers plombiers, d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place Centre-Ville d'Asbestos inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714638

Place Centre-Ville d'Asbestos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Poirier, civil servant, 1058 Louis Riel Avenue, Sainte-Foy, Armand Paradis, 274 Olivier Boulevard, and Laurent Paradis, 16 Boucher, the latter two plumbers, of Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Place Centre-Ville d'Asbestos inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714638

Place des Braves inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Bisson, comptable, 2665, Bergemont, Québec, Pierre de Blois, médecin, 802, Chanoine Scott, et Louis de Blois, avocat, 2919, Longchamp, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Place des Braves inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714505

Place des Braves inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bisson, accountant, 2665 Bergemont, Québec, Pierre de Blois, physician, 802 Chanoine Scott, and Louis de Blois, advocate, 2919 Longchamp, the two latter of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Place des Braves inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 210 Charest Boulevard East, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714505

Placements Tourville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Placements Tourville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation: P.-Adrien Gagnon, représentant, 3769, Grey, Montréal, Pierre Rouleau, dentiste, 138, Maplewood, Raymond Dufresne, architecte, 574, Davaar, tous deux d'Outremont, Pierre Gendron, administrateur, 65, Strathcona Drive, Maurice Fleury, ingénieur, 1890, Surrey Crescent, tous deux de Mont-Royal, Pierre Archambault, vendeur, 700, St-Aubin, Saint-Laurent, et Michel-A. Gagnon, avocat, 243, Des Landes, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placement, sous le nom de « Placements Tourville inc. », avec un capital divisé en 242,760 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714443

Plage St-Lucien inc.

Le ministre des institutions financières,compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lorenzo Larouche, entrepreneur, 212, Scott, Ludger Côté, professeur, 426, Côté, Georges-E. Fortin, épicier, 64, Laurier ouest, tous trois d'Alma, et Lucien Villeneuve, prêtre Chicoutimi, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Plage St-Lucien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 426, rue Côté, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714064

Les plastiques publicitaires Subec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation: Yvon Deshaies, dessinateur commercial, 880, 7e Avenue, Laval, Jean-Pierre Dorthe, artiste commercial, 604, 18e avenue, Lachine, et Bernard Caron, avocat, 6509, Molson, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pièces publicitaires, commerciales, industrielles et décoratives, sous le nom de « Les plastiques publicitaires Subec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: P.-Adrien Gagnon, agent, 3769 Grey, Montreal, Pierre Rouleau, dentist, 138 Maplewood, Raymond Dufresne, architect, 574 Davaar, both of Outremont, Pierre Gendron, administrator, 65 Strathcona Drive, Maurice Fleury, engineer, 1890 Surrey Crescent, the latter two of Mont-Royal, Pierre Archambault, salesman, 700 St-Aubin, Saint-Laurent, and Michel-A. Gagnon, advocate, 243 Des Landes, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Tourville inc.", with a capital stock divided into 242,760 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714443

Plage St-Lucien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lorenzo Larouche, contractor, 212 Scott, Ludger Côté, teacher, 426 Côté, Georges-E. Fortin, grocer, 64 Laurier West, all three of Alma, and Lucien Villeneuve, priest, Chicoutimi, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "Plage St-Lucien inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 426 Côté Street, Alma, judicial district of Roberval.

ROCH RIUOX,
Director of the Companies Service.

43502 714064

Les plastiques publicitaires Subec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Deshaies, commercial designer, 880, 7th Avenue, Laval, Jean-Pierre Dorthe, commercial artist, 604, 18th Avenue, Lachine, and Bernard Caron, advocate 6509 Molson, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in advertising, commercial, industrial and ornamental articles, under the name of "Les plastiques publicitiares Subec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 10221, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714306

Productions Audiorama ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation: Simon Bédard, administrateur, 221, Calixa Lavallée, Boucherville, Françoise Gendron, secrétaire, épouse de René Gendron, 415, 13e Rue, Laval, et Yvon Goulet, avocat, 3250, Jean Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Produire, acheter, vendre et généralement faire le commerce de matériels audio-visuels, de photographies commerciales ou éducatives de matière à publicité et/ou articles nécessaires aux affaires de la compagnie ou qui en sont l'accessoire, sous le nom de « Productions Audiorama ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2120, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714600

Produits Forestiers Lather inc.
Lather Forest Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1689, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Produits Forestiers Lather inc. — Lather Forest Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1667, boulevard Maloney, Templeton-Est, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714105

Les promotions Caprice inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation: Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, Liliane Marcoux, 17, Ste-Ursule, et Lise Sirois, 377,

The head office of the corporation is at 10221 St-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714306

Productions Audiorama ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Bédard, administrator, 21 Calixa Lavallée, Boucherville, Françoise Gendron, secretary, wife of René Gendron, 415 13th Street, Laval, and Yvon Goulet, advocate, 3250 Jean Talon East, Montreal, for the following purposes:

To produce, buy, sell and, in general, deal in audio-visual materials, in commercial or educational photographic publicity materials and/or articles necessary to the company's business or accessory to it, under the name of "Productions Audiorama ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2120 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714600

Produits Forestiers Lather inc.
Lather Forest Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1689 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter tow secretaries, of Montreal, for the following purposes:

The manufacture and sale of lumber, under the name of "Produits Forestiers Lather inc. — Lather Forest Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1667 Maloney Boulevard, Templeton-East, judicial district of Hull.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714105

Les promotions Caprice inc.

Notice is given that under Part I of the Companies, Act, letters patent, bearing date the 27th day of August 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, Liliane Marcoux, 17 Ste-Ursule, and Lise Sirois, 377 Marie-

Marie-Louise, ces deux dernières de Québec, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Les promotions Caprice inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714376

Les productions Nor inc.
Nor Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Raoul Bergeron, commerçant, 3706, St-Hubert, Jean-Marc Brunet, 6872, St-Denis, tous deux de Montréal, et Lise Dauphin, épouse d'André Proulx, 1046, Moffat, Verdun, ces deux derniers naturopathes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les productions Nor inc.— Nor Productions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7103, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3553-1971

Proulx & Guay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Roger Guy, menuisier, 9585, 27e Avenue, Raymond Proulx, 9675, 28e Avenue, et Roger Proulx, 9290, 2e rue, ces deux derniers constructeurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Proulx & Guay inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune, 300 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 650 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9290, 2e Rue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714710

Proulx & Vigneux inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Louise, the latter two of Québec, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and consultants, under the name of "Les promotions Caprice inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714376

Les productions Nor inc.
Nor Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul Bergeron, dealer, 3706 St-Hubert, Jean-Marc Brunet, 6872 St-Denis, both of Montreal, and Lise Dauphin, wife of André Proulx, 1046 Moffat, Verdun, the latter two naturopaths, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and other like commerce, under the name of "Les productions Nor inc.— Nor Productions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 7103 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3553-1971

Proulx & Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Guay, carpenter, 9585, 27th Avenue, Raymond Proulx, 9675, 28th Avenue, and Roger Proulx, 9290, 2nd Street, the latters two constructors, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty construction and investment company, under the name of "Proulx & Guay inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50 common shares of $100 each, 300 class « A » preferred shares of $100 each and 650 class « B » preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 9290, 2nd Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714710

Proulx & Vigneux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Oscar Proulx, papetier, Gisèle Proulx, professeur, épouse dudit Oscar Proulx, tous deux de 204, Parc, Gérard Vigneux, garagiste, et Cécile Vigneux, ménagère, épouse dudit Gérard Vigneux, ces deux derniers de 266, St-Ambroise, tous quatre de Windsor, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Proulx & Vigneux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Windsor, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714881

Rallye Tiers-Monde Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Bédard, responsable de la Pastorale Cegep, 2410, chemin Ste-Foy, Pierre-F. Côté, avocat, 3345, Hertel, Catherine Boë, ménagère, épouse de F. Boë, 904, Rigaud, tous trois de Sainte-Foy, Françoise F. Stanton, ménagère, épouse de Roger-H. Stanton, 1420, de Villars, Jacques Ouellet, industriel 2007, Lafontaine, tous deux de Sillery, Gilles Bériau, 1198, des Érables, Québec, et Raymond Gilles, 8213, des Castors, Orsainville, ces deux derniers fonctionnaires, pour les objets suivants:

Contribuer à sensibiliser et à informer la population sur les problèmes du Tiers-Monde, sous le nom de « Rallye Tiers-Monde Québec".

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714338

Restaurant Boulevard Laframboise ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1971, constituant en corporation: Yves Larocque, restaurateur, Jocelyne Pelletier, ménagère, épouse dudit Yves Larocque, tous deux de 4355, Gouin, Douville, et Lucien Larocque, peintre, 445, St-Augustin, La Providence, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurateur Boulevard Laframboise ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oscar Proulx, stationer, Gisèle Proulx, teacher, wife of the said Oscar Proulx, both of 204 Parc, Gérard Vigneux, garage-operator, and Cécile Vigneux, housewife, wife of the said Gérard Vigneux, the latter two of 266 St-Ambroise, all four of Windsor, for the following purposes:

The manufacture and sale of lumber, under the name of "Proulx & Vigneux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Windsor, judicial district of Saint-François.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714881

Rallye Tiers-Monde Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Bédard, head of the Cegep Pastoral section, 2410 Chemin Ste-Foy, Pierre-F. Côté, advocate, 3345 Hertel, Catherine Boë, housewife, wife of F. Boë, 904 Rigaud, all three of Sainte-Foy, Françoise F. Stanton, housewife, wife of Roger-H. Stanton, 1420 de Villars, Jacques Ouellet, manufacturer, 2007 Lafontaine, the latter two of Sillery, Gilles Bériau, 1198 des Érables, Québec, and Raymond Gilles, 8213 des Castors, Orsainville, the latter two civil servants, for the following purposes:

To contribute to the awarness and information of the population of the problems of the Third World, under the name of "Rallye Tiers-Monde Québec".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714338

Restaurant Boulevard Laframboise ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Larocque, restaurateur, Jocelyne Pelletier, housewife, wife of the said Yves Larocque, both of 4355 Gouin, Douville, and Lucien Larocque, painter, 445 St-Augustin, La Providence, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Boulevard Laframboise ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714245

Restaurant L'Artisan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Martha Gaudet, secrétaire, fille majeure, Charles Guindon, et Victoria Farrah, épouse dudit Charles Guindon, ces deux derniers commerçants, tous trois de Cap-aux-Meules, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et salles à manger, sous le nom de « Restaurant L'Artisan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-aux-Meules, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714986

Restaurant le Bouvillon Grillé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation: Georges Jutras, homme d'affaires, 4620, Gouin est, Montréal-Nord, Raymond Leclair, opérateur, 7133, Chabot, et Réal Leclair, peintre, 7029, Papineau, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant le Bouvillon Girllé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5920, Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714418

Rivek inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Maurice Rivest, 101, Chauveau, Charles-Émile Rivest, 663, Notre-Dame, et Hervé L'Archevêque, 30, Lefrançois, tous trois commerçants, de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Rivek inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 cha-

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714245

Restaurant L'Artisan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martha Gaudet, secretary, spinster, Charles Guindon, and Victoria Farrah, wife of the said Charles Guindon, the latter two dealers, all three of Cap-aux-Meules, for the following purposes:

To operate restaurants and dining rooms, under the name of "Restaurant L'Artisan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Cap-aux-Meules, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714986

Restaurant le Bouvillon Grillé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Jutras, business man, 4620 Gouin East, Montreal-North, Raymond Leclair, operator, 7133 Chabot, and Réal Leclair, painter, 7029 Papineau, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateur, under the name of "Restaurant le Bouvillon Grillé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5920 Bélanger East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714418

Rivek inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Rivest, 101 Chauveau, Charles-Émile Rivest, 663 Notre-Dame, and Hervé L'Archevêque, 30 Lefrançois, all three dealers, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Rivek inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares

cune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 71469

Yvan Roch inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1971, constituant en corporation: Yvan Roch, maître-imprimeur, Ginette Laliberté, épouse dudit Yvan Roch, tous deux de 10377, des Laurentides, et Monique Girard, épouse de Paul Richardson, 10975, avenue Drapeau, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Yvan Roch inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3613, rue Fleury est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714393

St-Jérôme Amusement Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, et Gilles Londéi, 288, 67e Avenue, tous trois avocats, de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de disques et de bandes magnétiques de toutes sortes, sous le nom de « St-Jérôme Amusement Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714465

Sabe-Roc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1971, constituant en corporation: Fernand Bouchard, entrepreneur, Fernande Sasseville, épouse dudit Fernand Bouchard, et Claudette Bouchard, fille majeure, ces deux dernières

of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,700 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 71469

Yvan Roch inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Roch, master printer, Ginette Laliberté, wife of the said Yvan Roch, both of 10377 des Laurentides, and Monique Girard, wife of Paul Richardson, 10975 Drapeau Avenue, the latter two secretaries, all three of Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a management, investment and holding company, under the name of "Yvan Roch inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3613 Fleury Street East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714393

St-Jérôme Amusement Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 696 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, and Gilles Londéi, 288, 67th Avenue, all three advocates, of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in records and magnetic tapes of all kinds, under the name of "St-Jérôme Amusement Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714465

Sabe-Roc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Bouchard, contractor, Fernande Sasseville, wife of the said Fernand Bouchard, and Claudette Bouchard, spinster, the latter two house-

ménagères, tous trois de 158, boulevard St-Michel, Mistassini, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Sabe-Roc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 158, boulevard St-Michel, Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714345

Sco-Pa Decor Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Wilbrod Scott père, machiniste, 11461, Ovide-Clermont, Théophane Gingras, ménagère, épouse dudit Wilbrod Scott père, 6020, Houde, tous deux de Montréal-Nord, Gérard Paré, quincaillier, 5187, Lebrun, Montréal, et Marcel Paré, administrateur, 7095, Guy, Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Sco-Pa Decor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6020, rue Houde, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714760

Sept-Iles Car Loading Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation: J.-Armand Doyer, industriel, Valéda St-Jean, ménagère, épouse dudit J.-Armand Doyer, tous deux de 171, Bernatchez, et René Boucher, avocat, 500, Brochu, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de chargement et de déchargement de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Sept-Iles Car Loading Services Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714093

Services communautaires Pointe St-Charles inc.
Pointe St. Charles Community Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

wives, all three of 158 St-Michel Boulevard, Mistassini, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Sabe-Roc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 158 St-Michel Boulevard, Mistassini, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714345

Sco-Pa Decor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wilbrod Scott, Sr., machinist, 11461 Ovide-Clermont, Théophane Gingras, housewife, wife of the said Wilbrod Scott, Sr., 6020 Houde, both of Montreal North, Gérard Paré, hardware dealer, 5187 Lebrun, Montreal, and Marcel Paré, administrator, 7095, Guy, Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of all kinds, under the name of "Sco-Pa Decor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6020 Houde Street, Montreal-Nord, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714760

Sept-Iles Car Loading Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Armand Doyer, manufacturer, Valéda St-Jean, housewife, wife of the said J.-Armand Doyer, both of 171 Bernatchez, and René Boucher, advocate, 500 Brochu, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business in the loading and unloading of merchandise of all kinds, under the name of "Sept-Iles Car Loading Services Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714093

Services communautaires Pointe St-Charles inc.
Pointe St. Charles Community Services Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 31e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lorenzo Lortie, prêtre, 2115, Centre, Josseline Hogue, aide sociale, 1244, d'Argenson, Gail Ewan, nutritionniste, 2097, Maisonneuve, toutes deux filles majeures, Lucia Gazaille, ménagère, veuve d'Ovila Dubois, 1301, Ropery, et William Chapman, organisateur communautaire, 865, Liverpool, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, obtenir et mettre à la disposition du public tout service capable d'enrayer la pauvreté et de satisfaire les besoins individuels et communautaires, sous le nom de « Services communautaires Pointe St-Charles inc.— Pointe St. Charles Community Services Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 1839-1971

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lorenzo Lortie, priest, 2115 Centre, Josseline Hogue, social worker, 1244 d'Argenson, Gail Ewan, nutritionist, 2097 Maisonneuve, both spinsters, Lucia Gazaille, housewite, widow of Ovila Dubois, 1301 Ropery, and William Chapman, community organizer, 865 Liverpool, all of Montreal, for the following purposes:

To promote, obtain and make available to the public any service whose object is to relieve poverty and to satisfy individual and community needs, under the name of "Services communautaires Pointe St-Charles inc.— Pointe St. Charles Community Services Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 1839-1971

Service des loisirs Notre-Dame-de-L'Assomption de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Lemay, épicier-boucher, 2540, Dezery, Lucien Bouchard, gérant, 2311, Cuvillier, Pierre Côté, courtier en assurance, 3335, Hochelaga, tous trois de Montréal, et Yvon Ropers, travailleur en loisirs, 11500, boulevard Pierrefonds, #102, Pierrefonds, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Notre-Dame-de-L'Assomption de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4883-1970

Service des loisirs Notre-Dame-de-L'Assomption de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Lemay, grocer-butcher, 2540 Dezery, Lucien Bouchard, manager, 2311 Cuvillier, Pierre Côté, insurance broker, 3335 Hochelaga, all three of Montreal, and Yvon Ropers, recreation worker, 11500, Pierrefonds Boulevard, #102, Pierrefonds, for the following purposes:

To organize recreation, under the name of "Service des loisirs Notre-Dame-de-L'Assomption de Montréal".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4883-1970

Service des loisirs St-Louis-de-Montford de Laval

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Crête, vendeur, 369, Alexandre, Germain Fortin, estimateur électricien, 511, Jubinville, Bernard Woods, commis, 539, des Laurentides, tous trois de Laval, et Gilles Bouchard, travailleur en loisirs, 1845, St-Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Service des loisirs St-Louis-de-Montford de Laval

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Crête, salesman, 369 Alexandre, Germain Fortin, electrician appraiser, 511 Jubinville, Bernard Woods, clerk, 539 des Laurentides, all three of Laval, and Gilles Bouchard, recreation worker, 1845 St-Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Louis-de-Montfort de Laval ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714525

Service général d'administration M.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1971, constituant en corporation: Alfred Mayor, représentant, 5365, Aubert, Robert Théroux, comptable, 8172, Blois, tous deux de Saint-Léonard, et Jean-Bernard Benoit, avocat, 235, Merton, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires en tant que conseillers en administration conseillers industriels et aviseurs dans l'entreprise de tous genres d'affaires, opérations et industries, sous le nom de « Service général d'administration M.T. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714109

Serv-O-Photo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1971, constituant en corporation: Mariette Laramée, préposée à la réception, 3080, rue Bolduc, app. 12, Cécile Contant, 5060, Pie IX, app. 206, toutes deux filles majeures, et Sylvia Di Nardi, épouse de Serge Ferland, 4601, Paul Pau, app. 3, ces deux dernières secrétaires, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire le commerce d'appareils photographiques, appareils de reproduction sonore et de communication, accessoires électriques ou électroniques, et autres marchandises semblables sous le nom de « Serv-O-Photo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8832, rue Pascal-Gagnon, suite 1, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714309

To organize recreation, under the name of "Service des loisirs St-Louis-de-Montfort de Laval".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714525

Service général d'administration M.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Mayor, representative, 5365 Aubert, Robert Théroux, accountant, 8172 Blois, both of Saint-Léonard, and Jean-Bernard Benoit, advocate, 235 Merton, Saint-Lambert, for the following purposes:

To do business as management, industrial and business consultants and advisors for all kinds of business, operations and industries, under the name of "Service général d'administration M.T. inc.", with a total capital stock of $40,0000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714109

Serv-O-Photo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mariette Laramée, receptionist, 3080 Bolduc Street, Apt. 12, Cécile Contant, 5060 Pie IX, Apt. 206, both spinsters, and Sylvia Di Nardi, wife of Serge Ferland, 4601 Paul Pau, Apt. 3, the latter two secretataries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to deal in photographic, communication and sound reproduction apparatus, electric or electronic accessories, and other like merchandise, under the name of "Serv-O-Photo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each, 15,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each, and 20,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 8832 Pascal-Gagnon Street, suite 1, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714309

Simard Kuersteiner & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Jean Simard, 3225, Dombourg, Ernst Kuersteiner, 3172, de la Concorde, tous deux graphistes, de Sainte-Foy, et Gilles Bouffard, comptable, 4062, boulevard Ste-Anne, Montmorency, pour les objets suivants:

Agir comme graphistes conseils, sous le nom de « Simard Kuersteiner & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2065, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714584

Société de taxi Windsor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1971, constituant en corporation: Marcel Meunier, La Présentation, Wilfried Duperron, et Gérard Bilodeau, ces deux derniers de Saint-Joseph, tous trois chauffeurs de taxi, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de taxis, sous le nom de « Société de taxi Windsor inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714255

Société nationale de l'est du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-E. Bouchard, administrateur, Matane, Richard Parent, principal-adjoint, 246, Delisle, Rimouski, et Victor Tremblay, professeur, Causapscal, pour les objets suivants:

Organiser et diriger des réunions d'étude des congrès, des cours, des conférences, afin de promouvoir l'unité de la Nation Québecoise, sous le nom de « Société nationale de l'est du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714892

Simard Kuersteiner & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Simard, 3225 Dombourg, Ernst Kuersteiner, 3172 de la Concorde, both graphic artists, of Ste. Foy, and Gilles Bouffard, accountant, 4062 Ste-Anne Boulevard, Montmorency, for the following purposes:

To act as graphic art consultants, under the name of "Simard Kuersteiner & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2065 Charest Boulevard West, Ste. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714584

Société de taxi Windsor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Meunier, La Présentation, Wilfrid Duperron, and Gérard Bilodeau, the latter two of Saint-Joseph, all three taxi drivers, for the following purposes:

To operate taxi stands, under the name of "Société de taxi Windsor inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714255

Société nationale de l'est du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges-E. Bouchard, administrator, Matane, Richard Parent, vice-principal, 246 Delisle, Rimouski, and Victor Tremblay, teacher, Causapscal, for the following purposes:

To organize and manage study seminars, conventions, courses and lectures in to promote the oneness of the Québec Nation, under the name of "Société nationale de l'est du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714892

Société Ovila Pagé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1971, constituant en corporation: Roger-Ovila Pagé, recruteur, 15, Plaisance, Jacques Girard, consultant financier, 510, Père Marquette, et Jacques St-Laurent, analyste en droit de succession, 860, Casot, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Société Ovila Pagé inc. » avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1028, des Érables, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714583

Sunec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Paul-E. Francoeur, homme d'affaires, Liliane Francoeur, épouse dudit Paul-E. Francoeur, tous deux de 23, St-Charles, Beauharnois, et Micheline Côté, épouse de Jean-Yves Côté, 1120, de Bougainville, Saint-Bruno-de-Montarville, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités une entreprise d'entretien d'immeubles, sous le nom de « Sunec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3996-1971

Sylvex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation: Gilles Hébert, 22, de Barcelone, Candiac, Yvon Denault, 1A, Michel, Kirkland, et Jean-Paul Legault, 188, de Bourgogne, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Sylvex inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 200,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714088

Société Ovila Pagé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger-Ovila Pagé, recruiter, 15 Plaisance, Jacques Girard, financial consultant, 510 Père Marquette, and Jacques St-Laurent, succession duties analyst, 860 Casot, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as money-lenders in all its branches, under the name of "Société Ovila Pagé inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1028 des Érables, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714583

Sunec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-E. Francoeur, businessman, Liliane Francoeur, wife of the said Paul-E. Francoeur, both of 23 St-Charles, Beauharnois, and Micheline Côté, wife of Jean-Yves Côté, 1120 de Bougainville, Saint-Bruno-de-Montarville, the latter two housewives, for the following purposes:

To operate in all its branches the business of property maintenance, under the name of "Sunec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3996-1971

Sylvex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Hébert, 22 de Barcelone, Candiac, Yvon Denault, 1A Michel, Kirkland, and Jean-Paul Legault, 188 de Bourgogne, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

The manufacture and sale of lumber, under the name of "Sylvex inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 200,000 common shares of a nominal value of $1 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714088

Terry Cat Fashion Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1971, constituant en corporation: Pierre Bourque, 48, Chartres, Dollard-des-Ormeaux, François Bélanger, 10878, Berri, et Claude Benoit, 1758, Jacques Lemaistre, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour hommes, femmes, adolescents et enfants, sous le nom de « Terry Cat Fashion Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714160

Thériault Hardwood Flooring Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1971, constituant en corporation: Robert Thériault, entrepreneur, Jacqueline Blondin, secrétaire, épouse dudit Robert Thériault, tous deux de 10160, Waverly, Montréal, et Gilles Archambault, technicien, 6280, Villeneuve, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Thériault Hardwood Flooring Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10160, rue Waverly, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714145

Le Tir à L'Arc de Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Luc Ratelle, avocat, 692, Place Roussin, Normand Messier, laitier, 585, Ladouceur, Charles Brousseau, contrôleur, 351, St-Louis, Serge Rochon, 953, Magnan, et Yvon Comtois, 888, Base de Roc, ces deux derniers directeurs, tous cinq de Joliette, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, entretenir et exploiter un ou des emplacements servant aux exercices sportifs en général et particulièrement au tir à l'arc, sous le nom de « Le Tir à L'Arc de Joliette inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Terry Cat Fashion Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bourque, 48 Chartres, Dollard-des-Ormeaux, François Bélanger, 10878 Berri, and Claude Benoit, 1758 Jacques Lemaistre, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business in clothing for men, women, teen-agers, and children, under the name of "Terry Cat Fashion Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montréal, judicial district of Montréal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714160

Thériault Hardwood Flooring Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Thériault, contractor, Jacqueline Blondin, secretary, wife of the said Robert Thériault, both of 10160 Waverly, Montreal, and Gilles Archambault, technician, 6280 Villeneuve, Montreal-Nord, for the following purposes:

To do business as general building contractors, and to deal in materials of all kinds, under the name of "Thériault Hardwood Flooring Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 10160 Waverly Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714145

Le Tir à L'Arc de Joliette inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Luc Ratelle, advocate, 692 Place Roussin, Normand Messier, milkman, 585 Ladouceur, Charles Brousseau, comptroller, 351 St-Louis, Serge Rochon, 953 Magnan, and Yvon Comtois, 888 Base de Roc, the latter two directors, all five of Joliette, for the following purposes:

To acquire, lease, maintain and operate one or more locations suitable for sports in general, and archery in particular, under the name of "Le Tir à L'Arc de Joliette inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

Le siège social de la corporation est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3980-1971

Usipre ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Roger Thibault, 359, Hermine, Robert Thibault, tous deux industriels, et Lucille Beaupré, ménagère, épouse dudit Robert Thibault, ces deux derniers de 385, Fatima, tous trois de Québec, pour les objets suivants·

Faire affaires comme constructeurs de matériaux préfabriqués et entrepreneurs généraux pour la construction, sous le nom de « Usipre ltée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2216, route 2, Quartier Laurentien, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

43502-o 714783

West End Furniture & Refinishing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Raymonde Verreault, fille majeure, 1100, McGregor, tous deux de Montréal, et Peter C. Casey, 453, Grosvenor, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La vente, l'achat, l'échange de meubles et pianos, sous le nom de « West End Furniture & Refinishing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 805, rue Hibernia, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 714529

West Island Equipment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Jacques Brunet, ingénieur, Claire Robic, ménagère, épouse dudit Jacques Brunet, tous deux de 43, 15e avenue, Roxboro, et Egidio Mingarelli, estimateur, 430, Hampston Crescent, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « West Island Equipment

The head office of the corporation is at Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3980-1971

Usipre ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Thibault, 359 Hermine, Robert Thibault, both manufacturers, and Lucille Beaupré, housewife, wife of the said Robert Thibault, the latter two of 385 Fatima, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders of prefabricated materials and general building contractors, under the name of "Usipre ltée", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2216 Route 2, Quartier Laurentien, Ste. Foy, judicial district of Québec.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43502 714783

West End Furniture & Refinishing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Raymonde Verreault, spinster, 1100 McGregor, both of Montreal, and Peter C. Casey, 453 Grosvenor, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

The sale, purchase and exchange of furniture and pianos, under the name of "West End Furniture & Refinishing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 805 Hibernia Street, Verdun, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 714529

West Island Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Brunet, engineer, Claire Robic, housewife, wife of the said Jacques Brunet, both of 43, 15th Avenue, Roxboro, and Egidio Mingarelli, appraiser, 430 Hampston Crescent, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To do business as general building contractors, under the name of "West Island Equipment Ltd.", with a

Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10452, boulevard Gouin est, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3683-1971

total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10452 Gouin Boulevard East, Roxboro, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3683-1971

Lettres patentes supplémentaires

Niagara Realty of Canada Limited
Immeubles Niagara du Canada limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour d'octobre 1971, à la compagnie « Niagara Mortgage & Loan Company Limited — La Compagnie de Prêts & d'Hypothèques Niagara limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Niagara Realty of Canada Limited — Immeubles Niagara du Canada limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502 293-63

Supplementary Letters Petent

Niagara Realty of Canada Limited
Immeubles Niagara du Canada limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Niagara Mortgage & Loan Company Limited — La Compagnie de Prêts & d'Hypothèques Niagara limitée", incorporated by letters patent dated 17th day of January, 1963, changing its name to that of "Niagara Realty of Canada Limited — Immeubles Niagara du Canada limitée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502-o 293-63

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Ville de Chicoutimi

Cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, municipalité de la cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 612-1 à 612-5, 611-1 à 611-3, 626-1 à 626-6, 627-1 à 627-5, 627-7, 630-3 à 630-5 et 630-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 novembre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

43561-o

Paroisse de Pointe-Claire

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, municipalité de la ville de Kirkland, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 150-119 à 150-122 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 novembre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

43561-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Town of Chicoutimi

Official cadastre of the town of Chicoutimi, municipality of the city of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 612-1 to 612-5, 611-1 to 611-3, 626-1 to 626-6, 627-1 to 627-5, 627-7, 630-3 to 630-5 and 630-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 24, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

43561-o

Parish of Pointe-Claire

Official cadastre of the parish of Pointe-Claire, municipality of the town of Kirkland, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 150-119 to 150-122 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 18, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

43561-o

Paroisse de St-Edmond de Stoneham

Cadastre officiel de la paroisse de St-Edmond de Stoneham, municipalité de la ville du Lac Delage, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2-A-39 à 2-A-41 du Rang I sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 novembre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

43561-o

Village de St-Eustache

Cadastre officiel du village de St-Eustache, municipalité de la ville de St-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 53-1 à 53-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 octobre 1971.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

43561-o

Parish of St-Edmond de Stoneham

Official cadastre of the parish of St-Edmond de Stoneham, municipality of the town of Lac Delage, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 2-A-39 to 2-A-41 of Range I are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 26, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

43561-o

Village of St-Eustache

Official cadastre of village of St-Eustache, municipality of the town of St-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

Notice is hereby given that lots 53-1 to 53-35 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 29, 1971.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

43561-o

Compagnies dissoutes

General Building Applicators Ltd.
Les Applicateurs Généraux en Bâtiment ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « General Building Applicators Ltd.— Les Applicateurs Généraux en Bâtiment ltée », constituée en corporation le 23 avril 1963, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 1788-63

Aubé & Giroux ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Aubé & Giroux ltée », constituée en corporation le 27 octobre 1964, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4747-64

B. & P. Painters and Decorators Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B. & P. Painters and Decorators Ltd. », constituée en corporation le 23 août 1963, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3620-63

Companies Dissolved

General Building Applicators Ltd.
Les Applicateurs Généraux en Bâtiment ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "General Building Applicators Ltd. — Les Applicateurs Généraux en Bâtiment ltée", incorporated on April 23 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 1788-63

Aubé & Giroux ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Aubé & Giroux ltée", incorporated on October 27, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4747-64

B. & P. Painters and Decorators Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "B. & P. Painters and Decorators Ltd.", incorporated on August 23, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3620-63

Ed. Beauchamp & Fils inc.
Ed. Beauchamp & Sons Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ed. Beauchamp & Fils inc. — Ed. Beauchamp & Sons Inc. », constituée en corporation le 2 avril 1954, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 10881-54

J. Roma Bourdon, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. Roma Bourdon, limitée », constituée en corporation le 20 novembre 1941, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 8625-41

Paul Brunet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Paul Brunet inc. », constituée en corporation le 16 décembre 1955, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 13485-55

C.D. Distribution ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « C.D. Distribution ltée », constituée en corporation le 21 novembre 1966, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4749-66

Le Café des Artistes (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Café des Artistes (Montréal) inc. », constituée en corporation le 8 octobre 1964, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3878-64

Canadian Embroiderers Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canadian Embroiderers Incorporated », constituée en corpo-

Ed. Beauchamp & Fils inc.
Ed. Beauchamp & Sons Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Ed. Beauchamp & Fils inc. — Ed. Beauchamp & Sons Inc.", incorporated on April 2, 1954.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 10881-54

J. Roma Bourdon, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "J. Roma Bourdon, limitée", incorporated on November 20, 1941.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 8625-41

Paul Brunet inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Paul Brunet inc.", incorporated on December 16, 1955.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 13485-55

C.D. Distribution ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "C.D. Distribution ltée", incorporated on November 21, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4749-66

Le Café des Artistes (Montréal) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Le Café des Artistes (Montréal) inc.", incorporated on October 8, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3878-64

Canadian Embroiderers Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Canadian

ration le 6 novembre 1930, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2030-30

Comité Industriel de St-Benoit de Beauce

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Comité Industriel de St-Benoit de Beauce », constituée en corporation le 22 avril 1964, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 1251-64

Québec Wallpaper and Paint Company
La Compagnie de Papier-Tenture et de Peinture du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Québec Wallpaper and Paint Company — La Compagnie de Papier-Tenture et de Peinture du Québec », constituée en corporation le 25 avril 1966, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 1764-66

La Couture Maskoutaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Couture Maskoutaine inc. », constituée en corporation le 17 août 1961, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 13079-61

Couvent Maplewood

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Couvent Maplewood », constituée en corporation le 12 avril 1960, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 11660-60

Crank & Camshaft Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Crank & Camshaft Ltd. », constituée en corporation le 15 décembre 1951, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 15322-51

Embroiderers Incorporated", incorporated on November 6, 1930.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 2030-30

Comité Industriel de St-Benoit de Beauce

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Comité Industriel de St-Benoit de Beauce", incorporated on April 22, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 1251-64

Québec Wallpaper and Paint Company
La Compagnie de Papier-Tenture et de Peinture du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Québec Wallpaper and Paint Company — La Compagnie de Papier-Tenture et de Peinture du Québec", incorporated on April 25, 1966.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 1764-66

La Couture Maskoutaine inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "La Couture Maskoutaine inc.", incorporated on August 17, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 13079-61

Couvent Maplewood

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Couvent Maplewood", incorporated on April 12, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 11660-60

Crank & Camshaft Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Crank & Camshaft Ltd.", incorporated on December 15, 1951.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 15322-51

Destino-Abbey, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Destino-Abbey, Inc. », constituée en corporation le 6 septembre 1967, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3792-67

Domaine Leman inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Domaine Leman inc. », constituée en corporation le 21 novembre 1962, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX,

43502-o 14578-62

Frank A. Dupuis & Cie ltée
Frank A. Dupuis & Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Frank A. Dupuis & Cie ltée — Frank A. Dupuis & Co. Ltd.", constituée en corporation le 14 août 1964, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3355-64

Les Entreprises G. Plante limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Entreprises G. Plante limitée », constituée en corporation le 26 avril 1965, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2034-65

Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd. (No personal liability) », constituée en corporation le 23 juillet 1963, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2706-63

Destino-Abbey, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Destino-Abbey, Inc.", incorporated on September 6, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3792-67

Domaine Leman inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Domaine Leman inc.", incorporated on November 21, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 14578-62

Frank A. Dupuis & Cie ltée
Frank A. Dupuis & Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of Decembre 15, 1971, of the charter of "Frank A. Dupuis & Cie ltée — Frank A. Dupuis & Co. Ltd.", incorporated on August 14, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 3355-64

Les Entreprises G. Plante limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Les Entreprises G. Plante limitée", incorporated on April 26, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2034-65

Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Lemieux Copper Explorations Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Les Explorations de Cuivre Lemieux ltée (Libre de responsabilité personnelle) — Lemieux Copper Explorations Ltd. (No personal liability)", incorporated on July 23, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2706-63

Florida Land Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Florida Land Sales Inc. », constituée en corporation le 21 novembre 1957, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 13510-57

Garage Lambert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Garage Lambert inc. », constituée en corporation le 5 février 1951, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2381-51

J. A. Giroux & Fils incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. A. Giroux & Fils incorporée », constituée en corporation le 13 février 1953, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2179-53

Institut de Pédagogie Familiale d'Outremont

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Institut de Pédagogie Familiale d'Outremont », constituée en corporation le 22 juin 1961, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 12984-61

Interprovincial Truck Leasing Ltd.
Louage de Camion Interprovincial ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Interprovincial Truck Leasing Ltd. — Louage de Camion Interprovincial ltée », constituée en corporation le 22 septembre 1967, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4001-67

L.G.A. Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « L.G.A.

Florida Land Sales Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Florida Land Sales Inc.", incorporated on November 21, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 13510-57

Garage Lambert inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Garage Lambert inc.", incorporated on February 5, 1951.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2381-51

J. A. Giroux & Fils incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "J. A. Giroux & Fils incorporée », incorporated on February 13, 1953.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2179-53

Institut de Pédagogie Familiale d'Outremont

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Institut de Pédagogie Familiale d'Outremont", incorporated on June 22, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 12984-61

Interprovincial Truck Leasing Ltd.
Louage de Camion Interprovincial ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Interprovincial Truck Leasing Ltd. — Louage de Camion Interprovincial ltée", incorporated on September 22, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4001-67

L.G.A. Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Construction ltée », constituée en corporation le 12 janvier 1962, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 16106-61

The Lacolle Brokerage Company, Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Lacolle Brokerage Company, Limited », constituée en corporation le 31 décembre 1924, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2093-24

Laflamme Construction ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laflamme Construction ltée », constituée en corporation le 16 novembre 1960, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 14682-60

Laminated Knits and Fabrics Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Laminated Knits and Fabrics Limited », constituée en corporation le 16 mars 1960, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 11147-60

Lapointe, Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lapointe, Associés inc. », constituée en corporation le 14 février 1968, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 319-68

Madi Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Madi Corp. », constituée en corporation le 20 décembre 1968, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 6087-68

as of December 15, 1971, of the charter of "L.G.A. Construction ltée", incorporated on January 12, 1962.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 16106-61

The Lacolle Brokerage Company, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "The Lacolle Brokerage Company, Limited", incorporated on December 31, 1924.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2093-24

Laflamme Construction ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Laflamme Construction ltée", incorporated on November 16, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 14682-60

Laminated Knits and Fabrics Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Laminated Knits and Fabrics Limited", incorporated on March 16, 1960.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 11147-60

Lapointe, Associés inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Lapointe, Associés inc.", incorporated on February 14, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 319-68

Madi Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Madi Corp.", incorporated on December 20, 1968.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 6087-68

Perreault, Tardif et Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Perreault, Tardif et Associés inc. », constituée en corporation le 30 septembre 1969, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4708-69

Québec Construction Testers Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Québec Construction Testers Limited », constituée en corporation le 16 août 1965, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 3658-65

Richmond Mfg. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Richmond Mfg. Ltd. », constituée en corporation le 30 janvier 1967, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 397-67

Augustin Robichaud Incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Augustin Robichaud Incorporé », constituée en corporation le 10 décembre 1946, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 8270-46

Royal Electric Company (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Royal Electric Company (Québec) Limited », constituée en corporation le 24 novembre 1958, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 14210-58

Gérard Sarrasin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gérard

Perreault, Tardif et Associés inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Perreault, Tardif et Associés inc.", incorporated on September 30, 1969.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 4708-69

Québec Construction Testers Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Québec Construction Testers Limited", incorporated on August 16, 1965.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 3658-65

Richmond Mfg. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Richmond Mfg. Ltd.", incorporated on January 30, 1967.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Service.

43502 397-67

Augustin Robichaud Incorporé

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Augustin Robichaud Incorporé", incorporated on December 10, 1946.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 8270-46

Royal Electric Company (Québec) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Royal Electric Company (Québec) Limited", incorporated on November 24, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 14210-58

Gérard Sarrasin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Sarrasin inc. », constituée en corporation le 30 mai 1961, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 12066-61

Supplex Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Supplex Inc. », constituée en corporation le 10 janvier 1969, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 133-69

Tremblay Auto limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tremblay Auto limitée », constituée en corporation le 25 juin 1965, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 2964-65

Marc H. Viau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marc H. Viau inc. », constituée en corporation le 27 janvier 1958, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 14115-57

Victorian Order of Nurses Sherbrooke District Branch

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Victorian Order of Nurses Sherbrooke District Branch », constituée en corporation le 29 juillet 1957, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 12280-57

Wellington Metal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wellington Metal Inc. », constituée en corporation le 21 octobre 1963, à compter du 15 décembre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502-o 4070-63

as of December 15, 1971, of the charter of "Gérard Sarrasin inc.", incorporated on May 30, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 12066-61

Supplex Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Supplex Inc.", incorporated on January 10, 1969.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 133-69

Tremblay Auto limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Tremblay Auto limitée", incorporated on June 25, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 2964-65

Marc H. Viau inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Marc H. Viau inc.", incorporated on January 27, 1958.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 14115-57

Victorian Order of Nurses Sherbrooke District Branch

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Victorian Order of Nurses Sherbrooke District Branch", incorporated on July 29, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 12280-57

Wellington Metal Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of December 15, 1971, of the charter of "Wellington Metal Inc.", incorporated on October 21, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502 4070-63

Charte — demandes d'abandon de

Alliance Investment Corporation of Canada

Avis est donné, par les présentes, que « Alliance Investment Corporation of Canada », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, distribuera son actif à ses actionnaires et s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 3e jour de décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
43505-o C. L. LAROCK.

L'Association des Pharmaciens Détaillants de la Province de Québec Inc.

Avis est donné que « L'Association des Pharmaciens Détaillants de la Province de Québec Inc. », corporation incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 6e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la requérante,
TRUDEL, GAMACHE, NADEAU,
43506-o LÉTOURNEAU & LESAGE.

Beaumont Mining Corporation Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que « Beaumont Mining Corporation Ltd. » (Libre de responsabilité personnelle), corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies minières du Québec et ayant son siège social à Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
43507-o RICHARD STAINES.

La Corporation des Loisirs de Notre-Dame-des-Prairies Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Corporation des Loisirs de Notre-Dame-des-Prairies Inc. », ayant son siège social dans les cité et district de Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Joliette, 3 décembre 1971.

Les procureurs,
LANDRY, DUVAL, LANDREVILLE
43508-o & GÉNÉREUX.

Charter — Application for Surrender of

Alliance Investment Corporation of Canada

Notice is hereby given that "Alliance Investment Corporation of Canada", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, will distribute its assets amongst its shareholders and will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 3rd day of December, 1971.

C. L. LAROCK,
43505-o *Secretary-Treasurer.*

L'Association des Pharmaciens Détaillants de la Province de Québec Inc.

Notice is given that "L'Association des Pharmaciens Détaillants de la Province de Québec Inc.", corporation incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 6th day of December 1971.

TRUDEL, GAMACHE, NADEAU,
LÉTOURNEAU & LESAGE,
43506-o *Attorneys for the petitioner.*

Beaumont Mining Corporation Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Beaumont Mining Corporation Ltd." (No Personal Liability), constituted under the Québec Mining Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 2nd day of December 1971.

ROLAND ALLAIRE,
43507-o *Secretary-Treasurer.*

La Corporation des Loisirs de Notre-Dame-des-Prairies Inc.

Notice is given that "La Corporation des Loisirs de Notre-Dame-des-Prairies Inc.", having its head office at Joliette will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Joliette, December 3, 1971.

LANDRY, DUVAL, LANDREVILLE
& GÉNÉREUX,
43508-o *Attorneys.*

Édifice Lessard ltée

Avis est donné que la compagnie « Édifice Lessard ltée » ayant son siège social au 65 Chemin St-Georges, Jonquière, district de Chicoutimi, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, ce 3e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
43509-o ANGERS, VAILLANCOURT.

Édifice Lessard ltée

Notice is given that "Édifice Lessard ltée", having its head office at 65 Chemin St-Georges, Jonquière, district of Chicoutimi, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Jonquière, this 3rd day of December 1971.

CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
ANGERS, VAILLANCOURT,
43509-o *Attorneys for the petitioner.*

Florico Inc.

Avis est donné que la compagnie « Florico Inc. » constituée le 16 novembre 1966, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 1er décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
43510-o DELISLE & LARUE.

Florico Inc.

Notice is given that "Florico Inc.", incorporated on November 16, 1966, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, December 1st, 1971.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
43510-o *Attorneys for the company.*

Gemlite Ltd.

Avis est donné que « Gemlite Ltd. », compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Montréal, ce 2 décembre 1971.

Le secrétaire,
43511-o JACQUES LAURENT.

Gemlite Ltd.

Notice is hereby given that "Gemlite Ltd.", incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this December 2, 1971.

JACQUES LAURENT,
43511-o *Secretary.*

Montreal Children's Wear Inc.

La compagnie « Montreal Children's Wear Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26e jour de novembre 1971.

Le secrétaire,
43513 MARTIN FEIG.

Montreal Children's Wear Inc.

Notice is hereby given that "Montreal Children's Wear Inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of November, 1971.

MARTIN FEIG,
43513-o *Secretary.*

Restaurant Rustik Inc.
Rustik Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Rustik Inc. — Rustik Restaurant Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce trois décembre mil neuf cent soixante et onze.

Le procureur de la compagnie,
43514-o ROBERT LALANDE, *notaire.*

Restaurant Rustik Inc.
Rustik Restaurant Inc.

Notice is given that "Restaurant Rustik Inc. — Rustik Restaurant Inc." will ask the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, the permission to surrender its charter.

Dated at Montreal, this third day of December, nineteen hundred and seventy-one.

ROBERT LALANDE, *notary,*
43514-o *Attorney for the company.*

Marché Smith Market Inc.

Avis est donné que le « Marché Smith Market Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Chandler, le 30 novembre 1971.

Le procureur de la compagnie,
43512-o ME LAURENT BÉLANGER, *notaire.*

St. Leonard Construction Ltd.

Avis est par la présente donné que « St. Leonard Construction Ltd. », une corporation constituée sous la Loi des compagnies, et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de décembre 1971.

Le président,
43515-o JOHN ALPER.

Skyline Holdings Inc.

La compagnie « Skyline Holdings Inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 31e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
43516 JOSEPH KRACAUER.

M. Smith Limited

Avis est donné que la compagnie « M. Smith Limited » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Chandler, le 30 novembre 1971.

Le procureur de la compagnie,
43517-o Me LAURENT BÉLANGER, *notaire.*

Superior Brush Mfg. Co.
Cie de Fabrication de Brosses Superior

Avis est donné, par les présentes, que « Superior Brush Mfg. Co. — Cie de Fabrication de Brosses Superior », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, distribuera son actif à ses actionnaires et s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, Québec, ce 3e jour de décembre 1971.

Le président du Conseil d'administration,
43519-o PETER R. R. WILLIAMSON.

Marché Smith Market Inc.

Notice is given that "Marché Smith Market Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Chandler, this November 30, 1971.

ME. LAURENT BÉLANGER, *Notary,*
43512-o *Attorney for the company.*

St. Leonard Construction Ltd.

Notice is hereby given that "St. Leonard Construction Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1971.

JOHN ALPER,
43515-o *President.*

Skyline Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Skyline Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of October, 1971.

JOSEPH KRACAUER,
43516-o *Secretary.*

M. Smith Limited

Notice is given that "M. Smith Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Chandler, November 30, 1971.

Me LAURENT BÉLANGER, *Notary,*
43517-o *Attorney for the Company.*

Superior Brush Mfg. Co.
Cie de Fabrication de Brosses Superior

Notice is hereby given that "Superior Brush Mfg. Co. — Cie de Fabrication de Brosses Superior", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, will distribute its assets amongst its shareholders and will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 3rd day of December, 1971.

PETER R. R. WILLIAMSON,
43519-o *Chairman of the Board.*

La Société C I D Inc.

Avis est par les présentes donné que « La Société C I D Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 30e jour de novembre 1971.

L'administrateur et secrétaire,
43518-o BERNARD TAILLEFER.

La Société C I D Inc.

Notice is hereby given that "La Société C I D Inc." a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1971.

BERNARD TAILLEFER,
43518-o *Administrator and Secretary.*

La Vogue Lucille Limited

Avis est donné que la compagnie « La Vogue Lucille Limited » constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Québec, dans le district de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 1er décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
43520-o TOURIGNY & ST-ARNAUD.

La Vogue Lucille Limited

Notice is given that "La Vogue Lucille Limited" incorporated under the Companies Act, having its head office in Québec City, in the district of Québec, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, December 1st, 1971.

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD,
43520-o *Attorneys for the Company.*

Goco Knitting Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Goco Knitting Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal en la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Signé à Montréal, P.Q., ce 8e jour de décembre 1971.

L'assistant-secrétaire,
43549-o JEAN MONET.

Goco Knitting Ltd.

Notice is hereby given that "Goco Knitting Ltd.", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Signed at Montreal, P.Q., this 8th day of December 1971.

JEAN MONET,
43549-o *Assistant-Secretary.*

Lella Hosiery Mills Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Lella Hosiery Mills Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal en la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, P.Q., ce 8e jour de décembre 1971.

L'assistant-secrétaire,
43550-o JEAN MONET.

Lella Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Lella Hosiery Mills Ltd.", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Signed at Montreal, P.Q., this 8th day of December 1971.

JEAN MONET,
43550-o *Assistant-Secretary.*

St. Maurice Valley Development Ltd.

Avis est par les présentes donné que la Compagnies « St. Maurice Valley Development Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal demandera au ministre des institutions financières,

St. Maurice Valley Development Ltd.

Notice is hereby given that "St. Maurice Valley Development Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the

compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre, 1971.

Les procureurs de la compagnie,
43551-o GURMAN, MARCOVITCH & MILLER.

Les Tricots Pierre Marquez ltée

Avis est par les présentes donné que « Les Tricots Pierre Marquez ltée », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal en la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, P.Q., ce 8e jour de décembre 1971.

L'assistant-secrétaire,
43552-o JEAN MONET.

B. & M. Realty Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « B. & M. Realty Co. Ltd. », une corporation incorporée suivant les dispositions de la Loi des compagnies, avec siège social à Magog, dans le district de St-François, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Magog, ce 9 décembre 1971.

Le procureur de la compagnie,
43565-o Me LS-PHILIPPE GALIPEAU.

Balfen Investment Corp.

La compagnie « Balfen Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
43566 SAUL KWIAT.

Mlle A Breton inc.

Avis est donné que la compagnie « Mlle A Breton inc. », constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Québec, dans le district de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 7 décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
43567-o TOURIGNY & ST-ARNAUD.

Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1971.

GURMAN, MARCOVITCH & MILLER,
43551-o *Attorneys for the Company.*

Les Tricots Pierre Marquez ltée

Notice is hereby given that "Les Tricots Pierre Marquez ltée", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Signed at Montreal, P.Q., this 8th day of December, 1971.

JEAN MONET,
43552-o *Assistant-Secretary.*

B. & M. Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "B. & M. Realty Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Magog, district of St. François, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Magog, December 9, 1971.

Me LS-PHILIPPE GALIPEAU,
43565-o *Attorney of the Company.*

Balfen Investment Corp.

Notice is hereby given that "Balfen Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of December 1971.

SAUL KWIAT,
43566-o *Secretary.*

Mlle A Breton inc.

Notice is given that "Mlle A Breton inc.", incorporated under the Companies Act, having its head office in Québec City, in the district of Québec, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, December 7, 1971.

L'HEUREUX, PHILIPPON, GARNEAU,
TOURIGNY & ST-ARNAUD,
43567-o *Attorneys for the Company.*

Celadra Inc.

La compagnie « Celadra Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF
43568 & SHUGAR.

Celadra Inc.

Notice is given that "Celadra Inc.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of December 1971.

KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF
& SHUGAR,
43568-o *Attorneys for Company.*

Champflour Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Champflour Investments Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
43569-o DAVID A. AMORY.

Champflour Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Champflour Investments Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 30th day of November 1971.

DAVID A. AMORY,
43569-o *Secretary-Treasurer.*

Dominion Building Materials (Montreal) Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Dominion Building Materials (Montreal) Limited », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annulation soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, P.Q., ce 10e jour de décembre, 1971.

(Sceau) *Le secrétaire adjoint,*
43570-o JACQUES GOURDON.

Dominion Building Materials (Montreal) Limited

Notice is given that under the provisions of the Companies Act, "Dominion Building Materials (Montreal) Limited", will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., this 10th day of December 1971.

(Seal) JACQUES GOURDON,
43570-o *Secretary.*

Les Placements Shawinigan ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Placements Shawinigan ltée » constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
43572-o GURMAN, MARCOVITCH & MILLER.

Les Placements Shawinigan ltée

Notice is hereby given that "Les Placements Shawinigan ltée" a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1971.

GURMAN, MARCOVITCH & MILLER,
43572-o *Attorneys for the company.*

Max Seigler Brokers Inc.

La compagnie « Max Seigler Brokers Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Ville de Montréal, 6 décembre 1971.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
43575 MITCHELL KLEIN.

Max Seigler Brokers Inc.

Notice is given that "Max Seigler Brokers Inc.", incorporated pursuant to the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for authorization to surrender its charter pursuant to the Companies Act.

City of Montreal, December 6, 1971.

(Seal) MITCHELL KLEIN,
43575-o *Secretary-Treasurer.*

Les Fermes du Cap St-Jacques ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Fermes du Cap St-Jacques ltée », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 30 novembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
AMYOT, LESAGE, LESAGE,
43571-o BERNARD & SHEEHAN.

Restaurant Beaux-Prés inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Beaux-Prés inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 27 octobre 1971.

Le procureur de la compagnie,
43573-o ANDRÉ CARTER.

Restaurant du Paradis Terrestre ltée

La compagnie « Restaurant du Paradis Terrestre ltée » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 10 novembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
43574 FRUMKIN & FELDMAN.

Taverne Vimont ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Taverne Vimont ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Laval, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 11e jour de novembre 1971.

(Sceau) *La secrétaire,*
43576-o RITA ÉMOND-SAVARD.

Ville Marie Packaging Inc.

Avis est par les présentes donné que « Ville Marie Packaging Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Ville St-Pierre, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
43577-o BERNARD SCHLOSSERG.

C. Gratton limitée

Avis est donné que la compagnie « C. Gratton limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
43595-o ME CLAUDE GRATTON, *notaire.*

Les Fermes du Cap St-Jacques ltée

Notice is given that "Les Fermes du Cap St. Jacques ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Québec, November 30, 1971.

AMYOT, LESAGE, LESAGE,
BERNARD & SHEEHAN,
43571-o *Attorneys for the company.*

Restaurant Beaux-Prés inc.

Notice is given that "Restaurant Beaux-Prés inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Québec, October 27, 1971.

ANDRÉ CARTER,
43573 *Attorney for the company.*

Restaurant du Paradis Terrestre ltée

Notice is hereby given under the provisions of the Companies Act, that "Restaurant du Paradis Terrestre ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, November 10, 1971.

FRUMKIN & FELDMAN,
43574-o *Attorneys for the company.*

Taverne Vimont ltée

Notice is hereby given that "Taverne Vimont ltée" a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Laval, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Given at Montreal, this 11th day of November, 1971.

(Seal) RITA ÉMOND-SAVARD,
43576-o *Secretary.*

Ville Marie Packaging Inc.

Notice is hereby given that "Ville Marie Packaging Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Ville St. Pierre, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of December, 1971.

BERNARD SCHLOSSERG,
43577-o *Secretary.*

C. Gratton limitée

Notice is hereby given that "C. Gratton limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME CLAUDE GRATTON, *Notary,*
43595 *Attorney for the Company.*

Jennie Weinberg Investments Ltd.

La compagnie « Jennie Weinberg Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 6e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ,
43578 SEDEROFF & SHUGAR.

Jennie Weinberg Investments Ltd.

Notice is given that "Jennie Weinberg Investments Ltd.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of December, 1971.

KAUFMAN, RESPITZ,
SEDEROFF & SHUGAR,
43578-o *Attorneys for the Company.*

Claire Investment Corp.

Avis est donné que « Claire Investment Corp. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de décembre 1971.

Le président,
43592 MANUEL KLAR.

Claire Investment Corp.

Notice is given that "Claire Investment Corp.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of December, 1971.

MANUEL KLAR,
43592-o *President.*

Cosmos Cuttie Die Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Cosmos Cuttie Die Incorporated » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 7 décembre 1971.

Le vice-président,
43593-o ROLAND LANDRY.

Cosmos Cuttie Die Incorporated

Notice is hereby given that "Cosmos Cuttie Die Incorporated" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, December 7, 1971.

ROLAND LANDRY,
43593 *Vice-President.*

Fittwell Shoes Ltd.

Avis est donné que « Fittwell Shoes Ltd. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 3 novembre 1971.

Le procureur de la requérante,
1440 ouest, rue Ste-Catherine ME STEVEN KORDA.
suite 310, Montréal, P.Q. 43594

Fittwell Shoes Ltd.

Notice is given that "Fittwell Shoes Ltd.", a company incorporated under Part I of the Québec Companies Act, having its head office in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 3, 1971.

ME STEVEN KORDA,
1440 St. Catherine St. West, *Attorney for Applicant.*
Suite 310, Montreal, P.Q. 43594-o

Jean Maurice Tremblay ltée

Avis est par les présentes donné que « Jean Maurice Tremblay ltée », une compagnie incorporée sous la Loi des compagnies, ayant son siège social en la cité d'Alma, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Le procureur de la compagnie,
43599-o JEAN-CLAUDE DEMERS, *notaire.*

Jean Maurice Tremblay ltée

Notice is given that "Jean Maurice Tremblay ltée", a company incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Alma, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

JEAN-CLAUDE DEMERS, *Notary,*
43599 *Attorney for the Company.*

Thruway Auto Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que « Thruway Auto Centre Inc. » ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre, des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner des lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plait de déterminer.

Daté à Montréal, ce 10e jour de décembre 1971.

Les procureurs de la requérante,
RAIDER & CYTRYNBAUM.

43600-o

Thruway Auto Centre Inc.

Notice is hereby given that "Thruway Auto Centre Inc." having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 10th day of December 1971.

RAIDER & CYTRYNBAUM,
Attorneys for Petitioner.

43600-o

Sièges sociaux

Air Ste-Agathe inc.

La compagnie « Air Ste-Agathe inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 30 rue St-André, Sainte-Agathe-des-Monts, à 8390 rue Mayrand, Montréal.

Le secrétaire,
GEORGE WHELAN.

43521 14740-62

Savex Discount Services Ltd.
Les Services d'Escompte Savex ltée

La compagnie « Savex Discount Services Ltd. — Les Services d'Escompte Savex ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Laval à Longueuil.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE BÉDARD.

43531 2148-70

Dawco Realties Ltd.

La compagnie « Dawco Realties Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1968, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé au 6905, avenue du Parc, donne avis qu'elle l'a transporté au 4770, avenue Kent, local 202, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22e jour de septembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
LILLIAN COHEN.

43534 3952-68

Ronald Gignac inc.

La compagnie « Ronald Gignac inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Boucherville, au numéro 1, Place Ville-Marie, suite 3301, Montréal.

La secrétaire,
MARIE-CLAIRE GIGNAC.

43536-o 4327-69

Head Offices

Air Ste-Agathe inc.

Notice is given that "Air Ste-Agathe inc." has transferred its head office from 30 St-André Street, Sainte-Agathe-des-Monts, to 8390 Mayrand Street, Montreal.

GEORGE WHELAN,
Secretary.

43521-o 14740-62

Savex Discount Services Ltd.
Les Services d'Escompte Savex ltée

Notice is given that "Savex Discount Services Ltd. — Les Services d'Escompte Savex ltée" has transferred its head office from Laval to Longueuil.

PIERRE BÉDARD,
Secretary-treasurer.

43531-o 2148-70

Dawco Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Dawco Realties Ltd.", incorporated by letters patent on the 3rd day of October, 1968, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 6905 Park Avenue, has moved it to 4770 Kent Avenue, Suite 202, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of September, 1971.

LILLIAN COHEN,
Secretary-Treasurer.

43534-o 3952-68

Ronald Gignac inc.

Notice is given that "Ronald Gignac inc." has transferred its head office from Boucherville, to number 1 Place Ville-Marie, Suite 3301, Montreal.

MARIE-CLAIRE GIGNAC,
Secretary.

43536 4327-69

Gestion Provence inc.

Avis est donné que la compagnie « Gestion Provence inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 1115, rue Sherbrooke ouest, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 25e jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
NICOLE FOREST.

43535-o 71-5624

Gestion Provence inc.

Notice is hereby given that the company "Gestion Provence inc.", incorporated by letters patent, on the 21st day of October, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1115, Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of October 1971.

NICOLE FOREST,
Secretary.

43535-o 71-5624

Jabco Machinery Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Jabco Machinery Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 août 1971, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 1111, de la rue Fabre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 23 novembre 1971.

Le président,
JACQUES BLAIS.

43537-o 71-4377

Jabco Machinery Ltd.

Notice is hereby given that "Jabco Machinery Ltd.", incorporated by letters patent dated August 20, 1971 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 1111 Fabre Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sherbrooke, November 23, 1971.

JACQUES BLAIS,
President.

43537-o 71-4377

H. Kennedy Ltd.

La compagnie « H. Kennedy Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 17 mars 1969, et ayant son siège à Montréal, au 407, rue McGill, chambre 707, a changé son bureau au numéro 410, rue St-Nicholas, Montréal, Québec.

Montréal, ce 17 novembre 1971.

La secrétaire,
Mlle SHIRLEY I. BLAIR.

43538-o 1202-69

H. Kennedy Ltd.

Notice is hereby given that "H. Kennedy Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 17, 1969, has changed its head office from 407 McGill Street, Room 707, in the city and district of Montreal, Québec, to 410 St. Nicholas Street, in the city and district of Montreal, Québec.

Montreal, November 17, 1971.

Mrs. SHIRLEY I. BLAIR,
Secretary.

43538-o 1202-69

Sandan Vehicles (Québec) Ltd.

La compagnie « Sandan Vehicles (Québec) Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 500, rue St-François-Xavier, Montréal, au numéro 426, rue St-Patrick, Lasalle.

Le secrétaire,
ADRIEN R. PAQUETTE.

43540-o 5264-70

Sandan Vehicles (Québec) Ltd.

Notice is given that "Sandan Vehicles (Québec) Ltd." has transferred its head office from 500 St-François-Xavier Street, Montreal, to 426 St-Patrick Street, Lasalle.

ADRIEN R. PAQUETTE,
Secretary.

43540 5264-70

Brianyl Ltd.

La compagnie « Brianyl Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Drummondville.

Le secrétaire-trésorier,
R. ELISCHER.

43553 4041-69

Brianyl Ltd.

Notice is given that "Brianyl Ltd." has transferred its head office from Montreal, to Drummondville.

R. ELISCHER,
Secretary-Treasurer.

43553-o 4041-69

M. B. S. Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « M. B. S. Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1971 et ayant son siège social à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau au numéro 5900, de la rue Marceau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Pierrefonds, ce 19e jour de novembre 1971.

Le président,
NORMAND MIRON.

43539-o 71-4909

Urethanor Inc.

Avis est donné que la compagnie « Urethanor Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mai 1971 et ayant son siège social à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive, a établi son bureau au numéro 192, de la rue Cartier.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sept-Iles, ce 24e jour de septembre 1971.

Le président,
ROCH BANVILLE.

43541-o 256-71

Bellechasse Transport inc.

La compagnie « Bellechasse Transport inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Henri de Lévis, au numéro 3600, boulevard Hamel, Québec.

Le secrétaire,
JEAN-GUY GUAY.

43586-o 13073-61

Bertec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bertec Inc. », constituée en corporation selon la Loi des compagnies, en date du 23 juillet 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2635, de la rue Charlemagne, l'a transporté au numéro 12,000, de la rue Albert Hudon.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 8e jour de novembre 1971.

Le secrétaire,
(Sceau) ASTRID MORIN.

43587-o 2771-1970

Southville Realties Ltd.
Les Immeubles Southville ltée

La compagnie « Southville Realties Ltd.— Les Immeubles Southville ltée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montréal, à 3085 rue Biret, St-Laurent.

Le secrétaire,
GÉRARD DENIS.

43588 1798-71

M. B. S. Construction Inc.

Notice is hereby given that the "M. B. S. Construction Inc.", company incorporated by letters patent on October 8, 1971 and having its head office in Pierrefonds, district of Montreal, has established its office at number 5900 Marceau Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of November, 1971.

NORMAND MIRON,
President.

43539-o 71-4909

Urethanor Inc.

Notice is hereby given that the "Urethanor Inc." company incorporated by letters patent on May 18, 1971 and having its head office in Sept-Iles, district of Hauterive, has established its office at number 192 Cartier Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sept-Iles, this 24th day of September, 1971.

ROCH BANVILLE,
President.

43541-o 256-71

Bellechasse Transport inc.

Notice is given that "Bellechasse Transport inc." has transferred its head office from Saint-Henri de Lévis, to 3600 Hamel Boulevard, Québec.

JEAN-GUY GUAY,
Secretary.

43586 13073-61

Bertec Inc.

Notice is given that "Bertec Inc." incorporated under the Companies Act on July 23, 1970, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at number 2635 Charlemagne Street, has moved it to number 12,000 Albert Hudon Street.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 8th day of November 1971.

ASTRID MORIN,
(Seal) *Secretary.*

43587 2771-1970

Southville Realties Ltd.
Les Immeubles Southville ltée

Notice is given that "Southville Realties Ltd.— Les Immeubles Southville ltée", has transferred its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal to 3085 Biret Street, St-Laurent.

GÉRARD DENIS,
Secretary.

43588-o 1798-71

Institut Canadien de Caractérologie

La corporation « Institut Canadien de Caractérologie » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 174 est, rue Price, C.P. 472, Chicoutimi, au numéro 4315, Place Dufresne, C.P. 8, Saint-Félix-du-Cap-Rouge.

Le secrétaire,
LOUISE BOUDREAULT.

43589-o 13156-56

Pastal inc.

La compagnie « Pastal inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8615, boulevard St-Laurent, Montréal au numéro 625, rue Montrose, Laval.

Le secrétaire,
HENRI ABRAN.

43590-o 5095-70

Assurances Jean Lachapelle inc.

Avis est donné que la compagnie « Assurances Jean Lachapelle inc. », constituée en corporation en date du 27e jour d'avril 1971 et ayant son siège social dans la ville de Laval, a établi son bureau au numéro 2815, boulevard de la Concorde, ville de Laval, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 23e jour de novembre 1971.

(Sceau) *Le président,*
JEAN LACHAPELLE.

43604-o 1946-71

Centre de l'Essor culturel inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de L'Essor culturel inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 19 août 1969, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3226 est, de la rue Beaubien à Montréal, l'a transporté au numéro 3730 est, boulevard Métropolitain, suite 101, à Montréal.

Donné à Montréal, ce 24e jour de septembre 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
RONALD GRAVEL.

43605-o 3916-69

La Galerie du Québecois inc.

La compagnie « La Galerie du Québecois inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies le 21e jour de mai 1971, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau au 9500, rue Meilleur, Montréal 354, Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 19e jour de novembre 1971.

Le secrétaire,
JERRY SCHIFF.

43607 2725-71

Institut Canadien de Caractérologie

Notice is given that "Institut Canadien de Caractérologie" has transferred its head office from 174 East, Price Street, C.P. 472, Chicoutimi, to 4315 Place Dufresne, C.P. 8, Saint-Félix-du-Cap-Rouge.

LOUISE BOUDREAULT,
Secretary.

43589-o 13156-56

Pastal inc.

Notice is given that "Pastal inc." has transferred its head office from 8615 St. Laurent Boulevard, Montreal, to 625 Montrose Street, Laval.

HENRI ABRAN,
Secretary.

43590 5095-70

Assurances Jean Lachapelle inc.

Notice is given that "Assurances Jean Lachapelle inc.", incorporated on the 27th day of April, 1971, and having its head office in the town of Laval, has established its office at number 2815 de la Concorde Boulevard, town of Laval, Province of Québec.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 23rd day of November, 1971.

(Seal) JEAN LACHAPELLE,
President.

43604 1946-71

Centre de l'Essor culturel inc.

Notice is given that "Centre de l'Essor culturel inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, on August 19, 1969, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day, at number 3226 Beaubien Street East, has moved it to number 3730 Metropolitan Boulevard East, suite 101, in Montreal.

Given in Montreal, this 24th day of September, 1970.

(Seal) RONALD GRAVEL,
Secretary.

43605 3916-69

La Galerie du Québecois inc.

Notice is hereby given that "La Galerie du Québecois inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 21st day of May, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 9500 Meilleur Street, Montreal 354, Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of November, 1971.

JERRY SCHIFF,
Secretary.

43607-o 2725-71

Services d'Hygiène de l'Estrie Inc.
Eastern Townships Hygienic Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Services d'Hygiène de l'Estrie Inc.— Eastern Townships Hygienic Services Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 octobre 1971, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 476, rue Dolbeau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 23e jour de novembre 1971.

Le président,
43606-o LÉONARD CÔTÉ.

Les Journaux Inter-Québec ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Journaux Inter-Québec ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1971 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau à 3637, boulevard Métropolitain est, suite 1401, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 17 novembre 1971.

Le président,
CLAUDE CHARRON.
43608-o 71-4361

Lingerie de l'élégante Canadienne inc.

Avis est donné que la compagnie « Lingerie de l'élégante Canadienne inc. », constituée en corporation le 4 décembre 1969 et ayant son siège social à Montréal, au numéro 304 est, rue Jarry, dans les cité et district de Montréal, l'a transporté à « La Place Bonaventure », dans les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18 novembre 1971.

Le président,
ANDRÉ LAPOINTE.
43609-o 5178-69

Services d'Hygiène de l'Estrie Inc.
Eastern Townships Hygienic Services Inc.

Notice is hereby given that "Services d'Hygiène de l'Estrie Inc.— Eastern Townships Hygienic Services Inc.", incorporated by letters patent dated October 12th 1971 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 476 Dolbeau St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, this 23rd day of November, 1971.

LÉONARD CÔTÉ,
43606-o *President.*

Les Journaux Inter-Québec ltée

Notice is given that "Les Journaux Inter-Québec ltée", incorporated by letters patent on August 17, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 3637 Metropolitan Boulevard East, suite 1401, judicial district of Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, November 17, 1971.

CLAUDE CHARRON,
President.
43608 71-4361

Lingerie de l'élégante Canadienne inc.

Notice is given that "Lingerie de l'élégante Canadienne inc.", incorporated on December 4, 1969, and having its head office in Montreal, at number 304 Jarry Street East, in the city and district of Montreal, has moved it to "La Place Bonaventure", in the city and district of Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, November 18, 1971.

ANDRÉ LAPOINTE,
President.
43609 5178-69

Changement de nom — Loi du
Accordés

Vito Demitri

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4052, du 1er décembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Vito Cretini en celui de Vito Demitri.

Québec, le 6 décembre 1971.

ROBERT NORMAND,
43548-o *Sous-ministre de la Justice.*

Change of name — Act
Granted

Vito Demitri

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 4052, dated December 1, 1971, to change the name of Vito Cretini to that of Vito Demitri.

Québec, December 6, 1971.

ROBERT NORMAND,
43548 *Deputy Minister of Justice.*

Paul Lamoureux

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4053, du 1er décembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Roméo Paul en celui de Paul Lamoureux.

Québec, le 6 décembre 1971.

ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.

43548-o

Ellen Barbara Isabel Muray

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4054 du, 1er décembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Ilona Borbala Botos en celui de Ellen Barbara Isabel Muray.

Québec, le 6 décembre 1971.

ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.

43548-o

Saul Weber

Il a plu au lieutenang-gouverneur en conseil, par le décret numéro 4055, du 1er décembre 1971, d'effectuer le changement de nom de Saul Weberspiel en celui de Saul Weber.

Québec, le 6 décembre 1971.

ROBERT NORMAND,
Sous-ministre de la Justice.

43548-o

Paul Lamoureux

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 4053, dated December 1, 1971, to change the name of Joseph Roméo Paul to that of Paul Lamoureux.

Québec, December 6, 1971.

ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.

43548

Ellen Barbara Isabel Muray

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 4054, dated December 1, 1971, to change the name of Ilona Borbala Botos to that of Ellen Barbara Isabel Muray.

Québec, December 6, 1971.

ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.

43548

Saul Weber

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 4055, dated December 1, 1971, to change the name of Saul Weberspiel to that of Saul Weber.

Québec, December 6, 1971.

ROBERT NORMAND,
Deputy Minister of Justice.

43548

Divers
Compagnies

Savex Discount Services Ltd.
Les Services d'Escompte Savex ltée

La compagnie « Savex Discount Services Ltd. — Les Services d'Escompte Savex ltée » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE BÉDARD.

43531 2148-70

Tache Lake Mines Limited
(No personal liability)

La compagnie « Tache Lake Mines Limited (No personal liability)» donne avis qu'elle a diminué de 7 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
T. SOKOLOFF.

43532 3214-51

Urbania 2000 inc.

La compagnie « Urbania 2000 inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
ALINE LEFEBVRE.

43533-o 5999-69

Miscellaneous
Companies

Savex Discount Services Ltd.
Les Services d'Escompte Savex ltée

Notice is given that "Savex Discount Services Ltd. — Les Services d'Escompte Savex ltée" has changed the number of its directors from 4 to 5.

PIERRE BÉDARD,
Secretary-treasurer.

43531-o 2148-70

Tache Lake Mines Limited
(No personal liability)

Notice is given that "Tache Lake Mines Limited (No personal liability)" has changed the number of its directors from 7 to 5.

T. SOKOLOFF,
Secretary.

43532-o 3214-51

Urbania 2000 inc.

Notice is given that the company "Urbania 2000 inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

ALINE LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

43533 5999-69

Marina Oka inc.

La compagnie « Marina Oka inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
J.A. DE GIRARDI.

43584 996-67

Tremblay Express limitée
Tremblay Express Limited

La compagnie « Tremblay Express limitée — Tremblay Express Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ FONTAINE.

43585-o 49002-53

Centre Ville Auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « Paul Hayes inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de décembre 1968, changeant son nom en celui de « Centre Ville Auto inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43601-o 5153-68

Le Club Amical inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 novembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Club Amical inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43602-o 29-71

J. Meloche inc.

La compagnie « J. Meloche inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le président,
JEAN MELOCHE.

43603-o 4277-49

Air Ste-Agathe inc.

La compagnie « Air Ste-Agathe inc. » donne avis qu'elle a augmenté le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GEORGE WHELAN.

43521 14740-62

Broughton Construction Co. Ltd.

La compagnie « Broughton Construction Co. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MICHEL CYR.

43522-o 11390-56

Marina Oka inc.

Notice is given that "Marina Oka inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

J.A. DE GIRARDI,
Secretary.

43584-o 996-67

Tremblay Express limitée
Tremblay Express Limited

Notice is given that "Tremblay Express limitée — Tremblay Express Limited" has increased the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ FONTAINE,
Secretary.

43585 49002-53

Centre Ville Auto inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 14, of the company "Paul Hayes inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1968, changing its name into that of "Centre Ville Auto inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43601-o 5153-68

Le Club Amical inc.

Notice is given that on November 11, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the corporation "Le Club Amical inc.", pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43602 29-71

J. Meloche inc.

Notice is given that the company "J. Meloche inc." has decreased the number of its directors from 7 to 6.

JEAN MELOCHE,
President.

43603 4277-49

Air Ste-Agathe inc.

Notice is given that "Air Ste-Agathe inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GEORGE WHELAN,
Secretary.

43521-o 14740-62

Broughton Construction Co. Ltd.

Notice is given that the company "Broughton Construction Co. Ltd." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

MICHEL CYR,
Secretary.

43522 11390-56

Centre d'Accueil Laurentien

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 novembre 1971, il a approuvé les règlements généraux (numéro 1) de la corporation « Centre d'Accueil Laurentien », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43523-o 714274

Club de Tennis Montcalm inc.

La corporation « Club de Tennis Montcalm inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le secrétaire,
MICHÈLE BÉDARD.

43524-o 3707-71

La Corporation Branly

« La Corporation Branly » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
CLÉMENT RENAUD.

43525-o 4868-64

DMR inc.

La compagnie « DMR inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL MAHER.

43526 5890-69

Les Entreprises Perron inc.
Perron Interprises Inc.

La compagnie « Les Entreprises Perron inc. — Perron Enterprises Inc.", donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 8.

Le secrétaire,
MARC LAVIGNE.

43527-o 1809-68

Plages et Loisirs du Paradis de Brome inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 octobre 1971, il a approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de la corporation « Plages et Loisirs du Paradis de Brome inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43529-o 4078-70

Polimport Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « Canadian Polimport Corp. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Polimport Corporation ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43530-o 13210-62

Centre d'Accueil Laurentien

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 26, 1971, he approved general by-laws (number 1) of the corporation "Centre d'Accueil Laurentien", pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43523 714274

Club de Tennis Montcalm inc.

Notice is given that the corporation "Club de Tennis Montcalm inc." has increased the number of its directors from 9 to 11.

MICHÈLE BÉDARD,
Secretary.

43524 3707-71

La Corporation Branly

Notice is given that "La Corporation Branly" decreased the number of its directors from 6 to 4.

CLÉMENT RENAUD,
Secretary.

43525 4868-64

DMR inc.

Notice is given that "DMR inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN-PAUL MAHER,
Secretary.

43526-o 5890-69

Les Entreprises Perron inc.
Perron Interprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Perron inc. — Perron Enterprises Inc.", has decreased the number of its directors from 10 to 8.

MARC LAVIGNE,
Secretary.

43527 1809-68

Plages et Loisirs du Paradis de Brome inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 25, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of "Plages et Loisirs du Paradis de Brome inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43529 4078-70

Polimport Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23, of the company "Canadian Polimport Corp.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of August, 1962, changing its name into that of "Polimport Corporation".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43530-o 13210-62

Galaxie Aero Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 22 septembre 1971, les règlements généraux incluant l'article 13 (augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 7) de la corporation « Galaxie Aero Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,
PAUL-A. DEMERS.

43528-o 3161-65

Galaxie Aero Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that under section 84, on September 22, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws including section 13 (increasing the number of its directors from 3 to 7) of "Galaxie Aero Club Inc.".

PAUL-A. DEMERS,
Assistant Director of the Companies Service.

43528 3161-65

Buanderie Nouvelle Méthode ltée
New Method Washing Ltd.

La compagnie « Buanderie Nouvelle Méthode ltée — New Method Washing Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le secrétaire,
PIERRE FAVREAU.

43579-o 2135-22

Buanderie Nouvelle Méthode ltée
New Method Washing Ltd.

Notice is given that "Buanderie Nouvelle Méthode ltée — New Method Washing Ltd." has increased the number of its directors from 5 to 7.

PIERRE FAVREAU,
Secretary.

43579 2135-22

Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr ltée

La compagnie « Farr Company Ltd.— La Compagnie Farr ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
W. M. HORSBURGH.

43580 3479-45

Farr Company Ltd.
La Compagnie Farr ltée

Notice is given that "Farr Company Ltd.— La Compagnie Farr ltée" has changed the number of its directors from 3 to 6.

W. M. HORSBURGH,
Secretary.

43580-o 3479-45

Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.

La compagnie « Ideal Industrial Hardware Co. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
DR. HARRY SINCLAIR.

43581 123-70

Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.

Notice is given that "Ideal Industrial Hardware Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

DR. HARRY SINCLAIR,
Secretary.

43581-o 123-70

Les Immeubles Stanley Tremblay limitée
Les Immeubles Stanley Tremblay Limited

La compagnie « Les Immeubles Stanley Tremblay limitée — Les Immeubles Stanley Tremblay Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ FONTAINE.

43582-o 49003-53

Les Immeubles Stanley Tremblay limitée
Les Immeubles Stanley Tremblay Limited

Notice is given that "Les Immeubles Stanley Tremblay limitée — Les Immeubles Stanley Tremblay Limited" has increased the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ FONTAINE,
Secretary.

43582 49003-53

G. Lebeau ltée
G. Lebeau Ltd.

La compagnie « G. Lebeau ltée — G. Lebeau Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
ROLLAND MOUTON.

43583 4977-70

G. Lebeau ltée
G. Lebeau Ltd.

Notice is given that "G. Lebeau ltée — G. Lebeau Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 5.

ROLLAND MOUTON,
Secretary-Treasurer.

43583-o 4977-70

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation

Avis est donné, qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 4006 du 24 novembre 1971, les droits de mine autres que l'or et l'argent sur les lots suivants ont été révoqués en faveur de la Couronne:

A) La totalité des droits miniers sur les lots suivants:

Canton de Wickham (district électoral de Drummond)

Rang III — Lot 4, ptie lot 5, ½ S.E. lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 147, 148, 143, 146, 141, 142, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

Rang IV — Lot 10, ptie lot 11, lots 12, 13, 14 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 208, ½ N.O. lot 212, 213, 214, 215.

Rang V — ¾ N.E. lot 4, lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 290, 292, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272.

Rang VI — Lots 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338.

Rang VII — Lots 4, 7, ptie lot 5, 17 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 390, 381, 382, 383, 389, 362.

Rang VIII — Lots 20, 21 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 427 et 428.

Rang X — Lots 24, 25, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 629, 630, 631, 632 et 633.

Rang XI — Ptie lot 15, ½ S.E. lot 18, ptie lot 20, lots 21, 22, 26 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 683, 684, 668, 669, 661, 664, 656, 657, 658, 659, 660, 652, 653, 654, 655, 640, 641, 642.

Rang XII — 3/10 N.O. lot 12, ½ S.E. lot 15, ptie lot 18, ptie lot 19, ½ S.E. de ½ N.O. lot 26 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 721, 730, 744, 745, 746, 747, 748, 750, 771.

Canton de Simpson (district électoral de Drummond)

Rang II — Le lot 13 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang III — Lots 15, 16, 17, 18, 19, 20 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel (cad. 20*a*, 20*b*, 20*c*) et les lots 21, 22, 23 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang IV — Lots 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 (cad. 20*a*, 20*b*), 21, 22, 23 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang V — Lots 15, 16, 17, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Rang VI — Lots 17, ptie N.O. lot 18 (cad. 18*b*), 19, 21, ½ N.O. lot 22 (cad. 22*a*), 23, 24, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Department of Natural Resources

Notice of revocation

Notice is hereby given that pursuant to order in council number 4006 of November 24, 1971, mining rights other than gold and silver on the following lots were revoked in favor of the crown:

A) All the mining rights on the following lots:

Wickham Township (electoral district of Drummond)

Range III — Lot 4, part of lot 5, S.E. ¼ of lot 6, lots 9, 10, 11, 12, 13 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 147, 148, 143, 146, 141, 142, 131, 132, 130, 129, 128, 127.

Range IV — Lot 10, part of lot 11, lots 12, 13, 14 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 208, N.W. ½ of lot 212, 213, 214, 215.

Range V — N.E. ¾ of lot 4, lots 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 290, 292, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272.

Range VI — Lots 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 324, 325, 326, 327, 328, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338.

Range VII — Lots 4, 7, part of lot 5, 17 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 390, 381, 382, 383, 389, 362.

Range VIII — Lots 20, 21 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 427, 428.

Range X — Lots 24, 25, 26, 27, 28 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 629, 630, 631, 632, 633.

Range XI — Part of lot 15, S.E. ½ of lot 18, part of lot 20, lots 21, 22, 26 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 683, 684, 668, 669, 661, 664, 656, 657, 658, 659, 660, 652, 653, 654, 655, 640, 641, 642.

Range XII — N.W. 3 / 10 of lot 12, S.E. ½ of lot 15, part of lot 18, part of lot 19, S.E. ½ of N.W. ½ of lot 26 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 721, 730, 744, 745, 746, 747, 748, 750, 771.

Simpson township (electoral district of Drummond)

Range II — Lot 13 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range III — Lots 15, 16, 17, 18, 19, 20 of the original land-survey and of the official cadastre (cad. 20*a*, 20*b*, 20*c*) and lots 21, 22, 23 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range IV — Lots 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 (cad. 20*a*, 20*b*), 21, 22, 23 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range V — Lots 15, 16, 17, 20, 23, 24, 25, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Range VI — Lot 17, N.W. part of lot 18 (cad. 18*b*), lots 19, 21, N.W. ½ of lot 22 (cad. 22*a*), lots 23, 24, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Rang VII — Le lot 17 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang VIII — Lots 16, 17, ¾ S.E. 26, 25, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang IX — Lots 23, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang X — Lots 24, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang XI — Lots 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang XII — Le lot 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Canton d'Acton (district électoral de Bagot)
Rang VII — Lots 23, 24, 25, ptie lot 39 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 277, 278.
Rang IX — Ptie lot 37 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 337, 338, 339.

B) Le vingtième (1/20) des droits miniers sur les lots suivants:

Canton de Wickham (district électoral de Drummond)
Rang III — Ptie lot 1, 1/3 N.O. lot 7, lots 18, 19, 20, 21, 22 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre ½ S.E. lot 154, 155, 138, 120, 121, 118, 119, 116, 117, 115, 113, 114.
Rang IV — ½ S.E. lot 15 et lot 17 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre ½ S.E. lot 216, 218, 219, 220, 221.
Rang VI — Le lot 12 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 322, 323.
Rang VII — Lots 14, 15, 16, 23, 24, 25, 26, 27 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 365, 364, 363, 354, 355, 356, 352, 353, 348, 348*a*, 349, 350, 351, 347, 344, 345, 345*a*, 346.
Rang VIII — Lot 9, ½ S.E. lot 17, ½ S.E. lot 22, lot 23 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 405, 421, 423, ptie 424, 429, 430, 431, 433, 434, 435.
Rang IX — Lot 19, ¾ N.O. lot 23, 4/5 S.E. de ½ N.O. lot 22, lot 25 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 468, 469, 470, 457, 458, 459, 460, 463, 453.
Rang X — Lots 16, 23 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 551, 552, 553, 554, 626, 627, 628.
Rang XI — Lots 14, 16, 17, ½ N.O. lot 18, ptie lot 20 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 686, 687, 688, 689, 677, 678, 679, 680, 670, 671, 672, 273, 674, 675, 676, 667, 662, 663.
Rang XII — Ptie lot 17, ptie lot 19, ptie lot 25, ptie lot 26 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 737, 738, 739, 740, 749, 751, 768, 770, 772.

Canton de Simpson (district électoral de Drummond)
Rang VI — Le lot 14 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 14*a*, 14*b*, 14*c* et 14*d*.
Rang VII — Lots 16, 20, 23, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang VIII — Lots 18, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang IX — Lots 17, 24, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.

Range VII — Lot 17 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range VIII — Lots 16, 17, S.E. ¾ of lot 26, 25, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre
Range IX — Lots 23, 25, 26, 27 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range X — Lots 24, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range XI — Lots 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range XII — Lots 25 of the original land-survey and of the official cadastre.

Acton Township (electoral district of Bagot)
Range VIII — Lots 23, 24, 25, part of lot 39 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 277, 278.
Range IX — Part of lot 37 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 337, 338, 339.

(B) One twentieth (1 / 20) of the mining rights on the following lots:

Wickham Township (electoral district of Drummond)
Range III — Part of lot 1, N.W. 1/3 of lot 7, lots 18, 19, 20, 21, 22 of the original land-survey corresponding to cadastral lots S.E. ½ of lot 154, lots 155, 138, 120, 121, 118, 119, 116, 117, 115, 113, 114.
Range IV — S.E. ½ of lot 15 and lot 17 of the original land-survey corresponding to S.E. ½ of cadastral lot 216, lots 218, 219, 220, 221.
Range VI — Lot 12 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 322, 323.
Range VII — Lots 14, 15, 16, 23, 24, 25, 26, 27 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 365, 364, 363, 354, 355, 356, 352, 353, 348, 348*a*, 349, 350, 351, 347, 344, 345, 345*a*, 346.
Range VIII — Lot 9, S.E. ½ of lot 17, S.E. ½ of lot 22, lot 23 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 405, 421, 423, part of lot 424, 429, 430, 431, 433, 434, 435.
Range IX — Lot 19, N.W. ¾ of lot 23, S.E. 4/5 of N.W. ½ of lot 22, lot 25 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 468, 469, 470, 457, 458, 459, 460, 463, 453.
Range X — Lots 16, 23 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 551, 552, 553, 554, 626, 627, 628.
Range XI — Lots 14, 16, 17, N.W. ½ of lot 18, part of lot 20 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 686, 687, 688, 689, 677, 678, 679, 680, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 667, 662, 663.
Range XII — Part of lot 17, part of lot 19, part of lot 25, part of lot 26 corresponding to cadastral lots 737, 738, 739, 740, 749, 751, 768, 770, 772.

Simpson Township (electoral district of Drummond)
Range VI — Lot 14 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 14*a*, 14*b*, 14*c*, 14*d*.
Range VII — Lots 16, 20, 23, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range VIII — Lots 18, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range IX — Lots 17, 24, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.

Rang X — Lots 19 (19*a*, 19*b*, 19*c*, 19*d*), 20, 23, 26 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang XI — Lots 18 (18*a*, 18*b*, 18*c*), 22, 25 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Rang XII — Lots 17 (17*a*, 17*b*, 17*c*), 20, 21, 22, 24, 26, 27, 28 de l'arpentage primitif et du cadastre officiel.
Canton d'acton (district électoral de Bagot)
Rang VII — ¼ O. lot 38 de l'arpentage primitif correspondant au lot de cadastre 161.
Rang VIII — ½ E. lot 26, ptie lot 30, ½ E. de ½ O. lot 38 de l'arpentage primitif correspondant aux lots 232, 242, 245, 246, 275.
Rang IX — ¼ O. lot 37, ½ E. de ½ O. lot 38 de l'arpentage primitif correspondant aux lots de cadastre 336, 333.
Québec, le 30 novembre 1971.

Le sous-ministre,
43543-o JEAN-GUY FREDETTE.

Range X — Lots 19 (19*a*, 19*b*, 19*c*, 19*d*) 20, 23, 26 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range XI — Lots 18 (18*a*, 18*b*, 18*c*) 22, 25 of the original land-survey and of the official cadastre.
Range XII — Lots 17 (17*a*, 17*b*, 17*c*) 20, 21, 22, 24, 26, 27, 28 of the original land-survey and of the official cadastre.
Acton Township (electoral district of Bagot)
Range VII — W. ¼ of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lot 161.
Range VIII — E. ½ of lot 26, part of lot 30, E. ½ of W. ½ of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 232, 242, 245, 246, 275.
Range IX — W. ¼ of lot 37, ½ E. of ½ W. of lot 38 of the original land-survey corresponding to cadastral lots 336, 333.
Québec, November 30, 1971.

JEAN-GUY FRENETTE,
43543-o *Deputy Minister.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:
N-6.1 région s'étendant de Pointe aux Outardes ouest — Grosse Pointe,
sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

A ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 25 novembre 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
43544-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:
G-24.2.3 région s'étendant au nord du Chenal, site de l'ancien moulin Haldimand ouest — pont ferrovière du goulet du Barachois.
ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à *l'état cru.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and water of:

N-6.1 the area extending from Outardes Point West — Grosse Point
are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption *in their raw state and in canned form.*

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, November 25, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,
43544 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:
G-24.2.3 the area extending north of the Channel, site of the old mill, Haldimand West — railway bridge over the Barachois gully,
are no longer toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their *raw state.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 25 novembre 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce
43544-o GÉRARD-D. LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3.2.1 région s'étendant de Pointe de la Baie des 1,000 Vaches, (Pointe de la péninsule de Portneuf) — 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf.

N-3.2.6 région s'étendant de la partie extérieure de l'Ile du Havre.

N-4.1 région s'étendant de Pointe-Laval — Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval).

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil, Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 25 novembre 1971.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
43544-o GERARD-D. LEVESQUE.

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

Québec, November 25, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,
43544 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

N-3.2.1 the area extending from Baie des 1,000 Vaches Point (Point of the Portneuf Peninsula) — 1,000 feet southwest of the municipal dump of St. Anne de Portneuf

N-3.2.6 the area extending from the outer part of Ile du Havre

N-4.1 the area extending from Laval Point-Orient Point (in line with Laval River Bridge)

are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption *in their raw state.*

Therefore, and pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulations, the Minister is pleased to hereby close the said areas to fishing and to forbid whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said area.

This prohibition does not apply, however, to licensed canneries (Order in Council, Québec 1963-779) whose sole product is canned goods.

Québec, November 25, 1971.

GÉRARD-D. LEVESQUE,
43544 *Minister of Industry and Commerce.*

Compagnies étrangères
Permis

K-Tel International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « K-Tel International Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jack Korenstein, 75 Cleve Road, Hampstead.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 6665 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43502 90-71

Extra-Provincial Companies
License

K-Tel International Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "K-Tel International Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jack Korenstein, 75 Cleve Road, Hampstead.

The principal office of the company in the Province is at 6665 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

43502-o 90-71

Demandes à la Législature

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa Charte pour les fins suivantes:

Pour modifier le délai de prescription dans les poursuites en vertu des règlements municipaux; pour définir le genre de règlements qui doit être soumis par le Comité Exécutif au Conseil de la Cité; pour remplacer le Trésorier de la Cité par le Directeur du Personnel comme membre de l'Office du Personnel; pour décréter que le Greffier et l'Assistant-Greffier de la Cour Municipale sont Juges de Paix avec pouvoirs d'accepter un plaidoyer de non culpabilité et d'assermenter; pour détacher du Parc Industriel une partie de terrain; pour permettre la taxation de machines distributrices (vending machines); pour permettre l'opération de débits de boissons; pour permettre de créer une réserve annuelle à même les revenus généraux de la Cité; pour permettre la vente à l'Office Municipal d'Habitation d'un terrain sur la rue Mutchmore; pour permettre l'application dans la Cité des articles 430, 431 et 432 de la Loi des Cités et Villes concernant l'homologation de terrains; pour créer une pension annuelle aux membres du Conseil et/ou du Comité Exécutif; pour augmenter les émoluments des membres du Comité Exécutif, du Président du Conseil et du Maire-Suppléant, et pour d'autres fins.

Hull, ce 23e jour de novembre 1971.

Le maire,
MARCEL D'AMOUR.
Le greffier de la Cité,
43269-49-4-o ROBERT LESAGE.

Ville de Laval

Avis public est donné que la Ville de Laval s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour demander des modifications additionnelles à sa charte et plus particulièrement pour:

Permettre à la ville d'imposer une taxe spéciale pour l'entretien des chemins sur certains immeubles ayant front sur la rue, et qui ne sont pas assujettis au paiement d'une taxe pour la construction de la rue.

Autoriser la ville à imposer une taxe spéciale pour les services permanents construits ou installés par le Gouvernement provincial depuis le 1er janvier 1970.

Apporter une correction au taux utilisé dans le calcul du salaire du Président du Conseil.

Déclarer que les dispositions de l'article 43 des Lois 13-14 Elizabeth II, 1965, chapitre 27, ne s'appliquent pas à la Ville de Laval.

Décréter que le rôle d'évaluation entre en vigueur sans formalités, à compter du dépôt dudit rôle.

Ville de Laval, ce 15e jour de novembre 1971.

Le procureur de la Ville de Laval,
43270-49-4-o FRANÇOIS WILHELMY, *avocat.*

Applications to Legislature

City of Hull

Notice is hereby given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter for the following purposes:

To modify the prescription's delay in law-suits in regard to municipal by-laws; to define the kind of by-laws that the Executive Committee can submit to the City Council; to replace the Treasurer by the Director of Personnel as member of the Personnel's Office; to decree that the Clerk and Assistant-Clerk of the Municipal Court are Justice of the Peace with powers to accept a pleading of non-guilt and swearing-in; to detach part of a land from the Industrial Park site; to permit taxation of vending machines; to permit the operation establishments in order to sell alcoholic beverages; to give permission to establish an annual reserve from the City's general revenues; to grant permission to sell to the Municipal Housing Office a land on Mutchmore Street; to grant permission in order that articles 430, 431 and 432 of the Statutes concerning Cities and Towns, regarding homologation of lands may be applied in the City; to establish and annuity fund for members of the Council and/or the Executive Committee; to increase the emoluments to members of the Executive Committee, the President of the Council and the Pro-Mayor, and for other purposes.

Hull, the 23rd day of November, 1971.

MARCEL D'AMOUR,
Mayor.
ROBERT LESAGE,
43269-49-4-o *City Clerk.*

City of Laval

Public notice is given that the City of Laval will apply to the National Assembly of Québec, during the present session, for leave to make additional modifications to its charter, in particular:

To permit the city to impose a special tax for works of maintenance of the roads, upon some immoveable properties which are not already assessed, for the cost of construction or paving of the streets in front of which they are situated.

To authorize the city to impose a special tax for permanent services executed or installed by the Provincial Government, since the 1st of January, 1970.

To correct the basic rate in the calculation of the salary of the Chairman of the Council.

To declare that the provisions of section 43 of the Statutes 13-14 Elizabeth II, 1965, chapter 27, shall not apply to the City of Laval.

To enact that the valuation roll shall come into force, without any formality, as from its deposit.

City of Laval, this 15th day of November, 1971.

FRANÇOIS WILHELMY,
43270-49-4-o *Attorney for the City of Laval.*

Succession Charles Séraphin Rodier

Les exécuteurs testamentaires de Charles Séraphin Rodier demanderont à l'Assemblée nationale, au cours de sa prochaine session, d'adopter une loi prolongeant leur mandat et retardant le partage de la succession d'au plus cinq ans à compter du 2 avril 1972.

Québec, ce 29e jour de novembre 1971.

Les procureurs des pétitionnaires,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE.

43409-50-4-o

Estate of Charles Séraphin Rodier

The testamentary executors of Charles Séraphin Rodier will apply to the National Assembly, at its next session, for an act extending the duration of their powers and postponing the partition of the estate for five years from April 2, 1972.

Québec, this 29th day of November 1971.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
Attorneys for the Petitioners.

43409-50-4-o

Cité de Chambly

Avis public

Avis est par les présentes donné que la cité de Chambly s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec à sa prochaine session afin de lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° Pouvoir d'aliéner certains terrains dans le parc industriel pour des fins autres qu'industrielles;
2° Abrogation des articles 13, 14 et 15 du chapitre 98 des lois de 1958-59;
3° Pouvoir de réglementer la circulation en motoneige;
4° Pouvoir de consolider le déficit du fonds industriel;
5° Exemption de taxe pour l'usine de filtration d'eau située dans la ville de Carignan;
6° Pouvoir d'acquérir et de remembrer des terrains pour fins d'habitation;
7° Montant de la pénalité pour infraction au règlement de circulation;
8° Pouvoir d'adopter un plan quinquénal de dépenses en immobilisation;
9° Pouvoir de modifier la répartition des taxes imposées par divers règlements d'emprunt;
10° Pouvoir de créer un fonds de stabilisation des dépenses de déneigement;
11° Toutes autres matières utiles à une meilleure administration municipale.

Montréal, ce 6e jour de décembre 1971.

Les agents et procureurs,
VIAU, MAYRAND, HÉBERT.

43562-51-4-o

City of Chambly

Public notice

Notice is hereby given that the city of Chambly will petition the Québec National Assembly, at its next session, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation with the following subjects:

1. Power to alienate certain immoveables in the industrial parc for other than industrial purposes;
2. Repeal of sections 13, 14 and 15 of chapter 98 of the statutes of 1958-59;
3. Power to regulate the use of snowmobile;
4. Power to consolidate deficit of the industrial funds;
5. Exemption of taxes for water treatment plan located in the town of Carignan;
6. Power to acquire and assemble lands for housing purposes;
7. Amounts of penalties for infractions to traffic by-laws;
8. Power to adopt a five-year plan for capital expenditures;
9. Power to change in the assessment of taxes imposed by various borrowing by-laws;
10. Power to establish a snow removal expenses stabilisation fund;
11. Any other relevant matter to improve municipal administration.

Montreal, this 6th day of December 1971.

VIAU, MAYRAND, HÉBERT,
Attorneys.

43562-51-4-o

Liquidation — Loi de la

Tele-International Productions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tele-International Productions Inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 3 septembre 1959, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 30 novembre 1971, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43591-o 15011-59

Winding — Up Act

Tele-International Productions Inc.

Notice is given that "Tele-International Productions Inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated September 3, 1959, with head office in Montreal, has been dissolved on November 30, 1971, and such, pursuant to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

43591 15011-59

Société Coopérative St-Félix d'Otis
(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Société Coopérative St-Félix d'Otis », tenue à St-Félix d'Otis, dans le district électoral de Chicoutimi, le 25 novembre 1971, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. René Simard, Joseph-Eugène Bouchard et Gustave Claveau soient nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
43554-o - LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Société Coopérative St-Félix d'Otis
(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Société Coopérative St-Félix d'Otis", held in St-Félix d'Otis, in the electoral district of Chicoutimi, on November 25, 1971, it was resolved that the affairs of this Cooperative be wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act. Messrs. René Simard, Joseph-Eugène Bouchard and Gustave Claveau were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
43554

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole Ste-Emmélie, Rang St-Michel

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole Ste-Emmélie, Rang St-Michel », dont le siège social était situé à Ste-Emmélie, dans le district électoral de Lotbinière, a été dissoute le 2 décembre 1971, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
43610-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole Ste-Emmélie, Rang St-Michel

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that the "Société coopérative agricole Ste-Emmélie, Rang St-Michel", whose head office was situated at St. Emmélie, in the electoral district of Lotbinière, was wound up on December 2, 1971, pursuant to the Cooperative Agricultural Associations Act, and to the Winding-Up Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
43610

Ministère des Affaires municipales

Ville de Rosemère

J'ai approuvé, en vertu de l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1970, Loi concernant les environs du nouvel aéroport international, le règlement no 232 du conseil municipal de la ville de Rosemère modifiant son règlement de zonage no 231.

Ce règlement entrera en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
43615-o MAURICE TESSIER, C.R.

Department of Municipal Affairs

Town of Rosemère

Pursuant to section 22 of Chapter 48 of the Statutes of 1970, An Act respecting the vicinity of the new international airport, I have approved by-law number 232 of the Municipal Council of the Town of Rosemère, amending its zoning by-law number 231.

This by-law shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.
43615

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Joseph Djivan Hovsepian

Avis est donné que Joseph Djivan Hovsepian, professeur, résidant à 201 rue Rive Corot, Iles des Soeurs.

Change of name — Act *Applications*

Joseph Djivan Hovsepian

Notice is given that Joseph Djivan Hovsepian, teacher, residing at 201 Rive Corot, Street, Apt. 701,

app. 701, Verdun, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom à Jacques Joseph Djivan Hovsepian,

Montréal, le 18 novembre 1971.

Le procureur du requérant,
43478-50-2-o JOSEPH HELAL, C.R.

John McBain St. Arnaud

John McBain St. Arnaud, résidant au 7392, rue Valdombre, cité de Saint-Léonard, district de Montréal, donne avis qu'il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de John McBain Bonspiel, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Le procureur du requérant,
43408-50-2 GORDON ZELMAN.

Marie-Léonie Beaupré Simard

Avis est donné que Mademoiselle Marie-Léonie Beaupré Simard, résidant à 1070 Avenue Murray, en la ville de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil en vue d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Marie Léonie Beaupré.

Québec, le 30 novembre 1971.

Les procureurs de la requérante,
BAILLARGEON, CARRIER,
43441-50-2-o LAFORCE & AUBÉ, *notaires.*

Benny Gladstone

Avis est donné que Benny Gladstone, administrateur, résidant et domicilié à 5614 avenue MacMurray, en la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice de la province de Québec, afin de changer son nom en celui de Bernard Leonard Gladstone, ledit changement de nom devant aussi concerner son épouse, née Yetta Leve, et ses enfants mineurs, Sandra Baillie et Michael Allan.

Les procureurs du requérant,
GENSER, PHILLIPS, FRIEDMAN,
43493-50-2 BEY & SIROTA.

Marie Denise Charlotte Corbeil

Avis est donné que Marie Denise Charlotte Corbeil, des cité et district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice du Québec pour obtenir l'autorisation de changer son nom en celui de Dina Cobriano, en vertu de la Loi du changement de nom.

Le procureur de la requérante,
43598-51-2-o CHARLES CODERRE, C.R.

Nun's Island, Verdun, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to that of Jacques Joseph Djivan Hovsepian.

Montreal, November 18, 1971.

JOSEPH HELAL, Q.C.,
43478-50-2-o *Attorney for Petitioner.*

John McBain St. Arnaud

Notice is hereby given that John McBain St. Arnaud, residing at 7392 Valdombre Street, city of St. Léonard, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of John McBain Bonspiel the said name to serve for all legal purposes.

GORDON ZELMAN,
43408-50-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Marie-Léonie Beaupré Simard

Notice is given that Miss Marie-Léonie Beaupré Simard, residing at 1070 Murray Avenue, in the city of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Marie Léonie Beaupré.

Québec, November 30, 1971.

BAILLARGEON, CARRIER,
LAFORCE & AUBÉ, *Notaries,*
43441-50-2-o *Attorneys for the applicant.*

Benny Gladstone

Notice is hereby given that Benny Gladstone, executive, domiciled and residing at 5614 MacMurray Avenue, in the city of Côte St-Luc, district of Montreal, will apply to the Minister of Justice for the Province of Québec, to change his name to Bernard Leonard Gladstone, and to benefit his wife, née Yetta Leve, and his unemancipated minor children, Sandra Baillie and Michael Allan.

GENSER, PHILLIPS, FRIEDMAN,
BEY & SIROTA,
43493-50-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Marie Denise Charlotte Corbeil

Notice is given that Marie Denise Charlotte Corbeil, of the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Justice of the province of Québec, to change her name to that of Dina Cobriano, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

CHARLES CODERRE, Q.C.,
43598-51-2 *Attorney for the pettioner.*

Société d'habitation du Québec

Mise en application d'un programme de rénovation

Avis public est par les présentes donné par le soussigné:

Que conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la

Québec Housing Corporation

Implementation of a renewal program

Public notice is hereby given by the undersigned:

That in conformity with article 33 and 34 of the

Société d'Habitation du Québec (15-16 Elisabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la ville d'Iberville a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des sessions du conseil le 22 novembre 1971, un programme de rénovation concernant le territoire délimité par: la rivière Richelieu, la 2e avenue, le boulevard d'Iberville (autrefois rue Missisquoi) et parties des rues Leclerc, Héroux, Goyette et Chevalier.

Les principaux travaux à exécuter consistent à acquérir des immeubles qui seront démolis ou déménagés et à exécuter des travaux d'ordre public tels que aqueduc, égouts et pavage.

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptées en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment ou le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes: règlement de zonage No 350 et ses amendements, règlement de construction No 349 et ses amendements, code du logement (faisant partie intégrale du programme détaillé de rénovation de la zone No 1).

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 860, 1e rue, Iberville, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du programme de rénovation aux prix unitaire de $25.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme à la Société d'Habitation du Québec, 1995 boulevard Charest Ouest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 17e jour de janvier 1972.

Donné à Iberville, ce 29e jour de novembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ L. FRÉCHETTE.

43564-o

Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55) public notice is hereby given that the council of the town of Iberville at a special meeting held at the usual place of the sittings, on Monday, November 22nd, 1971, has adopted a renewal program concerning the territory bounded by the Richelieu River, 2nd Avenue, the Iberville Boulevard (formerly Missisquoi St.) and part of Leclerc, Héroux, Goyette and Chevalier Streets.

The main works to be carried out are: acquisition of residential land and buildings, demolition of residential houses, construction of waterworks, sewerworks, sidewalks and paved roadways disposition of parks and playgrounds.

The new by-laws and amendments to existing by-laws adopted by virtue of this program and coming into force as provided for the article 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time when the territory in which to they are to apply is declared a "renewal zone" are: zoning by-law No. 350 and its amendments, construction by-law No. 349 and its amendments and Housing Code (being on integral part of the detailed program of urban renewal zone No. 1 of the town of Iberville).

The documents forming this program may be consulted by all interested parties at 860, 1st Street, Iberville during the normal business hours.

Furthermore, interested persons may obtain at the above address one or several copies of the renewal program for the price of $25 per copy.

Finally, those interested may submit in writing to the Québec Housing Corporation at 1995 Charest Boulevard West, Ste-Foy, Québec 10, P.Q., their objections to the renewal program, and this not later than the 17th day of January 1972.

Given at Iberville, this 29th day of November, 1971.

ANDRÉ L. FRÉCHETTE,
Secretary-Treasurer.

43564-o

Associations coopératives

Coop Funéraire de Tring-Jonction

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coop Funéraire de Tring-Jonction ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Tring-Jonction, Québec, dans le district électoral de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43547-o

Habitation Coop de Kénogami

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la

Cooperative Associations

Coop Funéraire de Tring-Jonction

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Coop Funéraire de Tring-Jonction".

The head office of this cooperative association is situated at Tring-Jonction, Québec, in the electoral district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43547

Habitation Coop de Kénogami

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved

formation de l'association coopérative « Habitation Coop de Kénogami ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Kénogami, Québec, dans le district électoral de Jonquière.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43597-o

the formation of the cooperative association "Habitation Coop de Kénogami".

The head office of this cooperative association is situated at Kénogami, Québec, in the electoral district of Jonquière.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43597

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec

Règlement de quotas de mise en marché

Prenez avis que par décision rendue le premier décembre 1971, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement ci-après modifiant le règlement de quotas de mise en marché de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec. Ce règlement entre en vigueur dès la présente publication.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Par: *Le secrétaire,*
(Me) GILLES LE BLANC.

Règlement modifiant le règlement de quotas de mise en marché

Le règlement de quotas de mise en marché de la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec, tel que publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 29 mai 1971, est modifié en remplaçant l'article 42 par le suivant:

Art. 42. Pour le lait produit à l'intérieur du quota, le producteur doit payer 2.85¢ la livre de matière grasse.

43614-o

Québec Agricultural Marketing Board

Québec Industrial Milk Producers' Joint Plan

Marketing Quota Regulations

Take notice that, by decision rendered on December 1st, 1971, the Québec Agricultural Marketing Board has approved the following Regulation amending the Marketing Quota Regulation of the Québec Industrial Milk Producers' Federation. This Regulation shall come into force upon this publication.

Québec Agricultural Marketing Board.
Per: (Me) GILLES LE BLANC,
Secretary.

Regulation Amending the Marketing Quota Regulation

The Marketing Quota Regulation of the Québec Industrial Milk Producers' Federation, as published in the *Québec Official Gazette* on May 29, 1971, is amended by replacing article 42 by the following:

Art. 42. For milk produced within the limits of a quota, the producer shall pay 2.85¢ per pound of fatty content.

43614

Soumissions — Demandes de

Cité de Beauharnois
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Isaïe Daoust, greffier, Hôtel de ville, 103, rue Saint-Laurent, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, pour l'achat de $236,000 d'obligations de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois, datées du 15 janvier 1972 et remboursables en série du 15 janvier 1973 au 15 janvier 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant,

Tenders — Requests for

City of Beauharnois
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Isaïe Daoust, City Clerk, at the City Hall, 103 St. Laurent Street, Beauharnois, County of Beauharnois, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, January 4, 1972, for the purchase of a bond issue of $236,000 for the city of Beauharnois, county of Beauharnois, dated January 15, 1972, and redeemable serially from January 15, 1973 to January 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more

si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1972.

Tableau d'amortissement — $236,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 janvier 1973	$ 6,000
15 janvier 1974	6,000
15 janvier 1975	6,000
15 janvier 1976	7,500
15 janvier 1977	7,500
15 janvier 1978	8,500
15 janvier 1979	9,000
15 janvier 1980	10,000
15 janvier 1981	11,000
15 janvier 1982	11,000
15 janvier 1983	13,000
15 janvier 1984	14,000
15 janvier 1985	15,500
15 janvier 1986	16,000
15 janvier 1987	17,000
15 janvier 1988	13,000
15 janvier 1989	14,500
15 janvier 1990	15,000
15 janvier 1991	17,000
15 janvier 1992	18,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéance excluant l'échéance du 15 janvier 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 15, 1972.

Redemption table — $236,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 15, 1973	$ 6,000
January 15, 1974	6,000
January 15, 1975	6,000
January 15, 1976	7,500
January 15, 1977	7,500
January 15, 1978	8,500
January 15, 1979	9,000
January 15, 1980	10,000
January 15, 1981	11,000
January 15, 1982	11,000
January 15, 1983	13,000
January 15, 1984	14,000
January 15, 1985	15,500
January 15, 1986	16,000
January 15, 1987	17,000
January 15, 1988	13,000
January 15, 1989	14,500
January 15, 1990	15,000
January 15, 1991	17,000
January 15, 1992	18,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 10-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $18,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of January 15, 1992.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $18,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Beauharnois s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 321 — $50,380 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 323 tel que modifié — $25,620 — voirie; 324 tel que modifié — $50,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 325 tel que modifié — $50,000 — fonds de roulement; 327— $60,000 —services récréatifs et communautaires.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 4 janvier 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 103, rue Saint-Laurent, Beauharnois, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois, (Comté de Beauharnois), ce 7 décembre 1971.

Le greffier,
ISAÏE DAOUST.

Hôtel de ville, 103, rue Saint-Laurent,
Beauharnois (Beauharnois), P.Q.
Téléphone: 429-3546, code 514. 43555-o

La Commission scolaire régionale Henri-Bourassa

Siège social: 500, boulevard Paquette, C.P. 1410, Ville de Mont-Laurier, Labelle, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gibert Joly, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau administratif, 500, boulevard Paquette, Case postale 1410, Ville de Mont-Laurier, comté de Labelle, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École polyvalente, Saint-Joseph, 565, rue Lamontagne, Ville de Mont-Laurier, comté de Labelle, P.Q., mercredi, le 5 janvier 1972, pour l'achat de $925,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale Henri-Bourassa, datées du 15 janvier 1972 et remboursables en série du 15 janvier 1973 au 15 janvier 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-years fixed-term bonds for an amount greater than $18,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Beauharnois agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from the after January 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 321 — $50,380 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 323 as amended — $25,620 — roads; 324 as amended — $50,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 325 as amended — $50,000 — working capital; 327 — $60,000 — recreational and community services.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, January 4, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 103 St. Laurent Street, Beauharnois, County of Beauharnois, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois (County of Beauharnois), December 7, 1971.

ISAÏE DAOUST,
City Clerk.

City Hall, 103 St. Laurent Street,
Beauharnois (Beauharnois), P.Q.
Telephone: 429-3546, code 514. 43555

The Henri-Bourassa Regional School Board

Head Office: 500 Paquette Boulevard, P.O. Box 1410, Town of Mont-Laurier, Labelle, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gilbert Joly, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Administration Office, 500 Paquette Boulevard, Post Office Box 1410, Town of Mont-Laurier, county of Labelle, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the St. Joseph Polyvalent School, 565 Lamontagne Street, town of Mont-Laurier, county of Labelle, P.Q. on Wednesday, January 5, 1972, for the purchase of a bond issue of $925,000 for the Henri-Bourassa Regional School Board, dated January 15, 1972 and redeemable serially from January 15, 1973 to January 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1972.

Tableau d'amortissement — $925,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 janvier 1973	$20,000
15 janvier 1974	22,000
15 janvier 1975	24,000
15 janvier 1976	25,000
15 janvier 1977	28,000
15 janvier 1978	30,000
15 janvier 1979	32,000
15 janvier 1980	35,000
15 janvier 1981	37,000
15 janvier 1982	40,000
15 janvier 1983	44,000
15 janvier 1984	47,000
15 janvier 1985	51,000
15 janvier 1986	55,000
15 janvier 1987	59,000
15 janvier 1988	64,000
15 janvier 1989	69,000
15 janvier 1990	75,000
15 janvier 1991	81,000
15 janvier 1992	87,000

La commission scolaire régionale Henri-Bourassa, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation solaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $87,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet exdédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années l'échéance du 15 janvier 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 15, 1972.

Redemption table — $925,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 15, 1973	$20,000
January 15, 1974	22,000
January 15, 1975	24,000
January 15, 1976	25,000
January 15, 1977	28,000
January 15, 1978	30,000
January 15, 1979	32,000
January 15, 1980	35,000
January 15, 1981	37,000
January 15, 1982	40,000
January 15, 1983	44,000
January 15, 1984	47,000
January 15, 1985	51,000
January 15, 1986	55,000
January 15, 1987	59,000
January 15, 1988	64,000
January 15, 1989	69,000
January 15, 1990	75,000
January 15, 1991	81,000
January 15, 1992	87,000

The Henri-Bourassa Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $87,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of January 15, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and

intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Laurier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $87,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Henri-Bourassa s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 27 mai 1970 — $925,000 — construction de la polyvalente de Mont-Laurier.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 5 janvier 1972, à 8 heures du soir, École polyvalente Saint-Joseph, 565, rue Lamontagne, Ville de Mont-Laurier, comté de Labelle, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Laurier, ce 7 décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GILBERT JOLY.

Bureau administratif, 500, boulevard Paquette,
Case postale 1410, Ville de Mont-Laurier,
Comté de Labelle, P.Q.
Téléphone: 623-1525, code 819. 43556-o

any interest, by certified cheque payable at par at Mont-Laurier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $87,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Henri-Bourassa Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after January 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of May 27, 1970 — $925,000 — construction of the Mont-Laurier Polyvalent.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, January 5, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the St. Joseph Polyvalent School, 565 Lamontagne Street, town of Mont-Laurier, county of Labelle, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Mont-Laurier, December 7, 1971.

GILBERT JOLY,
Secretary-Treasurer.

Aministration Office, 500 Paquette Boulevard,
Post Office Box 1410, town of Mont-Laurier,
County of Labelle, P.Q.
Telephone: 623-1525, code 819. 43556

Ville de Princeville
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Poiré, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 25, rue Saint-Jacques Ouest, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 6 janvier 1972, pour l'achat de $111,500 d'obligations de la ville de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 1er février 1972 et remboursables en série du 1er février 1973 au 1er février 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1972.

Town of Princeville
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Poiré, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 25 St. Jacques Street West, Princeville, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Thursday, January 6, 1972, for the purchase of a bond issue of $111,500 for the town of Princeville, county of Arthabaska, dated February 1, 1972 and redeemable serially from February 1, 1973 to February 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from February 1, 1972.

Tableau d'amortissement — $111,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1973	$ 2,500
1er février 1974	2,500
1er février 1975	3,000
1er février 1976	3,000
1er février 1977	3,500
1er février 1978	3,500
1er février 1979	4,000
1er février 1980	4,000
1er février 1981	4,500
1er février 1982	5,000
1er février 1983	5,500
1er février 1984	6,000
1er février 1985	6,500
1er février 1986	6,500
1er février 1987	7,000
1er février 1988	7,500
1er février 1989	8,000
1er février 1990	9,000
1er février 1991	9,500
1er février 1992	10,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $10,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er février 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $10,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Redemption table — $111,500 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1973	$ 2,500
February 1, 1974	2,500
February 1, 1975	3,000
February 1, 1976	3,000
February 1, 1977	3,500
February 1, 1978	3,500
February 1, 1979	4,000
February 1, 1980	4,000
February 1, 1981	4,500
February 1, 1982	5,000
Fabruary 1, 1983	5,500
February 1, 1984	6,000
February 1, 1985	6,500
February 1, 1986	6,500
February 1, 1987	7,000
February 1, 1988	7,500
February 1, 1989	8,000
February 1, 1990	9,000
February 1, 1991	9,500
February 1, 1992	10,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $10,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of February 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Princeville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $10,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Princeville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er février 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 275 — $111,500 — aqueduc, égouts, pavage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, jeudi, le 6 janvier 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 25, rue Saint-Jacques Ouest, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, (Comté d'Arthabaska), ce 6 décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND POIRÉ.

Hôtel de ville, 25, rue St-Jacques-Ouest,
Princeville, (Arthabaska), P.Q.,
Téléphone: 364-5179, code 819. 43558-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of loan.

The town of Princeville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after February 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 275 — $111,500 — aqueduct, sewers, paving.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Thursday, January 6, 1972 at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 25 St. Jacques Street West, Princeville, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville (County of Arthabaska), December 6, 1971.

FERNAND POIRÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 25 St. Jacques Street West,
Princeville, (Arthabaska), P.Q.,
Telephone: 364-5179, code 819. 43558

Paroisse de Saint-Maurice
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Madame Réjane Guilbert, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, 2491, boulevard Saint-Jean, Saint-Maurice, comté de Champlain, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, paroisse de Saint-Maurice, comté de Champlain, P.Q., mercredi, le 5 janvier 1972, pour l'achat de $175,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Maurice, comté de Champlain, datées du 15 janvier 1972 et remboursables en série du 15 janvier 1973 au 15 janvier 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — $175,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 janvier 1973	$ 8,000
15 janvier 1974	8,000
15 janvier 1975	9,000
15 janvier 1976	10,000
15 janvier 1977	11,000
15 janvier 1978	11,500
15 janvier 1979	12,500
15 janvier 1980	13,500
15 janvier 1981	15,000

Parish of St.Maurice
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mrs. Réjane Guilbert, Secretary-Treasurer, until 7:30 p.m., at 2491 Saint-Jean Boulevard, Saint-Maurice, county of Champlain, P.Q. and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, parish of Saint-Maurice, county of Champlain, P.Q., on Wednesday, January 5, 1972, for the purchase of a bond issue of $175,000 for the parish of Saint-Maurice, county of Champlain, dated January 15, 1972, and redeemable serially from January 15, 1973 to January 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — $175,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 15, 1973	$ 8,000
January 15, 1974	8,000
January 15, 1975	9,000
January 15, 1976	10,000
January 15, 1977	11,000
January 15, 1978	11,500
January 15, 1979	12,500
January 15, 1980	13,500
January 15, 1981	15,000

15 janvier 1982	$16,000
15 janvier 1983	500
15 janvier 1984	500
15 janvier 1985	500
15 janvier 1986	500
15 janvier 1987	1,000
15 janvier 1988	1,000
15 janvier 1989	1,000
15 janvier 1990	1,000
15 janvier 1991	1,000
15 janvier 1992	53,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $5,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 janvier 1992 au montant de $53,500 comprend un solde de $52,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 janvier 1993	$1,000
15 janvier 1994	1,500
15 janvier 1995	1,500
15 janvier 1996	1,500
15 janvier 1997	1,500
15 janvier 1998	2,000
15 janvier 1999	2,000
15 janvier 2000	2,000
15 janvier 2001	2,000
15 janvier 2002	2,000
15 janvier 2003	2,500
15 janvier 2004	2,500
15 janvier 2005	3,000
15 janvier 2006	3,000
15 janvier 2007	3,500
15 janvier 2008	3,500
15 janvier 2009	4,000
15 janvier 2010	4,000
15 janvier 2011	4,500
15 janvier 2012	5,000

January 15, 1982	$16,000
January 15, 1983	500
January 15, 1984	500
January 15, 1985	500
January 15, 1986	500
January 15, 1987	1,000
January 15, 1988	1,000
January 15, 1989	1,000
January 15, 1990	1,000
January 15, 1991	1,000
January 15, 1992	53,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $5,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of January 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one only of the above methods of issue, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of January 15, 1992 in the amount of $53,500 includes a balance of $52,500 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
January 15, 1993	$1,000
January 15, 1994	1,500
January 15, 1995	1,500
January 15, 1996	1,500
January 15, 1997	1,500
January 15, 1998	2,000
January 15, 1999	2,000
January 15, 2000	2,000
January 15, 2001	2,000
January 15, 2002	2,000
January 15, 2003	2,500
January 15, 2004	2,500
January 15, 2005	3,000
January 15, 2006	3,000
January 15, 2007	3,500
January 15, 2008	3,500
January 15, 2009	4,000
January 15, 2010	4,000
January 15, 2011	4,500
January 15, 2012	5,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $53,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émisson, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Maurice s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 168 — $90,000 — réservoir, station pompage; 174 — $85,000 — achats de machineries.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 5 janvier 1972, à 8 heures du soir, Salle municipale, paroisse de Saint-Maurice, comté de Champlain, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Maurice (Comté de Champlain), ce 6 décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
Madame RÉJANE GUILBERT.

2491, boulevard St-Jean,
Saint-Maurice, (Champlain), P.Q.
Téléphone: 374-4525, code 819. 43559-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $53,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The parish of Saint-Maurice agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after January 15, 1972 without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 168 — $90,000 — reservoir, pumping station; 174 — $85,000 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, January 5, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, parish of Saint-Maurice, county of Champlain, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Maurice (County of Champlain), December 6, 1971.

Mrs. RÉJANE GUILBERT,
Secretary-Treasurer.

2491 St. Jean Boulevard,
Saint-Maurice (Champlain), P.Q.
Telephone: 374-4525, code 819. 43559

Ville de La Pocatière
Comté de Kamouraska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Crête, greffier, Hôtel de ville, 412, Boulevard Desrochers, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, pour l'achat de $340,000 d'obligations de la ville de La Pocatière, comté de Kamouraska, datées du 15 janvier 1972 et remboursables en série du 15 janvier 1973 au 15 janvier 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1972.

Town of La Pocatière
County of Kamouraska

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Claude Crête, Town Clerk, at the Town Hall, 412 Desrochers Boulevard, La Pocatière, county of Kamouraska, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, January 4, 1972, for the purchase of a bond issue of $340,000 for the town of La Pocatière, county of Kamouraska, dated January 15, 1972 and redeemable serially from January 15, 1973 to January 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 15, 1972.

Tableau d'amortissement — $340,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 janvier 1973	$ 7,000
15 janvier 1974	8,000
15 janvier 1975	8,000
15 janvier 1976	9,000
15 janvier 1977	10,000
15 janvier 1978	10,000
15 janvier 1979	11,000
15 janvier 1980	12,000
15 janvier 1981	13,000
15 janvier 1982	14,000
15 janvier 1983	2,000
15 janvier 1984	2,000
15 janvier 1985	2,000
15 janvier 1986	2,000
15 janvier 1987	2,000
15 janvier 1988	3,000
15 janvier 1989	3,000
15 janvier 1990	4,000
15 janvier 1991	4,000
15 janvier 1992	214,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $20,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuel entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 janvier 1992 au montant de $214,000 comprend un solde de $210,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 janvier 1993	$ 4,000
15 janvier 1994	5,000
15 janvier 1995	5,000
15 janvier 1996	5,000
15 janvier 1997	6,000
15 janvier 1998	6,000
15 janvier 1999	7,000
15 janvier 2000	8,000
15 janvier 2001	9,000

Redemption table — $340,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 15, 1973	$ 7,000
January 15, 1974	8,000
January 15, 1975	8,000
January 15, 1976	9,000
January 15, 1977	10,000
January 15, 1978	10,000
January 15, 1979	11,000
January 15, 1980	12,000
January 15, 1981	13,000
January 15, 1982	14,000
January 15, 1983	2,000
January 15, 1984	2,000
January 15, 1985	2,000
January 15, 1986	2,000
January 15, 1987	2,000
January 15, 1988	3,000
January 15, 1989	3,000
January 15, 1990	4,000
January 15, 1991	4,000
January 15, 1992	214,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $20,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should ohly comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of January 15, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of January 15, 1992 in the amount of $214,000 includes a balance of $210,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
January 15, 1993	$ 4,000
January 15, 1994	5,000
January 15, 1995	5,000
January 15, 1996	5,000
January 15, 1997	6,000
January 15, 1998	6,000
January 15, 1999	7,000
January 15, 2000	8,000
January 15, 2001	9,000

15 janvier 2002	$ 9,000
15 janvier 2003	10,000
15 janvier 2004	11,000
15 janvier 2005	12,000
15 janvier 2006	13,000
15 janvier 2007	14,000
15 janvier 2008	14,000
15 janvier 2009	16,000
15 janvier 2010	17,000
15 janvier 2011	19,000
15 janvier 2012	20,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Pocatière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la porvince de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $214,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de La Pocatière s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 1-70 — $35,000 — aqueduc et égouts; 3-71 — $116,000 — égouts; 5-70 — $91,000 — pavage; 8-70 — $98,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, Hôtel de ville, 412, Boulevard Desrochers, La Pocatière, comté de Kamouraska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Pocatière (Comté de Kamouraska), ce 7 décembre 1971.

Le greffier,
CLAUDE CRÊTE.

Hôtel de ville, 412, Boulevard Desrochers,
La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.
Téléphone: 856-3394, code 418. 43557-o

January 15, 2002	$ 9,000
January 15, 2003	10,000
January 15, 2004	11,000
January 15, 2005	12,000
January 15, 2006	13,000
January 15, 2007	14,000
January 15, 2008	14,000
January 15, 2009	16,000
January 15, 2010	17,000
January 15, 2011	19,000
January 15, 2012	20,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at La Pocatière.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $214,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of La Pocatière agrees not to bring out new bonds of the Canadian market within the sixty days upon, from and after January 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 1-70 — $35,000 — aqueduct and sewers; 3-71 — $116,000 — sewers; 5-70 — $91,000 — paving; 8-70 — $98,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Tuesday, January 4, 1972, at the Town Hall, 412 Desrochers Boulevard, La Pocatière, county of Kamouraska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Pocatière (County of Kamouraska), December 7, 1971.

CLAUDE CRÊTE,
Town Clerk.

Town Hall, 412 Desrochers Boulevard,
La Pocatière, (Kamouraska), P.Q.
Telephone: 856-3394, Code 418. 43557

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Monseigneur-Vachon
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné

The School Commissioners for the Municipality of Monseigneur-Vachon
(County of Portneuf)

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Robert Beaulieu, Secretary-Treasurer,

Robert Beaulieu, secrétaire-trésorier, École Marguerite d'Youville, 150, rue de l'Hôtel de Ville, Saint-Raymond, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, pour l'achat de $285,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Monseigneur-Vachon, comté de Portneuf, datées du 1er janvier 1972 et remboursables en série du 1er janvier 1973 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1972.

Tableau d'amortissement — $285,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1973	$20,500
1er janvier 1974	21,500
1er janvier 1975	24,500
1er janvier 1976	25,500
1er janvier 1977	27,500
1er janvier 1978	29,500
1er janvier 1979	31,500
1er janvier 1980	33,500
1er janvier 1981	35,000
1er janvier 1982	36,000

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Monseigneur-Vachon, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Raymond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Marguerite d'Youville School, 150 De l'Hôtel de Ville Street, Saint-Raymond, County of Portneuf, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, January 4, 1972, for the purchase of a bond issue of $285,000 for the School Commissioners for the Municipality of Monseigneur-Vachon, County of Portneuf, P.Q., dated January 1, 1972, and redeemable serially from January 1, 1973 to January 1, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 1st, 1972,.

Redemption Table — $285,000 — 10 years

Year	*Capital*
January 1, 1973	$20,500
January 1, 1974	21,500
January 1, 1975	24,500
January 1, 1976	25,500
January 1, 1977	27,500
January 1, 1978	29,500
January 1, 1979	31,500
January 1, 1980	33,500
January 1, 1981	35,000
January 1, 1982	36,000

The School Commissioners for the Municipality of Monseigneur-Vachon, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, it required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Saint-Raymond.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompagnied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Monseigneur-Vachon s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 23 octobre 1961 — $269,000 — renouvellement d'emprunt; 13 septembre 1971 — $16,000 — frais de renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 4 janvier 1972, à 8 heures du soir, École Marguerite d'Youville, 150, rue de l'Hôtel de ville, Saint-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Raymond (Comté de Portneuf), ce 9 décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT BEAULIEU.

École Marguerite d'Youville,
150, rue de l'Hôtel de ville,
Saint-Raymond (Comté de Portneuf), P.Q.
Téléphone: 337-7642, code 418. 43623-o

The School Commissioners for the Municipality of Monseigneur-Vachon agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after January 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: October 23, 1961 — $269,000 — loan renewal; September 13, 1971 — $16,000 — loan renewal costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, January 4, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at Marguerite d'Youville School, 150 De l'Hôtel de Ville Street, Saint-Raymond, County of Portneuf, P.Q.

The School commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Raymond (County of Portneuf), December 9, 1971.

ROBERT BEAULIEU,
Secretary-Treasurer.

Marguerite d'Youville School,
150, De l'Hôtel de Ville Street,
Saint-Raymond, County of Portneuf, P.Q.
Telephone: 337-7642, code 418. 43623

Ville de Villeneuve
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Daniel Leclerc, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 95, rue Savio, Villeneuve, Québec 5, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, pour l'achat de $767,000 d'obligations de la ville de Villeneuve, comté de Montmorency, datées du 15 janvier 1972 et remboursables en série du 15 janvier 1973 au 15 janvier 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 janvier 1972.

Tableau d'amortissement — $767,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 janvier 1973	$ 10,000
15 janvier 1974	17,000
15 janvier 1975	29,000
15 janvier 1976	31,000
15 janvier 1977	33,000
15 janvier 1978	11,000
15 janvier 1979	12,000
15 janvier 1980	13,000
15 janvier 1981	14,000
15 janvier 1982	15,000
15 janvier 1983	15,000

Town of Villeneuve
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Daniel Leclerc, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 95 Savio Street, Villeneuve, Québec 5, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, January 4, 1972, for the purchase of a bond issue of $767,000 for the town of Villeneuve, county of Montmorency, dated January 15, 1972 and redeemable serially from January 15, 1973 to January 15, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 15, 1972.

Redemption table — $767,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 15, 1973	$ 10,000
January 15, 1974	17,000
January 15, 1975	29,000
January 15, 1976	31,000
January 15, 1977	33,000
January 15, 1978	11,000
January 15, 1979	12,000
January 15, 1980	13,000
January 15, 1981	14,000
January 15, 1982	15,000
January 15, 1983	15,000

15 janvier 1984	$ 17,000
15 janvier 1985	18,000
15 janvier 1986	20,000
15 janvier 1987	22,000
15 janvier 1988	23,000
15 janvier 1989	26,000
15 janvier 1990	28,000
15 janvier 1991	30,000
15 janvier 1992	383,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $49,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 janvier 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 janvier 1992 au montant de $383,000. comprend un solde de $351,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 janvier 1993	$24,000
15 janvier 1994	26,000
15 janvier 1995	28,000
15 janvier 1996	30,000
15 janvier 1997	33,000
15 janvier 1998	36,000
15 janvier 1999	38,000
15 janvire 2000	42,000
15 janvier 2001	45,000
15 janvier 2002	49,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme

January 15, 1984	$ 17,000
January 15, 1985	18,000
January 15, 1986	20,000
January 15, 1987	22,000
January 15, 1988	23,000
January 15, 1989	26,000
January 15, 1990	28,000
January 15, 1991	30,000
January 15, 1992	383,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $49,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of January 15, 2002 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of January 15, 1992 in the amount of $383,000 includes a balance of $351,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
January 15, 1993	$24,000
January 15, 1994	26,000
January 15, 1995	28,000
January 15, 1996	30,000
January 15, 1997	33,000
January 15, 1998	36,000
January 15, 1999	38,000
January 15, 2000	42,000
January 15, 2001	45,000
January 15, 2002	49,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price indicates in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds

fixe 20 ans pour un montant supérieur à $383,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Villeneuve s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: V-205 tel que modifié — $350,000 — construction de l'Aréna régional Gilles Tremblay; 208 — $110,000 — égouts; 209 — $68,000 — aqueduc, égouts et voirie; 214 — $95,000 — aqueduc; 215 — $91,000 — voirie et terrain de l'Aréna; 219 — $53,000 — voirie et terrain de l'Aréna.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 4 janvier 1972, Hôtel de ville, 95, rue Savio, Villeneuve, Québec 5, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Villeneuve (Comté de Montmorency), ce 14 décembre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
DANIEL LECLERC.

Hôtel de ville, 95, rue Savio,
Villeneuve, Québec 5, P.Q.
Téléphone: 663-3542, code 418. 43640-o

Cité de Côte Saint-Luc
Comté de D'Arcy McGee

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné A. E. Kimmel, greffier, Hôtel de Ville, 5490, Westminster, Côte Saint-Luc, comté de D'Arcy McGee, Montréal 29, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, marai, le 4 janvier 1972, pour l'achat de $1,069,000 d'obligations de la cité de Côte Saint-Luc, comté de D'Arcy McGee, datées du 1er janvier 1972 et remboursables en série du 1er janvier 1973 au 1er janvier 2001 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1972.

Tableau d'amortissement — $1,069,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1973	$24,000
1er janvier 1974	25,000

for an amount greater than $383,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Villeneuve agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after January 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: V-205 as amended — $350,000 — construction of the Gilles Tremblay Regional Arena; 208 — $110,000 — sewers; 209 — $68,000 — aqueduct, sewers and road; 214 — $95,000 — aqueduct; 215 — $91,000 — road and land for the Arena; 219 — $53,000 — road and land for the Arena.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock in the evening of Tuesday, January 4, 1972, at the Town Hall, 95 Savio Street, Villeneuve, Québec 5, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Villeneuve (County of Montmorency), December 14, 1971.

DANIEL LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 95 Savio Street,
Villeneuve, Québec 5, P.Q.,
Telephone: 663-3542, code 418. 43640

City of Côte Saint-Luc
County of D'Arcy McGee

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, A. E. Kimmel, City Clerk, at the City Hall, 5490 Westminster, Côte Saint-Luc, County of D'Arcy McGee, Montreal 29, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., on Tuesday, January 4, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,069,000 for the City of Côte Saint-Luc, County of D'Arcy McGee, dated January 1, 1972 and redeemable serially from January 1, 1973 to January 1, 2001 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable half-yearly on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from January 1, 1972.

Redemption table — $1,069,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1973	$24,000
January 1, 1974	25,000

1er janvier 1975	$25,000
1er janvier 1976	26,000
1er janvier 1977	26,000
1er janvier 1978	28,000
1er janvier 1979	30,000
1er janvier 1980	41,000
1er janvier 1981	41,000
1er janvier 1982	22,000
1er janvier 1983	22,000
1er janvier 1984	22,000
1er janvier 1985	22,000
1er janvier 1986	22,000
1er janvier 1987	22,000
1er janvier 1988	37,000
1er janvier 1989	36,000
1er janvier 1990	36,000
1er janvier 1991	36,000
1er janvier 1992	526,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $65,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre d'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er janvier 1992 au montant de $526,000 comprend un solde de $480,000 renouvelable pour une période additionnelle de 9 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er janvier 1993	$46,000
1er janvier 1994	46,000
1er janvier 1995	46,000
1er janvier 1996	46,000
1er janvier 1997	46,000
1er janvier 1998	60,000
1er janvier 1999	60,000
1er janvier 2000	65,000
1er janvier 2001	65,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les

January 1, 1975	$25,000
January 1, 1976	26,000
January 1, 1977	26,000
January 1, 1978	28,000
January 1, 1979	30,000
January 1, 1980	41,000
January 1, 1981	41,000
January 1, 1982	22,000
January 1, 1983	22,000
January 1, 1984	22,000
January 1, 1985	22,000
January 1, 1986	22,000
January 1, 1987	22,000
January 1, 1988	37,000
January 1, 1989	36,000
January 1, 1990	36,000
January 1, 1991	36,000
January 1, 1992	526,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $65,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of January 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of January 1, 1992 in the amount of $526,000 includes a balance of $480,000 renewable for an additional 9-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
January 1, 1993	$46,000
January 1, 1994	46,000
January 1, 1995	46,000
January 1, 1996	46,000
January 1, 1997	46,000
January 1, 1998	60,000
January 1, 1999	60,000
January 1, 2000	65,000
January 1, 2001	65,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and

intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $526,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Côte Saint-Luc s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er janvier 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 598 — $691,900 — renouvellement d'emprunt; 614 — $9,000 — renouvellement d'emprunt; 615 — $33,000 — renouvellement d'emprunt; 616 — $12,000 renouvellement d'emprunt; 617 — $6,900 — renouvellement d'emprunt; 619 — $20,000 — renouvellement d'emprunt; 620 — $3,600 — renouvellement d'emprunt; 622 — $6,500 — renouvellement d'emprunt; 623 — $14,000 — renouvellement d'emprunt; 624 — $5,900 — renouvellement d'emprunt; 627 — $6,000 — renouvellement d'emprunt; 628 — $13,000 — renouvellement d'emprunt; 629 — $2,200 — renouvellement d'emprunt; 632 — $245,000 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 4 janvier 1972, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 5490, Westminster, Côte Saint-Luc, comté de D'Arcy McGee, Montréal 29, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte Saint-Luc (Comté de D'Arcy McGee), ce 13 décembre 1971.

Le greffier,
A. E. KIMMEL.

Hôtel de Ville, 5490, Westminster, Côte Saint-Luc,
(Comté de D'Arcy McGee), Montréal 29, P.Q.
Téléphone: 489-9771, code 514. 43624-o

any interest, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $526,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Côte Saint-Luc agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after January 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 598 — $691,900 — loan renewal; 614 — $9,000 — loan renewal; 615 — $33,000 — loan renewal; 616 — $12,000 — loan renewal; 617 — $6,900 — loan renewal; 619 — $20,000 — loan renewal; 620 — $3,600 — loan renewal; 622 — $6,500 — loan renewal; 623 — $14,000 — loan renewal; 624 — $5,900 — loan renewal; 627 — $6,000 — loan renewal; 628 — $13,000 — loan renewal; 629 — $2,200 — loan renewal; 632 — $245,000 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, January 4, 1972, at 7:30 o'clock, p.m., at the City Hall, 5490 Westminster, Côte Saint-Luc, County of D'Arcy McGee, Montreal 29, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte Saint-Luc (County of D'Arcy McGee), December 13, 1971.

A. E. KIMMEL,
City Clerk.

City Hall, 5490 Westminster, Côte Saint-Luc,
(County of D'Arcy McGee), Montreal 29, P.Q.
Telephone: 489-9771, code 514. 43624

Avis divers

Succession Victor Roy

Avis est donné que la mineure Chantale Roy dûment autorisée de sa tutrice a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de son père Victor Roy par acte exécuté devant Me Armand Bolduc, notaire à 234 rue

Miscellaneous Notices

Estate of Victor Roy

Notice is given that Chantale Roy, a minor, with the due authorization of her tutor, has accepted, under benefit of inventory the estate of her father, Victor Roy, by a deed passed before Me Armand Bolduc, notary, at

Dufferin suite 200 à Sherbrooke, le 4 octobre 1971, dont copie est enregistrée à Cookshire sous le numéro 87965.

Le notaire,
43504-o ARMAND BOLDUC.

Succession Lionel Lacasse

Avis est par les présentes donné par Dame Jacqueline Lacasse Gévry, demeurant à Granby, Qué., au 245 rue Bérard, Dame Francine Lacasse Laplante, demeurant à Granby, Qué., au 46 rue Phoenix et Dame Michelle Lacasse Simard, demeurant à Granby Qué., au 42 rue St-Antoine Sud, les seules héritières de leur père, feu Lionel Lacasse, en son vivant chauffeur de taxi, domicilié à Granby, Qué., au 30 rue St-Charles Nord, et décédé à Montréal, P.Q., le 30 septembre 1971, sans laisser de testament, qu'elles ont accepté la succession dudit Lionel Lacasse sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Me Pierre Girardot, notaire, 221 rue Principale, Granby, P.Q., daté le 10 novembre 1971, et enregistré à Waterloo, le 15 novembre 1971, sous le numéro 202045.

Un inventaire des biens du défunt sera fait devant le notaire Pierre Girardot, et pourra être consulté à son bureau, à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires ou héritières paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront suivant la loi.

Donné à Granby, P.Q., ce septième jour de décembre mil neuf cent soixante et onze.

Le procureur,
43618-o PIERRE GIRARDEAU, *notaire.*

Desserte du Bon Pasteur

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (chap. 76 des lois de la première session de 1965) que Monseigneur Gérard-Marie Coderre, évêque catholique romain de Saint-Jean-de-Québec, a, par un décret daté du 16 septembre 1971, érigé la desserte du Bon Pasteur du diocèse de Saint-Jean-de-Québec.

L'Évêque catholique romain de Saint-Jean-de-Québec,
43619-o GÉRARD-MARIE CODERRE.

Paroisse Saint-Jacques le Majeur

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (Chap. 76 des lois de la 1ère session de 1965) que Monseigneur Paul Grégoire, archevêque de Montréal, a, par un décret daté du 15 novembre 1971, changé les limites de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de l'archidiocèse de Montréal.

L'Archevêque de Montréal,
43620-o PAUL GRÉGOIRE.

Ville de Montréal

Avis de rachat

(*Erratum*)

Édition du 4 décembre 1971, page 8847, 229251 aurait dû se lire 229151.

Page 8848, « deviendroit » aurait dû se lire: « deviendront ».
43563-o

234 Dufferin Street, Suite 200, in Sherbrooke, on October 4, 1971, a copy of which has been registered at Cookshire under number 87965.

ARMAND BOLDUC,
43504 *Notary.*

Estate of Lionel Lacasse

Notice is hereby given by Dame Jacqueline Lacasse Gévry, residing at Granby, P.Q., at 245 Bérard Street, Dame Francine Lacasse Laplante, residing at Granby, P.Q., at 46 Phoenix Street and Dame Michelle Lacasse Simard, residing at Granby, P.Q., at 42 St. Antoine Street South, sole heirs of their father, Lionel Lacasse, late of 30 St. Charles Street North, Granby, P.Q., taxi-driver, deceased, who died at Montreal, P.Q., on September 30, 1971, intestate, that they have accepted, under benefit of inventory, the estate of the said Lionel Lacasse, under the terms of a deed executed before Mr. Pierre Girardot, notary, 221 Principale Street, Granby, P.Q., dated November 10, 1971, and registered at Waterloo on the fifteenth day of November, 1971, under number 202045.

An inventory of the property of the deceased will be made before Pierre Girardot, notary, and will be available for reference at his office at the address given above.

Upon the expiration of two months following the present notice, the beneficiaries or heirs shall pay the creditors as they present themselves, according to law.

Given at Granby, P.Q., this seventh day of December, one shousand nine hundred and seventy-one.

PIERRE GIRARDEAU, *Notary,*
43618 *Attorney.*

Chapelry of the Good Shepherd

Notice is given pursuant to section 2 of the Fabrique Act (chap. 76 of the laws of the first session of 1965) that Monsignor Gérard-Marie Coderre, Roman Catholic Bishop of Saint-Jean-de-Québec, by a decree dated September 16, 1971, has erected the chapelry of the Good Shepherd in the diocese of Saint-Jean-de-Québec.

GÉRARD-MARIE CODERRE,
43619-o *Bishop of Saint-Jean-de-Québec.*

Parish of Saint-Jacques le Majeur

Notice is given pursuant to section 2 of the Fabrique Act (chap. 76 of the laws of the first session of 1965) that Monsignor Paul Grégoire, archbishop of Montreal, by a decree dated November 15, 1971, has changed the limits of the parish of Saint-Jacques le Majeur, in the archdiocese of Montreal.

PAUL GRÉGOIRE,
43620-o *Archbishop of Montreal.*

City of Montreal

Notice of Redemption

(*Erratum*)

The issue of December 4, 1971, page 8847, number "229251" should have read: "229151".

Règlements du Prix David

Le Prix David est la plus haute distinction littéraire décernée par le Gouvernement du Québec. Il récompense un auteur pour l'ensemble de son oeuvre.

Attribué chaque année, il ne peut être accordé à titre posthume ni partagé entre deux ou plusieurs lauréats.

Le récipiendaire doit être un citoyen canadien domicilié au Québec, ou un citoyen domicilié hors du Québec s'il est auteur d'ouvrages en langue française.

Le ministre des Affaires culturelles désigne les cinq membres du jury chargé d'attribuer le prix. La décision du jury est sans appel.

Le ministre des Affaires culturelles proclame le lauréat.

Le lauréat reçoit une somme de cinq mille dollars.

Les membres du jury touchent chacun un cachet de trois cents dollars et, s'il y a lieu, sont indemnisés de leurs frais de voyage et de séjour.

43545-o

Regulations concerning David Award

The David Award is the highest literary distinction conferred by the Government of Québec. It is awarded to author on the merit of his work as a whole.

The prize is awarded annually. It may neither be awarded posthumously nor divided among two or more recipients.

The winner must be a Canadian citizen domiciled in Québec, or a Canadian citizen domiciled outside Québec if he is the author of works written in the French language.

The Minister of Cultural Affairs shall designate the five members of the Jury responsible for awarding the prize. The Jury's decision shall be final.

The Minister of Cultural Affairs shall officially announce the name of the recipient.

The winner shall be granted the sum of five thousand dollars.

Each member of the Jury shall receive a fee of three hundred dollars and shall be reimbursed any travelling and accomodation expenses incurred.

43545

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie des Travailleurs d'Alma

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie du groupe Aluminum Alma » et « La Caisse d'Économie des employés de la compagnie Price et de l'Hôtel-Dieu d'Alma », demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est: « Caisse d'Économie des Travailleurs d'Alma ».

Le siège social de cette caisse est situé à 58 Sacré-Coeur, Alma, dans le district électoral du Lac St-Jean ».

Le groupe dans lequel la caisse pourra recruter ses membres sera:

— Les employés de la Compagnie Aluminum Co. of Canada Limited à Alma
— les employés de Forces Motrices du Saguenay Ltd.
— les employés du Chemin de Fer Alma et Jonquière Co. Ltd.
— les employés de la Compagnie Price Brothers (Division Alma)
— les employés de l'Hôtel-Dieu d'Alma.

Cette caisse sera affiliée à la Fédération des caisses d'Économie du Québec.

Québec, le 2 décembre 1971.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43617-o

Savings and Credit Union

Caisse d'Économie des Travailleurs d'Alma

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the petition of the savings and credit unions "La Caisse d'Économie du groupe Aluminum Alma" and "La Caisse d'Économie des employés de la compagnie Price et de l'Hôtel-Dieu d'Alma", praying for the confirmation of the deed of agreement providing for the amalgamation of these two unions.

The name of the union resulting from this amalgamation shall be: "Caisse d'Économie des Travailleurs d'Alma".

The head office of this union is situated at 58 Sacré-Coeur, Alma, in the electoral district of Lake St. John".

The group from which the union shall recruit its members shall be:

— The employees of the Aluminum Co. of Canada Limited, in Alma
— the employees of Forces Motrices du Saguenay Ltd.
— the employees of Chemin de Fer Alma and Jonquière Co. Ltd.
— the employees of Price Brothers (Alma Division)
— the employees of the Hôtel-Dieu d'Alma.

This union shall be affiliated to the Québec Savings Funds Federation.

Québec, December 2, 1971.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43617

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie
The Providence Fire Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company » dont le siège social est situé à Paris, France, a cessé de faire affaires dans la province de Québec le 31 octobre 1971;

Attendu que « La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 31 octobre 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ses contrats ayant été réassurés ou acquittés;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company » sont annulés à compter du 31 octobre 1971;

Donné au bureau du service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 octobre 1971.

Pour le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

43616-51-2-o

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville », a cessé de faire affaires dans la province de Québec le 30 novembre 1971;

Attendu que le président et le secrétaire-trésorier de ladite compagnie ont produit au Service des assurances, le 30 novembre 1971, une déclaration à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville », sont annulés à compter du 30 novembre 1971.

Department of Finance Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie
The Providence Fire Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company" whose head office is situated at Paris, France, has ceased to do business in the Province of Québec on the 31st of October 1971;

Whereas "La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 31st of October, 1971, it had no assets and no liabilities, all its contracts having been reinsured or having been discharged;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Providence Compagnie d'Assurances contre l'Incendie — The Providence Fire Insurance Company" are cancelled as from the 31st of October 1971;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of October 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMAIRE,
Superintendent of Insurance.

43616-51-2-o

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, County of Rouville

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, County of Rouville", has ceased to do business in the Province of Québec the 30th of November 1971;

Whereas the president and the secretary-treasurer of the said company have filed, on the 30th of November 1971, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, County of Rouville" are cancelled as from the 30th of November 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 30 novembre 1971.

Pour le Ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

43460-50-2-o

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 30th day of November 1971.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

43460-50-2-o

Ventes pour taxes

Ville d'Outremont

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique selon les dispositions de la Loi des cités et villes, en la Salle des délibérations du Conseil de la ville d'Outremont, 530 avenue Davaar, Outremont, VENDREDI, le DIXIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire le paiement des taxes municipales et scolaires dues plus les intérêts et les frais, à moins que lesdites taxes, intérêts courus et frais ne soient payés avant la vente. Les immeubles seront vendus sous réserve des servitudes les affectant.

La Commission municipale du Québec, par décision en date du 1er décembre 1971, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles.

Sales for taxes

City of Outremont

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the aforesaid municipality, that the immovables described hereunder, will be sold by public auction as prescribed by the Cities and Towns Act, in the Council Chamber of the city of Outremont, 530 Davaar Avenue, Outremont, on FRIDAY, the TENTH day of JANUARY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon for the payment of municipal and school taxes due with interests and costs, unless the said taxes, interests and costs are paid before the sale. The immovable properties will be sold subject to all servitudes affecting them.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated December 1, 1971, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the above mentioned immovables.

No de rôle Role No.	Nom et adresse Name and address	No de lot et cadastre Lot No. and cadastral
060 017	Maris Adrian, N. 433 Victoria, Montreal 217. Raymond, Adélard, 31 Morgan, Ville Baie d'Urfé.	
	Cadastre 36, subdivision 17, resubdivision 1 de la paroisse de Montréal. Avec bâtiments et dépendances y érigés et portant le numéro civique 321 avenue Stuart.	Cadastral lot 36, subdivision 17, resubdivision 1 of the parish of Montreal. With buildings thereon erected and bearing civic number 321 Stuart Avenue.
101 316	Shefner, Mordehay, 4735 Dornal Avenue, Montreal 247.	
	Cadastre 16, subdivision 219, cadastre 17, subdivision 14, resubdivision 1 de la paroisse de Montréal. Avec bâtiments et dépendances y érigés et portant les numéros civiques 400-402 chemin de la Côté Ste-Catherine.	Cadastral lot 16, subdivision 219, cadastral lot 17, subdivision 14, resubdivision 1 of the parish of Montreal. With buildings thereon erected and bearing civic numbers 400-402 Côte Ste-Catherine Road.
101 318	Shefner, Mlle-Mrs. Juliana, 4735 Avenue Dornal, Montréal 247.	
	Cadastre 16, subdivision 218 de la paroisse de Montréal. Avec bâtiments et dépendances y érigés et portant les numéros civiques 406-408 chemin de la Côte Ste-Catherine.	Cadastral lot 16, subdivision 218 of the parish of Montreal. With buildings thereon erected and bearing civic numbers 406-408 Côte Ste-Catherine Road.
101 324	Shefner, Mordehay, 4735 Avenue Dornal, Montreal 247.	
	Cadastre 16, subdivision 216 de la paroisse de Montréal. Avec bâtiments et dépendances y érigés et portant les numéros civiques 418-420 chemin de la Côte Ste-Catherine.	Cadastral lot 16, subdivision 216 of the parish of Montreal. With buildings thereon erected and bearing civic numbers 418-420 Côte Ste-Catherine Road.

Les immeubles susdits sont du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal et situés dans la ville d'Outremont.

Donné à Outremont, ce 11e jour de décembre 1971.

Condition: Comptant.

(Sceau)
Le greffier de la Ville,
PIERRE FAIVRE, O.M.A.

43546-51-2-o

The above immovables properties are on the plan and in the book of reference of the parish of Montreal and situated in the city of Outremont.

Given at Outremont, this 11th day of December 1971.

Condition: Cash.

(Seal)
PIERRE FAIVRE, M.O.A.,
City Clerk.

43546-51-2-o

Arrêtés en conseil — Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4030

(*Erratum*)

Please correct the last sentence of paragraph "a" of section VI of the abovementioned order in council published on page 8689 of the *Québec Official Gazette*, dated November 27, 1971, to read: "In all instances the employee is entitled to at least three (3) hours' pay." instead of: "In all instances the employee is entitled to at least two (2) hours' pay".
43503

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3391

Erratum

Québec, le 6 octobre 1971.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux règlements de la corporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ayant trait aux actes dérogatoires à l'honneur et à la dignité professionnels.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3391

Erratum

Québec, October 6, 1971.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the by-laws of the Corporation of The College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec with respect to acts derogatory to the honour and dignity of the profession.

Page 8095, sous-article 22, dernière ligne, enlever le t avant le mot traitement.
Page 8095, sub-section 27, first line, read: "must" instead of "just".
Page 8095, sous-article 35, lire: « un malade » au lieu de « une malade ».
Page 8096, sous-article 35, *n*), deuxième ligne, lire: « à faire » au lieu de « à aire ».
Page 8096, sub-section 38, last line, read: "sub-section 37" instead of "sub-section 36".
Page 8097, first line, read: "sub-section 37" instead of "sub-section 36".
Page 8097, sub-section 47, last line, read: "including" instead of "included".

42881-x

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3429

Québec, 10 septembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les émetteurs de licences à commission du Bureau des véhicules automobiles.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 1014 du 31 juillet 1918 et l'arrêté en conseil 2017 du 13 septembre 1939 fixent les honoraires payables aux officiers chargés de l'émission des licences automobiles;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 3 du 31 mars 1949 fixe le montant de $4,500 d'honoraires que l'émetteur de licences automobiles pourra recevoir au tarif régulier durant une année financière;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire tout règlement nouveau à leur sujet;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3429

Québec, September 10, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING license issuers on commission with the Motor Vehicle Bureau.

WHEREAS Order in Council 1014, dated 31 July 1918 and Order in Council 2017, dated 13 September 1939 fix the fees payable to the officers charged with the issue of automobile licenses;

WHEREAS Order in Council number 3, dated 31 March 1949, fixes at $4,500 the amount of fees which any issuer of automobile licenses may receive at the regular rate during a fiscal year;

WHEREAS under section 82, subsection 1 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, Chapter 231), the Lieutenant-Governor in Council may alter the fees payable under that act in connection with licenses, permits and registration, change the basis of the rates, establish new rates, establish the prices of the registration markers and make new regulations with respect thereto;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour des raisons de saine administration, de modifier le système de commission versée aux émetteurs de licences à commission, pour ce qui est du montant de cinquante cents que le gouvernement paie auxdits émetteurs pour chaque émission d'un certificat d'immatriculation et plaques appropriées;

ATTENDU QU'à l'avenir, celui qui fera une demande d'immatriculation de véhicules automobiles chez un émetteur de licences à commission, versera un honoraire de cinquante cents audit émetteur de licences, à moins qu'il ne s'adresse à un bureau de véhicules automobiles, en personne ou au moyen de la poste, auxquels cas, aucune charte ne sera faite;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des Transports:

QU'à l'avenir, celui qui s'adresse à un émetteur de licences à commission pour l'immatriculation de son véhicule automobile verse audit émetteur un honoraire de cinquante cents et qu'aucune commission ne soit payée par le gouvernement à tel émetteur;

QUE le présent arrêté en conseil prenne force au moment de l'émission des plaques d'immatriculation 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

43625-o

WHEREAS for reasons of proper administration it is expedient to alter the system of commissions paid to licence issuers on commission, as regards the amount of fifty cents which the government pays to the said issuers for each issue of a registration certificate and the appropriate markers;

WHEREAS henceforth any person who applies for the registration of a motor vehicle to a license issuer on commission will pay a fee of fifty cents to the said license issuer, unless he applies to a motor vehicle bureau personally or by mail, as the case may be, in which case no charge will be made.

IT IS ORDERED on the recommendation of the Minister of Transport:

THAT henceforth any person who applies to a license issuer on commission for the registration of his motor vehicle shall pay to the said issuer a fee of fifty cents and no commission shall be paid to the issuer by the government;

THAT this order in council shall take effect at the time of the issue of the 1971 registration markers.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

43625-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4110

Québec, 8 décembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à un article des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec.

ATTENDU QUE l'article 48 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, bill 20) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire des règlements touchant certains sujets ayant trait à l'application de ladite loi.

ATTENDU QU'en vertu dudit article, des règlements ont été adoptés par l'arrêté en conseil numéro 1955 du 1er juin 1971.

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier l'un des articles desdits règlements, lesquels furent publiés dans la *Gazette officielle du Québec* le 5 juin 1971.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Industrie et du Commerce,

QUE l'article 2.05 desdits règlements soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

« Toutefois, l'aide financière peut être accordée lorsque l'état d'insolvabilité découle de la destruction partielle ou complète de l'entreprise manufacturière par un incendie ou autre cas fortuit entraînant la cessation de ses opérations et lui faisant subir une perte capitale qui, ajoutée à son passif, la rend insolvable. »

QUE la modification sus-dite à l'article 2.05 des règlements sur l'aide au développement industriel du Québec soit adoptée et entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

43544-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4110

Québec, December 8, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an amendment to an article of the regulations on assistance to the industrial development of Québec.

WHEREAS section 48 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, Bill 20) empowers the Lieutenant-Governor in Council to make regulations on certain subjects respecting the application of the said act.

WHEREAS regulations were made under that section by order in council number 1955, dated June 1st, 1971.

WHEREAS it is expedient to amend one of the articles of those regulations published in the *Québec Official Gazette* on the 5th of June 1971.

IT IS ORDERED accordingly, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce.

THAT article 2.05 of the said regulations be amended by adding thereto the following paragraph:

"However, financial assistance may be granted when insolvency arises from partial or complete destruction ot the manufacturing business by fire or another fortuitous event causing a cessation of operations and a capital loss which, added to its liabilities, renders it insolvent".

THAT the aforesaid amendment to article 2.05 of the regulations on assistance to the industrial development of Québec be made and come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

43544-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4117

Québec, le 8 décembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche d'Ixworth.

ATTENDU QUE le paragraphe « *r* » de l'article 77, de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58) tel qu'amendé, stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et y prohiber complètement ou partiellement la chasse ainsi que le port d'armes et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise dans ces réserves.

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir une réserve de chasse et de pêche dans le canton Ixworth:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le territoire décrit en annexe du présent arrêté en conseil, soit constitué en réserve de chasse et de pêche, sous le nom de réserve de chasse et de pêche d'Ixworth;

QUE toute chasse et toute pêche ainsi que le port d'armes soient prohibés dans les limites de cette réserve;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Description technique d'une parcelle de terrain faisant partie de la réserve forestière cantonale du canton d'Ixworth, district électoral de Kamouraska.

Cette parcelle de terrain comprend les lots 1, 2, 3, 4, 5 du rang VIII et les lots 1, 2, 3, 4 et la demie sud-ouest du lot 5 du rang VII dudit canton.

Ladite parcelle peut être décrite plus explicitement comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne des rangs VIII et IX du canton d'Ixworth et de la ligne séparative des cantons Ashford et Ixworth, de là en passant successivement par les lignes et démarcations suivantes:

1. De là dans une direction générale nord-ouest, suivant la ligné séparative des cantons Ashford et Ixworth, sur une distance de 133.12 chs jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII, canton Ixworth;

2. De là dans une direction nord-est, suivant la ligne séparative des rangs VI et VII du canton Ixworth, sur une distance de 85.50 chs jusqu'à la ligne séparative des demies sud-ouest et nord-est du lot 5 du rang VII, canton Ixworth;

3. De là dans une direction sud-est, suivant la ligne séparative des demies sud-ouest et nord-est du lot 5, sur une distance de 59.45 chs jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et VII, canton Ixworth;

4. De là dans une direction nord-est, suivant la ligne séparative des rangs VII et VIII, canton Ixworth,

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4117

Québec, December 8, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Ixworth Fish and Game Reserve.

WHEREAS paragraph "*r*" of section 77 of the Wildlife Conservation Act (1969, chapter 58) as amended, stipulates that the Lieutenant-Governor in Council may establish game reserves and totally or partially prohibit hunting and the carrying of arms therein and determine the conditions upon which hunting is permitted in such reserves.

WHEREAS it is expedient to establish a fish and game reserve in the township of Ixworth:

IT IS ORDERED accordingly, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territory described in the schedule to this order in council be constituted a fish and game reserve, under the name of Ixworth Fish and Game Reserve;

THAT all hunting and fishing, and the carrying of all arms, be prohibited within the limits of such reserve;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Technical description of a parcel of land forming part of the township forest reserve of the township of Ixworth, electoral district of Kamouraska.

This parcel of land comprises lots 1, 2, 3, 4 and 5 of range VIII and lots 1, 2, 3 and 4 and the southwest half of lot 5 of range VII of the said township.

The said parcel may be described more explicitly as follows:

Starting at a point situated at the intersection of the line of ranges VIII and IX of the township of Ixworth and the dividing line of the townships Ashford and Ixworth; thence, successively, the following lines and bounds:

1. Thence in a generally northwesterly direction, following the dividing line between the townships of Ashfort and Ixworth, for a distance of 133.12 chs. to the dividing line between ranges VI and VII, township of Ixworth;

2. Thence in a northeasterly direction, following the dividing line between ranges VI and VII of the township of Ixworth, a distance of 85.50 chs. to the dividing line between the southwest and northeast halves of lot 5 of range VII, Township of Ixworth;

3. Thence in a southeasterly direction, following the dividing line between the southwest and northeast halves of lot 5 a distance of 59.45 chs. to the dividing line between ranges VIII and VII, township of Ixworth;

4. Thence in a northeasterly direction, following the dividing line between ranges VII and VIII, township of

sur une distance de 68.348 chs jusqu'à la ligne séparative des lots 5 et 6, rang VIII, canton Ixworth;

5. De là dans une direction sud-est, suivant la ligne séparative des lots 5 et 6, rang VIII, canton Ixworth, sur une distance de 74.49 chs jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX, canton Ixworth;

6. De là dans une direction sud-ouest, suivant la ligne séparative des rangs VIII et IX, canton Ixworth, sur une distance de 153.29 chs jusqu'au point de départ.

Cette parcelle de terrain contient une superficie de 2.34 milles carrés d'après les spécifications des lots concernés. (Mesures anglaises) (1498 acres).

Le tout tel que montré sur un plan ci-inclus provenant de la compilation des lignes établies dans ce canton.

43626-o

Ixworth for a distance of 68.348 chs. to the dividing line between lots 5 and 6, range VIII, township of Ixworth;

5. Thence in a southeasterly direction, following the dividing line between lots 5 and 6, range VIII, township of Ixworth, a distance of 74.49 chs. to the dividing line between ranges VIII and IX, township of Ixworth;

6. Thence in a southwesterly direction, following the dividing line between ranges VIII and IX, township of Ixworth, for a distance of 153.29 chs. to the starting point.

Such parcel of land contains an area of 2.34 square miles according to the specifications of the lots concerned. (English measure) (1498 acres).

The whole as shown on the plan attached hereto from the compilation of the lines established in that township.

43626-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4120

Québec, le 8 décembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de l'Assurance-Hospitalisation.

ATTENDU QU'il est opportun de modifier l'arrêté en conseil numéro 1601 du 5 mai 1971.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires sociales:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1601 du 5 mai 1971 soit modifié en y ajoutant après le paragraphe 5 le paragraphe suivant:

« 6° *Lits en salle ordinaire*

20% des lits de tout hôpital général doivent être situés dans des locaux définis comme « salle ordinaire » par le conseil d'administration ou le propriétaire.

À moins d'impossibilité reconnue par le ministre, les salles ordinaires doivent être situées dans chaque service important de l'hôpital. À défaut de chambres à plusieurs lits, les chambres privées seront définies salles ordinaires. Cette désignation doit être faite avant l'expiration du premier mois de l'exercice financier de l'hôpital et demeurer inchangé jusqu'à l'exercice subséquent.

Une copie de la résolution du Conseil d'Administration contenant l'énumération du numéro des chambres ainsi désignées, le taux qui leur serait autrement applicable et l'affectation de chaque chambre ainsi désignée à l'un ou plusieurs des services médicaux de l'hôpital devra être envoyée sans délai à la Direction du Financement. Lorsqu'il s'agit d'un hôpital qui n'est pas administré par une corporation, un document contenant les mêmes renseignements doit être transmis par le propriétaire. »

La présente modification entrera en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

43627-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4120

Québec, December 8, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Hospital Insurance regulations.

WHEREAS it is expedient to amend Order in Council number 1601, dated 5 May 1971.

IT IS ORDERED accordingly, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT Order in Council number 1601, dated 5 May 1971 be amended by adding after paragraph 5 thereof the following:

"6. *Beds in a public ward*

In every general hospital, 20% of the beds must be situated in premises defined as a "public ward" by the board of management or the owner.

Unless the Minister recognizes that it is impossible to do so, there must be public wards in each major department in the hospital. If there are no rooms available with several beds, private rooms shall be defined as public wards. Such designation must be made before the expiry of the first month of the hospital's fiscal year and remain unchanged until the next fiscal year.

A copy of the resolution of the board of management containing a list of the number of rooms so designated, the rate which would otherwise apply to them and the allotment of each room so designated to one or more of the medical departments of the hospital must be sent without delay to the Direction of Finance. In the case of a hospital not administered by a corporation, a document containing the same information must be forwarded by the owner."

This amendment shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

43627-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4185

Québec, le 8 décembre 1971.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement du Manoir Mauvide-Genest sis au 783 de l'avenue Royale, à Saint-Jean, Ile d'Orléans (Montmorency).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Affaires culturelles;

QUE soit approuvé le classement comme monument et lieu historiques, fait par résolution, le 9 novembre 1971, de la Commission des monuments historiques du Québec, du consentement de la propriétaire, de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

le Manoir Mauvide-Genest situé au 783 de l'avenue Royale, à Saint-Jean, Ile d'Orléans, ainsi que les lots 195-4 et 195-5 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean, Ile d'Orléans, dont la succession Paul-Louis Pouliot est actuellement propriétaire en vertu du testament de Paul-Louis Pouliot, enregistré à l'Ile d'Orléans, le 21 mars 1960, sous le numéro 14 611.

les lots 195-4 et 195-5 mentionnés ci-dessus sont décrits ainsi qu'il suit:

(195-4) — De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 195-3, au sud-est par le chemin Royal, au sud-ouest par le lot 195-1 et au nord-ouest par le lot 195-2; mesurant cent quarante pieds et huit dixièmes (140.8′) au nord-est, soixante-quatorze pieds et neuf dixièmes (74.9′), cent pieds (100′), soixante-dix-sept pieds et un dixième (77.1′) et cent vingt-six pieds et sept dixièmes (126.7′) au sud-est, quatre-vingt-quatorze pieds et quatre dixièmes (94.4′) au sud-ouest et trois cent cinquante-huit pieds et deux dixièmes (358.2′) au nord-ouest; contenant en superficie quarante-sept mille cent quarante-sept pieds carrés, mesure anglaise. (47,147 p.c.)

(195-5) — De figure irrégulière, borné au nord-ouest par le chemin Royal, au nord-est par un ruisseau, au sud-est, au sud et au sud-ouest par le fleuve St-Laurent; mesurant cent deux pieds et six dixièmes (102.6′) au nord-est, contenant en superficie vingt-cinq mille trois cent soixante-deux pieds carrés, mesure anglaise. (25,362 p.c.)

Le greffier du Conseil exécutif,
43615-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4185

Québec, December 8, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the classification of the Manoir Mauvide-Genest, 783, avenue Royale, Saint-Jean, Island of Orléans (Montmorency).

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Cultural Affairs:

THAT the classification of the immoveable described below as a monument and historic site by the Québec Historic Monuments Commission, made by a resolution dated November 9, 1971 with the consent of the owner, be approved.

The Manoir Mauvide-Genest, situated at 783, avenue Royale, Saint-Jean, Island of Orléans, and lots 195-4 and 195-5 of the official cadastre of the parish of Saint-Jean, Island of Orléans, now owned by the Paul-Louis Pouliot estate under the will of Paul-Louis Pouliot, registered at the Island of Orléans, on the 21st of March 1960, under number 14611.

Lots 195-4 and 195-5 hereinabove mentioned are described as follows:

(195-4) — Irregular in shape, bounded on the northeast by lot 195-3, on the southeast by the chemin Royal, on the southwest by lot 195-1 and on the northwest by lot 195-2; measuring one hundred and forty and eight-tenths feet (140.8′) on the northeast, seventy-four and nine tenths feet (74.9′), one hundred feet (100′), seventy-seven and one tenth feet (77.1′) and one hundred twenty-six and seven tenths feet (126.7′) on the southeast, ninety-four and four-tenths feet (94.4′) on the southwest and three hundred fifty-eight and two tenths feet (358.2′) on the northwest; forty seven thousand one hundred and forty-seven square feet, English measure. (47,147 s.f.) in area.

(195-5) — Irregular in shape, bounded on the northwest by the chemin Royal, on the northeast by a brook, on the southeast, south and southwest by the St-Lawrence river; measuring one hundred and two and six tenths feet (102.6′) on the northeast, twenty-five thousand three hundred and sixty-two square feet, English measure (25,362 s.f.) in area.

JULIEN CHOUINARD,
43615-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4158

Québec, le 8 décembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'intégration des services d'estimation des municipalités situées dans le territoire de la Communauté Urbaine de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4158

Québec, December 8, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the integration of valuations departments of municipalities situated in the territory of the Montreal Urban Community.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, as follows:

Le règlement No 25 du conseil de la Communauté Urbaine de Montréal, décrétant l'intégration des services d'estimation des municipalités situées dans le territoire de ladite Communauté, est approuvé pour les fins et aux conditions y mentionnées, à l'exception des annexes « A » et « B ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

By-law No. 25 of the Council of the Montreal Urban Community, ordering the integration of the valuations departments of the municipalities situated in the territory of the said Community, is approved for the purposes and on the conditions therein mentioned, with the exception of Schedules "A" and "B".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

Règlement 25

Décrétant un plan établissant l'intégration des services d'estimation des municipalités du territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

CONSIDÉRANT le rapport du commissaire à l'évaluation du 13 octobre 1970 recommandant l'intégration des services d'estimation des municipalités du territoire de la Communauté urbaine de Montréal;

CONSIDÉRANT que cette intégration est nécessaire en vue de fournir les services d'estimation au plus bas coût et avec la plus grande efficacité possible à la population du territoire de la Communauté urbaine de Montréal;

CONSIDÉRANT que le comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal a consulté les associations prévues à l'article 354 du chapitre 84 des lois de 1969;

À une séance du Conseil de la Communauté urbaine de Montréal, tenue le 18 février 1971.

Il est décrété et statué:

1° Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent respectivement:

a) « comité exécutif »: le comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal;

b) « commissaire »: le commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Montréal;

c) « Communauté »: la Communauté urbaine de Montréal constituée par le chapitre 84 des lois de 1969;

d) « municipalité »: une municipalité mentionnée à l'annexe « A » du chapitre 84 des lois de 1969;

e) « service d'évaluation »: le service d'évaluation de la Communauté créé par son règlement No 8 tel que modifié.

2° Outre le commissaire et les commissaires adjoints, le service d'évaluation comprend:

a) tous les estimateurs et fonctionnaires transférés des municipalités aux termes du présent règlement;

b) tous autres estimateurs et fonctionnaires engagés par le comité exécutif, sur rapport du commissaire, et qui peuvent être requis pour l'accomplissement des tâches et des obligations du commissaire ou du service d'évaluation en vertu de la loi de la Communauté et de ses règlements.

3° Sont transférés à l'emploi de la Communauté:

a) les estimateurs et fonctionnaires du service des estimations de la Ville de Montréal, y compris l'Estimateur de la Ville, sauf les fonctionnaires de ce service faisant partie de la section des améliorations locales et

MONTREAL URBAN COMMUNITY

By-law 25

Enacting a plan integrating valuations departments of municipalities in the territory of the Montreal Urban Community.

WHEREAS the report of the Valuations Commissioner dated October 13th, 1970, recommends the integration of valuations departments of municipalities in the territory of the Montreal Urban Community;

WHEREAS this integration is necessary in order to supply valuations services at the lowest cost and the greatest efficiency possible to the population of the territory of the Montreal Urban Community;

WHEREAS the Executive Committee of the Montreal Urban Community has consulted the associations provided for in article 354 of chapter 84 of the statutes of 1969;

At a meeting of Council of the Montreal Urban Community, held February 18, 1971.

It is decreed and ordained:

1. In the present by-law, unless the context imposes a different meaning, the following expressions and words shall designate respectively:

(*a*) "Executive Committee": the Executive Committee of the Montreal Urban Community;

(*b*) "Commissioner": the Valuations Commissioner of the Montreal Urban Community;

(*c*) "Community": the Montreal Urban Community constituted by chapter 84 of the statutes of 1969;

(*d*) "municipality": a municipality mentioned in appendix "A" of chapter 84 of the statutes of 1969;

(*e*) "valuations department": the valuations department of the Community created by its by-law No. 8 as amended.

2. In addition to the Commissioner and the deputy-commissioners, the valuations department shall include:

(*a*) all the assessors and civil servants transferred by the municipalities under terms of the present by-law;

(*b*) all the other assessors and civil servants hired by the Executive Committee, on report of the Commissioner, and who may be required to carry out the tasks and obligations of the Commissioner or of the valuations department by virtue of the act on the Community and by its by-laws.

3. The following persons shall be transferred to the employ of the Community:

(*a*) the assessors and civil servants of the valuations department of the city of Montreal, including the City Assessor, except for the civil servants of this department forming part of the local improvements

de la section du rôle des valeurs locatives de la division de la confection des rôles;

b) les estimateurs et les fonctionnaires à l'emploi permanent d'une municipalité le 1er janvier 1971 et dont le travail principal pour cette municipalité au cours de l'année 1970 relevait du service d'évaluation ou de l'estimateur de cette municipalité et consistait à rendre des services en rapport avec la préparation, le dépôt ou la mise à jour du rôle d'évaluation de cette municipalité.

4° Dans les trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, chaque municipalité doit faire parvenir au commissaire une liste des estimateurs et fonctionnaires prévus aux paragraphes *a*) et *b*) de l'article 3; copie de cette liste doit être transmise par la municipalité dans le même délai à chacun des estimateurs ou fonctionnaires dont le nom apparaît à cette liste.

5° Les estimateurs et fonctionnaires transférés ne peuvent recevoir de la Communauté des traitements inférieurs ou des bénéfices sociaux d'une valeur inférieure aux traitements ou bénéfices sociaux qu'ils recevaient des municipalités qui les employaient lors de l'entrée en vigueur du présent règlement et aucun estimateur ou fonctionnaire d'une municipalité ne peut être congédié ou mis à pied en raison de la mise en application du présent règlement.

6° Les estimateurs ou fonctionnaires mentionnés à l'article 2 sont régis par la caisse de retraite de la Communauté et tous les bénéfices sociaux accumulés au crédit d'un estimateur ou fonctionnaire dans une caisse, un plan ou un fonds administré par une municipalité ou par une municipalité et ses employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes sont transférables à la demande de cet estimateur ou fonctionnaire qui passe à l'emploi de la Communauté, le tout aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec, cependant aucun estimateur ou fonctionnaire transféré ne peut, en rapport avec les bénéfices sociaux ci-dessus ou en rapport avec quelque autres bénéfices sociaux que ce soit, obliger une municipalité ou un organisme administrant un régime de rentes à lui verser à l'occasion de ce transfert quelque somme d'argent que ce soit qu'il ne pourrait exiger d'elle ou de lui si le transfert des estimateurs ou fonctionnaires ci-dessus n'avait pas lieu.

La Communauté n'assume aucun déficit actuariel ou obligation qui en résulte, encourus par une municipalité avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, en rapport avec un régime de rentes, une caisse de retraite ou un fonds de pension d'estimateurs ou de fonctionnaires prévus à l'article 2.

Sujet à l'article 358 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, aucune municipalité n'est tenue de verser à la Communauté ou à un tiers quelque somme d'argent que ce soit en rapport avec un régime de rentes, une caisse de retraite ou un fonds de pension d'estimateurs ou de fonctionnaires transférés en vertu du présent règlement avant que ces estimateurs ou fonctionnaires n'aient droit de retirer une pension ou une rente en vertu du régime auquel ils participaient lors de l'entrée en vigueur du présent règlement et que la Communauté ou ce tiers ne soient effectivement appelés à débourser eux-mêmes des sommes d'argent à ces esti-

section and the rental values roll section of the rolls preparation division;

(*b*) the assessors and civil servants in the permanent employ of a municipality at January 1st, 1971, and whose principal work for such municipality during the year 1970 was under the valuations department or the assessor of such municipality and consisted in rendering services related to the preparation, deposit or updating of the valuation roll of such municipality.

4. In the thirty (30) days following the coming into force of the present by-law, each municipality shall provide for the Commissioner a list of the assessors and civil servants provided for in paragraphs (*a*) and (*b*) of article 3; a copy of such list shall be transmitted by the municipality within the same period to each of the assessors or civil servants whose name appears in such list.

5. The assessors and civil servants transferred shall not receive from the Community lower salaries or social benefits of a lesser value than the salaries or social benefits they received from the municipalities which employed them on the coming into force of the present by-law and no assessor or civil servant of a municipality may be dismissed or laid off because of the application of the present by-law.

6. The assessors or civil servants mentioned in article 2 shall be governed by the Retirement Fund of the Community and all the social benefits accumulated to the credit of an assessor or civil servant in a fund or plan administered by a municipality or by a municipality and its employees or by a third party on behalf of such persons shall be transferable at the request of such assessor or civil servant who transfers to the employ of the Community, the whole under the conditions set by the Québec retirement plan, however, no transferred assessor or civil servant may, with respect to the above social benefits or with respect to any other benefits whatsoever, force a municipality or an agency administering a pension plan to pay him, on the occasion of such transfer, any sum of money whatsoever which he could not have demanded of it if the transfer of the above assessors or civil servants had not taken place.

The Community shall assume no resulting actuarial deficit nor obligation, incurred by a municipality before the coming into force of the present by-law, with respect to a retirement plan, a retirement fund or a pension fund of assessors or civil servants provided for in article 2.

Subject to article 358 of the act in respect to the Montreal Urban Community, no municipality shall be required to pay to the Community or to a third party any sum of money whatsoever in relation to a retirement plan, a retirement fund or a pension fund assessors or civil servants transferred by virtue of the plan in which they participated at the coming into force of the present by-law before such assessors or civil servants are entitled to draw a pension or retirement benefits by virtue of the plan in which they participated at the coming into force of the present by-law and that the Community or such third party

mateurs ou ces fonctionnaires en rapport avec le régime ci-dessus.

Les jours de maladie accumulés au crédit d'un estimateur ou fonctionnaire transféré par le présent règlement en raison de services rendus à une municipalité restent au crédit de cet estimateur ou fonctionnaire; ceux qu'il peut accumuler, le cas échéant, après son transfert s'ajoutent aux précédents.

À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, les jours pendant lesquels tel estimateur ou fonctionnaire ne travaille pas à cause de maladie ou de congés sociaux sont déduits en premier lieu et, s'il en est, de ceux qu'il accumule à son crédit à compter de cette date; lorsque ce crédit est épuisé, ces jours sont portés en déduction de ceux qu'il a accumulés pendant qu'il était au service d'une municipalité.

Les jours de maladie encore au crédit de tel estimateur ou fonctionnaire à l'époque où il cesse d'être au service de la Communauté lui sont payés par cette dernière sur la base du salaire qu'il reçoit lorsqu'il cesse ce service.

Lorsque la Communauté verse des deniers à un estimateur ou fonctionnaire en vertu du présent article, la municipalité qui employait cet estimateur ou fonctionnaire lors de l'entrée en vigueur du présent règlement doit, sur demande, rembourser à la Communauté une part de ces deniers correspondant au nombre de jours de maladie accumulés avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qui sont encore au crédit de cet estimateur ou fonctionnaire, cette part est calculée sur la base du salaire que reçoit cet estimateur ou fonctionnaire à l'époque où il cesse d'être au service de la municipalité.

7° La Communauté applique aux estimateurs ou fonctionnaires qui lui sont transférés les conditions de travail prévues aux conventions collectives qui régissent ces personnes au moment de leur transfert jusqu'à conclusion de nouvelles conventions avec le comité exécutif de la Communauté.

8° Le commissaire émet les directives nécessaires à l'exécution efficace du travail du service d'évaluation et à cette fin il assigne aux estimateurs ou fonctionnaires de son service les tâches qui doivent être accomplies par chacun.

9° Toute difficulté résultant de l'assignation de ces tâches est solutionnée par voie de négociation avec les associations accréditées pour représenter le personnel du service d'évaluation et selon les dispositions applicables du Code du travail.

10° Toute difficulté résultant du transfert d'un estimateur ou fonctionnaire à la Communauté en rapport avec l'accréditation des associations représentant ces employés, les conventions collectives et les autres procédures mentionnées à l'article 36 du Code du travail est réglée selon les dispositions applicables de ce Code.

11° À la demande d'une municipalité, le commissaire doit, sous l'autorité du comité exécutif, prendre les dispositions nécessaires pour que les estimateurs ou fonctionnaires transférés continuent à rendre aux municipalité les services dont ces dernières peuvent avoir besoin en rapport avec les rôles déjà déposés par ces

shall not themselves be called upon effectively to pay sums of money to such assessors or such civil servants with respect to the above plan.

Days of sick leave accumulated to the credit of an assessor or civil servant transferred by the present by-law for reasons of services rendered to a municipality shall remain credited to such assessor or civil servant; sick leave he may accumulate, as the case may be, after his transfer shall be added to the preceding leave.

Effective with the coming into force of the present by-law, the days during which such assessor or civil servant shall not work because of illness or social leave shall be deducted initially, if there is any, from that leave he has accumulated to his credit effective with such date; when such credit is exhausted, such days shall be deducted from those he accumulated while he was in the service of a municipality.

The days of sick leave still credited to such assessor or civil servant when he ceases to be in the service of the Community shall be paid by the latter on the basis of the salary he received on leaving such service.

When the Community pays funds to an assessor or civil servant by virtue of the present article, the municipality which employed such assessor or civil servant when the present by-law came into force, shall, on request, reimburse the Community a share of these funds corresponding to the number of days of sick leave accumulated before the coming into force of the present by-law and which are still credited to such assessor or civil servant; such share is calculated on the basis of the salary received by such assessor or civil servant when he ceased to be in the employ of the municipality.

7. The Community shall apply to assessors or civil servants transferred to it the working conditions provided for in the collective agreements which governed such persons when they were transferred until new agreements have been concluded with the Executive Committee of the Community.

8. The commissioner shall issue the directives necessary for the effective carrying out of the work of the valuations department and for this purpose, he shall assign to assessors or civil servants of his department the tasks which shall be carried out by each of them.

9 Any difficulty arising from the assignment of such tasks shall be settled by way of negotiation with the associations accredited to represent the personnel of the valuations department and according to the applicable provisions of the Labor Code.

10. Any difficulty arising from the transfer of an assessor or civil servant to the Community with respect to the accreditation of associations representing such employees, collective agreements and the other procedures mentioned in article 36 of the Labor Code shall be resolved according to the applicable provisions of such Code.

11. At the request of a municipality, the Commissioner shall, under the authority of the Executive Committee, take the necessary steps so that the transferred assessors or civil servants continue to render to municipalities the services the latter may require with respect to the rolls already deposited by such

municipalités, les plaintes portées par les contribuables à l'encontre de ces rôles, les causes pendantes devant les Bureaux de revision ou les tribunaux et en général toutes les matières en rapport avec la préparation, le dépôt ou la mise à jour des rôles d'évaluation des municipalités au sujet desquels il reste du travail à compléter.

À la demande la la ville de Montréal, le commissaire doit prendre les mesures nécessaires pour rendre à cette ville les services ci-dessus en plus de ceux qui peuvent être requis en rapport avec la préparation, le dépôt et la mise à jour du rôle d'évaluation et du rôle des valeurs locatives de cette ville qui doivent être déposés ou préparés en 1971 ainsi qu'en rapport avec les plaintes, causes et matières concernant ces rôles et ceux mentionnés à l'alinéa précédent.

L'estimateur de la ville continue à remplir cette fonction pour la ville de Montréal aussi longtemps que nécessaire en rapport avec les choses mentionnées au présent article.

Les municipalités doivent payer à la Communauté pour ces services le coût réel plus dix pour cent (10%) à titre de frais d'administration. Ces montants sont payables sur présentation par la Communauté aux municipalités d'un compte détaillé à cet effet.

12° Les biens mobiliers appartenant aux municipalités et affectés exclusivement par celles-ci à leur service d'estimation ou exclusivement à des travaux en rapport avec la préparation, le dépôt ou la mise à jour des rôles d'évaluation lors de l'adoption du présent règlement deviennent la propriété de la Communauté dès l'entrée en vigueur du présent règlement sauf toutefois les biens mobiliers à l'usage exclusif des fonctionnaires non transférés à la Communauté en vertu du présent règlement.

13° Les municipalités qui sont propriétaires des biens mentionnés à l'article 12 doivent dans les trente (30) jours de l'entrée en vigueur du présent règlement soumettre au comité exécutif un inventaire de ces biens.

À défaut par une municipalité de soumettre cet inventaire dans le délai ci-dessus, le comité exécutif peut le faire dresser aux frais de cette municipalité.

14° Les municipalités qui sont propriétaires de biens mentionnés à l'article 12 doivent dans les trente (30) jours de l'entrée en vigueur du présent règlement soumettre également au comité exécutif, le cas échéant, un état du service de la dette de toute émission d'obligations en cours dont le produit a servi à l'acquisition, à la construction ou à la transformation de ces biens, déduction faite de toute subvention fédérale ou provinciale.

Si cet état et, dans le cas prévu à l'article 12, l'inventaire sont acceptés par le comité exécutif, la Communauté rembourse à échéance aux municipalités les sommes nécessaires au service de cette dette en cours.

À défaut d'entente entre la Communauté et une municipalité concernant cet état ou cet inventaire, l'une ou l'autre des parties peut référer la question à la Commission municipale du Québec dont la décision est finale et obligatoire.

15° Les biens transférés à la Communauté selon les articles qui précèdent le sont en considération des ser-

municipalities, complaints made by rate-payers against such rolls, pending cases before revision boards or the courts and in general all matters with respect to the preparation deposit or the updating of valuation rolls of municipalities in regard to which there is work to be completed.

At the request of the city of Montreal, the Commissioner shall take the measures necessary to render to such city the above services in addition to those which may be required with respect to the preparation, deposit and updating of the valuation roll and the rental values roll of such city which shall be deposited or prepared in 1971 as well as with respect to the complaints, cases and matters concerning such rolls and those mentioned in the preceding paragraph.

The City Assessor shall continue to fill such function for the city of Montreal as long as necessary with respect to the items mentioned in the present article.

The municipalities shall pay to the Community for these services the actual cost plus ten per cent (10%) for administrative costs. Such amounts shall be payable on presentation by the Community to the municipalities of a detailed account to such effect.

12. The moveable assets belonging to the municipalities and assigned exclusively by the latter to their valuations department or exclusively to works with respect to the preparation, deposit or updating of valuation rolls at the adoption of the present by-law shall become the property of the Community as soon as the present by-law comes into force except, however, the moveable assets for the exclusive use of civil servants not transferred to the Community by virtue of the present by-law.

13. The municipalities which are the proprietors of the assets mentioned in article 12 shall, in the thirty (30) days after the coming into force of the present by-law, submit to the Executive Committee an inventory of such assets.

Should a municipality fail to submit such inventury within the above period, the Executive Committee may have it drawn up at the expense of such municipality.

14. The municipalities which are the proprietors of the assets mentioned in article 12 shall, in the thirty (30) days following the coming into force of the present by-law, also submit to the Executive Committee, should such be the case, a statement on the debt service of any issue of bonds under way whose revenue served for the acquisition, construction or the transformation of such assets, any federal or provincial subsidy having been deducted.

If this statement and, in the case provided for in article 12, the inventory are accepted by the Executive Committee, the Community shall reimburse the sums necessary for the debt service under way to the municipalities on the due date.

Failing an agreement between the Community and a municipality concerning such statement or such inventory, either of the parties may refer the question to the Québec Municipal Commission whose decision shall be final and binding.

15. The assets transferred to the Community according to the preceding articles shall be done so in

vices en rapport avec l'estimation fournis par cette dernière en vertu de la loi et des règlements de la Communauté et cette dernière n'est tenue de verser aux municipalités aucune autre compensation pour ces biens que celle prévue au présent règlement.

16° Le bail intervenu entre la ville de Montréal et messieurs Jack Fels et Alzar Goldin concernant le local sis au No 410 rue St-Nicolas, à Montréal occupé présentement par le service d'estimation de la Ville est assumé par la Communauté et ce local est mis à la disposition du service d'évaluation, le tout sans préjudice à la responsabilité de la Ville de Montréal vis-à-vis du bailleur.

17° Les municipalités doivent continuer à fournir à la Communauté pour le service d'évaluation tous les services auxiliaires nécessaires ou utiles à son bon fonctionnement tel qu'elles les fournissaient à leur propre service d'estimation ou à leurs estimateurs ou fonctionnaires mentionnés à l'article 3 avant et lors de l'adoption du présent règlement.

Ces services comprennent mais sans restriction ceux qui sont nécessaires au logement et au confort de ces estimateurs ou fonctionnaires, au travail accessoire à leur fonction, à l'entretien et à l'opération de l'équipement et du matériel nécessaire ou utile au service d'évaluation.

Ces municipalités doivent également mettre à la disposition du service d'évaluation tous les biens, meubles, fournitures, matériel et équipement qu'elles fournissaient à leur service d'estimation ou à leurs estimateurs ou fonctionnaires mentionnés à l'article 3 avant et lors de l'adoption du présent règlement, le tout jusqu'à ce que le comité exécutif, sur rapport du commissaire, ait signifié aux municipalités l'intention de la Communauté de fournir elle-même ces services ou ces biens.

18° Sous réserve de l'article 15 et de toute entente qui peut être conclue avec une municipalité en vertu de l'article 100 de la loi de la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté rembourse aux municipalités le coût réel des dépenses encourues par elles par suite des obligations prévues à l'article qui précède plus les frais d'administration incidents jusqu'à concurrence d'un montant ne dépassant pas dix pour cent (10%) des dépenses ci-dessus.

19° Les municipalités sont tenues de fournir à la Communauté, sur demande de son comité exécutif et sans frais, les programmes, rubans, cartes poinçonnées ou autres documentations dont elles sont propriétaires et qui servent au traitement des données en rapport avec la préparation, le dépôt, le contrôle et la mise à jour des rôles d'évaluation, des rôles des valeurs locatives et des autres documents ou travaux connexes.

20° Les crédits apparaissant à l'annexe « A » sont votés par le Conseil de la Communauté, pour couvrir les dépenses de cette dernière résultant de la mise en application de ce règlement jusqu'au 31 décembre 1971. Ces dépenses sont réparties entre les municipalités et sont payables par ces dernières selon l'annexe « B ».

Les annexes font partie intégrante du présent règlement.

consideration for services with respect to the valuation provided by the latter by virtue of the law and by-laws of the Community and the latter shall not be required to pay the municipalities any compensation for such assets other than that provided for in the present by-law.

16. The lease entered into between the city of Montreal and Messrs. Jack Fels and Alzar Goldin concerning the premises situated at No. 410 St. Nicholas Street, in Montreal now occupied by the valuations department of the City, shall be assumed by the Community and such premises shall be placed at the disposal of the valuations department, the whole without prejudice to the responsibility of the city of Montreal vis-à-vis the lessor.

17. The municipalities shall continue to supply to the Community for the valuations department all the ancillary services necessary for or useful to its proper functioning such as they supplied to their own valuations department or to their assessors or civil servants mentioned in article 3 prior to and at the adoption of the present by-law.

Such services shall include, but without restriction, those which are necessary for the housing and comfort of such assessors or civil servants, the work ancillary to their function, the maintenance and operation of the equipment and material necessary for or useful to the valuations department.

Such municipalities shall also place at the disposal of the valuations department all the furniture, furnishings, material and equipment they supplied to their valuations department or to their assessors or civil servants mentioned in article 3 prior to and during the adoption of the present by-law, all this until the Executive Committee, on report of the Commissioner, has signified to the municipalities the Community's intention to supply such services or such assets itself.

18. Subject to article 15 and to any agreement which may be entered into with a municipality by virtue of article 100 of the Act on the Montreal Urban Community, the Community shall reimburse to the municipalities the actual cost of expenditures incurred by them as a result of obligations provided for in the preceding article plus incidental administrative costs not exceeding ten per cent (10%) of the above expenditures.

19. The municipalities shall be required to supply to the Community, at the request of its Executive Committee and without cost, the programs, tapes, punched cards or other documentation which they own and which serve in the processing of data with respect to the preparation, deposit, control and updating of valuation rolls, rental value rolls and other documents or related works.

20. The credits appearing in Apendix "A" are voted by Council of the Community to cover expenditures of the latter resulting from the application of this by-law until December 31, 1971. Such expenditures are divided among the municipalities and are payable by the latter according to Appendix "B".

The Appendices form an integral part of the present by-law.

21° Sous réserve du règlement numéro 8 tel que modifié de la Communauté, jusqu'au 31 décembre 1971 le commissaire à l'évaluation, dans l'exécution de ses fonctions, utilise les firmes privées d'évaluateurs dont les services ont été requis par les municipalités avant l'entrée en vigueur du présent règlement et la Communauté paie le coût de ces services sur la base du prix dont ces municipalités ont convenu avec ces firmes, compte tenu des services déjà rendus par ces firmes avant l'entrée en vigueur du présent règlement dont le coût demeure à la charge de ces municipalités.

22° Les dispositions du présent règlement doivent être appliquées de façon à procurer aux citoyens de la Communauté un service d'évaluation au coût le plus bas compatible avec les exigences de l'efficacité.

23° Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

43615-o

21. Subject to by-law No. 8 as amended by the Community, until December 31, 1971, the valuations commissioner, in the carrying out of his fonctions, shall utilize the private firms of assessors whose services were required by the municipalities before the coming into force of the present by-law and the Community pays the cost of such services on the basis of the price which such municipalities agreed to with these firms, taking into account services already rendered by such firms before the coming into force of the present by-law whose cost remains the responsibility of such municipalities.

22. The provisions of the present by-law shall be applied so as to obtain for the citizens of the Community a valuation service at the lowest cost compatible with the requirements of efficiency.

23. The present by-law shall come into force according to law.

43615-o

Ministère de l'Assemblée nationale

Avis

Avis public est par les présentes donné que les projets de loi suivants ont été référés, après la 1re lecture, pour étude à la Commission parlementaire spéciale des corporations professionnelles:

Bill 258 — Loi des agronomes;
Bill 260 — Loi modifiant la Loi des ingénieurs;
Bill 261 — Loi modifiant la Loi des arpenteurs;
Bill 267 — Loi des orthophonistes et des audiologistes.

Les personnes intéressées ont un délai de trente (30) jours, à compter de la présente publication, pour déposer au Secrétariat des commissions cent (100) exemplaires de leur mémoire, accompagnés de deux cents (200) exemplaires d'un bref résumé.

Le secrétaire des commissions parlementaires,
43596-o JACQUES POULIOT.

Avis

Avis public est par les présentes donné que, dans le cas spécifique de la commission parlementaire spéciale sur les Corporations professionnelles chargée d'étudier le projet de loi numéro 250 et les projets de loi qui lui sont connexes, le délai de trente (30) jours prévu dans les règles de pratique concernant les commissions parlementaires, adoptées par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1971, ne commencera à courir que lors de la parution de l'avis, dans la *Gazette officielle*, du dépôt du dernier desdits projets de loi.

Le secrétaire associé des Commissions,
43596-o DENIS PÉRUSSE.

Department of National Assembly

Notice

Public notice is hereby given that the following bills have been referred, after 1st reading, to the Special Parliamentary Committee on Professional Corporations, for examination:

Bill 258 — Agronomists Act;
Bill 260 — An Act to amend the Engineers Act;
Bill 261 — An Act to amend the Land Surveyors Act;
Bill 267 — Speech Therapists and Audiologists Act.

Interested persons are granted a delay of thirty (30) days from the date of this notice, to deposit at the Secretariat of Committees, one hundred (100) copies of their briefs, together with two hundred (200) copies of a short summary thereof.

JACQUES POULIOT,
43596-o *Secretary of Committees.*

Notice

Public notice is hereby given that in the specific case of the Special Parliamentary Committee on Professional Corporations entrusted with the examination of Bill 250 and the bills related thereto, the delay of thirty days shown in art. 2 of the rules of procedure adopted on November 19th, will only commence with the appearance of the notice in the *Official Gazette* respecting the tabling of the last said bills.

DENIS PÉRUSSE,
43596-o *Associate Secretary of the Committees.*

Divers
Compagnies

Les Placements Bromont inc.

La compagnie « Les Placements Bromont inc. » ayant été formée il y a plus de six mois et les personnes désignées dans les lettres patentes comme administrateurs provisoires de cette compagnie n'ayant pas été remplacées dans les six mois qui ont suivi la date de constitutions en corporation de la compagnie, je, Émile Verdier, l'un des administrateurs provisoires, donne par les présentes avis aux administrateurs provisoires de cette compagnie, leurs héritiers et ayants cause, qu'une assemblée desdits administrateurs provisoires de cette compagnie sera tenue le vendredi, 7 janvier 1972, à 8 heures p.m., au bureau de Mes Marquis, Jutras & Guertin, à 50, rue Centre, à Granby, aux fins d'adopter des règlements, répartir des actions et élire des administrateurs conformément à l'article 81 de la Loi des Compagnies.

Fait et signé à Granby, ce 14e jour de décembre 1971.

L'administrateur provisoire,
ÉMILE VERDIER.

43641-o

Hôpital St-Michel Archange

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 décembre 1971, il a approuvé le règlement numéro 6 de la corporation « Hôpital St-Michel Archange », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

43628-o 5058-66

Miscellaneous
Companies

Les Placements Bromont inc.

"Les Placements Bromont inc.", having been incorporated more than six months ago and the persons named in the letters patent as provisional directors of this company not having been replaced within the six months following the date of incorporation of the company, I, Émile Verdier, one of the provisional directors, hereby give notice to the provisional directors of this company, their heirs or assigns, that a meeting of the said provisional directors of this company will be held on Friday, January 7, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the office of Messrs. Marquis, Jutras & Guertin, 50 Centre Street, Granby, in order to pass by-laws, allot stock, and elect directors, pursuant to section 81 of the Companies Act.

Made and signed in Granby, this 14th day of December, 1971.

ÉMILE VERDIER,
Provisional Director.

43641

Hôpital St-Michel Archange

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 10, 1971, and pursuant to section 6 of the Order in Council number 288, adopted on January 31, 1969, he approved by-law number 6 of the corporation "Hôpital St-Michel Archange".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

43628 5058-66

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi des mines (S.Q. 1970, chapitre 27) a été sanctionnée le 19 décembre 1970;

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Mining Act (S.Q. 1970, chapter 27) was assented to on December 19, 1970;

ATTENDU QU'à l'article 42 de cette loi, il est dit que les articles 11 à 18, 20 à 23 et 32 entreront en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 1er décembre 1971.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4005, en date du 24 novembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les articles 11 à 18, 20 à 23 et 32 de la Loi modifiant la Loi des mines (S.Q. 1970, chapitre 27) entrent en vigueur le 1er décembre 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 164

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit de la municipalité de Saint-Paul, comté de Joliette, à la municipalité de la paroisse Sacré-Coeur-de-Jésus, dans le même comté;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

WHEREAS section 42 of this Act stipulates that sections 11 to 18, 20 to 23 and 32 shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that this coming into force shall be December 1, 1971.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 4005, dated November 24, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that sections 11 to 18, 20 to 23 and 32 of the Act to amend the Mining Act (S.Q. 1970, chapter 27) come into force on December 1, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 164

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS an application was made to have the territory of the Municipality of St. Paul, County of Joliette, hereinafter described, annexed to the Municipality of the Parish of Sacré-Coeur-de-Jésus, in the same County;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect have been complied with;

WHEREAS it is expedient to accede to this application;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into effect upon the 1st day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 novembre 1971, portant le numéro 3981, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

Qu'un certain territoire de la municipalité de Saint-Paul, comté de Joliette, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul, dans le comté municipal de Joliette, comprenant, en référence au cadastre officiel de ladite paroisse, les lots 162, 163 et 164, ainsi qu'une partie de la rivière Lac Ouareau en front desdits lots, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin sud du lot 164; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: une ligne brisée séparant les lots 164, 163 et 162 des lots 152, 153, 154 et 155; la ligne séparative des lots 162 et 161 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Lac Ouareau; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 164; enfin, ledit prolongement et la ligne sud-ouest dudit lot jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, annexé à la municipalité de la paroisse Sacré-Coeur-de-Jésus, comté de Joliette.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 169

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 24, 1971, numbered 3981, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare and do hereby decree.

THAT a certain territory of the Municipality of St. Paul, County of Joliette, namely:

A territory presently forming part of the Municipality of the Parish of St. Paul, in the Municipal County of Joliette, comprising, with reference to the official cadastre of the said Parish, lots 162, 163 and 164, as well as a part of Lac Ouareau River fronting the said lots, the whole bounded by the lines of demarcation hereinafter described, namely:

starting at the southern corner of lot 164; thence, successively, the following lines and demarcations: a broken line dividing lots 164, 163 and 162 from lots 152, 153, 154 and 155; the dividing line of lots 162 and 161 and its prolongation to the median line of Lac Ouareau River; the median line of the said river proceeding up-river to the prolongation of the southwest line of lot 164; finally, the said prolongation and southwest line of the said lot to the starting point;

will be, upon, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, annexed to the Municipality of the Parish of Sacré-Coeur-de-Jésus, County of Joliette.

THAT this proclamation will come into effect upon the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves acordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 169

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi des jurés (bill 34) a été sanctionnée le 18 juin 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 17 de ladite loi, celle-ci entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er décembre 1971 la date de l'entrée en vigueur de la loi;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3943, en date du 24 novembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la Loi modifiant la Loi des jurés (bill 34) entre en vigueur le 1er décembre 1971.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 165

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté municipal de Mégantic, à la municipalité du village de Robertsonville, dans le même comté municipal;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Jury Act (Bill 34) was assented to on June 18, 1971;

WHEREAS, pursuant to section 17 of the said Act, the latter shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that this coming into force shall be December 1, 1971;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3943, dated November 24, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that the Act to amend the Jury Act (Bill 34) come into force on December 1, 1971.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Filio: 165

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS an application was made to have the territory hereinafter described, forming part of the Municipality of the Parish of St. Antoine-de-Pontbriand, in the Municipal County of Mégantic, annexed to the Municipality of the Village of Robertsonville, in the same Municipal County;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect have been complied with;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 1er décembre 1971, portant le numéro 4064, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire ci-après décrit faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté municipal de Mégantic, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, comté municipal de Mégantic, comprenant, en référence au cadastre du canton de Thetford, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin nord du lot 13*b* du rang V; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 13*b* des rangs V et VI, cette ligne se prolongeant à travers la route no 1 et l'emprise d'un chemin de fer (lot cadastral 29); partie de la ligne sud-est du rang VI en allant vers le sud-ouest et son prolongement à travers la rivière Bécancour jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 17 dudit rang; ce dernier prolongement et la ligne sud-ouest du lot 17 du rang VI, cette ligne se prolongeant à travers la rivière Bécancour; la ligne sud-ouest des lots 17-C et 17-C-1 du rang V, cette ligne traversant les emprises de chemins et de chemins de fer qu'elle rencontre; enfin, partie de la ligne nord-ouest du rang V en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ:
sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, annexé à la municipalité du village de Robertsonville, dans le comté municipal de Mégantic;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante

WHEREAS it is expedient to accede to this application;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into effect upon the 1st day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated December 1, 1971, numbered 4064, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare and do hereby decree:

THAT the territory hereinafter described forming part of the Municipality of the Parish of St. Antoine-de-Pontbriand, in the Municipal County of Mégantic, namely:

A territory at present forming part of the Municipality of the Parish of St. Antoine-de-Pontbriand, Municipal County of Mégantic, comprising, with reference to the cadastre of the Township of Thetford, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, routes, railroad rights of way, water courses of parts thereof, the whole bounded by the lines of demarcation hereinafter described, namely:
starting at the northern corner of lot 13*b* of Range V; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lot 13*b* of Ranges V and VI, this line passing through Highway No. 1 and the railroad right of way (cadastral lot 29); part of the southeast line of Range VI south-westerly and its prolongation through the Bécancour River to the prolongation of the southwest line of lot 17 of the said range; the latter prolongation and the southwest line of lot 17 of Range VI, this line passing through the Bécancour River; the southwest line of lots 17-C and 17-C-1 of Range V, this line passing through the road and railroad rights of ways it meets; finally, part of the northwest line line of Range V north-easterly to the starting point:
will be, upon, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, annexed to the Municipality of the Village of Robertsonville, in the Municipal County of Mégantic;

THAT this proclamation will come into effect upon the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenat-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this first day of December in the year of Our Lord one thousand nine

et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 171

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire non organisé ci-après décrit à la municipalité de Mont-Carmel, dans le comté municipal de Kamouraska;

ATTENDU QUE ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 novembre 1971, portant le numéro 3979, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans les cantons de Chapais, Ixworth et Painchaud, ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte dans le comté municipal de Kamouraska, comprenant, en référence aux cadastres officiels du canton de Painchaud et d'une partie des cantons de Chapais et d'Ixworth, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprise de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 1 du rang A du canton de Painchaud; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre du canton de Painchaud, la ligne nord-ouest du lot 1 du rang A et la ligne nord-ouest des lots 1-A du rang B et 82 (emprise d'un chemin de fer); une ligne brisée limitant au nord-est et au sud-est le rang B jusqu'au coin est du lot 81 du rang B; la ligne sud-est du lot 81 des rangs B et A; partie de la ligne séparative

hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 171

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS an application was made to have the unorganized territory hereinafter described annexed to the municipality of Mont-Carmel, in the Municipal County of Kamouraska;

WHEREAS this territory is not at present erected into a municipality;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect have been complied with;

WHEREAS it is expedient to accede to this application;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into effect upon the 1st day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 24, 1971, numbered 3979, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare and do hereby decreer.

THAT the following territory, namely:

A territory situated in the townships of Chapais, Ixworth and Painchaud, and at present being separate and distinct from the territory of any municipality whatsoever in the Municipal County of Kamouraska, comprising, with reference to the official cadastres of the township of Painchaud and a part of the townships of Chapais and Ixworth, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, routes, railroad rights of way, water courses or parts thereof, the whole bounded by the lines of demarcation hereinafter described, namely:

starting at the vertex of the west angle of lot 1 of range A of the township of Painchaud; thence, successively, the following lines and demarcations: with reference to the cadastre of the township of Painchaud, the northwest line of lot 1 of range A and the northwest line of lots 1-A of range B and 82 (railroad right of way); a broken line bounding range B on the northeast and southeast to the eastern corner of lot 81 of range B; the southeast line of lot 81 of ranges B and A; part of the

des cantons de Chapais et de Painchaud en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du canton de Chapais; partie de ladite ligne sud-est en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 27 et 28 du rang XII du canton de Chapais, la première ligne prolongée à travers le lac de l'Est; puis, dans ledit canton de Chapais, la ligne séparative des lots 27 et 28 des rangs XII, XI, X, IX, VIII et VII, ces lignes se raccordant entre elles par des tronçons de lignes de rangs; une ligne droite dans une partie non divisée du canton de Chapais et reliant le coin ouest du lot 28 du rang VII au coin sud du lot 28 du rang IV; la ligne séparative des lots 27 et 28 des rangs IV, III, II et I, ces lignes se raccordant entre elles par des tronçons de lignes de rangs; partie de la ligne séparative des cantons de Chapais et d'Ixworth en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 13 du rang XV du canton d'Ixworth; puis, dans ce canton, la ligne sud-ouest du lot 13 des rangs XV, XIV, XIII, XII, XI, X et IX; la ligne séparative des rangs VIII et IX; enfin partie de la ligne nord-est du canton d'Ixworth en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, annexé à la municipalité de Mont-Carmel, comté de Kamouraska;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 168

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

dividing line of the townships of Chapais and Painchaud southeasterly to the southeast line of the township of Chapais; part of the said southeast line southwesterly to the dividing line of lots 27 and 28 of range XII of the township of Chapais, the first line projected through the East Lake; thence, in the said township of Chapais, the dividing line of lots 27 and 28 of ranges XII, XI, X, IX, VIII and VII, these lot lines being linked by sections of the range lines; a straight line in an undivided part of the township of Chapais and linking the west corner of lot 28 of range VII to the south corner of lot 28 of range IV; the dividing line of lots 27 and 28 of ranges IV, III, II and I, these lot lines being linked by sections of the range lines; part of the dividing line of the townships of Chapais and Ixworth southwesterly to the southwest line of lot 13 of range XV of the township of Ixworth; thence, in this township, the southwest line of lot 13 of ranges XV, XIV, XIII, XII, XI, X and IX; the dividing line of ranges VIII and IX; finally, part of the northeast line of the township of Ixworth southeasterly to the starting point;

will be, upon, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, annexed to the municipality of Mont-Carmel, county of Kamouraska;

THAT this proclamation will come into effect upon the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 168

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE le conseil municipal de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de Portneuf, a soumis pour approbation, son règlement numéro 101 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Sainte-Foy;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Sainte-Foy, par son règlement numéro 1558, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Saint-Augustin-de-Desmaures;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3982, en date du 24 novembre 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la paroisse de Saint-Augustin-de-Desmaures, comté de Portneuf, sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la ville de Sainte-Foy, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 166

43548-o

Canada,
Province de Québec.
]L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Proclamation

WHEREAS the Municipal Council of the Parish of Saint-Augustin-de-Desmaures, in the County of Portneuf, submitted its by-law number 101 for approval, by which the territory of this Municipality would be subject to the jurisdiction of the Municipal Court of the City of St. Foy;

WHEREAS the Municipal Council of the City of St. Foy, by its by-law number 1558, concurs with the tenor of the said by-law adopted by the Municipal Council of the Parish of Saint-Augustin-de-Desmaures;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes 1964, Chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has approved these by-laws;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3982, dated November 24, 1971, and pursuant to the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 24), We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, that, upon from and after the thirty-first day following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the Parish of Saint-Augustin-de-Desmaures, in the County of Portneuf, be subject to the jurisdiction of the Municipal Court of the City of St. Foy, as if the two municipalities, for this purpose only, constituted one and the same municipality.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 166

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit à la municipalité de la paroisse de Saint-Eusèbe, dans le comté municipal de Témiscouata;

ATTENDU QUE ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret et date du 24 novembre 1971, portant le numéro 3980, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes.

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Cabano, ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal de Témiscouata, comprenant, en référence au cadastre du canton de Cabano, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions futures, ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin nord du lot 24 du rang IX; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est du lot 24 du rang IX; la ligne nord-est du lot A du rang X et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Cabano; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 13 du rang X; ledit prolongement et la ligne sud-ouest du lot 13 des rangs X et IX; enfin, partie de la ligne séparative des rangs IX et VIII en allant vers le nord-est jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Eusèbe, dans le comté municipal de Témiscouata.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS an application was made to have the territory hereinafter described annexed to the Municipality of the parish of St. Eusèbe, in the Municipal county of Témiscouata;

WHEREAS this territory is not at present erected into a municipality;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect have been complied with;

WHEREAS it is expedient to accede to this application;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into effect upon the 1st day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 24, 1971, numbered 3980, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare and do hereby decree:

THAT the following territory, namely:

A territory situated in the township of Cabano, at present being separate and distinct from the territory of any municipality whatsoever, in the Municipal County of Témiscouata, comprising, with reference to the cadastre of the Township of Cabano, the lots or parts of lots and their future subdivisions, as well as the roads, water courses or parts thereof, the whole bounded by the lines of demarcation hereinafter described, namely:

starting at the northern corner of lot 24 of Range IX; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of lot 24 of Range IX; the northeast line of lot A of Range X and its prolongation to the median line of Cabano River; the median line of the said river southwesterly to the prolongation of the southwest line of lot 13 of Range X; the said prolongation and the southwest line of lot 13 of Ranges X and IX; finally, part of the dividing line of Ranges IX and VIII northeasterly to the starting point;

will be, upon, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, annexed to the Municipality of the parish of St. Eusèbe, in the Municipal County of Témiscouata.

THAT this proclamation will come into effect upon the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 170

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'une demande Nous a été faite à l'effet d'annexer le territoire ci-après décrit à la municipalité de Fugèreville, dans le comté municipal de Témiscamingue;

ATTENDU QUE ce territoire n'est pas actuellement organisé en municipalité;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le 1er janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 novembre 1971, portant le numéro 3978, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes,

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Laverlochère et ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte dans le comté municipal de Témiscamingue, comprenant, en référence au cadastre dudit canton, les lots ou parties de lots, et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle sud-est du canton de Laverlochère; de là, successivement les lignes et démarcations suivantes: partie de la ligne est dudit canton jusqu'à la ligne séparative des lots 5 et 7 du rang B; ladite ligne séparative de lots et son prolongement à

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 170

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS an application was made to have the territory hereinafter described annexed to the Municipality of Fugèreville, in the Municipal County of Témiscamingue;

WHEREAS this territory is not at present erected into a municipality;

WHEREAS the formalities prescribed by law to this effect have been complied with;

WHEREAS it is expedient to accede to this application;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into effect upon the 1st day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 24, 1971, numbered 3978, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare and do hereby decree:

THAT the following territory, namely:

A territory situated in the Township of Laverlochère and at present being separate and distinct from the territory of any municipality whatsoever in the Municipal County of Témiscamingue, comprising with reference to the cadastre of the said Township, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, routes, lakes, water courses or parts thereof, the whole bounded by the lines of demarcation hereinafter described, namely:

starting at the vertex of the southeast angle of the Township of Laverlochère; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the east line of the said Township of the dividing line of lots 5 and 7 of Range B; the said dividing line of these lots and its

travers les lots 1 et 2 dudit rang jusqu'à la rive du lac Clair; la rive dudit lac en allant dans une direction générale ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 6 et 7 du rang B à travers les lots 1 et 2 du même rang; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots; partie de la ligne séparative des rangs XIII et XIV jusqu'à la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang XIV; la ligne séparative des lots 9 et 10 des rangs XIV, XV et XVI, ces lignes de lots se raccordant entre elles par des tronçons de ligne de rangs; enfin, partie de la ligne sud du canton de Laverlochère en allant vers l'est jusqu'au point de départ;

sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, annexé à la municipalité de Fugèreville, comté de Témiscamingue;

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 167

43548-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ses présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux des municipalités de Bassin et de Havre-Aubert, comté des Iles-de-la-Madeleine, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

prolongation through lots 1 and 2 of the said range to the shore of Lake Clair; the shore of the said lake running in a general westerly direction to the prolongation of the dividing line of lots 6 and 7 of Range B through lots 1 and 2 of the same range; the said prolongation and the said dividing line of the lots; part of the dividing line of Ranges XIII and XIV to the dividing line of lots 9 and 10 of Range XIV; the dividing line of lots 9 and 10 of Ranges XIV, XV and XVI, these lot lines being linked by sections of the range lines; finally, part of the south line of Township of Laverlochère easterly to the starting point;

will be, upon, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, annexed to the Municipality of Fugèreville, County of Témiscamingue;

THAT this proclamation will come into effect upon the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 167

43548

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS each of the Municipal Councils of the Municipalities of Bassin and Havre-Aubert, County of Magdalen Islands, has passed, by the absolute majority of its members, a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating these municipalities and creating a new municipality under the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la Loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale du Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale du Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3890, en date du 17 novembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, que des lettres patentes soient octroyées, fusionnant les municipalités de Bassin et de Havre-Aubert, comté des Iles-de-la-Madeleine, et créant une nouvelle municipalité sous le nom de « Municipalité de l'Ile-du-Havre-Aubert », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de l'Ile-du-Havre-Aubert »;

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des Terres et Forêts le 27 octobre 1971; cette description apparaît comme annexe « A » du susdit décret portant le numéro 3890, en date du 17 novembre 1971;

3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal;

4. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de quatorze membres, soit les membres actuels des deux conseils municipaux. Le quorum sera de huit membres. Les maires alterneront à tous les deux mois pour présider le conseil. Le premier maire a présider sera celui de la municipalité de Bassin; le maire observateur aura le même droit de vote que le maire président;

5. La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième mardi suivant l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes. Elle aura lieu à 20 heures dans la salle de l'hôtel de ville de la municipalité de Bassin;

6. Le siège de chacun des conseillers est numéroté de 1 à 6;

7. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes; la durée du mandat des membres du conseil est de trois ans et, quant au premier mandat, conforme aux dispositions des articles 249*c*) et 249*d*) du Code municipal;

8. Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité est le secrétaire-trésorier de la municipalité de Havre-Aubert. Le secrétaire-trésorier de la municipalité de Bassin devient le secrétaire-trésorier adjoint de la nouvelle municipalité;

9. La nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des municipalités requérantes; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place des municipalités requéran-

WHEREAS publication has been made as prescribed by section 6 of the aforesaid Act;

WHEREAS a copy of the joint petition has been transmitted to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS the Québec Municipal Commission has not been requested to conduct any investigation, nor has it held any public hearing;

WHEREAS it is deemed expedient to comply with the said joint petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3890, dated November 17, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the honourable Minister of Municipal Affairs, that letters patent be granted amalgamating the municipalities of Bassin and Havre-Aubert, County of Magdalen Islands, and creating a new municipality under the name of "Municipality of L'Ile-du-Havre-Aubert", according to the conditions stipulated in the joint petition.

These conditions are as follows:

1. The name of the new municipality shall be "Municipality of L'Ile-du-Havre-Aubert";

2. The territory of the new municipality shall be that officially described by the Department of Lands and Forests on October 27, 1971; this description appears in Appendix "A" of the aforesaid Order bearing number 3890, dated November 17, 1971;

3. The new municipality shall be governed by the Municipal Code;

4. Until the first general election, the provisional council shall be composed of fourteen members, being the present members of the councils of both municipalities. Eight members shall constitute a quorum. The mayors shall alternate as chairman of the council every two months. The first mayor to act as chairman shall be the Mayor of the Municipality of Bassin; the other mayor, who shall act as observer, shall have the same right to vote as the presiding mayor;

5. The first sitting of the provisional council shall be held on the second Tuesday following upon the coming into force of these letters patent. It shall take place at 8:00 o'clock p.m., in the Council Room of the Town Hall of the Municipality of Bassin;

6. Each council seat shall be numbered from 1 to 6;

7. The first general election shall be held on the first Sunday of November following upon the thirtieth day of the coming into force of these letters patent; the term of office of the members of the council shall be three years, and the first term of office shall conform with the provisions of articles 249*c* and 249*d* of the Municipal Code;

8. The secretary-treasurer of the new municipality shall be the secretary-treasurer of the municipality of Havre-Aubert. The secretary-treasurer of the municipality of Bassin shall become the assistant secretary-treasurer of the new municipality;

9. The new municipality shall assume the rights, obligations and responsibilities of the petitioning municipalities; it shall become, without continuance of suit, party to all acts and deeds in the place and

tes. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité;

10. Le surplus accumulé du fonds d'administration budgétaire des deux municipalités devient le surplus accumulé du fonds d'administration budgétaire de la nouvelle municipalité sauf pour un montant de $10,000 du fonds d'administration budgétaire de la municipalité de Bassin qui doit être approprié pour un centre d'hébergement aux personnes âgées. Si ce montant de $10,000 prévu en 1971 n'est pas dépensé en 1972. celui-ci pourra être dépensé dans les années suivantes, pour tout autre besoin sur le territoire de la municipalité de Bassin;

11. Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités mentionnées dans la présente requête deviennent propriété de la nouvelle municipalité;

12. Les rôles d'évaluation qui sont en vigueur dans les deux municipalités au moment de l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes constitueront le rôle d'évaluation de la nouvelle municipalité jusqu'à la confection du nouveau rôle;

13. Le taux de la taxe foncière générale applicable au territoire de chacune des municipalités au moment de l'entrée en vigueur des présentes lettres patentes restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1972;

14. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Libro: 1536. JEAN ALARIE,
Folio: 8. *Sous-procureur général adjoint.*

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
43548-o RICHARD BEAULIEU.

stead of the petitioning municipalities. The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other deeds of each of the petitioning municipalities shall remain in force in the territory for which they were made until amended, cancelled or repealed by the new municipality;

10. The accumulated administration budget surplus of the two municipalities shall become the accumulated administration budget surplus of the new municipality, with the exception of a sum of $10,000 from the administration budget of the municipality of Bassin, which must be appropriated for a retirement home for the aged. If this sum of $10,000, provided for in 1971, is not disbursed in 1972, it may be used for any other requirement of the territory of the municipality of Bassin;

11. All movable and immovable property belonging to each of the municipalities mentioned in this petition shall become the property of the new municipality;

12. The valuation rolls in force in the two municipalities at the time of the coming into force of these letters patent shall constitute the valutation roll of the new municipality until a new roll is prepared;

13. The respective general land-tax rates of the municipalities, in effect at the time of the coming into force of these letters patent, shall remain in force until January 1, 1972.

14. The new municipality shall take effect pursuant to the law.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

Libro: 1536. JEAN ALARIE,
Folio: 8. *Assistant Deputy Attorney General.*

Notice of the abovementioned letters patent is given pursuant to the provisions of section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,
43548 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Lettres patentes

Falconbridge Copper Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Letters Patent

Falconbridge Copper Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 16th day of December,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de la compagnie « Lake Dufault Mines Limited » (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes datées du 25e jour d'octobre 1937, de la compagnie « Opemiska Copper Mines (Québec) Limited » (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes datées du 21e jour d'août 1937, et de la compagnie « Falconbridge Mines Québec Limited » (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes datées du 17e jour de septembre 1971, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de la Loi des compagnies minières, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Falconbridge Copper Limited », avec un capital-actions divisé en 20,000,000 d'actions sans valeur au pair. L'estimation globale pour laquelle ces actions peuvent être émises ne devra pas excéder la somme de $20,000 en montant ou en valeur.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

43502 716779

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Lake Dufault Mines Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 25th day of October, 1937, "Opemiska Copper Mines (Québec) Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 21st day of August, 1937, and "Falconbridge Mines Québec Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 17th day of September, 1971, all such letters patent having been issued under the Mining Companies Act, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Falconbridge Copper Limited", with a capital stock divided into 20,000,000 shares without par value. The aggregate consideration for which such shares may be issued shall not exceed in amount or value the sum of $20,000,000.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

43502-o 716779

Arrêté en conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4281

Québec, 15 décembre 1971.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement sur les fruits et légumes frais.

ATTENDU QUE sous l'autorité des articles 3 et 6 de la Loi des produits agricoles et des aliments (S.R.Q. 1964, chapitre 119) a été édicté le Règlement sur les fruits et légumes frais;

ATTENDU QUE l'annexe au Règlement sur les fruits et légumes frais prévoit des catégories et prescrit des désignations de catégories pour la vente des fruits et légumes suivants: bleuets, fraises, pommes, asperges, betteraves, carottes, panais, céleri, choux, choux de Bruxelles, choux-fleurs, concombres, laitue pommée, maïs sucré, oignons, pommes de terre, rutabagas et tomates;

ATTENDU QU'au cas d'une récolte exceptionnellement abondante de l'un de ces produits dont une forte proportion est de qualité inférieure, la vente du produit de qualité inférieure pour consommation humaine à l'état frais empêche la vente du produit de qualité supérieure et favorise l'avilissement des prix obtenus par les producteurs;

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4281

Québec, December 15, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Fresh Fruit and Vegetable Regulations

WHEREAS the Fresh Fruit and Vegetable Regulations were enacted under the authority of sections 3 and 6 of the Agricultural Products and Food Act (R.S.Q., 1964, chapter 119);

WHEREAS the appendix to the said Fresh Fruit and Vegetable Regulations provides for grades and specifies grade designations for the sale of the following fruits and vegetables: blueberries, strawberries, apples, asparagus, beets, carrots, parsnip, celery, cabbage, Brussels sprouts, cauliflower, cucumbers, head lettuce, sweet corn, onions, potatoes, rutabagas and tomatoes;

WHEREAS, in the event of an exceptionally heavy crop of one of such products, a large proportion of which is of inferior quality, the sale of the inferior quality product for human consumption in the fresh state hinders the sale of the better quality product and leads to the lowering of the prices obtained by producers;

ATTENDU QU'il est préférable de permettre aux consommateurs d'obtenir un produit de qualité supérieure, pour consommer à l'état frais sans qu'ils soient appelés à supporter un déboursé supplémentaire;

ATTENDU QU'il existe d'autres débouchés aussi nombreux et appropriés dans le secteur de la transformation pour un produit de catégorie inférieure;

ATTENDU QUE pour permettre aux consommateurs de s'approvisionner à un prix convenable d'un produit de catégorie supérieure pour consommer à l'état frais et en empêcher l'avilissement des prix obtenus par les producteurs de tel produit, il convient de modifier le règlement et permettre de suspendre temporairement l'application de la catégorie inférieure d'un produit.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE le « Règlement sur les fruits et légumes frais » soit modifié suivant les dispositions ci-annexées et que la nouvelles dispositions entrent en vigueur le jour de leur publication à la *Gazette officielle de Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Modifications au Règlement sur les fruits et légumes frais

Le règlement sur les fruits et légumes frais, édicté par l'arrêté en conseil No 623 du 5 avril 1966, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 16 juillet 1966, modifié par l'arrêté en conseil no 1759 du 5 octobre 1966, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 22 octobre 1956, et modifié par l'arrêté en conseil numéro 2267 du 3 juin 1970, publié à la *Gazette officielle du Québec* le 4 juillet 1970, est de nouveau modifié comme suit:

1. L'article 9 dudit règlement est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

« Afin d'assurer aux consommateurs un approvisionnement suffisant en produits de qualité supérieure et d'empêcher l'avilissement des prix offerts aux producteurs, l'application de la catégorie inférieure d'un fruit ou légume prévue à l'annexe et des dispositions de l'annexe s'y rattachant est suspendue temporairement lorsqu'il y a une récolte exceptionnellement abondante de ce produit dont une forte proportion est de qualité inférieure.

Le ministre donne avis de la suspension dans la *Gazette officielle du Québec*, indiquant le produit et la catégorie en cause, ainsi que la date d'entrée en vigueur de la suspension. Pareil avis doit être également publié pour la remise en vigueur de la catégorie et des dispositions dont l'application a été suspendue.

À compter de la date fixée dans l'avis, est prohibée à l'égard du fruit ou légume de la qualité ou catégorie visée dans l'avis, chacune des opérations énumérées à l'article 2 du règlement. »

43638-o

WHEREAS it is preferable to allow consumers to obtain, without incurring added expense, a product of better quality to consume in the fresh state;

WHEREAS the processing sector provides equally numerous and suitable outlets for the inferior grade product;

WHEREAS, in order to allow the consumers to obtain, at a reasonable price, a higher-grade product to consume in the fresh state and to avoid the lowering of the prices obtained by the producers of such a product, it is fitting to amend these regulations and to permit the temporary suspension of the applicability of the inferior grade of a product;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization;

THAT the Fresh Fruit and Vegetable Regulations be amended in conformity with the hereto annexed provisions and that said provisions shall become effective on the date of their publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to the Fresh Fruit and Vegetable Regulations

The Fresh Fruit and Vegetable Regulations, enacted by Order in Council No. 623 of April 5th 1966, published in the *Québec Official Gazette* of July 16th 1966 and amended by Order in Council No. 1759 of October 5th 1966, published in the *Québec Official Gazette* of October 22nd 1966, amended by Order in Council No. 2267 of June 3rd 1970 and published in the *Québec Official Gazette* of July 4th 1970, is again amended as follows:

1. Article 9 of these regulations is amended by adding the following paragraphs:

"In order to assure consumers an adequate supply of better quality products and to avoid the lowering of the prices offered to producers, the applicability of the inferior grade of a fruit or vegetable stipulated in the appendix to the Fresh Fruit and Vegetable Regulations and also of the provisions thereto relating in the said appendix is temporarily suspended, when there is an exceptionally heavy crop of this product, a large proportion of which is of inferior quality.

Notice by the Minister of such suspension shall be published in the *Québec Official Gazette*, specifying the product and grade in question and the date on which said suspension shall come into force. The publishing of said notice is also mandatory for the reinstatement of the suspended grade and provisions.

Starting on the date set in such notice, every operation mentioned in article 2 of the aforesaid regulations is prohibited with respect to fruits or vegetables of the quality or grade referred to in the said notice. »

43638-o

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Loi des produits agricoles et des aliments
Règlement sur les fruits et légumes frais

Avis de suspension de catégorie

Conformément à l'article 9 du Règlement sur les fruits et légumes frais, le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation donne avis

1° Qu'est suspendue, jusqu'à nouvel ordre, l'application, pour les pommes, de la catégorie « Commerciales » « C » ou « Cee », prévue aux articles 13 et 16 du tableau A de l'annexe au règlement.

2° Que cette suspension entre en vigueur à la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, ce 18 décembre 1971.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
GAÉTAN LUSSIER.

43638-o

Department of Agriculture and Colonization

The Agricultural Products and Food Act
The Fresh Fruit and Vegetable Regulations

Notice of grade suspension

In conformity with article 9 of the Fresh Fruit and Vegetable Regulations, the Minister of Agriculture and Colonization gives notice

1. That the applicability of the "Commercial", "C" or "Cee" grade for apples, as provided for in articles 13 and 16 of Schedule A of the appendix to the said regulations is suspended until further notice.

2. That this suspension shall come into force on the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, December 18, 1971.

GAÉTAN LUSSIER,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

43638-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Cour Supérieure, No 42-402. { LAURENT LAPOINTE LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social Boulevard Lamarche, Chicoutimi, demanderesse-saisissante, *vs* JEAN-NOËL VERVILLE, demeurant au numéro 619, rue St-Gérard, Chicoutimi-Nord, district de Chicoutimi, défendeur; et GILLES TREMBLAY, syndic faisant affaires au numéro 110 est rue Racine, Chicoutimi, en sa qualité de syndic à la faillite du défendeur; et Me MAURIL TREMBLAY, en sa qualité de registrateur du bureau d'enregistrement du district de Chicoutimi.

Les lots numéros 103-188-2 et 103-189 du cadastre officiel du village de Ste-Anne (Cité de Chicoutimi-Nord), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

Pour être vendus en bloc au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGTIÈME jour du mois de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 10 décembre 1971.

43630-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

Superior Court, No. 42-402. { LAURENT LAPOINTE LTÉE, a corporation lawfully incorporated, having its head office on Lamarche Boulevard, Chicoutimi, plaintiff in seizure; *vs* JEAN-NOËL VERVILLE, residing at 619 St. Gérard Street, Chicoutimi North, district of Chicoutimi, defendant; and GILLES TREMBLAY, trustee, carrying on business at 110 Racine Street East, Chicoutimi, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the defendant; and Mr. MAURIL TREMBLAY, in his capacity as registrar of the registry office of the district of Chicoutimi.

Lots numbers 103-188-2 and 103-189 on the official cadastre of the Village of Ste-Anne (City of Chicoutimi North), with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies, without exception or reservation.

To be sold "en bloc" at the Registrar's office of the Chicoutimi Registration Division, the Court House, in Chicoutimi, on the TWENTIETH day of the month of JANUARY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 10, 1971.

43630

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No 1560. { GRATIEN DESCHÊNES INC., demandeur *vs* CLAUDE BRASSARD, défendeur.

Description cadastrale

Lot no 53 287

Un immeuble faisant partie du lot numéro quarante-huit B (P. 48-B) rang un, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Bergeronnes, de forme rectangulaire, mesurant quatre-vingts pieds (80′) de largeur (la largeur à prendre dans le sens de la ligne de division des lots numéros 48-B et 48-A) par une profondeur uniforme de cent pieds (100′) et borné comme suit, savoir: en front, au nord-est, par la ligne séparative des lots numéros 48-B et 48-A; en arrière, au sud-ouest par d'autres parties dudit lot numéro 48-B demeurant la propriété des vendeurs.

Tel que ledit immeuble se trouve présentement, piqueté à chacun de ses coins.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de canton Bergeronnes, Grandes Bergeronnes, district de Hauterive, comté de Saguenay.

Lot no 52 660

Un emplacement faisant partie du lot numéro quarante-sept A rang un (47-A R. 1) canton Bergeronnes, de figure irrégulière, mesurant, en front, à l'est, le long du Boulevard Thibault, une largeur de soixante-quinze pieds; cent soixante-cinq pieds dans sa ligne nord; cent vingt-cinq pieds dans sa ligne ouest; soixante-quinze pieds dans une seconde ligne est et quatre-vingt-dix pieds dans une seconde ligne sud et borné comme suit: en front, à l'est par le Boulevard Thibault; en arrière, à l'ouest par une autre partie dudit lot demeurant la propriété du vendeur; d'un côté, au nord, par une autre partie dudit lot demeurant la propriété du vendeur; dans sa première ligne sud par la propriété de M. Hervé Gagné faisant partie du même lot et dans sa seconde ligne est et dans sa seconde ligne sud par une autre partie dudit lot propriété de M. Alphonse Boulianne.

Avec bâtisses, circonstances et dépendences dessus construites aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel ne canton Bergeronnes, Grandes Bergeronnes, district de Hauterive, comté de Saguenay.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, VENDREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND TREMBLAY.

Bureau du Shérif-adjoint,
Baie Comeau, ce 18 décembre 1971. 43611-o

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
District of Québec

Superior Court, No. 1560. { GRATIEN DESCHÊNES INC., plaintiff, *vs* CLAUDE BRASSARD, defendant.

Cadastral Description

Lot No. 53 287

An immoveable forming part of lot number forty-eight B (P. 48-B) Range one, on the official plan and book of reference for the township of Bergeronnes, of rectangular configuration, measuring eighty feet (80′) in width (the width being measured along the division line between lots numbers 48-B and 48-A) by a uniform depth of one hundred feet (100′) and bounded as follows, namely: in front, on the northeast, by the dividing line between lots numbers 48-B and 48-A; in the rear, on the southwest by other parts of the said lot number 48-B, remaining the property of the vendors.

As the said immoveable now subsists, with a marking stake at each corner.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and as given on the official plan and book of reference of the cadastre for the Township of Bergeronnes, Grandes Bergeronnes, district of Hauterive, County of Saguenay.

Lot No. 52 660

An emplacement forming part of lot number forty-seven-A, Range one (47-A R. 1) Township of Bergeronnes, of irregular configuration, measuring in front, on the east, along Thibault Boulevard, seventy-five feet in width; one hundred and sixty-five feet on its northern line; one hundred and twenty-five feet on its western line; seventy-five feet on a second eastern line and ninety feet on a second southern line and bounded as follows: in front, on the east by Thibault Boulevard; in the rear, on the west by another part of the said lot which remains the property of the vendor; on one side, on the north, by another part of the said lot which remains in the possession of the vendor; on its first southern line by the property of Mr. Hervé Gagné forming part of the same lot, and on its second eastern line and its second southern line by another part of the said lot, belonging to Mr. Alphonse Boulianne.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies, on the official plan and book of reference of the cadastre for the Township of Bergeronnes, Grandes Bergeronnes, district of Hauterive, County of Saguenay.

To be sold at the Registrar's Office, First Registry Division for the County of Saguenay, at the Baie Comeau Court House, on FRIDAY, the TWENTY-FIRST of JANUARY 1972, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

RAYMOND TREMBLAY,
Assistant Sheriff.

Assistant Sheriff's Office,
Baie Comeau, December 18, 1971. 43611

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale: No S-7255, Sept-Iles. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE ST-PIERRE, corporation légalement constituée

ayant une place d'affaires à Hâvre St-Pierre, district de Hauterive, demanderesse *vs* LIONEL BARRIAULT, demeurant et résidant à Hâvre St-Pierre, district de Hauterive, défendeur.

Les lots: trois cent trente-six-deux (336-2) et trois cent trente-sept-un (337-1) de Hâvre St-Pierre, aux plan et livre de renvoi de la municipalité de Hâvre St-Pierre.

Propriétaire au livre de renvoi: Lionel Barriault.

Désignation du lot 336-2:

De figure irrégulière borné vers le nord-ouest par un ruisseau, vers le nord-est par le lot 337-1, vers l'est par le lot 336-4, vers le sud-est par le lot 336-3, vers le sud-ouest par le lot 335-3, mesurant cent quinze pieds (115′) au nord-est, deux cent trente pieds (230′) sur le lot (336-4) à l'est, quatre-vingt-un pieds (81′) au sud-est, deux cent trois pieds et quatre dixièmes (203.4′) au sud-ouest, contenant en superficie trente-quatre mille deux cent quarante pieds carrés. Mesure anglaise (34240).

Propriétaire du livre de renvoi: Joseph Barriault.

Désignation du lot 337-1:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par un ruisseau vers le nord-est par le lot 340-1, vers le sud-est par les lots 337-2 et 337-3 et le sud-ouest par le lot 336-2, mesurant cent dix pieds (110′) au nord-est, quatre-vingt-dix-huit pieds et cinq dixièmes (98.5′) au sud-est, cent quinze pieds (115′) au sud-ouest; contenant en superficie dix mille six cent quarante pieds carrés. Mesure anglaise (10640).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, à Sept-Iles, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Daté à Sept-Iles, le 10e jour de décembre 1971.

Le shérif adjoint,
JEAN TRUCHON.

43621-o

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court: No. S-7255, Sept-Iles. } LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA MUNICIPALITÉ DE HÂVRE ST-PIERRE, a corporation legally incorporated

having a place of business at Hâvre St-Pierre, district of Hauterive, plaintiff, *vs* LIONEL BARRIAULT, residing and domiciled at Hâvre St-Pierre, district of Hauterive, defendant.

Lots three hundred and thirty-six-two (336-2) and three hundred and thirty-seven-one (337-1) of Hâvre St-Pierre, on the plan and book of reference of the municipality of Hâvre St-Pierre.

Owner in the book of reference: Lionel Barriault.

Description of lot 336-2:

Of irregular configuration bounded on the northwest by a stream, on the northeast by lot 337-1, on the east by lot 336-4, on the southeast by lot 336-3, on the southwest by lot 335-3, measuring one hundred and fifteen feet (115′) on the northeast, two hundred and thirty feet (230′) on lot (336-4) on the east, eighty-one feet (81′) on the southeast, two hundred and three and four-tenths feet (203.4′) on the southwest, containing thirty-four thousand two hundred and forty square feet. English measure (34240).

Owner in the book of reference: Joseph Barriault.

Description of lot 337-1:

Of irregular configuration, bounded on the northwest by a stream, on the northeast by lot 340-1, on the southeast by lots 337-2 and 337-3 and the southwest by lot 336-2, measuring one hundred and ten feet (110′) on the northeast, ninety-eight and five-tenths feet (98.5′) on the southeast, one hundred and fifteen feet (115′) on the southwest, containing ten thousand six hundred and forty square feet. English measure (10640).

To be sold at the Registry Office, at the Court House, at Sept-Iles, the TWENTIETH day of JANUARY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Dated at Sept-Iles, the 10th day of December, 1971.

JEAN TRUCHON,
Assistant Sheriff.

43621

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 8134. } SOCIÉTÉ D'HYPOTHÈQUE KINROSS, corporation légalement constituée, ayant son siège

social dans la cité de Toronto, province d'Ontario, et une place d'affaires au bureau de la Banque Canadienne Impériale de Commerce à Baie-Comeau, district de Hauterive, demanderesse, *vs* NORMAND LEBRASSEUR, résidant et domicilié à 206-208, boulevard Pie XII, à Hauterive, district de Hauterive.

Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision seize du lot originaire « E », Rang un (Lot E-16, rang 1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Laflèche, comté de Saguenay, ville de Hauterive.

De Terris

Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 8134. } KINROSS MORTGAGE CORPORATION, legally incorporated corporation,

having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business at the office of the Canadian Imperial Bank of Commerce at Baie Comeau, district of Hauterive, plaintiff, *vs* NORMAND LEBRASSEUR, residing and domiciled at 206-208 Pie XII Boulevard, Hauterive, district of Hauterive.

An immovable known and designated as being subdivision sixteen of original lot "E", Range one (Lot E-16, Range 1), in the plan and reference book of the official cadastre of the township of Laflèche, Saguenay County, town of Hauterive.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros civiques 206 et 208, boulevard Pie XII, Hauterive.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie-Comeau, LUNDI le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif,
RAYMOND TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Baie-Comeau, 11 décembre 1971.

43542-o

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, bearing civic numbers 206 and 208, Pie XII Boulevard, Hauterive.

To be sold at the Registry Office of the first registration division of Saguenay County, at the Court House of Baie Comeau, on MONDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY 1972, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

RAYMOND TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, December 11, 1971.

43542

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville

Saint-Jean; à savoir: No 17-403. { BANQUE DE MONTRÉAL, corps politique et incorporé ayant sa place principale en les ville et district de Montréal, et une succursale dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* HENRI L. NADEAU, domicilié à Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Alexandre composé de parties des lots numéros quatre-vingt-dix-huit et quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent soixante-quatorze (No 274 Pties 98 et 99) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexandre, mesurant en tout soixante-quinze pieds (75′) anglais de largeur du sud-ouest au nord-est sur soixante pieds (60′) anglais de profondeur, et borné ledit emplacement en front, au nord-ouest, par une rue, d'un côté, au sud-ouest, par partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit de ladite subdivision (No. 274 Pties 98 et 99) appartenant à M. Roger Fortier ou représentants et de l'autre côté, au nord-est, par partie dudit lot quatre-vingt-dix-neuf de ladite subdivision (No 274 Ptie 99), appartenant à M. Urgel Lauzière.

Avec bâtisse y érigée.

Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, circonstances et dépendances sans exception ni réserve de la part du débiteur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Iberville, à Iberville, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Saint-Jean, ce 2e jour de décembre 1971.

Le député shérif dûment assermenté,
ANDRÉ BERGERON.

43560-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis de Terris
Superior Court — District of Iberville

Saint-Jean, to wit: No. 17-403. { BANK OF MONTREAL, a body politic and corporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, and a branch in the City of Saint-Jean, District of Iberville, plaintiff, *vs* HENRI L. NADEAU, domiciled in Saint-Jean, District of Iberville, defendant.

"An emplacement situated in the Parish of St. Alexandre, comprising parts of lots numbers ninety-eight and ninety-nine of the official subdivision of original lot number two hundred and seventy-four (No. 274 Pts. 98 and 99) of the official cadastre for the parish of Saint-Alexandre, measuring seventy-five feet (75′) English measure, in width from the southwest to the northeast, by sixty feet (60′) English measure, in depth, and bounded in front, on the northwest, by a street, on one side, on the southwest, by part of lot number ninety-eight of the said subdivision (No. 274 Pts. 98 and 99), property of Mr. Roger Fortier or representatives, and, on the other side, on the northeast, by part of the said lot ninety-nine of the said subdivision (No. 274 Pt. 99), property of Mr. Urgel Lauzière.

With a building thereon erected.

As the whole now subsists with all servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immoveable, circumstances and dependencies, without exception or reserve on the part of the debtor."

To be sold at the Registry office for the County of Iberville, in Iberville, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Saint-Jean, this 2nd day of December, 1971.

ANDRÉ BERGERON,
Deputy Sheriff, duly sworn.

43560

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 402 402. { BERNARD C. FOREST et GUY LACOSTE, tous deux notaires, dûment inscrits au Tableau de la Chambre des Notaires de la province de Québec, en règle avec leur association, domiciliés dans la ville et le district de Montréal et y faisant affaires sous la raison sociale de « Forest & Lacoste », partie demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES DÉCARIE INC., corps politique dûment incorporé suivant la loi et ayant sa place d'affaires dans les ville et district de Montréal, partie défenderesse, et FRANÇOIS GROULX, en sa qualité de registrateur du bureau d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un emplacement situé à St-Calixte dans le comté de Montcalm, composé des lots quatorze B, quatorze C, quatorze E et quatorze F dans le huitième rang (14B, 14C, 14E et 14F rang VIII) du cadastre officiel du canton de Kilkenny, ayant une superficie de cent trente acres et huit dixièmes d'acre, mesure anglaise, conformément à un plan préparé par J.R. Duhaime, A.G., en date du vingt et un septembre mil neuf cent soixante et un sous le numéro 61-1274; à distraire cependant de cet emplacement la partie du lot numéro 14B dudit huitième rang (Ptie 14B rang VIII) dudit cadastre, mesurant trois cent cinquante pieds (350′) de largeur par cent soixante-quinze pieds (175′) de profondeur, étant située à cent quatre-vingt-cinq pieds (185′) de la ligne de division entre les lots 14A et 14B et bornée comme suit: en front par le chemin public, des autres côtés par le reste du même lot vendu à Monsieur Théodore Zalpani aux termes d'un acte de vente reçu devant Me C. Pauzé, notaire, le dix-sept novembre mil neuf cent cinquante-six et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montcalm sous le numéro 72324.

Tel que le tout se trouve actuellement sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, district de Joliette, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 10 décembre 1971. 43612-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 402 402. { BERNARD C. FOREST and GUY LACOSTE, both Notaries, duly registered on the roll of the Order of Notaries of the Province of Québec, and members in good standing, domiciled in the City and District of Montreal and carrying on business therein under the corporate name of "Forest & Lacoste", plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES DÉCARIE INC., a body politic and corporate and having its place of business in the City and District of Montreal, defendant, and FRANÇOIS GROULX, in his capacity of registrar of the Montcalm Registry Office, mis en cause.

"An emplacement situated in St. Calixte, in the County of Montcalm, comprising lots fourteen B, fourteen C, fourteen E and fourteen F in the eighth Range (14B, 14C, 14E and 14F Range VIII) of the official cadastre for the Township of Kilkenny, containing one hundred and thirty and eight tenths acres, English measure, according to a plan executed by J.R. Duhaime, L.S., dated September twenty-first one thousand nine hundred and sixty-one, bearing number 61-1274; less and to withdraw, however, from this emplacement the part of lot number 14B of the said eight Range (Pt. 14B Range VIII) of the said cadastre, measuring three hundred and fifty feet (350′) in width by one hundred and seventy-five feet (175′) in depth, situated at one hundred and eighty-five feet (185′) from the division line between lots 14A and 14B and bounded as follows: in front by the public road, on the other sides by the remainder of the same lot sold to Mr. Théodore Zalpani, under a deed of sale executed by Mr. C. Pauzé, Notary, on November seventeenth one thousand nine hundred and fixty-six and registered at the Montcalm Division Registry Office, under number 72324.

As the whole now subsists without exception or reservation on the part of the borrower."

To be sold at the Montcalm Division Registry Office, at Ste-Julienne, district of Joliette, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office
Joliette, December 10, 1971. 43612

KAMOURASKA

Feri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale, Kamouraska, No 3912. { JEAN PAUL CORBIN & REGIS SIROIS, tous deux mécaniciens de la cité de Rivière-du-Loup, y faisant affaire sous le nom

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Provincial Court, Kamouraska, No. 3912. { JEAN PAUL CORBIN & REGIS SIROIS, both mechanics of the city of Rivière-du-Loup, carrying on business thereat under

de Corbin & Sirois Enr., demandeurs, *vs* ÉMILE OUELLET, du même lieu, défendeur.

«1° Le lot 6 rang IV, canton de Cabano, avec bâtisses dessus construites; circonstances et dépendances;

2° Le lot 7 rang V, canton de Cabano, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Témiscouata, au Palais de Justice, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif*,
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 10 décembre 1971. 43622-o

the name of Corbin & Sirois Enr., plaintiffs, *vs* ÉMILE OUELLET, of the same place, defendant.

"1. Lot 6, range IV, township of Cabano, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies;

2. Lot 7, range V, township of Cabano, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office, Témiscouata Division, at the Court House, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, *Sheriff*.
December 10, 1971. 43622

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808-725. AVCO DELTA CORPORATION OF CANADA LIMITED, demanderesse, vs LUCIEN BRIAND, de ville St-Léonard, district de Montréal, défendeur.

Un immeuble situé sur la 25e (Vingt-Cinquième) Avenue dans la ville de St-Michel, connu et désigné comme étant le lot numéro cent un de subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent soixante-dix (370-101) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault aux Récollets.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 8251 et 8253 de ladite 25e avenue dont les murs latéraux sont mitoyens.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes apparentes ou occultes et plus spécialement avec et sujet à la servitude enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1710495.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Est Craig, chambre #4.195, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 décembre 1971. 43631-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 797-727. GEORGES BOUTCHATZKY, directeur en culture physique, de la ville de Candiac, district de Montréal, demandeur, *vs* CLAUDE DUBOIS, de St-Léonard, district de Montréal, défendeur.

« Les lots sept, quatorze, quinze, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-cinq, vingt-six et vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro trois cent trente-deux (332-7, 14, 15, 19, 20, 21, 25, 26 et 29) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose. »

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 808-725. AVCO DELTA CORPORATION OF CANADA LIMITED, plaintiff, *vs* LUCIEN BRIAND, of St. Léonard City, district of Montreal, defendant.

An immovable situated on 25th (Twenty-fifth) Avenue in the Town of St. Michel, known and designated as being lot number one hundred and one of the official subdivision of original lot number three hundred and seventy (370-101) of the official plan and book of reference of the Parish of Sault aux Récollets.

With the buildings erected thereon, bearing civic numbers 8251 and 8253 of the said 25th Avenue, whose side walls are common.

As the whole now subsists, with all servitudes, apparent or unapparent, particularly with and subject to the servitude registered at the Montreal Registry Office under number 1710495.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, Fourth Floor, Room 195, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 7, 1971. 43631

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 797-727. GEORGES BOUTCHATZKY, director of Physical Education of the town of Candiac, district of Montreal, plaintiff, *vs* CLAUDE DUBOIS, of St. Léonard, district of Montreal, defendant.

"Lots numbers seven, fourteen, fifteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-five, twenty-six and twenty-nine of the subdivision of original lot number three hundred and thirty-two (332-7, 14, 15, 19, 20, 21, 25, 26 and 29) of the plan and book of reference of the parish of Ste Rose."

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 décembre 1971. 43634

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, in Laval, the NINETEENTH day of JANUARY, 1972, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 7, 1971. 43634-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-017. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* FLORIAN DUGAS, résidant et domicilié au 4330, rue Amiens à Montréal, district judiciaire de Montréal, et DAMAS MORIN, résidant et domiciliée au 10210, rue Bruchési, à Montréal, district judiciaire de Montréal, défendeurs.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Dijon en la cité de Montréal-Nord, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme étant le lot numéro mille cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-1177).

Avec bâtisse dessus érigée, et portant le numéro civique 6453, rue Dijon, Montréal-Nord

Avec et sujet ladite propriété, à une servitude de vues réciproques avec le lot 8-1178, tel que présentement établie par destination du père de famille.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 Est Craig, Chambre #4.195, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 7 décembre 1971. 43632-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 800-017. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation lawfully incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* FLORIAN DUGAS, residing and domiciled at 4330 Amiens Street, Montreal, judicial district of Montreal, and DAMAS MORIN, residing and domiciled at 10210 Bruchési Street, Montreal, judicial district of Montreal, defendants.

"A certain emplacement fronting on Dijon Street, in the City of Montreal North, known and designated on the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet as being lot number one thousand one hundred and seventy-seven of the official subdivision of original lot number eight (8-1177).

With a building erected thereon, numbered 6453 Dijon Street, Montreal North.

The said property with and subject to a servitude of view in common with lot 8-1178, as established by the previous owner.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent or unapparent, servitudes attached to the said emplacement."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig East, Room #4.195, on the TWENTIETH day of JANUARY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 7, 1971. 43632

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 808-978. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse; *vs* L. F. CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée ayant autrefois sa principale place d'affaires au numéro 6868 rue St-Denis à Montréal, district judiciaire de Montréal, et *al.*, défenderesses.

« Un emplacement ayant front sur la rue St-Hubert, en la Ville de Montréal et composé comme suit:

a) de la partie sud-est du lot numéro seize de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-quinze (1195-ptie S.E. 16) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, mesurant sept pieds et neuf pouces (7'9") de largeur sur cent quarante-cinq

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 808-978. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation lawfully incorporated, having its principal place of business in Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff; *vs* L. F. CONSTRUCTION INC., a corporation lawfully incorporated, having its former place of business at 6868 St. Denis Street in Montreal, judicial district of Montreal, et *al*, defendants.

"An emplacement fronting on St. Hubert Street, in the City of Montreal and comprising the following:

a) the southeast part of lot number sixteen of subdivision of lot number one thousand one hundred and ninety-five (1195-Pt. S.E. 16) on the official plan and book of reference of St. Jacques ward, measuring seven feet nine inches (7'9") in width by one hundred and

pieds (145′) de profondeur, bornée en front, par la rue St-Hubert, en arrière, par une ruelle faisant partie du lot numéro 1195-25 desdits plan, d'un côté, par la partie ci-après décrite du lot numéro 1195-15 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-16;

b) De la partie nord-ouest du lot numéro quinze de la subdivision du lot numéro onze cent quatre-vingt-quinze (1195-ptie N.O. 15) des plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant seize pieds et trois pouces (16′3″) de largeur sur cent quarante-cinq pieds (145′) de profondeur, bornée en front, par la rue St-Hubert, en arrière, par ladite ruelle, d'un côté, par la partie ci-dessus décrite dudit lot numéro 1195-16 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 1195-15;

Ledit emplacement mesurant vingt-quatre pieds (24′) de largeur sur cent quarante-cinq pieds (145′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les constructions y érigées et notamment une maison portant les numéros civiques 2078 à 2082 de ladite rue St-Hubert, dont les murs latéraux sont mitoyens, le canal d'égout desservant cet immeuble étant mitoyen et devant servir pour la propriété voisine.

Avec toutes les dépendances, droits, et accessoires y relatifs et notamment avec droit de passage à perpétuité en commun avec tous autres y ayant droit dans ruelle connue sous le numéro 1195-19 desdits plan et livre de renvoi officiels, ainsi que dans la ruelle située en arrière, composée du lot numéro 1198-15A, d'une partie de la partie nord-ouest du lot numéro 1195-25 desdits plan et livre de renvoi officiels. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est Craig, Chambre #4.195, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 7 décembre 1971. 43633-o

forty-five feet (145′) in depth, bounded in front by St. Hubert Street, in the rear, by a lane forming part of lot number 1195-25 on the said plan, on one side, by a part of lot number 1195-15 hereinafter described, and on the other side by the remainder of said lot number 1195-16;

(*b*) the northwest part of lot number fifteen of subdivision of lot number one thousand one hundred and ninety-five (1195-Pt. N.W. 15) on the official plan and book of reference mentioned above, measuring sixteen feet three inches (16′3″) in width by one hundred and forty-five feet (145′) in depth, bounded in front by St. Hubert Street, in the rear by the said lane, on one side by the above described part of said lot number 1195-16 and on the other side by the remainder of said lot number 1195-15;

The said emplacement measuring twenty-four feet (24′) in width by one hundred and forty-five feet (145′) in depth, English measure, and more or less, with all buildings erected thereon and particularly a house bearing civic numbers 2078 to 2082 on said St. Hubert Street, whose side walls are common; the sewer pipe servicing this building being common, also servicing the adjoining property.

With all dependencies, rights and accessories pertaining thereto and particularly a perpetual right of passage, in common with all others having the same right in the lane known as number 1195-19 on the said official plan and book of reference, as well as in the lane situated in the rear, being of lot number 1198-15A, and a part of the northwest part of lot number 1195-25 on the said official plan and book of reference."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Montreal, Court House, 10 Craig East, 4th Floor, Room 195, on the TWENTIETH day of JANUARY 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 7, 1971. 43633

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 8658.

BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE, corps social et politique légalement constitué, ayant une place d'affaires à 354, Est Boulevard Charest, à Québec, *vs* JOSEPH PAUL BOUCHARD, domicilié au 192, Est rue Christophe Colomb, app. 4 à Québec, et ELPHÈGE J. BOIES, en sa qualité de registrateur de la division d'enregistrement de Cap-Santé, comté de Portneuf, mis en cause.

« Un emplacement situé au Lac St-Augustin, connu comme faisant partie du lot numéro cinq cent cinq (Ptie 505) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Augustin, comté de Portneuf, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur du sud au nord, sur cent pieds (100′) de profondeur, de l'ouest à l'est le tout mesure anglaise, borné au sud au terrain appartenant à M. Victor

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 8658.

CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE, a body corporate and politic, having a place of business at 354 Charest Boulevard East, Québec, *vs* JOSEPH PAUL BOUCHARD, domiciled at 192 Christophe Colomb Street East, Apt. 4, Québec, and ELPHÈGE J. BOIES, in his capacity of Registrar for the Cap-Santé Registration Division, County of Portneuf, mis en cause.

"An emplacement situated at Lake St. Augustin, known as forming part of lot number five hundred and five (Pt. 505) of the official cadastre for the Parish of St. Augustin, County of Portneuf, measuring fifty feet (50′) in width from south to north, by one hundred feet (100′) in depth, from west to east, the whole English measure, bounded on the south by the land

Labrie ou ses représentants, à l'ouest à un chemin privé conduisant du chemin public au Lac St-Augustin, au nord et à l'est à des parties dudit lot 505, lequel emplacement porte le numéro 55 des subdivisions dudit lot 505, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 décembre 1971. 43635-o

belonging to Mr. Victor Labrie, or representatives, on the west by a private road leading from the public road to Lake St. Augustin, on the north and east by parts of the said lot 505, which emplacement bears number 55 of the subdivisions of the said lot 505; with the house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Portneuf Registry Office, in Cap-Santé, County of Portneuf, on the NINETEENTH day of JANUARY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, December 14, 1971. 43635

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 55-074. MARCEL THERRIEN INC., corps politique légalement constitué ayant place d'affaires à 970 Boul. des Châtes, Beauport, district de Québec, *contre* JEAN-CLAUDE SOULARD et YOLANDE FITZBACK, faisant affaires en société sous le nom de Restaurant Karavan à 2006 Boul. des Châtes, Villeneuve.

« Un emplacement vacant à Ste-Thérèse de Lisieux, côté ouest de la route qui conduit à Laval, faisant partie des lots numéros neuf cent et neuf cent un (900-ptie et 901 ptie) du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, comté de Québec; mesurant soixante-quinze pieds (75′) en front et en arrière dans une direction nord-sud, sur la profondeur depuis le chemin public à l'est jusqu'à la terre de Monsieur Isidore Paquet (lot partie 901), soit en moyenne cent soixante-quinze pieds (175′), le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné à l'est par la Route de l'Église, à l'ouest par la Compagnie de Sable Ltée (lot 901 partie) (terre de Monsieur Isidore Paquet), au sud par les terrains de Monsieur Gilles Corriveau et Monsieur Raoul Légaré et au nord par le terrain de la Succession Ferland ou représentants ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, 10, avenue Chauveau, Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 décembre 1971. 43637-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 55-074. MARCEL THERRIEN INC., a body politic and corporate, having a place of business at 970 Des Châtes Boulevard, Beauport, District of Québec, *versus* JEAN-CLAUDE SOULARD and YOLANDE FITZBACK, carrying on business under the name of "Restaurant Karavan", at 2006 Des Châtes Boulevard, Villeneuve.

"A vacant emplacement in Ste-Thérèse de Lisieux, on the west side of the highway leading to Laval, forming parts of lots numbers nine hundred and nine hundred and one (900-Pt. and 901-Pt.) on the official cadastre for the parish of Beauport, County of Québec; measuring seventy-five feet (75′) in front and in the rear in a northsouth direction, by the depth from the public road to the east as far as the farm belonging to Mr. Isidore Paquet (part of lot 901), being an average of one hundred and seventy-five feet (175′), the whole more or less, English measure; bounded on the east by the highway de l'Église, on the west by "La Compagnie de Sable ltée" (part of lot 901) (farm of Mr. Isidore Paquet), on the south by the lands belonging to Mr. Gilles Corriveau and Mr. Raoul Légaré, and on the north by the land of Ferland Estate or representatives."

To be sold at the Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, December 14, 1971. 43637

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 61-194. CHAMI CONSTRUCTION LTÉE, société légale ayant une place d'affaires à 975, 80e Rue Est, Charlesbourg, P.Q., *vs* GUY SIMARD, domicilié et résidant à 4, rue Coursol, Neufchâtel, P.Q.

« Le lot numéro deux cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot numéro mille cent treize (1,113-235) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, mesurant soixante et onze pieds et sept dixièmes (71.7′) au nord-est, sept pieds et huit dixièmes (7.8′) sur une courbe de tangente de cinq pieds (5′) à

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 61-194. CHAMI CONSTRUCTION LTÉE, a lawful corporation, having a place of business at 975, 80th Street East, Charlesbourg, P.Q., *vs* GUY SIMARD, domiciled and residing at 4 Coursol Street, Neufchâtel, P.Q.

"Lot number two hundred and thirty-five of the official subdivision of lot number one thousand one hundred and thirteen (1,113-235) of the official cadastre for the Parish of St. Ambroise de la Jeune Lorette, measuring seventy-one and seven tenths feet (71.7′) on the northeast, seven and eight tenths feet (7.8′) on a

l'est, cent douze pieds et huit dixièmes (112.8′) au sud-est, soixante-quinze pieds et neuf dixièmes (75.9′) et sud-ouest et cent dix-sept pieds et six dixièmes (117.6′) au nord-ouest, le tout mesure anglaise, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, portant le numéro quatre (4) de la rue Coursol, Neufchâtel. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le VINGTIÈME jour du mois de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 décembre 1971. 43636-o

Fieri Facias de Terris

Québec à savoir: Cour Supérieure, No 8103. } CANADIAN IMPORT QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant son siège social au 83 Dalhousie, Québec, *contre* CHARTER TRADERS LTD., corporation légalement constituée ayant son siège social au 80 Commissonners St., Toronto, Ontario et une place d'affaires au 260 St-Vallier-Est, Québec.

« Une certaine étendue de terrain connue et désignée comme étant les lots originaires numéros mille deux cent dix, mille deux cent onze, mille deux cent douze, mille deux cent quarante-six, mille deux cent quarante-sept, mille deux cent quarante-huit, mille deux cent quarante-neuf, les subdivisions numéros un et deux du lot originaire numéro mille deux cent treize, la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille deux cent quatorze et les subdivisions numéros un et deux du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1210, 1211, 1212, 1246, 1247, 1248, 1249, 1213-1 et 2, 1214-1 et 1250-1 et 2), tous du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, en la ville de Québec, province de Québec, avec les bâtisses dessus construites et partant le numéro civique 260 de la rue St-Vallier-Est, Québec, circonstances et dépendances, ainsi que généralement toute propriété immobilière (soit par sa nature et/ou sa destination) appartenant à la Corporation et localisée actuellement dans et sur ledit immeuble, et avec tous les droits, servitudes et accessoires y attachés et notamment, mais sans restreindre la portée de ce qui précède, avec:

a) le droit de mitoyenneté dans le mur de la maison érigée sur le lot originaire numéro mille deux cent quarante-six (1246) et situé sur la ligne de division des lots originaires numéros mille deux cent quarante-six et mille deux cent quarante-cinq (1246 et 1245) du même cadastre du quartier Jacques-Cartier, y compris le terrain sur lequel est construit ledit mur et autres droits, le tout tel qu'il appert d'un acte de convention intervenu entre Yale Corporation Ltd., et la Succession Édouard Picher, passé devant Me J. A. Gauvin, notaire à Québec, le sept avril mil neuf cent trente-sept (1937), enregistré à Québec, le 10 avril 1937, sous le numéro 247-996;

tangent curve of five feet (5′) on the east, one hundred and twelve and eight tenths feet (112.8′) on the southeast, seventy-five and nine tenths feet (75.9′) on the southwest and one hundred and seventeen and six tenths feet (117.6′) on the northwest, the whole English measure, with the house erected thereon, circumstances and dependencies, at number four (4) Coursol Street, Neufchâtel. »

To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTIETH day of the month of JANUARY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, December 14, 1971. 43636

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 8103. } CANADIAN IMPORT QUÉBEC, a corporation lawfully incorporated, having its head office at 83 Dalhousie, Québec, *against* CHARTER TRADERS LTD., a corporation lawfully incorporated, having its head office at 80 Commissionners Street, Toronto, Ontario, and a place of business at 260 St. Vallier East, Québec.

"A certain strip of land known and designated as being original lots numbers one thousand two hundred and ten, one thousand two hundred and eleven, one thousand two hundred and twelve, one thousand two hundred and forty-six, one thousand two hundred and forty-seven, one thousand two hundred and forty-eight, one thousand two hundred and forty-nine, subdivisions numbers one and two of original lot number one thousand two hundred and thirteen, subdivision number one of original lot number one thousand two hundred and fourteen, and subdivisions numbers one and two of original lot number one thousand two hundred and fifty (1210, 1211, 1212, 1246, 1247, 1248, 1249, 1213-1 and 2, 1214-1 and 1250-1 and 2), all on the official cadastre of the Jacques-Cartier Ward, in the city of Québec, Province of Québec, with buildings constructed thereon, numbered 260 St. Vallier Street East, Québec, circumstances and dependencies, and generally any immoveable property (either by its nature and/or its intended purpose) belonging to the Corporation and presently located in and on the said immoveable, with all rights, servitudes and accessories attached thereto and notably, but without restricting the aforesaid, with:

(*a*) the right of joint ownership to the wall of the house erected on original lot number one thousand two hundred and forty-six (1246) and situated on the division line of original lots numbers one thousand two hundred and forty-six and one thousand two hundred and forty-five (1246 and 1245) on the same cadastre of Jacques-Cartier Ward, including the land on which the said wall is built and other rights, the whole as it appears in a deed of agreement concluded between Yale Corporation Ltd. and the Édouard Picher Estate, executed before J.A. Gauvin, notary, in Québec, the seventh day of April, one thousand nine hundred and thirty-seven (1937), registered in Québec on April 10, 1937, under number 247-996;

b) tous les droits de Jos. Victor Dugal ou représentants dans le mur entourant la subdivision numéro un du lot originaire, numéro mille deux cent cinquante (1250-1) et plus spécialement le droit de mitoyenneté dans le mur séparant les propriétés érigées sur la subdivision numéro un du lot originaire numéro mille deux cent cinquante et un (1251) du même cadastre, tel que mentionné dans un acte de vente par Jos. Victor Dugal à John Ritchie, passé devant Me J. C. Coûture, notaire à Québec, le quatorze avril mil huit cent quatre-vingt-dix-sept (1897), enregistré à Québec le 24 avril 1897, sous le numéro 97,899;

c) le droit de mitoyenneté dans le mur séparant la propriété érigée sur les subdivisions numéros un et deux du lot originaire numéro mille deux cent cinquante (1250-1 et 2) du lot originaire numéro mille deux cent cinquante et un (1251) dudit cadastre, y compris le terrain sur lequel est construit ledit mur et autres droits, tel qu'il appert d'un acte passé devant Me J. C. Couture, notaire à Québec, le vingt et un avril mil huit cent quatre-vingt-dix-huit (1898), enregistré à Québec le 28 avril 1898 sous le numéro 99,928.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, Québec, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS.
Québec, le 14 décembre 1971. 43639-o

b) all the rights of Jos. Victor Dugal or representatives to the wall surrounding subdivision number one of original lot number one thousand two hundred and fifty (1250-1) and particularly the right of joint ownership to the wall separating the properties erected on subdivision number one of original lot number one thousand two hundred and fifty-one (1251) on the same cadastre, as mentioned in a deed of sale made by Jos. Victor Dugal to John Ritchie, executed before Mr. J. C. Couture, notary, in Québec, the fourteenth day of April, one thousand eitht hundred and ninety-seven (1897), registered in Québec on April 24, 1897, under number 97,899;

c) the right of joint ownership to the wall separating the property erected on subdivisions numbers one and two of original lot number one thousand two hundred and fifty (1250-1 and 2) from original lot number one thousand two hundred and fifty-one (1251) on the said cadastre, including the land on which the said wall is built and other rights, as appears in a deed executed before Mr. J. C. Couture, notary, in Québec, the twenty-first day of April, one thousand eight hundred and ninety-eight (1898), registered in Québec on April 28, 1898, under number 99,928.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Québec, on the TWENTIETH day of JANUARY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Québec, December 14, 1971. 43639

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 296 983. { COMEAU AUTOMOBILE INC., corps politique et incorporé, dûment constitué selon la loi, ayant on siège social et sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Eustache, district de Terrebonne, demandeur, *vs* AIMÉ VAILLANCOURT, de la ville de Laval, district de Montréal, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, savoir:

« Un immeuble situé à Ste-Marthe sur le Lac, appartenant à Aimé Vaillancourt, connu comme étant le lot numéro 131, subdivision 181 du cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache, mesurant approximativement 3,700 pieds carrés, mesure anglaise ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, JEAN-LOUIS MUIR.
Saint-Jérôme, le 11 décembre 1971. 43629-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No. 296 983. { COMEAU AUTOMOBILE INC., a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the City of St-Eustache, District of Terrebonne, plaintiff, *vs* AIMÉ VAILLANCOURT, of the City of Laval, District of Montreal, defendant.

The immoveable hereinafter designated and in the possession of the defendant, namely:

"An immoveable situated in Ste-Marthe sur le Lac, belonging to Aimé Vaillancourt, known as lot number 131, subdivision 181 of the official cadastre of the Parish of St. Eustache, containing about 3,700 square feet, English measure".

To be sold at the County of Deux-Montagnes Registry Office, situated in Ste-Scholastique, on MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, December 11, 1971. 43629

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 59 547. { CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, corps politique dûment incorporé ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec dans les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* RÉAL LEBEAU, gentilhomme, résidant et domicilié au 92 rue Duvernay dans la cité de St-Jérôme, district de Terrebonne, défendeur.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné, appartenant au défendeur et en sa possession:

« Un emplacement ayant façade sur une rue projetée, étant le lot 434-10 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jérôme en la cité de St-Jérôme et composé comme suit:

La subdivision six dudit lot quatre cent trente-quatre (434-6) auxdits plan et livre de renvoi officiels mesurant soixante et un pieds (61′) sur sa ligne sud-est, cent vingt-neuf pieds et cinq dixièmes (129.5′) sur sa ligne sud-ouest, soixante pieds (60′) sur sa ligne nord-ouest, cent trente-cinq pieds (135′) sur sa ligne nord-est, ayant une superficie de sept mille neuf cent trente-cinq pieds carrés (7,935 pieds carrés) mesure anglaise.

Avec la résidence détachée et les dépendances dessus érigées.

Sujet à une servitude en faveur de « Gatineau Power Company of Canada » en vertu d'un certain acte de servitude enregistré dans le comté de Terrebonne, sous le numéro 269060.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exceptions ou réserves d'aucune sorte de la part de l'emprunteur, et avec tous droits de passage que l'emprunteur peut avoir sur ladite subdivision dix dudit lot quatre cent trente-quatre (434-10) (rue) et sur toutes les rues y conduisant. »

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 7 décembre 1971. 43613-o

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 59 547. { CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, a body politic duly incorporated, having its principal place of business for the Province of Québec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* RÉAL LEBEAU, gentleman, residing and domiciled at 92 Duvernay Street, in the city of St. Jérôme, district of Terrebonne, defendant.

Notice of sale

The hereafter designated immoveable, belonging to the defendant and in his possession:

"An emplacement fronting on a proposed Street, being to 434-10 on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of St. Jérôme in the city of St-Jérôme, and composed of the following:

Subdivision six of said lot four hundred and thirty-four (434-6) on the said official plan and book of reference, measuring sixty-one feet (61.0′) in its southeasterly line, one hundred and twenty-nine feet and five tenths of a foot (129.5′) in its southwesterly line, sixty feet (60.0′) in its northwesterly line, one hundred and thirty-five feet (135.0′) in its northeasterly line, having a superficial area of seven thousand nine hundred and thirty-five square feet (7,935 square feet), English measure.

With the detached dwelling-house and out-buildings thereon erected.

Subject to a servitude in favour of Gatineau Power Company of Canada under that certain deed of Servitude registered in the county of Terrebonne under the number 269060.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the Borrower, and with all rights of passage which the Borrower may have in the said subdivision ten of said lot four hundred and thirty-four (434-10) (Street) and in all streets leading thereto."

To be sold at the registry office for the county of Terrebonne, situated at room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, December 7, 1971. 43613

INDEX No 51

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

3391 — Corporation du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, *modification aux règlements* 9216
3391 — Corporation of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec, *amendment to the by-laws* 9216
3429 — (1970) Bureau des véhicules automobiles, *concernant les émetteurs de licences à commission* 9216
3429 — (1970) Motor Vehicle Bureau, *respecting license issuers on commission* 9216

ARRÊTÉS EN CONSEIL (*suite*) **ORDERS IN COUNCIL** (*continued*)

4030 — Entretien d'édifices publics, Québec (modifications au décret) (*Erratum*) 9216
4030 — Maintenance of public buildings, Québec (amendments to the decree) (*Erratum*) 9216
4110 — Aide au développement industriel du Québec, *modification à un article des règlements* 9217
4110 — Industrial development of Québec, *amendment to an article of the regulations* 9217
4117 — Réserve de chasse et de pêche d'Ixworth 9218
4117 — Fish and Game Reserve of Ixworth 9218
4120 — Assurance-hospitalisation, *règlements* 9219
4120 — Hospital Insurance, *regulations* 9219
4158 — Communauté urbaine de Montréal, intégration des services d'estimation des municipalités situées dans le territoire de la communauté urbaine 9220
4158 — Montreal Urban Community, integration of valuations of departments of municipalities situated in the territory of the Urban Community 9220
4185 — Classement du Manoir Mauvide-Genest sis au 783 de l'avenue Royale, à St-Jean, Ile d'Orléans (Montmorency) 9220
4185 — Classification of the Manoir Mauvide-Genest, 783, avenue Royale, St-Jean, Island of Orléans (Montmorency) 9220
4281 — Fruits et légumes frais, *règlements* 9240
4281 — Fresh Fruit and Vegetable, *Regulations* 9240

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES ***COOPERATIVE ASSOCIATIONS***

Coop funéraire de Tring-Jonction (*Formation*) 9194
Habitation Coop de Kénogami (*Formation*) 9194

AVIS DIVERS ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Chapelry of Good Shepherd (*Inc.*) 9212
Desserte du Bon Pasteur (*Const.*) 9212
Estate of Lionel Lacasse (*Benefit of inventory*) 9212
Estate of Victor Roy (*Benefit of inventory*) 9211
David Award (*Regulations*) 9213
Montréal, ville-city (*Rachat d'obligations-Redemtion of Bonds*) (*Erratum*) 9212
Prix David, (*Règlements*) 9213
Par. St-Jacques le Majeur (*Ch. Limit.*) 9212
Succession Lionel Lacasse (*Bénéfice d'inventaire*) 9212
Succession Victor Roy (*Bénéfice d'inventaire*) 9211

CHANGEMENT DE NOM — Loi du ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: *Applications:*

Beaupré Simard, Marie-Léonie 9193
Corbeil, Marie Denise Charlotte 9193
Gladstone, Benny 9193
Hovsepian, Joseph Djivan 9192
McBain, St. Arnaud, John 9193

Accordés: *Granted:*

Demitri, Vito 9181
Lamoureux, Paul 9182
Muray, Ellen Barbara Isabel 9182
Weber, Saul 9182

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT ***SAVINGS AND CREDIT UNIONS***

Caisse d'économie des travailleurs d'Alma (*Fusion-Amalgamation*) 9213

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: *License:*

K-Tel International Ltd. 9189

COMPAGNIES — LOI DES ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte ***Applications for Surrender of Charter***

Alliance Investment Corporation of Canada 9169
Association des pharmaciens détaillants de la province de Québec inc, (L') 9169
B. & M. Realty Co. 9173
Balfen Investment Company 9173

Demandes d'abandon de charte (*suite*) — ***Applications for Surrender of Charter*** (*continued*)

Beaumont Mining Corporation Ltd. 9169
Breton (Mlle A.) inc. 9173
Celadra Inc. 9174
Champflour Investments Ltd. 9174
Cie de fabrication de brosses supérior 9171
Claire Investment Corp. 9176
Corporation des loisirs de Notre-Dame-des-Prairies inc. (La) 9169
Cosmos Cutting Die Incorporated 9176
Dominion Building Materials (Montreal) Limited 9174
Édifice Lessard ltée 9170
Fermes du Cap St-Jacques inc. (Les) 9175
Fittwell Shoes Ltd. 9176
Florico inc. 9170
Gemlite Ltd. 9170
Goco Knitting Ltd. 9172
Gratton (C.) limitée 9175
Lella Hosiery Mills Ltd. 9172
Marché Smith Market Inc. 9171
Montreal Children's Wear Inc. 9170
Placements Shawinigan ltée (Les) 9174
Restaurant Beaux-Prés inc. 9175
Restaurant du paradis terrestre ltée 9175
Restaurant Rustik inc. 9170
Rustik Restaurant Inc. 9170
St. Léonard Construction Ltd. 9171
St. Maurice Valley Development Ltd. 9172
Seigler (Max) Brokers Inc. 9174
Skyline Holdings Inc. 9171
Smith (M.) Limited 9171
Société C I D inc. (La) 9172
Superior Brush Mfg. Co. 9171
Taverne Vimont ltée 9175
Thruway Auto Centre Inc. 9177
Tremblay (Jean Maurice) ltée 9176
Tricots Pierre Marquez ltée (Les) 9173
Ville Marie Packaging inc. 9175
Vogue Lucille Limited (La) 9172
Weinberg (Jeannie) Investments Ltd. 9176

Dissoutes — ***Dissolved***

Applicateurs Généraux en Bâtiment ltée (Les) 9161
Aubé & Giroux ltée 9161
B. & P. Painters and Decorators Ltd. 9161
Beauchamp (Ed.) & Fils inc. 9162
Beauchamp (Ed.) & Sons Inc. 9162
Bourdon (J. Roma), limitée 9162
Brunet (Paul) inc. 9162
C.D. Distribution ltée 9162
Café des Artistes (Montréal) inc. (Le) 9162
Canadian Embroiderers Incorporated 9162
Comité industriel de St-Benoit de Beauce 9163
Compagnie de Papier-Tenture et de Peinture du Québec (La) 9163
Couture Maskoutaine inc. (La) 9163
Couvent Maplewood 9163
Crank & Cramshaft Ltd. 9163
Destino-Abbey, Inc. 9164
Domaine Leman inc. 9164
Dupuis (Frank A.) & Cie ltée 9164
Dupuis (Frank A.) & Co. Ltd. 9164
Entreprises G. Plante limitée (Les) 9164
Explorations de Cuivre Lemieux ltée (Les) 9164
Florida Land Sales Inc. 9165
Garage Lambert inc. 9165
General Building Applicators Ltd. 9161
Giroux (J. A.) & Fils incorporée 9165
Institut de pédagogie Familiale d'Outremont 9165
Interprovincial Truck Leasing Ltd. 9165
L.G.A. Construction ltée 9165
La colle Brokerage Company, Limited (The) 9166
Laflamme Construction ltée 9166
Laminated Knits and Fabrics Limited 9166
Lapointe, Associés inc. 9166
Lemieux Copper Explorations Ltd. 9164
Louage de Camion Interprovincial ltée 9165
Madi Corp. 9166
Perreault, Tardif et Associés inc. 9167
Québec Construction Testers Limited 9167
Québec Wallpaper and Paint Company 9163
Richmond Mfg. Ltd. 9167
Robichaud (Augustin) Incorporé 9167
Royal Electric Company (Québec) Limited 9167
Sarrasin (Gérard) inc. 9167
Supplex Inc. 9168
Tremblay Auto limitée 9168
Viau (Marc H.) inc. 9168
Victorian Order of Nurses Sherbrooke District Branch 9168
Wellington Metal Inc. 9168

Divers — ***Miscellaneous***

Air Ste-Agathe inc. (*Dir.*) 9183
Broughton Construction Co. Ltd. (*Dir.*) 9183
Buanderie nouvelle méthode ltée 9185
Centre d'accueil laurentien (*Règl.-By-laws*) 9184
Centre ville auto inc. (*Nom-Name ch.*) 9183
Club Amical inc. (La) (*Règl.-By-laws*) 9183
Club de tennis Montcalm inc. (*Dir.*) 9184
Compagnie Farr ltée (La) (*Dir.*) 9185
Corporation Branly (La) (Dir.) 9184
DMR inc. (*Dir.*) 9184
Entreprises Perron inc. (Les) (*Dir.*) 9184
Farr Company Ltd. (*Dir.*) 9185
Galaxie Aero Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 9185
Hôpital St-Michel Archange (*Règl.-By-laws*) 9227
Ideal Industrial Hardware Co. Ltd. (*Dir.*) 9185
Immeubles Stanley Tremblay Limited (Les) (*Dir.*) 9185
Immeubles Stanley Tremblay limitée (Les) (*Dir.*) 9185
Lebeau (G.) Ltd. (*Dir.*) 9185
Lebeau (G.) ltée (*Dir.*) 9185
Marina Oka inc. (*Dir.*) 9183
Meloche (J.) inc. (*Dir.*) 9183
New Method Washing Ltd. (*Dir.*) 9185
Perron Enterprises inc. (Les) (*Dir.*) 9184
Placements Bromont inc. (Les) (*Assemblée-Meeting*) 9227

Divers *(suite)* — ***Miscellaneous*** *(continued)*

Plages et loisirs du paradis de Brome inc. (*Règl.-By-laws*) 9184
Polimport Corporation (*Nom-Name ch.*) 9184
Savex Discount Services Ltd. (*Dir.*) 9182
Services d'escompte Savex ltée (Les) 9182
Tache Lake Mines Limited (*Dir.*) 9182
Tremblay Express Limited (*Dir.*) 9183
Tremblay Express limitée (*Dir.*) 9183
Urbania 2000 inc. (*Dir.*) 9182

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Adca Film inc. 9091
Agence de sécurité La Vigilance inc. 9091
Amis de Saint-Benoît-du-Lac inc. (Les) 9091
Ajou Installation Inc. 9092
Antirouille Sud (Division St-Hyacinthe) ltée 9092
Association A.C.T. inc. 9093
Association de gastronomie Les Gueux du Crouton (L') 9093
Association de Ski de la Zone Gaspésienne inc. 9093
Association des citoyens de Terrebonne inc. 9094
Association des Loisirs de Côte Terrebonne inc. (L') 9094
Association des marchands de la Place Marché du Nord inc. 9095
Association des marchands de Thurso inc. (L') 9095
Association des propriétaires de terrains de camping et caravaning du Québec (L') 9096
Association des propriétaires du Lac de Stoke (APLS) 9096
Association des propriétaires du secteur P.S. G.Q. inc. (L') 9097
Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles 9097
Associations patronales de la construction et des métiers connexes (Québec) inc. (Les) 9097
Ateliers Boulay & frères inc. 9098
Ateliers Richelieu inc. 9098
Aunis inc. 9099
Automobiles M.R. ltée (Les) 9099
B. & G. Fine Cuisine Inc. 9099
Bernardin (M.) associés inc. 9100
Bernier (William) inc. 9100
Bibliothèque Memphremagog inc. 9100
Blue Star Peat Moss Inc. 9101
Bolduc (G.) inc. 9101
Boutique du Trotte-Menu inc. (La) 9101
Boutique Libre inc. 9102
Brochu (Napoléon) inc. 9102
Buanderie Paul-Maurice inc. 9103
C.C. Interiors Inc. 9103
Cantin (Paul A.) ltée 9103
Caravane G.M. inc. 9104
Cartel des organismes professionnels de la santé inc. 9104
Centre d'accueil Laurentien 9105
Centre de céramique – poterie Bonsecours inc. 9105
Centre de motoneige l'Estérel inc. 9105
Centre de Plein Air Familial de St-Damase inc. (Le) 9106
Centre de ski Mont-Sainte-Agathe inc. 9106
Centre de ski Mont St-Mathieu inc. 9106
Centre psycho-éducatif et de plein air La Calèche inc. 9107
Cercle social des employés de l'hôpital Marie Clarac 9107
Cie d'informatique de gestion ltée 9108
Club Automobile Waki 9108
Club d'Auto-Neige Cookshire inc. (Le) 9108
Club de Chasse et de Pêche d'Amos inc. 9109
Club de Courses de Pabos inc. 9109
Club de la bonne humeur de Victoriaville inc. 9110
Club de golf de la Pinière ltée 9110
Club de moto-neife St-Pie inc. 9110
Club de patinage artistique de la ville de Québec 9111
Club de tir Les Pionniers de Baie Comeau 9111
Club de tir Nemrod inc. 9111
Club des loisirs de l'Âge d'Or de St-Rémi 9112
Club l'Airain inc. 9112
Club Le Hibou Blanc inc. 9113
Club moto-neige Lellis inc. 9113
Club Optimiste de Rivière-du-Loup, Québec inc. 9113
Club Social de Pointe-Gatineau 9114
Club sportif Petit Ruisseau inc. 9114
Coiffure et Esthétique de Chantel inc. 9115
Comité de loisirs de Notre-Dame-de-Lourdes inc. 9115
Comité de réadaptation de détenus de Chicoutimi inc. (Le) 9115
Comité des Sports de Laval-des-Rapides inc. 9116
Compagnie de construction Sodec (La) 9116
Compagnie Raymond Duchesneau limitée (La) 9117
Coprah inc. 9117
Conseil de l'Âge d'Or (Le) – Région centre du Québec inc. 9117
Conseil régional de développement de la région administrative No. 4 9118
Conseil Régional de Développement Laurentides-Lanaudière 9119
Construction & Allied Trades Associations of Employers (Québec) Inc. 9097
Construction du Fleuve ltée 9119
Construction Durham ltée 9119
Construction Forillon inc. 9120
Construction Roméo Normand inc. 9120
Corporation de promotion d'habitations de Hull 9120
Cumex Mines Ltd. 9121
De Lanaudière Enterprises Inc. 9127
Denis (Bernard) inc. 9121
Desaulniers (Jean-Paul) Ltd. 9122
Desaulniers (Jean-Paul) ltée 9122
Desjardins (Normand) inc. 9122
Développements Michel Léonhart inc. (Les) 9122
Dienes Institute of Mathematics Inc. 9137
Disques Campus inc. (Les) 9123
Distribution Mondia inc. 9123
Domaine Boisclair inc. 9123
Duchesne (Denis-C.) inc. 9124
Durham Construction Ltd. 9119
École de Hockey Longueuil inc. 9124

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Ecurie Hala ltée 9125
Édifice Georges inc. 9125
Embeltra inc. 9125
Ensembles Unisports inc. (Les) 9126
Entreprises A. Godbout (East-Angus) inc. (Les) 9126
Entreprises Costagliola inc. (Les) 9126
Entreprises de Lanaudière inc. (Les) 9127
Entreprises Pabi inc. (Les) 9127
Entreprises Pana-Est inc. 9128
Éperviers de Rosemont inc. (Les) 9128
Estérel Snowmobile Centre Inc. 9105
Falconbridge Copper Limited 9239
Fédération des loisirs St-Michel Nord inc. 9128
Fédération Québécoise de Karaté inc. 9129
Fondation de l'Enfance de la Côte du Sud inc. 9129
Franel inc. 9130
G. M. Caravan Inc. 9104
Gagnon (Gilbert) inc. 9130
Garage B. Benoît inc. 9130
Garage Grégoire Lapointe inc. 9131
Gentronic Ltd. 9131
Gentronic ltée 9131
Gervo Ltd. 9131
Gervo ltée 9131
Gesfran Inc. 9132
Gestion Optimum inc. 9132
Gestion Resto inc. 9133
Girard (Yvan) et associés inc. 9133
Granby Datsun Inc. 9133
Handico inc. 9134
Hôpital DeLanaudière 9134
Hôpital Général de Joliette 9134
Hôteliers Unis des Comtés de Gatineau et Papineau inc. 9135
Immeubles Canabec inc. (Les) 9135
Immeubles Castor inc. 9135
Immeubles Denan ltée (Les) 9136
Immeubles Maskoutains inc. 9136
Institut de mathématiques Dienes inc. 9137
Institut d'esthétique Jeanne Babineau inc. 9137
Intérieurs C.C. inc. (Les) 9103
Jolymont inc. (Le) 9137
Kardouche Bros. Inc. 9138
Labrecque Transport Inc. 9138
Lambert Peat Moss Inc. 9138
Lark Express Service Inc. 9139
Larocque Surplus Inc. 9139
Lather Forest Products Inc. 9148
Laval Messengers Inc. 9143
Leblanc (Jean-Marc) inc. 9139
Lefebvre (Raymond) & fils ltée 9140
Ligue de balle-molle Montcalm-Nord inc. (La) 9140
Ligue de Hockey du Dimanche Soir inc. 9141
Ligue de hockey Les Champions 9141
Loisirs de Ste-Cécile de Lévrard inc. (Les) 9141
Majorettes Bel-Air (Les) 9142
Manufacture d'habits Repentigny inc. 9142
Marché aux puces de Saint-Rémi de Napierville inc. (Le) 9142
Marseilles Auto Parts Inc. 9145
Memphremagog Library Inc. 9100
Messageries Laval inc. 9143
Mines Cumex ltée 9121
Modul-Hab inc. 9143
Mondia Distribution Inc. 9123
Mont-Royal Petroleum Inc. 9144
Nor Productions Inc. 9149
Nord-Extermination inc. 9144
North Esterminations Inc. 9144
Optimum Holdings Inc 9132
Oxygaz inc. 9144
Pabos Racing Club Inc. 9109
Pana-East Enterprises Inc. 9128
Papeterie Bel-Mont inc. 9145
Pétroles Jos Matte inc. 9145
Pièces d'Automobiles Marseilles inc. (Les) 9145
Place Centre-Ville d'Asbestos inc. 9146
Place des Braves inc. 9146
Placements Tourville inc. 9146
Plage St-Lucien inc. 9147
Plastiques publicitaires Subec inc. (Les) 9147
Pointe St. Charles Community Services Inc. 9153
Productions Audiorama ltée 9148
Produits Forestiers Lather inc. 9148
Promotions Caprice Inc. (Les) 9148
Productions Nor inc. (Les) 9149
Proulx & Guay inc. 9149
Proulx & Vigneux inc. 9149
Québec Campgrounds and Trailer Parks Owners Association 9096
Rallye Tiers-Monde Québec 9150
Restaurant Boulevard Laframboise ltée 9150
Restaurant L'Artisan inc. 9151
Restaurant le Bouvillon Grillé inc. 9151
Resto Management Inc. 9133
Rivek inc. 9151
Roch (Yvan) inc. 9152
St-Jérôme Amusement Inc. 9152
Sabe-Roc inc. 9152
Sco-Pa Decor Inc. 9153
Sept-Iles Car Loading Services Inc. 9153
Services communautaires Pointe St-Charles inc. 9153
Service des loisirs Notre-Dame-de-L'Assomption de Montréal 9154
Service des loisirs St-Louis-de-Montfort de Laval 9154
Service général d'administration M.T. inc. 9155
Serv-O-Photo inc. 9155
Simard Kuersteiner & associés inc. 9156
Société de taxi Windsor inc. 9156
Société nationale de l'est du Québec inc. 9156
Société Ovila Pagé inc. 9157
South Rustproofing (St-Hyacinthe Division) Ltd. 9092
Sunec inc. 9157
Sylvex inc. 9157
Terry Cat Fashion Inc. 9158
Thériault Hardwood Flooring Inc. 9158
Tir à L'Arc de Joliette inc. (Le) 9158
Usipre ltée 9159

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)
West End Furniture & Refinishing Ltd. 9159
West Island Equipment Ltd. 9159

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*
Immeubles Niagara du Canada limitée 9160
Niagara Realty of Canada Limited 9160

Sièges sociaux *Head Offices*
Air Ste-Agathe inc. 9177
Assurances Jean Lachapelle 9180
Bellechasse Transport inc. 9179
Bertec Inc. 9179
Brianyl Ltd. 9178
Centre de l'essor culturel inc. (Le) 9180
Dawco Realties Ltd. 9177
Eastern Townships Hygienic Services Inc. 9181
Galerie du québecois inc. (La) 9180
Gestion Provence inc. 9178
Gignac (Ronald) inc. 9177
Immeubles Southville ltée (Les) 9179
Institut canadien de caractérologie 9180
Jabco Machinery Ltd. 9178
Journaux Inter-Québec ltée (Les) 9181
Kennedy (H.) Ltd. 9178
Lingerie de l'élégante canadienne inc. 9181
M.B.S. Construction Inc. 9179
Pastal inc. 9180
Sandan Vehicles (Québec) Ltd. 9178
Savex Discount Services Ltd. 9177
Services d'escompte Savex ltée (Les) 9177
Services d'hygiène de l'Estrie inc. 9181
Southville Realties Ltd. 9179
Urethanor Inc. 9179

DEMANDES À LA LÉGISLATURE *APPLICATIONS TO LEGISLATURE*
Chambly, cité-city 9191
Estate of Charles Séraphin Rodier 9191
Hull, cité-city 9190
Laval, ville-city 9190
Succession Charles Séraphin Rodier 9191

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la *WINDING-UP ACT*
Société coopérative St-Félix d'Otis 9192
Tele-International Productions Inc. 9191

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*
Ile-du-Hâvre-Aubert, munic. (*Fusion volontaire-Voluntary Amalgamation*) 9237
Rosemère, ville-town (*Règl.-By-laws 282*) 9192

Agriculture et colonisation *Agriculture and Colonization*
Fresh fruit and vegetable regulation 9242
Règlement sur les fruits et légumes frais 9242

Assemblée nationale *National Assembly*
Commissions parlementaires: *Parlementary Commissions:*
Agronomes, loi des (Bill 258, 1971) 9226
Agronomists Act (Bill 258, 1971) 9226
Arpenteurs, loi des (Bill 261, 1971) 9226
Engineers Act (Bill 260, 1971) 9226
Ingénieurs, Loi des (Bill 260, 1971) 9226
Land Surveyers Act (Bill 261, 1971) 9226
Orthophonistes et audiologistes, loi des (Bill 267, 1971) 9226
Speech Therapists and Audiologists Act (Bill 267, 1971) 9226
Professional Code (Bill 250, 1971) (*Délai-Delay*) 9226

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*
Assurance: *Insurance:*
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville (*Annul.*) 9214
Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Marie-de-Monnoir, County of Rouville (*Annul.*) 9214
Providence compagnie d'assurances contre l'incendie (La) (*Annul.*) 9214
Providence Fire Insurance Company (The) (*Annul.*) 9214

Industrie et commerce *Industry and Commerce*
Avis de pêche aux coquillages 9188
Notices respecting shellfishing 9188

Richesses naturelles *Natural Resources*
Révocation de concession minière 9186
Revocation of mining concession 9186

Terres et forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Chicoutimi, ville-town 9160
Pointe-Claire, par. 9160
St-Edmond de Stoneham, par. 9161
St-Eustache, village 9161

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*
Annexation of an unorganized territory as to a municipal point of view to the municipality of Furgèreville, County of Témiscamingue .. 9236
Annexation of an unorganized territory as to a municipal point of view to the municipality of Mont-Carmel, County of Kamouraska ... 9232
Annexation of a territory forming a part of the municipality of the parish of St. Antoine-de-Pontbriand, to the Village of Robersonville, County of Mégantic 9230

PROCLAMATIONS (*suite*) — ***PROCLAMATIONS*** (*continued*)

Annexation of an unorganized territory as to a municipal point of view to the municipality of the parish of St. Eusèbe, County of Témiscouata 9235
Annexation of a certain territory of the municipality of St-Paul to the municipality of the parish of Sacré-Coeur-de-Jésus, County of Joliette 9228
Annexion d'un territoire non organisé au point de vue municipal à la municipalité de Fugèreville, comté de Témiscamingue 9236
Annexion d'un territoire non organisé au point de vue municipal à la municipalité de Mont-Carmel, comté de Kamouraska 9232
Annexion d'un territoire faisant partie de la municipalité de la paroisse de St-Antoine-de-Pontbriand, au village de Robertsonville, comté de Mégantic 9230
Annexion d'un territoire non organisé au point de vue municipal à la municipalité de la paroisse de St-Eusèbe, comté de Témiscouata 9235
Annexion d'un certain territoire de la municipalité de St-Paul à la municipalité de la paroisse de Sacré-Coeur-de-Jésus, comté de Joliette 9228
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Ste-Foy à la paroisse de St-Augustin-de-Desmaures, comté de Portneuf 9233
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the City of St. Foy to the parish of St-Augustin-de-Desmaures 9233
Jurés, entrée en vigueur de la loi modifiant la loi des Jurés (Bill 34, 1971) 9229
Jury Act, coming into force of the Act amending the Act (Bill 34, 1971) 9229
Mines, entrée en vigueur des articles 11 à 18, 20 à 23 et 32 de la loi modifiant la loi des mines (Ch. 27, 1970) 9227
Mining Act, coming into force of sections 11 to 18, 20 to 23 and 32 of the Act to amend the Mining Act (Ch. 27, 1970) 9227

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Industrial Milk Producers, Québec (Joint Plan) (*Quotas*) 9195
Producteurs de lait industriel du Québec (Plan conjoint) (*Quotas*) 9195

Société coopérative agricole — ***Cooperative Agricultural Association***

Société coopérative agricole Ste-Emmélie, Rang St-Michel (*Dissolution*) 9192

Société d'habitation du Québec — ***Québec Housing Corporation***

Iberville, ville-town (*Programme de rénovation-Renewal Program*) 9193

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Beauharnois, cité-city 9195
Cote St-Luc, cité-city 9209
Henri-Bourassa, c.s.r.-r.s.b. 9197
La Pocatière, ville-town 9203
Monseigneur-Vachon, c.s.-s.c. 9205
Princeville, ville-town 9199
St-Maurice, par. 9201
Villeneuve, ville-town 9207

VENTES — ***SALES***

Par Shérifs — ***By Sheriffs***

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Lapointe (Laurent) ltée *vs* Verville 9242

Hauterive — ***Hauterive***

Commissaires d'écoles de la municipalité de Hâvre St-Pierre (Les) *vs* Barriault 9244
Deschênes (Gratien) inc. *vs* Brassard 9243
Société d'hypothèque Kimross *vs* Levasseur 9244

Iberville — ***Iberville***

Bank of Montreal *vs* Nadeau 9245
Banque de Montréal *vs* Nadeau 9245

Joliette — ***Joliette***

Forest et Lacoste *vs* Entreprises Décarie inc. (Les) et *al* 9246

Kamouraska — ***Kamouraska***

Corbin & Sirois *vs* Ouellet 9246

Montréal — ***Montreal***

Avco Delta Corporation of Canada Ltd. *vs* Briand 9247
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Dugas et *al* 9248
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* L.F. Construction inc. et *al* 9248
Boutchatzky *vs* Dubois 9247
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Dugas et *al* 9248
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* L.F. Construction inc. et *al* 9248

Québec — ***Québec***

Banque de Commerce canadienne impériale *vs* Bouchard 9249
Canadian Imperial Bank of Commerce *vs* Bouchard 9249
Canadian Import Québec *vs* Charter Traders Ltd. 9251
Chami construction ltée *vs* Sicard 9250
Therrien (Marcel) inc. *vs* Fitzback 9250

Terrebonne *Terrebonne*

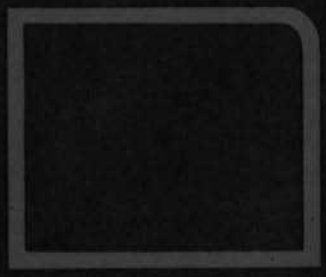
Comeau automobile inc. *vs* Vaillancourt..... 9252
Crown Life Insurance *vs* Lebeau..... 9253

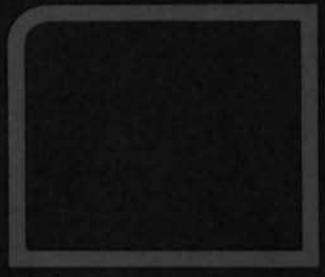
Taxes *Taxes*

Outremont, ville-city..... 9215

recueil des lois du travail







ministère du travail et de la main-d'oeuvre

$5.00

en vente

QUÉBEC:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
310 ouest, rue Ste-Catherine

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de vente de
l'Éditeur officiel du Québec,
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal